

Terrorisme : quelle place pour l'explication sociologique ?

6 janvier 2016, 06:38 CET

Auteur

1. [Monique Hirschhorn](#)

Professeur émérite de sociologie, Université Paris Descartes – USPC

Partenaires



[Université Sorbonne Paris Cité](#) apporte des fonds en tant que membre fondateur de The Conversation FR.

[Voir les partenaires](#) de The Conversation France

[Republier cet article](#)



Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.



« Suburban Spelunking ». [Steve Jurvetson/Flickr](#), CC BY

En ce début d'année 2016 où le souvenir de l'attentat contre les journalistes de *Charlie Hebdo* ravive celui de ceux qui l'ont précédé et qui l'ont suivi, sauf à céder à la tentation de déshumaniser les terroristes alors qu'à l'évidence, ce sont des individus « normaux », au pire des petits délinquants, se pose toujours avec acuité la question des causes de ce

qu'il est convenu d'appeler la radicalisation, le choix de la violence porté par l'adhésion à une idéologie extrémiste remettant en cause l'ordre existant, en l'occurrence l'islamisme radical.

L'explication sociologique contre le sociologisme

Et à ce propos, quelle place faire à l'explication sociologique ? Identifiée à un sociologisme qui fait des comportements individuels et collectifs le produit des déterminismes sociaux, elle ne serait capable que d'invoquer des causes sociales comme la pauvreté, le chômage, lesquelles s'appliquant à une population très faible et socialement hétérogène, ne peuvent avoir aucune valeur explicative. En revanche, la jeunesse de la population qui se radicalise plaide assez bien en faveur d'une révolte générationnelle, d'une crise d'identité, liée à une adolescence prolongée parfois bien au-delà de la majorité, et trouvant comme forme d'expression la haine idéologique que propose l'islamisme radical.

Il ne s'agit pas ici de revenir sur cette analyse partagée par beaucoup de spécialistes (islamologues, politologues, psychologues, psychanalystes) et même d'hommes politiques, mais de rappeler que le sociologisme est plus présent dans l'esprit des non-sociologues que dans celui sociologues. Preuve en est qu'aucun des sociologues qui sont intervenus jusqu'à présent sur la radicalisation et le terrorisme n'ont tenu le discours globalisant qui leur est attribué. Loin d'avoir une vision déterministe des comportements, ils cherchent à l'inverse de retrouver le sens que les individus donnent à ce qu'ils vivent et à ce qu'ils font, lequel passe par la connaissance du contexte social qui est le leur.

Étudier les voies vers le fanatisme

De ce fait, les sociologues ont beaucoup à dire, et même probablement plus que les psychologues. D'abord en s'interrogeant, comme [Gérald Bronner](#), dans une perspective de sociologie cognitive, de façon plus générale sur ce qui peut conduire des hommes 'ordinaires' à devenir des fanatiques. Les études empiriques montrent que ceux qui adhèrent à des formes de pensée extrême ont des caractéristiques sociales et psychologiques très diverses, qu'ils ne sont ni fous, ni irrationnels, ni stupides, ni immoraux et que, si les contextes sociaux peuvent être plus ou moins favorables, rien ne les prédisposait particulièrement à faire ce choix.

En revanche, il est possible d'identifier des voies d'accès au fanatisme : une adhésion qui se fait par petites étapes, l'enfermement dans un groupe de croyants fanatisés, une expérience sociale marquée par la frustration ainsi que l'humiliation et un besoin de reconnaissance et d'affirmation de soi, une révélation qui donne sens à leur vie. Cette analyse n'épuise pas la complexité du phénomène qui conserve encore des aspects mystérieux. Mais elle permet de chercher par quels moyens il est possible, si ce n'est de déradicaliser des individus, au moins d'empêcher qu'ils se radicalisent.

Enquêter sur la radicalisation

Ensuite, et c'est complémentaire, en procédant, comme [Farhad Khosrokhavar](#), à des enquêtes sur les jeunes qui se radicalisent. Cela permet de mettre en évidence les profils ainsi que les parcours des djihadistes et de distinguer deux groupes.

D'un côté celui de la deuxième génération d'immigrés, jeunes vivant dans des cités de banlieues ou des centres-ville paupérisés, qui se sentent discriminés et exclus, même lorsque quelques perspectives s'ouvrent à eux, et qui se radicalisent progressivement à travers la fréquentation des sites Internet, la rencontre de mentors en prison ou ailleurs, le départ pour un pays où combattre.

De l'autre des convertis venus des classes moyennes, en rupture avec leurs familles et en recherche d'identité, qui trouvent dans la mise en cause de l'ordre établi, dans la compassion avec ceux qui souffrent, dans la dénonciation des inégalités et des discriminations, la possibilité d'exister par eux-mêmes.

Comprendre l'attraction de l'islamisme radical

Reste à comprendre et, c'est un dernier élément sur lequel la sociologie a aussi quelque chose à apporter, la force de conviction de l'islamisme radical fort bien mise en évidence par [Gilles Kepel](#). Elle ne tient pas seulement à une utilisation efficace des possibilités qu'offre Internet, mais de façon plus décisive à celle des failles des sociétés contemporaines.

Si les sociétés démocratiques ne sont pas plus inégalitaires et, parfois même moins, que les sociétés qui les ont précédées, elles sont en revanche habitées par la passion de l'égalité avec pour effet d'une part l'affaiblissement des liens sociaux qui laissent les individus livrés à eux-mêmes, de l'autre la contradiction entre les principes affichés et la réalité. D'où le développement d'un sentiment d'injustice vécue ou perçue que, dans un contexte de remise en cause de l'État-providence sur fond de mondialisation, rien ne vient vraiment contrecarrer : ni un quelconque « opium du peuple », ni un projet politique mobilisateur.

On ne s'étonnera donc pas qu'un discours qui dénonce les injustices, qui divise le monde en bons et méchants, qui offre une possibilité de rédemption ou de réalisation de soi à travers le combat contre ceux qui disent défendre le bien et font le mal, puisse revêtir une certaine légitimité même aux yeux de ceux qui n'emprunteront jamais une des voies d'accès à la radicalisation.

Donner à penser aux politiques

Plutôt que de rejeter au nom du sociologisme toute explication sociologique et de soupçonner les sociologues de fournir des justifications à l'injustifiable, nos politiques feraient bien de réfléchir à la portée de leurs choix et la manière d'affaiblir ce discours. Alors qu'il nous faut de toute urgence chercher à rapprocher nos principes de nos actes, proposer un projet de société dans lequel se retrouve l'ensemble de nos concitoyens, trouver des formes de laïcité non discriminantes, mais qui ne favorisent pas la rupture avec le monde environnant, la mesure à portée essentiellement symbolique qu'est la déchéance de la nationalité contredit une fois plus le principe de l'égalité et vient renforcer la légitimité du discours qu'il faut discréditer.

[Se connecter pour commenter](#)

2 Commentaires

[Le plus ancien](#) [Le plus récent](#)

1.



[Florence-Lina Humbert](#)

Merci pour ce bon article, il manque cependant une dimension dans l'analyse: la coupable compromission des démocraties occidentales avec les idéologies phalocrates qui invisibilisent et excluent les femmes. La marchandisation croissante des corps des femmes dans le néo-libéralisme, seule idéologie que l'occident oppose à l'obscurantisme religieux: un féminicide à grande échelle.

Il manque un mot dans la dernière phrase, me semble-t-il "une fois de plus"

[il y a 2 années](#)

[Reporter](#)

2.



[Marina D'Amato](#)

logged in via Google

**finalment un raisonnement courageux sur
l'argument qui renvoie la responsabilite' a' la
politique qui doit proposer un projet de
societe' partagee et convenable pour les
citoyens. errorisme : anatomie
du « Mein Kampf » djihadiste**

25 mars 2018, 21:30 CEST

Auteur



1.

[Abderrazak Sayadi](#)

Professeur de l'enseignement supérieur. Professeur de religions comparées, Université de la Manouba

Déclaration d'intérêts

Abderrazak Sayadi est membre du conseil scientifique du séminaire de recherche «Liberté de religion et de conviction en Méditerranée : les nouveaux défis» du Collège des Bernardins.

Partenaires



[AUF \(Agence Universitaire de la Francophonie\)](#) apporte un financement en tant que membre adhérent de The Conversation FR.

[Voir les partenaires](#) de The Conversation France

[Republier cet article](#)



Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.



Les soldats de Daech, photo extraite du documentaire *Daech, naissance d'un État terroriste*.
[Alatele fr/Flickr](https://www.alatelle.fr/Flickr), CC BY-SA

Un certain Abu Bakr Al Naji a publié sur Internet, en 2004, un texte en langue arabe qu'il a intitulé « L'administration de la sauvagerie : l'étape la plus critique que traversera l'oumma ». En choisissant ce pseudonyme, Abu Bakr Neji envoie d'emblée plusieurs messages à son lecteur.

Tout d'abord, par le choix du prénom, il se réfère au premier calife, après la mort de Mahomet, qui s'est illustré dans ses guerres de l'apostasie contre les tribus arabes ayant quitté l'islam dès qu'elles ont appris la mort du prophète. Ensuite, par le choix du nom « Al Naji », adjectif dérivé de *najat*, qui signifie « le salut », il est le « sauvé » donc « le sauveur », celui qui montre la voie à l'*oumma*, la communauté musulmane.

En réalité, il s'agirait, selon des chercheurs de l'institut lié à la chaîne de télévision Al Arabiyya, de Mohamed Hassan Khalil al Hakim, alias Abu Jihad al Masri, un cadre d'Al-Qaeda. Né en 1961, il a été tué le 31 octobre 2008 par un drone américain au Waziristan, dans le nord du Pakistan.

103 pages de haine

Son texte compte 103 pages de discours de haine, contre le juif, contre le chrétien, contre l'apostat, contre la démocratie et ses valeurs. À tel point que certains ont qualifié ce brûlot de *Mein Kampf* du petit djihadiste.

L'intérêt de ce livre est qu'il nous met, dès le titre, devant le paradoxe du djihadisme, qui d'un côté prône le déchaînement de la sauvagerie, l'installation de la loi de la jungle, avec l'appel à la destruction de l'ordre ancien, et en même temps théorise la gestion de cette sauvagerie et son « administration ».

Pour l'auteur, les mouvements islamistes du monde arabe qui ont choisi de pactiser avec le pouvoir en place ou de jouer le jeu des élections ont tous échoué. Il revient notamment sur le cas de la Tunisie à plusieurs reprises, là où le mouvement islamiste a évité l'affrontement armé avec le pouvoir de Bourguiba et de Ben Ali. Le travail lent d'islamisation de la société par le bas, pratiqué depuis les années 1970, n'a pas réussi à donner le pouvoir aux mouvements islamistes. [La Tunisie en est l'exemple le plus éloquent.](#)

L'auteur préconise donc la politique de la sauvagerie et de la terreur, espérant rassembler autour des djihadistes une population fatiguée du désordre et prête à se soumettre à l'ordre promis par ces derniers. C'est donc par le djihad que la conquête du pouvoir devra se faire.

L'étape de la démoralisation

L'auteur distingue deux ensembles de pays visés par le djihad : un groupe principal – la Jordanie, le Maghreb, le Nigéria, le Pakistan, la presqu'île arabe et le Yémen – et un groupe secondaire – le reste des pays musulmans. Puis, il définit trois étapes dans la guerre de conquête : l'étape de la démoralisation et de l'épuisement, celle de l'administration de la sauvagerie, et enfin l'instauration de l'État islamique.

Le théoricien du terrorisme part du principe que l'armée et la police des régimes visés ne peuvent pas soutenir longtemps un état d'urgence. Il faut donc continuer à les harceler en attaquant les lieux de culte des chrétiens et des juifs, frapper les intérêts économiques, le tourisme et surtout le pétrole dans les pays qui dépendent de ces revenus.



Le 24 mars, devant le magasin de Trèbes (Aude), victime d'une attaque terroriste. Eric Cabanis/AFP

Il appelle à frapper par tous les moyens, afin d'entretenir un climat d'insécurité. Les objectifs sont d'épuiser les forces de l'ordre et d'attirer de jeunes candidats au djihad. Les forces de l'ordre finiront ainsi par abandonner certains territoires et certaines populations, ainsi livrées à elles-mêmes, afin de se concentrer sur la protection des zones vitales du pouvoir. Ce sera la fin de la première étape.

Administration de la sauvagerie et nouvel ordre

La seconde commencera lorsque les populations lassées de l'insécurité chercheront la protection d'un nouvel ordre : ce sera « l'administration de la sauvagerie ». Un certain nombre de pays verront s'installer des principautés dirigées par Daech, comme récemment en Irak, en Syrie, en Libye, au Yémen ou dans le Sinaï. La gestion de ces zones se fera avec une telle dureté que les armées régulières des autres espaces seront terrorisées et abandonneront le combat. C'est ce que nous avons vu en Irak où les troupes régulières ont fui devant l'arrivée des soldats de Daech, leur abandonnant [Mossoul](#) sans coup férir.

La troisième et ultime étape sera celle de l'instauration de l'État islamique qui appliquera alors la *charia*, la [loi islamique](#), et instaurera un nouvel ordre que la population ne pourra qu'accepter puisqu'il met fin au désordre et à la sauvagerie. L'application de la loi de l'islam partout est un objectif suprême, mais pour y parvenir, il faut réaliser les étapes ci-dessus. Les forces de l'administration de la sauvagerie devront donc [tout saccager de l'ordre mondial actuel](#), jugé « décadent et satanique ».

Les deux registres de la manipulation

Comment ce discours de la sauvagerie et de la barbarie arrive-t-il à séduire autant de monde ? Ces jeunes terroristes qui se présentent comme les nouveaux barbares attirent à eux parce qu'au-delà de leur discours de haine, ils promettent de réaliser la cité idéale sur terre. La manipulation s'opère selon au moins deux registres : celui de la justice, donc d'une certaine forme de rationalité, et celui de l'affectif.

Les régimes arabes oppriment leurs peuples et le système judiciaire souvent corrompu génère de l'injustice et de la frustration. Un jeune en quête de justice peut être sensible à cette promesse. La manipulation se fait aussi par l'affectivité, par la glorification du sacrifice, du don de soi, de la fraternité indéfectible et du partage d'un idéal commun.

C'est la conjonction des deux registres qui fait que ce discours touche des milliers de jeunes. C'est un discours simpliste, la simplicité étant érigée en règle de communication pour Daech. Derrière la simplicité affichée du discours se trouve l'idée de la soumission totale à Allah.

L'islam, une citadelle prétendument assiégée

Si l'auteur situe la bataille [au niveau des médias](#), c'est parce qu'il se montre soucieux de toucher le plus grand nombre possible de masses musulmanes. S'adresser à ces dernières, en se détournant des milieux islamistes traditionnels où les militants sont sous l'emprise de leurs chefs, permettrait de recruter de nouvelles troupes de djihadistes subjugués par ce discours radical millénariste et apocalyptique qui promet de sauver le monde en le détruisant.

Il est ainsi illusoire de croire qu'en réglant la question du chômage ou de l'exclusion, le djihadisme sera vaincu, puisque dans l'esprit du djihadiste, la guerre ne peut être que totale et éternelle, jusqu'à la fin des temps.

L'analyse de l'ouvrage d'Abu Bakr Al Naji dévoile ainsi les ressorts sur lesquels repose le discours djihadiste : une vision certes médiévale, mais toujours vivante, d'une terre coupée en deux, avec d'un côté *Dar El Islam* (« le territoire musulman ») et de l'autre *Dar El Harb* (« le territoire de la guerre »).

La citadelle de l'islam semble toujours assiégée par ses ennemis qui complotent contre elle. Ce sont, dans la vision djihadiste paranoïaque du monde, les juifs sionistes, incarnés par Israël, les chrétiens croisés, représentés par l'Occident et les apostats renégats incarnés par les régimes arabes actuels. Ce sont ces ennemis qu'il faut attaquer, harceler et combattre.

La victoire finale permettra ainsi de réaliser la cité idéale, le paradis sur terre, laquelle sera totalement soumise à la loi de l'islam, la seule qui vaille. Sans que nous sachions en quoi elle consiste concrètement.

Abderrazak Sayadi est membre du conseil scientifique du séminaire de recherche [« Liberté de religion et de conviction en Méditerranée : les nouveaux défis »](#) du Collège des Bernardins.

« Les perdants radicaux », la nouvelle arme de Daech ?

16 septembre 2016, 06:41 CEST

Auteur



1. [Elyamine Settoul](#)

Chercheur, Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire (IRSEM)

Déclaration d'intérêts

Elyamine Settoul est chercheur associé au CERI (Sciences-Po).

Partenaires

[Voir les partenaires](#) de The Conversation France

[Republier cet article](#)



Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.



Lors d'une cérémonie religieuse en mémoire du père Jacques Hamel assassiné le 26 juillet dans l'église de Saint-Etienne du Rouvray. Joel Saget/AFP

Les tragédies estivales qui ont endeuillé Nice et Saint-Étienne du Rouvray ont créé un effet de sidération considérable parmi la population. La proximité temporelle des deux événements (14 juillet et 26 juillet), la diversité des lieux attaqués – une grande ville touristique de la Côte d’Azur et une petite localité de Normandie –, les modes opératoires – un camion lancé à toute allure sur une population indistincte et l’égorgement d’un prêtre à l’intérieur d’une petite église : tous ces éléments ont contribué à décupler le sentiment d’effroi.

Puis la sidération a laissé place aux débats sécuritaires. Analystes et politiciens se sont écharpés autour de polémiques sur les déficiences présumées des services de renseignement et les insuffisances d’un arsenal juridique jugé trop « tendre » à l’égard des apprentis terroristes. Pris dans le tourbillon politico-émotionnel, chacun y a été de sa petite idée. De l’interdiction du salafisme à la création d’[un « Guantanamo à la française »](#) en passant par la nécessité de s’inspirer de la [militarisation de la société israélienne](#), les acteurs politiques ont rivalisé d’imagination et parfois d’extravagance pour remédier au sentiment d’anxiété nationale.

Mais ce sont les services de renseignement qui ont essuyé les critiques les plus virulentes et ont été pointés du doigt. Il leur a été reproché de n’avoir pas su anticiper les attaques et profiler les auteurs de ces tragédies. L’indignation collective suscitée par les deux événements a brouillé les analyses et empêché de voir qu’ils ont été, en réalité, commis par deux types d’acteurs.

Déconnecté des sphères djihadistes

Les auteurs de l’acte de Saint-Étienne de Rouvray ont des profils sociologiques « communs » dans la galaxie djihadiste. À l’instar des terroristes qui ont pris pour cible le Bataclan en novembre dernier, il s’agit de jeunes insérés dans des collectifs ou [des fratries jihadistes](#) passés ou fascinés par les terres du djihad qu’elles soient afghanes ou syro-irakiennes. Comme les frères Kouachi, Mohamed Merah ou Mehdi Nemmouche, Adel Kermiche et Abdel Malik Petit-Jean se sont érigés en « défenseurs des musulmans » en attaquant ce qui symbolise à leurs yeux des ennemis de l’islam, des militaires occidentaux, des juifs, des « croisés ». Le prêtre Jacques Hamel était assigné dans cette dernière catégorie.



L'attaque du 14 juillet a provoqué un effet de sidération dans tout le pays. [Sabin Paul Croce/Flickr, CC BY](#)

En revanche, le profil du tueur de Nice, [Mohamed Lahouaiej Bouhlel](#) - totalement déconnecté des sphères djihadistes, non pratiquant, bisexuel et amateur d'alcool – le rendait insoupçonnable. Les services de renseignement n'avaient aucune chance de l'intercepter. Certains ont alors évoqué la notion de « [radicalisation expresse](#) » pour qualifier ce parcours hors-norme.

Pourtant, pour les spécialistes des phénomènes de radicalisation, cette expression relève de l'oxymore intellectuel. En effet, les définitions de ce concept insistent au contraire sur les dimensions progressive et graduelle par lesquelles des individus acquièrent des idées extrémistes. D'autres éléments éloignent la tragédie niçoise des violences djihadistes classiques. Ainsi Daech, dont on connaît la propension à communiquer et à célébrer ses « victoires » de manière quasi-instantanée, a mis près de deux jours pour revendiquer cet attentat à la résonance planétaire. Enfin, le nombre particulièrement élevé de victimes musulmanes, estimées à près d'un tiers du total par les acteurs locaux, ajoute un peu plus d'interrogation.

Mégalomanes et narcissiques

En réalité, la trajectoire sociale du tueur niçois semble bien plus relever de celle du « perdant radical » théorisé en 2006 par [Hans Magnus Enzensberger](#). Les « perdants radicaux » désignent des individus humiliés, en quête de boucs émissaires et avides de vengeance. Produits du libéralisme et de la compétition exacerbée que se livrent les individus au sein des sociétés modernes, ils sont invisibles et ressassent silencieusement leurs échecs. Dans leur univers mental, il n'y a pas de place pour les figures intermédiaires ou les positions médianes. Tout est binaire : on est soit « un

perdant soit un gagnant ». Mégalomanes et narcissiques, ils exercent une violence suicidaire dont l'objectif vise autant à se sanctionner de leur propre échec qu'à punir la collectivité sociale qui en serait aussi responsable.



Co-pilote de la compagnie aérienne German Wings, Andreas Lubitz a précipité son avion sur une montagne des Alpes françaises en mars 2015. [John Heaven/Flickr](#), [CC BY](#)

[Andreas Lubitz](#), le pilote de la German Wings qui a entraîné 149 personnes dans son crash ou [Omar Mateen](#), le terroriste de la discothèque d'Orlando en Floride, illustrent des figures du perdant radical. Divorcé, dépressif et violent, Mohamed Lahouaiej Bouhlei a souhaité faire payer ses échecs personnels à l'ensemble de la société. Comme pour les autres, sa frustration a été doublement assouvie par la désignation de responsables sur lesquels il jouit d'un pouvoir de vie et de mort, mais également par anticipation du moment de gloire médiatique que lui procure son acte suprême.

Pourtant, dans leur volonté de traiter l'évènement à « chaud » et très certainement leurrés par le patronyme arabo-musulman du tueur, experts et journalistes se sont instinctivement orientés vers la piste djihadiste. Cette confusion est dangereuse et fait de certains médias les complices involontaires de la stratégie de Daech. D'une part, car elle conforte les ambitions de l'organisation à vouloir imposer la sensation d'un djihadisme viral à l'intérieur des sociétés occidentales. D'autre part, car à la manière d'une prophétie auto-réalisatrice, ces perdants radicaux pourraient bien finir par devenir de véritables supplétifs pour Daech.

Entre une organisation désireuse d'élargir toujours plus son vivier de recrutement en Occident et des acteurs assoiffés de vengeance sur fond d'hyper médiatisation, les affinités électives sont plus qu'évidentes.

Radicalisation et désengagement : les leçons de la « décennie noire » en Algérie

6 février 2018, 21:33 CET

Auteur



1. [Elyamine Settoul](#)

Maître de conférences, Conservatoire national des arts et métiers (CNAM)

Déclaration d'intérêts

Elyamine Settoul ne travaille pas, ne conseille pas, ne possède pas de parts, ne reçoit pas de fonds d'une organisation qui pourrait tirer profit de cet article, et n'a déclaré aucune autre affiliation que son poste universitaire.

Partenaires

le cnam

[Conservatoire national des arts et métiers \(CNAM\)](#) apporte un financement en tant que membre adhérent de The Conversation FR.

[Voir les partenaires](#) de The Conversation France

[Republier cet article](#)



Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.



A Alger, le 6 décembre 2017, lors de la visite du Président Macron. Ludovic Marin/AFP

« Vive l'État islamique ! », « L'islam est la solution », « La charia est notre Constitution » : ces slogans que l'on pourrait aisément prêter aux cadres de Daech ont été scandés dès les années 1990 dans les places, les rues ou les stades algériens.

Dans un paysage arabo-musulman souvent traité sur un mode monolithique, on oublie que l'Algérie a connu une trajectoire très singulière dans son rapport à la violence djihadiste. Les statistiques relatives aux combattants étrangers de Daech tendent à refléter cette particularité : si le Maghreb a été une zone de recrutement particulièrement prolifique pour l'État islamique, l'enrôlement des Algériens a été pour ainsi dire quasi-insignifiant du point de vue numérique.

Les [données du Soufan Group](#) indiquent ainsi que plus de 5 000 Tunisiens et 2 000 Marocains auraient rejoint Daech. Géographiquement située entre ces deux pays, l'Algérie aurait, selon certaines estimations, fourni moins de 150 soldats à l'Organisation de l'État islamique.

Plusieurs facteurs expliquent cette particularité sociologique. [Pour nombre de chercheurs](#), l'Algérie a d'une certaine manière engendré et expérimenté son propre Daech. Précisons, à ce titre, que si le rôle des services de sécurité algériens dans la radicalisation de ces groupes est avéré, le degré et l'étendue de la manipulation est en revanche sujet à débats entre les spécialistes. Quoi qu'il en soit, les niveaux de violence atteints par les Groupes islamiques armés (GIA) durant « la décennie noire » (1990-2000) sont, par de nombreux aspects, très comparables aux pratiques sanguinaires des [djihadistes du Cham](#).

Viols, décapitations, opérations kamikazes ont été le lot quasi quotidien de la société algérienne des années 1990. Ce traumatisme expérimenté une génération après celui de la guerre de Libération nationale (1954-1962) a profondément marqué et déchiré les familles – qu'elles aient été sympathisantes des courants islamistes ou du côté des forces de sécurité.

Le fantasme commun de la purification du corps social

Comme Daech, les Groupes islamiques armés se sont empressés d'imposer une vision manichéenne du monde, ne laissant aucune alternative aux citoyens sinon celle d'être « avec » ou « contre » eux. Les deux entités se rejoignent également dans leur fantasme de purification du corps social. Le premier objectif des GIA a été d'éliminer physiquement les étrangers, les expatriés et les intellectuels au sens le plus large (journalistes, écrivains, universitaires..), tandis que Daech a été plus loin, condamnant et éliminant toute personne ne s'inscrivant pas dans son orthodoxie religieuse, en particulier les populations chiïtes.

Ce regard comparatif reflète également une forme d'échec du politique. De manière limpide en Algérie, suite à la confiscation par le pouvoir de la victoire du Front islamique du salut (FIS) aux élections législatives de 1991, et de manière plus diffuse ou indirecte chez les combattants de Daech. Une large part de ces derniers provenait des territoires les plus relégués de leur société d'origine et ont été fascinés par l'utopie politico-religieuse du projet califal.

[Les statistiques de l'Unité de coordination de lutte antiterroriste \(Uclat\)](#) sont, à cet égard, très instructives : parmi les 265 djihadistes français morts jusqu'en septembre 2017 dans les régions syro-irakiennes, près de 55 % de provenaient de zones urbaines reléguées et conjuguait des difficultés sociales protéiformes (échec d'intégration, antécédents judiciaires).

Des types de recrutement différenciés

Mais ces deux mouvances présentent également de nombreuses divergences. L'une des plus frappantes concerne la sociologie ainsi que la nature des motivations des recrues. Le djihad algérien des années 1990 s'était cantonné à un recrutement de combattants nationaux essentiellement composé de *hittistes*, ces « teneurs de murs » désœuvrés et déclassés des grandes agglomérations.

À l'inverse, avec près d'une centaine de nationalités, le vivier de recrutement de Daech a eu un caractère éminemment globalisé. Ce dernier forme une mosaïque sociologique beaucoup plus complexe et hétérogène, agrégeant des jeunes

hommes et femmes, attirés certes par le projet d'une société musulmane idéale mais également par des motifs aussi divers que la quête d'adrénaline, le désir d'escapisme, d'héroïsation ou encore de réparation (inceste, viols...)

Les carburants de la radicalisation en Algérie

Une autre distinction réside dans le mode de propagation des idées djihadistes. En Algérie, la radicalisation de la jeunesse s'est principalement réalisée à l'ombre des mosquées, seules véritables espaces d'expression et de contestation en dehors des radars étatiques. C'est à l'intérieur de ces espaces que se sont cristallisés et développés des discours de rupture véhiculant l'idée d'une altérité irrémédiable entre le « eux » et le « nous ».

Ces discours se sont fondés sur la forte bipolarisation qui caractérise la société algérienne post-coloniale, les masses populaires arabophones contre des élites politiques francophones inamovibles depuis l'indépendance. Les islamistes algériens n'ont jamais manqué de pointer cette fracture identitaire et certaines contradictions de la junte au pouvoir qui prônait une arabisation à tout-va du pays mais qui prenait toujours soin d'envoyer ses enfants étudier à Paris, Londres ou Genève.



Défilé des vétérans de la guerre d'Indépendance, le 5 juillet 2017, à Alger. Ryad Kramdi/AFP

Le sentiment de *hogra* (mépris) et la généralisation de la *rechoua* (corruption) ont été les carburants de cette radicalisation. La décennie noire a également été alimentée par l'expérience des *moudjahidins* afghans. Ces combattants algériens partis combattre l'envahisseur soviétique avec le soutien logistique des Américains durant la décennie 1980 ont souvent constitué le [noyau dur des GIA](#).

Daech, une diffusion horizontale

En France, les mosquées n'ont pas été des espaces majeures de radicalisation et [nombre de recherches](#) tendent même à illustrer une forte déconnexion de ces jeunes vis-à-vis des instances de socialisation à caractère islamique (militantisme, associations islamiques, etc.).

Beaucoup de djihadistes avaient une [pratique religieuse très limitée](#). Ce constat d'une faible orthopraxie religieuse (au moins avant leur départ sur zones de combat) semble encore plus vrai si l'on se focalise sur les parcours de vie des djihadistes passés à l'action violente sur le territoire national ([frères Abdeslam](#), [frères Kouachi...](#)).

Les idées djihadistes se sont déployées de manière horizontale via des espaces de rencontre et de socialisation extrêmement variés (Internet, prisons, halls d'immeubles, clubs de sport...). Ceci a eu pour effet de diluer le phénomène sur l'ensemble du corps social, le rendant par là même difficilement détectable par les services de renseignement.

De plus, l'État islamique a fait du cyberjihadisme un élément majeur de sa stratégie d'action, prenant soin d'enrober nombre ses exactions d'une [esthétique hollywoodienne](#) particulièrement en phase avec la web culture des jeunes générations.

Encore embryonnaire dans le Maghreb des années 1990, Internet n'a pas été un vecteur de séduction ou de communication stratégique pour les islamistes algériens. Les cassettes audio ont, néanmoins, pu contribuer à la propagande du projet califal.

Comment l'Algérie a combattu et réinséré les islamistes

L'expérience de l'Algérie apporte également quelques éclairages sur la déradicalisation et le débat sur la « bombe à retardement » que représenterait le retour des djihadistes français. Le terme de désengagement serait d'ailleurs plus adéquat pour rendre compte de l'approche privilégiée par ce pays.

Celui-ci s'est appuyé sur une double stratégie à la fois répressive et inclusive, mixant une politique d'éradication des islamistes violents avec des dispositifs de réinsertion sociale pour ceux n'ayant pas commis de crimes de sang (assassinat, meurtre..) et de viols.



Hassan Hattab, l'ancien chef islamiste

« retourné » par les services algériens. [Wikimedia](#)

En effet, la [loi sur la Concorde civile, adoptée le 8 juillet 1999](#), par référendum prévoyait l'abandon des poursuites judiciaires contre les islamistes qui déposeraient les armes, non coupables de crimes de sang, de viols et d'attentats à l'explosif dans les lieux publics. Cette initiative aurait permis de désengager plus de 6 000 islamistes des maquis algériens.

Par ailleurs, les autorités locales n'ont pas hésité à coopérer avec d'anciens djihadistes dans leur stratégie de lutte contre le terrorisme. Ainsi, l'ex- membre du GIA et fondateur du GSPC (Groupe salafiste pour la prédication et le combat), Hassan Hattab, a été coopté par les services de sécurité dans le but de déjouer des actions terroristes.

Cette politique de réinsertion sociale et professionnelle, facilitée en grande partie par la hausse exceptionnelle des cours du brut du début des années 2000, semble – au moins à court terme – avoir porté ses fruits. Bien que la salafisation de la société soit une réalité régulièrement [déplorée par les intellectuels algériens](#), le niveau de la violence à l'intérieur du pays a considérablement diminué.

La société renferme néanmoins des zones de tension latente entre la population majoritaire et ces ex-jihadistes bénéficiaires des généreuses politiques de réinsertion (licences de commerces, crédits bancaires..). De plus, l'impasse politique dans lequel se trouve le pays menace sa stabilité, et d'aucuns prédisent que la dégradation de la conjoncture économique pourrait être l'étincelle qui mettra fin à ce fragile *statu quo*.

En France, une approche sécuritaire et répressive

En France, les centaines de combattants de retour des zones syro-irakiennes ont été répartis dans plusieurs établissements pénitentiaires. Contrairement à d'autres pays qui capitalisent sur l'expérience d'anciens djihadistes

désengagés (Grande-Bretagne) ou qui investissent massivement sur la réinsertion sociale (Danemark), l'approche française est essentiellement sécuritaire et répressive. Influencé par une opinion publique encore traumatisée par la vague d'attentats commis sur le territoire national, le débat est surtout focalisé sur le degré de dangerosité de ces acteurs.

Pourtant, il va de soi que la plupart de ces « revenants » finiront par sortir de prison et leur expérience derrière les murs aura une incidence certaine sur leur parcours post-carcéral. Aussi un traitement purement punitif sans possibilité de prise de conscience et de réinsertion sociale pour ces jeunes pourrait se révéler contre-productif pour l'ensemble de la société. L'absence de perspective ne ferait que sacraliser un peu plus la haine et [attiser la pulsion de mort qui habite une partie de ces jeunes](#).

L'expérience algérienne est, à cet égard, très éclairante et semble accréditer la possibilité d'un désengagement massif d'acteurs demeurant potentiellement radicaux du point de vue idéologique, mais qui renoncent à l'usage de l'action violente contre leur société.

1. [Culture](#)
2. [Économie + Entreprise](#)
3. [Éducation](#)
4. [Environnement + Énergie](#)
5. [International](#)
6. [Politique + Société](#)
7. [Santé](#)
8. [Science + Tech](#)
9. [Data](#)
10. [En anglais](#)

Bande dessinée didactique : qu'est-ce que le terrorisme individuel ?

4 février 2018, 20:17 CET

[Wes Mountain/The Conversation](#), CC BY-ND

Auteurs



1. [Leighton Kille](#)

[Leighton Kille est un·e ami·e de The Conversation](#)

Rédacteur en chef, coordination internationale et technique, The Conversation France



2. [Thomas Hofnung](#)

Chef de rubrique Politique et Société, The Conversation France



3. [Wes Mountain](#)

Deputy Multimedia Editor

Interviewé



1. [Raffaello Pantucci](#)

Associate Fellow, International Center for the Study of Radicalisation (ICSR), King's College London

Partenaires

[Voir les partenaires](#) de The Conversation France

[Republier cet article](#)



Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.

Langues

- Français
- [English](#)

Les services de sécurité et les gouvernements à travers le monde sont vigilants face à la menace qu'exercent les terroristes isolés dans nos villes.

Mais quand il n'y a pas de manifestation d'une intentionnalité ou d'une idéologie explicite, quand on en vient à soupçonner un problème de santé mentale et une propension, de la part de groupes comme l'État islamique, à revendiquer à peu près n'importe quelle attaque, alors comment définir le terrorisme individuel ?

Dans cette bande dessinée didactique, Raffaello Pantucci, chercheur associé au Centre for the Study of Radicalisation (à Londres) et directeur des études de sécurité internationale au Royal United Service Institute, éclaire les théories relatives au phénomène du terrorisme individuel. Il analyse ce que nous savons de l'efficacité de ces terroristes, de leurs motivations, de leurs comportements. Un travail qui pourrait nous aider à mieux comprendre cette menace et à empêcher de futurs attentats.

RAFFAELLO PANTUCCI DA

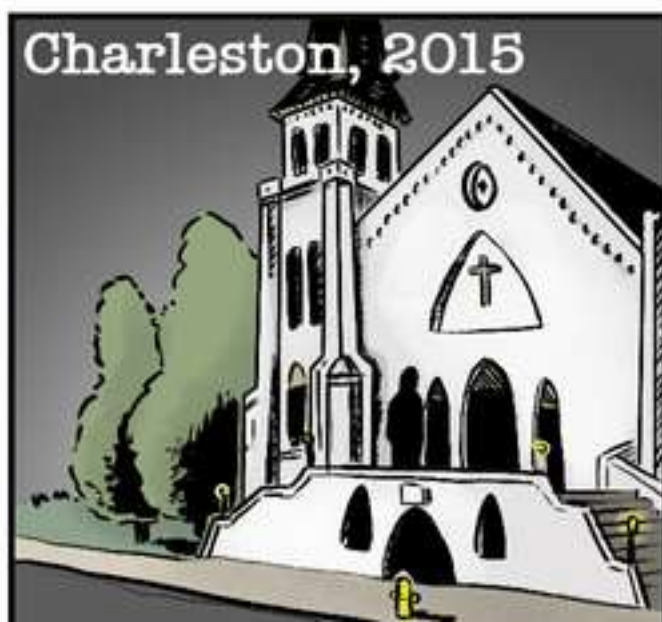
qu'est-ce qu' le terrorisme individuel

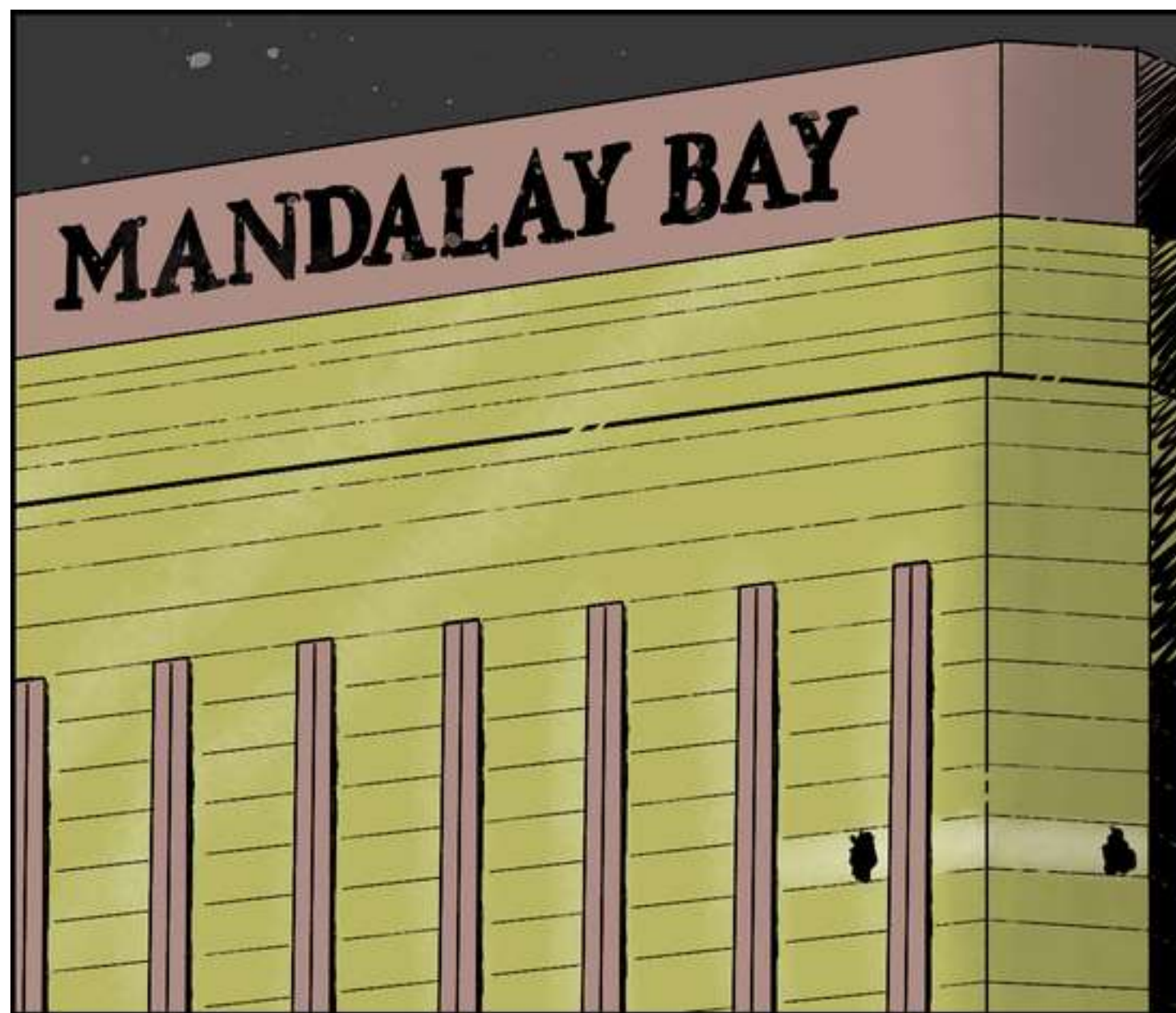


On pense généralement que les terroristes isolés et les personnes malfaisantes soit des déséquilibrés.



Si un acte terroriste est déjà quelque chose de pratiquement incompréhensible pour tout un chacun, que quelqu'un commette de tels méfaits sans lien apparent avec un groupe qui semble être, pour la majorité des gens, un composé totalement délirant.





En 2016, un groupe d'universitaires de différents pays européens, dont j'ai fait partie, a publié une étude sur les terroristes isolés en Europe de janvier 2000 à 2015.

Benoît Gomis
Chatham House



Jeanine de Roy
van Zuijdewijn

International Centre for Counter-Terrorism,
The Hague



Edwin Bakker



Simon Palombi
Chatham House



Melanie Smith
Institute for Strategic Dialogue

Nous avons commencé par un atelier de deux jours à

Il n'y a pas de définition irréfutable du terrorisme ou de l'extrémisme. Selon un vieux cliché, le « terroriste » des uns serait le « gentil rebelle » des autres.



Or la question des terroristes isolés est plus déroutante encore.

Plutôt que d'essayer de définir le terrorisme, nous avons établi les critères de travail :

- La menace ou l'acte de violence, par un individu ou une petite cellule (ou une petite cellule) ;
- n'agissant pas pour des motivations purement personnelles, mais pour le but d'influencer une large ;
- agissant sans planification, la planification, la planification, la planification, l'exécution de l'acte, la décision de passer à l'acte, pas dirigée par un chef, qu'elle puisse avoir été inspirée par un t



Mais il y a aussi des gens situés à la périphérie des terroristes connus, ou reliés à eux par des fils dist



Nous savons ce qu'ils ne
sont pas.



Ce ne sont pas des
« loups solitaires ».

C'est un terme à bannir.

Vous ent
resp
l'employer,
des serv
sécurité. Et



Le terme a une connotation
« cool », suggérant une sorte de
prédateur traquant sa proie,
commettant des atrocités pour
envoyer un signal fort à l'opinion.



Dans leurs écrits
terroristes ut
« loup solitaire »
positive et le
mettent en
valeur.

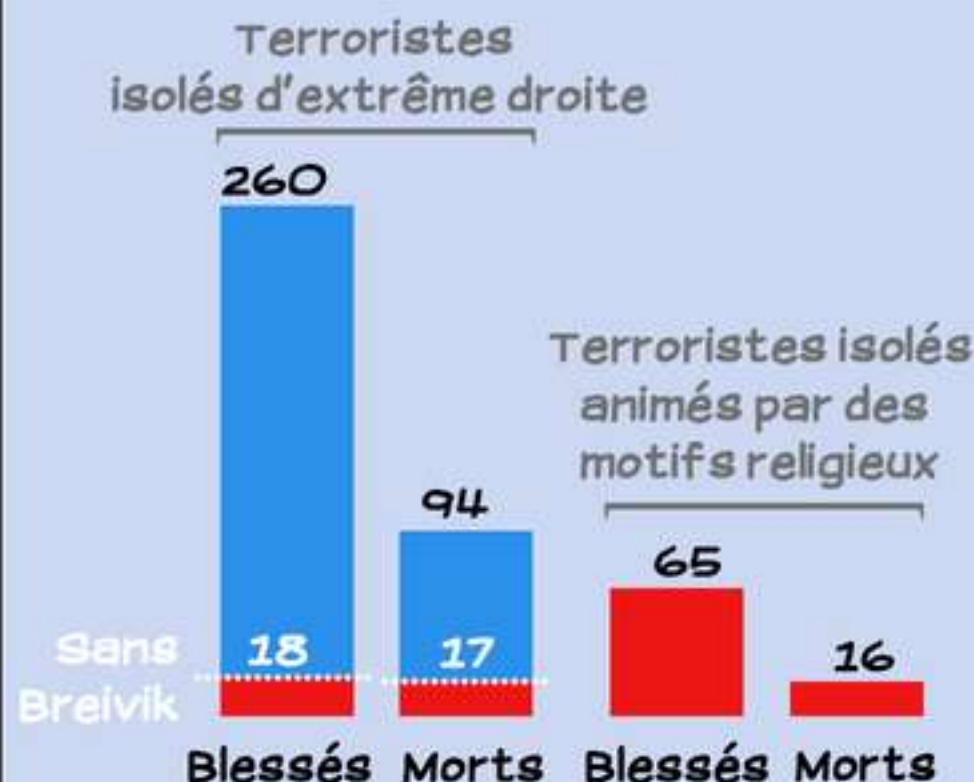




Notre étude a montré que parmi les attaques perpétrées dans les pays d'Europe entre janvier 2000 et décembre 2001



De 2000 à 2014 en Europe...



Même durant la période de la crise, les attentats terroristes ont été représentés dans les médias - et l'attention se sont principalement concentrée sur les extrémistes.



Ceci dit, en quoi consiste la menace ?

Nos recherches suggèrent que disposer d'une expertise peut jouer un rôle important.

Les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie ont pris des initiatives pour révoquer la citoyenneté ou confisquer les passeports de personnes revenant de certains conflits à l'étranger.



Par ailleurs, de nombreuses études, dont la nôtre, ont montré que les individus...

Il y a un certain nombre de raisons à cela.



Rejoindre un camp d'entraînement vous dira:

Voilà, Voilà, Tu dois



S'entraîner dans un camp, ou acquérir une autre formation militaire, vous rend nettement plus dangereux que pas eu ce cheminement.



Il prit conscience que les communications étaient une source de vulnérabilité. Comment la police repère-t-elle les terroristes ?



Le plus souvent, la police démantèle ces cellules car les individus se parlent. L'individu A appelle l'individu B, et quand A est arrêté, B apparaît dans l'historique d'appels de A. Le tour est joué.

Alors il a dit :

Créons de très nombreuses cellules isolées qui ne connaissent toutes le message codé et qui déclencheront les attaques de manière autonome.





Il est important de conserver
que l'on observe de plus en plus
manipulation virtuelle, « par
les individus agissent
Royaume-Uni ou en Australie, m
sur

Ils sont en relation avec un
individu, le plus souvent situé en
Syrie ou en Irak, et cette
personne les incite à passer à
l'action.



Cela peut
paraître absurde
mais cette relation
est si intense qu'ils
vont commettre
ces atrocités afin
d'embrasser une
cause qui
les dépasse.

Et ce mode de
une nouvelle su
tableau d'ores
complexe.



C'est cela que l'EI a su utiliser à son avantage, de façon nettement plus convaincante qu'al-Qaïda.

Ansbach,
2016



Ses responsables sont parvenus à déclencher à distance de nombreuses attaques isolées.

Des personnels
comme...



Né en
une frappe

Nous enverrons
bientôt nos
commandos les
dans leurs mais
Cela touchera
les Américains.

Junaid Hussain
Né en Grande-Bretagne
tué par une frappe a

...ont joué un rôle
conception de p
en Europe et

Cela nous amène à la question des « fuites » – celles des personnes divulguant des informations sur leurs intentions. On imagine que les terroristes isolés sont des personnes extrêmement discrètes...



En fait, nous avons découvert que beaucoup s'étaient confiés sur ce qu'ils s'apprêtaient à faire.

46% des terroristes ont laissé fuiter des informations avant leur passage à l'acte. Mais ce chiffre varie selon les différences nationales.

Les terroristes inspirés par la religion sont plus enclins à « fuiter » vers leurs proches.



ont « fuité » vers les amis et la famille.

Il s'agit bien d'un sujet où les questions de santé mentale et de prévention sont pertinentes.

Nous avons ainsi découvert des cas où des terroristes isolés étaient déjà pris en charge par un thérapeute. Certains ont même divulgué à leur thérapeute un indice crucial qui n'a pas attiré son attention.



Il ne s'agit pas d'un thérapeute. Par exemple, le patient a rabâché ce détail...



Mais la plupart du temps, ce sont des amis, des collègues, des voisins, des proches, tout simplement, qui ont un passage à l'acte.

Peut-être que si l'entourage était sensibilisé, il serait possible de bloquer un projet terroriste et de sauver des vies. Mais avant de mener des campagnes de sensibilisation, il faut d'abord...

Illustrations par Wes Mountain pour The Conversation. Traduction réalisée par Jean-Marc Lafon, de l'association Institut Action résilience, et Thomas Hofnung de The Conversation France. La série complète sur la lutte contre les terroristes isolés est disponible au site Web du Royal United Services Institute. L'intégralité de la série est disponible en anglais seulement. Comment l'extrême droite radicale se recompose en France

28 mars 2018, 21:00 CEST • Mis à jour le 3 avril 2018, 10:01 CEST

Auteur



1. Stéphane François

Politiste, historien des idées, chercheur associé, École pratique des hautes études (EPHE)

Déclaration d'intérêts

Stéphane François est membre de l'Observatoire des Radicalités Politiques (ORAP) de la Fondation Jean Jaurès

Partenaires

[Voir les partenaires](#) de The Conversation France

[Republier cet article](#)



Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.



Stand du groupuscule Bloc Identitaire lors d'une convention au Palais des Princes, à Orange, en 2012. Gerard Julien/AFP

Paris : le lycée autogéré est [attaqué le 16 mars](#) par des militants d'extrême-droite. Lyon : un nouveau local appelé Bastion Social et géré par le Groupe Action Défense (GUD) ouvre en mars, confirmant l'installation de l'[extrême droite radicale dans la vieille ville](#). Même histoire ou presque, à Marseille : des centaines de personnes ont ainsi défilé jusqu'au vieux port [dénonçant l'ouverture de ces locaux](#). À Angers en début d'année, la polémique monte autour d'un bar « identitaire », l'Alvarium. Le 10 février *le Courrier de l'Ouest* titrait : Les identitaires d'extrême droite [font leur nid en Anjou](#)

Juste après les attentats de l'Aude, ce sont des [panneaux de signalisation « djihadistes » aux portes de la ville rose](#) qui font parler du groupe Génération Identitaire.

À Montpellier enfin, la faculté reste fermée jusqu'au 3 avril après une [descente d'individus armés de bâtons cagoulés dans les amphis](#), venus écraser les étudiants manifestant et occupant les locaux. Beaucoup soupçonnent ces « gros bras » d'être proches de groupuscules d'extrême droite.

Vidéo d'une étudiante relatant l'attaque d'hommes cagoulés à la fac de Montpellier le 22 mars.

Hausse du nombre d'actions

Le constat est frappant : les actions violentes menées par de militants liés à l'extrême droite radicale [ne cessent d'augmenter depuis 2010](#). Le nombre croissant d'événements va de pair avec une radicalisation croissante de cette nébuleuse

Ce militantisme violent se place dans le cadre plus large d'un double processus : d'une part une recomposition [des groupuscules en présence](#) ; de l'autre, l'augmentation d'activistes sans appartenance précise, suites aux différentes dissolutions prononcées.

Depuis le décès de [Clément Meric en 2013](#), plusieurs groupuscules radicaux ont ainsi été [dissous par l'État](#) : la Troisième Voie pour une avant-garde solidariste et les Jeunesses Nationalistes Révolutionnaires de Serge Ayoub ; l'Œuvre française d'Yvan Benedetti, les Jeunesses Nationalistes d'Alexandre Gabriac. Plus récemment, les membres d'un groupe de « boneheads » ([skinheads d'extrême droite](#)) picard, le White Wolf Klan, né de la dissolution de la Troisième Voie, ont été arrêtés et jugés.

Cartographie de l'extrême droite

De fait, nous assistons depuis cette époque à une [recomposition de l'extrême droite radicale](#). Des groupuscules ont donc disparu, comme la mouvance skinhead d'extrême droite ou les Nationalistes Autonomes, d'autres sont en perte de vitesse comme Les Identitaires (anciennement Bloc Identitaire), le GUD (Groupe Action Défense) ou l'Action française, une dernière catégorie a une audience limitée, comme la Ligue du Midi de la [fratrie Roudier](#) (le père Richard, les fils Olivier et Martial), à la violence assumée et à l'audience locale.



Cartographie de l'extrême-droite française, printemps 2018. [La Horde-Samizdat](#)

Le GUD et l'Action française tentent à la fois d'attirer de nouveaux militants et de s'implanter dans de nouvelles villes, outre Paris : [Marseille](#) pour l'Action française, Lyon pour le GUD. Pour se faire, ces groupes ont choisi la surenchère militante, avec un activisme violent qui leur permet de renouer le lien de leur tradition militante. Ces deux groupes tentent également de retrouver le « prestige » passé.

En effet, le [GUD, fondé en 1968](#) par d'anciens membres d'Occident (Gérard Longuet, Jack Marchal, Alain Robert, etc.), était connu pour sa violence militante, la période des années 1980/1990 étant restée dans la mémoire des activistes d'extrême droite. Le GUD était alors animé par Frédéric Chatillon et Axel Loustau. Quant à l'Action française, elle cherche à retrouver son faste de l'entre-deux-guerres.

Années 90 : perte de vitesse

De fait, la violence politique de l'extrême droite a baissé durant les années 1990/2010. Elle fut importante durant l'après-guerre, surtout dans les années de la fin de la guerre d'Algérie. L'échec de la stratégie de l'OAS (Organisation Armée Secrète), dont le terrorisme en métropole était l'un des éléments, a provoqué une prise de conscience de l'extrême droite. La violence persista, mais ne fut que résiduelle et le fait de militants seuls, le Front national, fondé en 1972, canalisant cette violence.

Paradoxalement, la violence antisémite augmente durant cette période, étant le fait d'anciens militants des Groupes Nationalistes-Révolutionnaires de [base de François Duprat](#) lui-même tué dans un attentat en 1978).

Les principaux acteurs de la violence d'extrême droite dans les années 1980 sont les skinheads qui apparaissent en France au début de cette décennie. Ceux-ci sont en grande majorité rétifs à toute organisation partisane mais qui ont le

plus souvent des liens épisodiques avec le FN, du type brève adhésion ou actions de service d'ordre. Durant cette période, de nombreux actes de violence sont imputables à l'extrême droite.

Curieusement, les mobilisations violentes des militants royalistes et des commandos anti-avortement restent sous-étudiées.

C'est cependant la mouvance néonazie qui commet les actes les plus graves. Certains sont des actes de violence symbolique, comme la profanation d'une sépulture au [cimetière juif de Carpentras](#) (mai 1990) commise par des proches du Parti Nationaliste Français et Européen. D'autres sont des actes racistes imputables à cette mouvance.

Renouveau culturel

Au-delà de cet activisme violent, on assiste également à un renouvellement des pratiques culturelles. La culture « boneheads » a disparu au profit d'une contre-culture plus élaborée.

Philippe Vardon, ancien responsable identitaire, devenu aujourd'hui membre du Front national, en [a théorisé les grandes lignes](#) dans son livre *Éléments pour une contre-culture identitaire* (paru à Nice en 2011). Le constat de l'échec de l'activisme violent a poussé les identitaires Fabrice Robert et Philippe Vardon à évoluer vers un activisme qui relève des happenings inspirés de l'activisme de Greenpeace, comme la [« Marche des cochons » à Lyon en 2011](#) ou l'[occupation de la mosquée de Poitiers en 2012](#).



70 militants occupent une mosquée à Poitiers sous la bannière. AFP

L'usage de la violence politique a été rejeté pour plusieurs motifs : la stérilité de cette voie, le manque d'effectifs, le contexte d'une société apaisée, etc. Il s'agissait aussi de [donner une légitimité au combat identitaire](#) présenté auprès de l'opinion publique, des médias et des chercheurs en science politique comme celui de la sauvegarde d'une civilisation en péril...

Leur faiblesse numérique a poussé les [militants radicaux à investir Internet](#). Ainsi, le groupuscule d'Alain Soral Égalité & Réconciliation ne milite quasiment qu'à travers ce moyen. La page Facebook du mouvement et celle de son fondateur étaient très consultées, cumulant 280 000 abonnés, [jusqu'à leur fermeture en 2017](#).

Inspiration italienne

Outre cette forme de militantisme, les [activistes d'extrême droite s'inspirent également des pratiques italiennes](#), en particulier de l'expérience du squat culturel et social connu sous le [nom de la CasaPound](#) (la « maison Pound »), fondé à Rome en 2003 par des militants nationalistes-révolutionnaires.

Plusieurs groupuscules français tentent d'imiter ce centre et cherchent à ouvrir des centres similaires dans notre pays. C'est ainsi que le [Bastion social a vu le jour](#), mais aussi, par le passé [d'autres tentatives](#) comme la Maison flamande à Lambersart, près de Lille, entre 2008 et 2012, la maison de l'identité à Toulouse en 2012, [La Citadelle ouverte à Lille en 2016](#). Dans ce dernier cas, l'activisme est à la fois d'ordre culturel, avec l'ouverture de lieux, et violent avec l'essor d'actions violentes.

Reportage sur la controversée Maison Flamande à Lambersart.

Militants peu nombreux mais déterminés

Si l'activisme des militants radicaux de l'extrême droite fait peur, il ne faut pas oublier que leur nombre reste restreint. On est face à quelques centaines de personnes très actives en France, [guère plus](#). Du fait de cette faiblesse numérique, les moyens financiers sont également limités, le financement venant des cotisations des membres des groupuscules ou, très rarement, de mécènes.

Cependant, il ne faut pas oublier que ces militants sont motivés et, pour certains, prêts à passer à l'action. Pensons, par exemple, à ces militants marseillais dirigés par [Logan Alexandre Nisin](#), qui cherchaient à tuer des personnalités politiques et à commettre un attentat contre une mosquée.

Le danger ne vient plus de tentatives fantasmées de coups d'État – les militants ne sont pas assez nombreux et n'en ont pas les capacités physiques et structurelles de le faire –, mais d'éléments seuls et déterminés, sur le modèle du groupuscule allemand, le Nationalsozialistischer Untergrund (pour « mouvement clandestin national-socialiste »), [qui a commis neuf meurtres](#) de Turcs et celui d'une femme policier en dix ans. Le danger viendra donc d'individus seuls et déterminés plus que de formations organisées : un individu discret étant par principe difficile à suivre, au contraire des groupuscules, plus faciles à surveiller par l'État.

Quelle vie après le niqab ? Rencontre avec celles qui ont retiré le voile

30 janvier 2018, 00:16 CET • Mis à jour le 26 février 2018, 21:09 CET

Auteur



1. Agnès De Féo

Sociologue, École des hautes études en sciences sociales (EHESS)

Déclaration d'intérêts

Agnès De Féo est co-fondatrice de Sasana Productions et enseigne à l'école de journalisme CFPJ.

Partenaires



[École des Hautes Études en Sciences Sociales \(EHESS\)](#) apporte un financement en tant que membre adhérent de The Conversation FR.

[Voir les partenaires](#) de The Conversation France

[Republier cet article](#)



Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.

Langues

- [English](#)
- [Bahasa Indonesia](#)
- Français



Alexia (en bleu) et Saliha en 2012 : deux Françaises à l'époque militantes pour le voile intégral. Depuis, Saliha a fait « l'hijra » à Tataouine dans le Sud de la Tunisie, Alexia a tout retiré. Agnès De Feo, Author provided

Il est beaucoup question aujourd'hui de [désaffiliation djihadiste](#), de celles et ceux qui affirment sortir du djihad pour revenir en Europe, jurant s'être « déradicalisés » telle la djihadiste et convertie [Emilie König](#) dont l'arrestation en Syrie [par les forces kurdes](#) a fait grand bruit en France.

Mais qu'en est-il des autres ? Certaines femmes pratiquant un [islam dit salafiste piétiste ou quiétiste](#), sans recours à la violence, ont toujours refusé la guerre, tout en portant le voile intégral, ou niqab. Or certaines décident d'en sortir un beau jour et retirent tout, même le foulard sur la tête, ce qui peut aussi s'apparenter à un désengagement militant.

Hanane et Alexia (pseudonymes) sont nées en France. La première a grandi dans une famille de confession musulmane non pratiquante, la seconde s'est convertie à 22 ans. Toutes deux ont fait durant cinq ans l'expérience du niqab. Hanane l'a porté en 2009, juste avant le [vote sur la loi interdisant le voile intégral en 2010](#). Alexia l'a adopté ensuite. Ces deux ardentes défenseuses du voilement féminin total l'ont aujourd'hui complètement abandonné. Mais ce changement s'est fait progressivement et s'est accompagné d'une prise de distance avec l'idéologie salafiste.



Hanane aujourd'hui. Agnès De Féo

« Recommencer à vivre »

Le 10 janvier dernier, premiers jours des soldes, Alexia me donne rendez-vous à la gare du Nord, à Paris. Elle veut s'acheter des vêtements. Elle dit vouloir « recommencer à vivre ». Dans une première enseigne, elle s'achète quatre pantalons *slims* et un blouson serré. Elle cherche ensuite des vêtements indiens. Non pas les classiques de Bollywood en vente dans les boutiques tamoules de la rue du Faubourg-Saint-Denis et dont les salafistes sont friandes – l'exubérance pailletée et colorée contraste en privé avec l'austérité du niqab en public –, mais de la mode ethnique fabriquée au Népal pour le goût occidental. Une boutique en propose. Elle essaye une veste bariolée et un pantalon aux « pattes d'eph » immenses.

En sortant de la cabine d'essayage, elle se jauge devant le miroir : « C'est vraiment moi, je me sens enfin redevenir moi-même après des années d'enfermement. » Avec ses cheveux qui balayent son visage, Alexia ressemble à une femme moderne, épanouie dans son corps. Alors qu'elle se rhabille, je suis impressionnée par sa métamorphose. Difficile d'imaginer qu'Alexia est restée cinq ans sous le niqab. Elle était l'une des femmes les plus radicales que j'ai jamais rencontrées.



Alexia à la Rencontre annuelle des musulmans de France au Bourget, en région parisienne, 2017. Agnès De Féo, Author provided

Un peu plus tard, j'ai rendez-vous avec Hanane pour imprimer des étiquettes à flacons dans une imprimerie du même quartier, tenue par des Tamouls du Sri Lanka. Elle me demande de l'accompagner car c'est moi qui réalise ses maquettes : « Masque capillaire à l'huile de coco », « Déodorant à la pierre d'alun et au musc », « Mascara à l'huile de ricin », autant de créations qu'elle commercialise depuis qu'elle s'est lancée dans la fabrication de produits naturels. Avec ses cheveux colorés rouge vif, son pantalon noir ultra-moulant, tout comme son haut qui enveloppe ses formes généreuses, je la vois négocier avec les imprimeurs, se coller à eux à cause de l'exiguïté du lieu sans manifester le moindre recul spontané comme il est d'usage dans le milieu très rigoriste qu'elle fréquentait. Incroyable évolution pour cette ancienne partisane du voile intégral.

Revenons sur Alexia. Je l'ai rencontrée le 6 août 2011 dans le cadre de [mes recherches](#) sur le voile intégral lors d'une manifestation du groupe salafiste revendicatif [Forsane Alizza](#) (littéralement Cavaliers de la fierté) à Aulnay-sous-Bois, en banlieue parisienne.



Manifestation du groupuscule Forsane Alizza le 6 août 2011 où j'ai rencontré Alexia. Au centre son leader, Mohamed Achamlane. Depuis 2015, il est en détention pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste. Agnès De Féo, Author provided

Elle était entièrement couverte sous le niqab et se présentait comme l'épouse d'un des leaders du groupe. Alexia se souvient de cette époque : « Nous considérons tous les musulmans républicains comme des mécréants. Nous faisons le *takfir* (excommunication) contre ceux qui ne pratiquaient pas comme nous. Nous étions opposés au [taghout](#), l'['idolâtrie ici au sens large, ndlr], c'est-à-dire à l'État et aux institutions. Nous étions dans l'exagération, nous nous définissions comme ghûlat, qui signifie extrémiste en arabe. »



Alexia en 2013. Agnès De Féo, Author provided

En fait ce terme est en général utilisé pour [dénigrer les chiïtes](#) qui exagèrent le culte rendu au prophète et à sa famille. Mais il est utilisé par ce sous-groupe salafiste pour se désigner lui-même. Cette tendance, également nommée [takfiriste](#) est née dans les années 1970 en Égypte, pour l'usage qu'ils font du takfir sans la moindre légitimité. Ils se montrent sans pitié pour exclure de l'islam ceux qu'ils jugent déviants sans pour autant forcément appeler au djihad.

Quant à Hanane, je la connais depuis plus longtemps encore. Nous nous sommes rencontrées lors d'une manifestation de femmes en niqab en janvier 2010, place de la République à Paris puis devant l'Assemblée nationale, s'opposant à la [proposition de loi d'interdiction de dissimulation du visage](#). Nous étions alors en pleine polémique devant un phénomène inconnu pour l'écrasante majorité des Français.



Hanane, rencontrée en marge d'une manifestation devant l'Assemblée nationale, Paris, 2010.
Agnès De Féo, Author provided

Les femmes en niqab étaient d'abord estimées à quelques centaines, [puis à 2 000](#).

« Le niqab me protégeait »

Début 2017, Hanane m'a recontactée pour l'aider à écrire un livre sur sa vie. L'ancienne lectrice en traduction française du prédicateur et cheikh saoudien [Aidh El-Qarni](#), qui donne des conseils aux femmes pour devenir de parfaites musulmanes, a radicalement changé de perspectives. Ses modèles de livres sont aujourd'hui [Jamais sans ma fille](#) (1991) ou encore [Vendues](#) (2004) best-sellers qui font des musulmanes les victimes d'un ordre machiste intrinsèque à l'islam.

Ce n'est pourtant pas pour dénoncer le niqab qu'elle veut écrire mais pour raconter les viols qu'elle a subis par son beau-père durant dix ans lorsqu'elle était mineure, argument qu'elle utilise pour expliquer son engagement dans le salafisme.

« La religion m'a beaucoup apporté pour sortir du traumatisme du viol. J'avais 19-20 ans quand j'ai commencé à porter le niqab, je l'ai enlevé à 25 ans. Plus j'avancais, plus je voulais me couvrir. Le niqab me protégeait, j'étais bien avec. J'aimais me cacher des hommes. Je pouvais les voir mais eux ne me voyaient pas. Maintenant quand les mecs me regardent, ça m'énervé. »

Voile interdit, bande-annonce du film réalisé par Agnès De Féo, producteur Marc Rozenblum (Sasana Productions), 2017.

Contrairement à Alexia qui a pris seule la décision de se voiler le visage, Hanane se souvient de l'influence qu'a exercé sur elle le groupe qu'elle fréquentait alors à Villiers-sur-Marne :

« Nous étions une bande de copines et avons porté le niqab presque toutes en même temps. Dans notre groupe, la plus précoce était Ayat Boumédiène, qui l'a adopté plus de deux ans avant la loi. Au début, elle était en mode normale puis elle a commencé à organiser des repas entre sœurs pour nous inciter à prendre les armes, c'était fatigant. C'est son mari, Ahmadi Coulibaly, qui lui a tourné de la tête. Je me souviens de lui, il était cool jusqu'à ce qu'il fasse de la prison. Quand il est sorti, c'est parti en cacahouète. Et dire qu'Ayat voulait me présenter un homme pour me marier, elle insistait beaucoup. Cet homme avait été emprisonné pour meurtre dans une bagarre. Heureusement que je ne me suis pas mariée, je serais en Syrie aujourd'hui [rires]. »

[Ayat \(ou Hayat\) Boumédiène aurait rejoint la Syrie](#) juste avant les attentats de l'Hyper Cacher en janvier 2015.

« Quand je l'ai enlevé, j'ai eu l'impression de sortir de prison »

La majorité des femmes qui ont abandonné le niqab portent aujourd'hui le jilbab, costume couvrant intégralement le corps à l'exception du visage. Elles disent avoir cédé à la [pression de la rue](#) et aux contrôles policiers tout en espérant le remettre un jour. Rien de tel chez Alexia et Hanane qui affirment avoir tourné la page et refuser d'être identifiées à leur ancien groupe d'appartenance.

Alexia est même devenue une farouche détractrice du voile et du salafisme. Elle continue à se définir comme musulmane mais avec une lecture critique des textes. Hanane, elle, avoue être devenue rituellement moins assidue : « Je saute souvent les prières ou je les fais en retard. Certains jours même, je n'ai pas le temps de prier. Quand je portais le niqab, j'étais un peu plus régulière, même si j'étais souvent en retard. » Toutes les deux disent avoir abandonné leurs anciennes lectures, ainsi que la fréquentation des sites communautaires.

Mais ce retrait ne se fait pas d'un coup. Plusieurs mois sont nécessaires pour en sortir. Alexia raconte avoir décidé d'enlever le niqab sur les conseils de l'homme qui partageait sa vie à l'époque. Ce salafiste converti à l'islam était pourtant partisan de ce rigorisme féminin :

« Quand il a vu mon état physique, il m'a demandé de l'enlever, il craignait pour ma santé. J'ai suivi son avis, mais c'est long, c'est dur. Je l'avais porté pour plaire à Allah. Mais à cause du manque de lumière, je ne synthétisais plus la vitamine D, mon corps m'a lâché. »

Hanane a abandonné son voile du visage après les attentats de *Charlie Hebdo* en 2015 car elle craignait pour sa sécurité, faisant face à de plus en plus d'insultes dans la rue : « Je l'ai retiré petit à petit. Ce n'était plus vivable de le porter. » Alexia se souvient : « Quand je l'ai enlevé, j'ai eu l'impression de sortir de prison, ce qui ne veut pas dire que je me suis libérée. Car je me sentais encore mal. Des années sont nécessaires pour s'en sortir et je n'ai pas encore fini de faire le ménage dans ma tête. »

Pour Hanane, le plus dur est l'exclusion du groupe : « Depuis que j'ai retiré mon voile, beaucoup de sœurs ne veulent plus me parler. Je les trouve hautaines et injustes, car cela peut arriver à n'importe qui d'enlever son voile. Quelques rares sœurs me répondent, mais ce n'est plus comme avant. » Alexia a longtemps remis son voile en rentrant dans sa

cité du 93. Puis elle a fini par tout enlever en modifiant ses fréquentations : « Ma vie a commencé à changer quand je me suis inscrite dans une salle de sport ce qui m'a permis de sortir des réseaux sociaux salafistes qui étaient ma seule source de socialisation avant. Puis j'ai trouvé du boulot et là j'ai définitivement dit adieu à mon passé. » C'est justement à son travail qu'elle a rencontré l'homme avec qui elle se marie à la fin du mois. Il n'est pas musulman et le mariage aura lieu à la mairie, une initiative impensable pour cette femme qui haïssait les institutions françaises. Elle m'a demandé d'être son témoin.

Un goût amer

Avec le recul, aucune des deux femmes ne parle de sa « sortie » du niqab comme d'une libération. Elles gardent un goût amer de cette expérience. Elles disent avoir été convaincues à un moment donné de leur vie de l'importance de se voiler intégralement et y avoir trouvé des avantages. Alexia croyait ainsi atteindre la perfection musulmane et donner un sens à sa vie. Elle imaginait rencontrer l'homme pieux et vertueux qui la sortirait de sa condition de mère célibataire. Pour Hanane, il s'agissait de panser les plaies d'une adolescence déchirée par la névrose familiale et les placements en foyer. Toutes deux ont utilisé le niqab comme revanche.

Alexia considère a posteriori que cette période lui a fait perdre des années de sa vie et manifeste sa colère contre les publications et la propagande d'Arabie saoudite. Elle en veut à tout le système qui l'a endoctrinée, même si elle reconnaît que cet endoctrinement était volontaire. Selon elle, Daech profite de la naïveté de ceux et celles qui croient s'engager pour des raisons légitimes et se trouvent au final embrigadés.

Bande-annonce du documentaire « Revenantes » de la réalisatrice Marion Stalens, diffusé sur France 2 le 16 janvier 2018.

Même si elles s'opposent aujourd'hui au niqab, ni Hanane ni Alexia ne soutiennent la loi d'interdiction de 2010. « La loi est contre-productive. La seule solution est de s'en sortir par soi-même. L'interdit ne convaincra jamais aucune femme de l'enlever », me disait récemment Hanane. Même réaction chez Alexia qui fustige une loi qui a poussé certaines femmes à se couper de la société et même « à le porter en signe de révolte ».

Ces témoignages de « sortantes du niqab » restent rares, non pas parce que peu de femmes l'abandonnent, mais parce qu'elles font table rase de leurs anciennes relations en adoptant leur nouvelle identité. Elles changent de mail, de numéro de portable et disparaissent sans laisser d'adresse. Le voile intégral devient alors une étape transitoire dans leur vie.

Conversation avec Jérôme Ferret et Farhad Khosrokhavar : « L'islam radical a une capacité à capter toutes les vulnérabilités sociales »

19 décembre 2017, 21:37 CET

Auteurs



1. [Jérôme Ferret](#)

Maître de conférences HDR en sociologie, Université Toulouse 1 Capitole



2. [Farhad Khosrokhavar](#)

Directeur d'études, directeur du CADIS, École des hautes études en sciences sociales (EHESS)

Contributeur



1. [Sabrina Melenotte](#)

Anthropologue politique, Fondation Maison des Sciences de l'Homme (FMSH) – USPC

Déclaration d'intérêts

Jérôme Ferret a reçu des financements de l'ANR, Programme SOV FMSH, de la Carnegie Foundation, Groupe de travail du Panel international sur la sortie de la violence (IPEV)

Farhad Khosrokhavar et Sabrina Melenotte ne travaillent pas, ne conseillent pas, ne possèdent pas de parts, ne reçoivent pas de fonds d'une organisation qui pourrait tirer profit de cet article, et n'ont déclaré aucune autre affiliation que leur poste universitaire.

Partenaires



[École des Hautes Études en Sciences Sociales \(EHESS\)](#) apporte un financement en tant que membre adhérent de The Conversation FR.

[Voir les partenaires](#) de The Conversation France

[Republier cet article](#)



Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.



Le 11 janvier 2015, la marche en hommage aux victimes de l'attaque contre Charlie hebdo avait réuni des millions de Français. [Fauxjeton/Wikimedia](#), [CC BY](#)

Cet article est publié dans le cadre des activités de la [Plateforme Violence et sortie de la violence](#) (FMSH), dont The Conversation France est partenaire. Farhad Kosrokhavar et Jérôme Ferret dirigent l'Observatoire des radicalisations de la Plateforme Violence et sortie de la violence. Ils sont également membres de l'ANR SoV et du Panel international sur la sortie de la violence.

Où en est-on des études sur les radicalisations presque trois ans après l'attentat contre *Charlie Hebdo* ? Quels sont les domaines et thèmes déjà bien explorés que vous distinguez, et quelles sont les lacunes et apories, voire les fausses dichotomies, pour éviter la simplification du sujet radicalisé ?

Farhad Khosrokhavar : Deux types de recherches, quelquefois liées continuent à affluer sur le marché scientifique : celles qui sont directement subventionnées par les États et leurs appareils de sécurité et qui se focalisent sur la constitution des réseaux, les informations susceptibles d'identifier les terroristes (surtout djihadistes), les indices pouvant aboutir au « profiling ». Ces études, même si elles sont menées de manière fort sérieuse, n'en demeurent pas moins marquées par un souci sécuritaire. Quelquefois des institutions universitaires jouent aussi ce jeu. Malheureusement, les fonds importants de recherche vont à ce type d'investigation.

Le deuxième type, ce sont les recherches universitaires visant à « comprendre » les formes de radicalisation et ses « causes », étant entendu qu'il n'y a pas de causalité unique ni de déterminisme strict dans aucun des résultats de recherche. Jusqu'à présent, la dimension anthropo-sociologique a été le parent pauvre : la famille, le contexte social, le quartier, la subjectivité des acteurs et des actrices... Il s'agit de parer à cette carence en se focalisant sur ces dimensions, même s'il faut bien avoir en vue qu'une part des acteurs de classe moyenne échappent à ces aspects : des jeunes ayant vécu dans des quartier de classe moyenne et sans passé délinquant qui donnent dans la radicalisation...

Jérôme Ferret : Beaucoup de travaux très inégaux nous sont proposés pour expliquer les phénomènes de *radicalisation religieuse djihadiste*, mais curieusement on en sait peu sur les *territoires concrets* qui produisent ce phénomène, notamment en France et en Europe. Leurs histoires singulières sont oubliées et fondues dans des analyses finalement assez décontextualisées ou très personnalisées (« la sœur et le frère Clain », les « frères Merah » dans la région toulousaine, « l'acteur djihadiste, sa psychologie, plus largement) ou renvoyées à la géopolitique des territoires d'accueil au Moyen Orient.

Or, une analyse située et historicisée de ces processus, certes globaux mais aussi *locaux voire infra-locaux*, de quartiers et de petits territoires y compris ruraux, sont porteurs d'*explications endogènes* reliées, par exemple, à des histoires d'immigrations originales, à des types de relations communautaires, de mémoires ré-interprétées en fonction de vies locales et de structurations d'économies, souterraines ou légales. C'est tout l'enjeu de nos recherches menées avec Adil Jazouli, Farhad Khosrokhavar, la [FMSH/Observatoire des radicalisations et notre Groupe de travail du Panel international sur la sortie de la violence \(IPEV\) du programme IPEV](#).

Quelles variables – religieuse, ethnique, familiale, sociale, etc. – entrent le plus en compte sur vos terrains respectifs ? Quels seraient les points de comparaison, par exemple, entre les radicalisations en France et en Espagne ?

Farhad Khosrokhavar : On peut plutôt évoquer des « facteurs », la subjectivation étant un élément fondamental et surtout une tentative de cerner le problème à partir de projet de vie ou d'absence de projet de vie. Il faut se focaliser sur l'acteur (et l'actrice) djihadiste et prendre en compte la variété nationale et le modèle culturel des sociétés, ainsi que la spécificité des « communautés d'origine ». La stigmatisation, l'enfermement dans des quartiers enclavés, le sentiment de dépit mêlé de désespoir et la volonté de s'en sortir au prix de la rupture avec la légalité interviennent activement. Le racisme ordinaire, la mémoire coloniale et la vie quotidienne en butte au « racisme institutionnel » peuvent être des facteurs déterminants. Les classes moyennes, où figurent des convertis, les femmes (10 % des départs en Syrie et en Irak), les adolescents et adolescentes (entre 10 et 20 %), les convertis, les individus à problème psychopathologique sont aussi à analyser.

Dans tous ces cas, l'anthropologie aide à comprendre l'imbrication de la famille, du contexte urbain, de la trajectoire individuelle (passage fréquent par la délinquance) mais aussi du statut socio-économique (souvent des exclus avec une minorité de classes moyennes) et du voyage initiatique (passage par un pays où se déroule la guerre civile au nom du djihad) dans la radicalisation des jeunes (et moins souvent, des moins jeunes).

Jérôme Ferret : Les études de la délinquance partagent le constat que les variables « objectives » ne constituent pas des facteurs prépondérants dans les mécanismes de la délinquance juvénile. Peu importe que les parents soient mariés ou divorcés, que l'on soit en présence d'une forme de dissociation familiale marquée par l'absence de l'un des parents, c'est en termes de dynamiques relationnelles que doit être analysée la part que la famille prend éventuellement dans la fabrique de la délinquance. Les réponses seraient à chercher davantage dans la dynamique des rapports familiaux et « la fabrique territoriale de la radicalisation ». J'ai [analysé le radicalisme basque](#) dans une perspective plus large que la catégorie « terroriste », par la subjectivité, la mémoire et le territoire.

L'islam radical a cette capacité à capter toutes les vulnérabilités sociales, y compris nombre de troubles mentaux en augmentation dans les actes récents : ce n'est pas le cas d'un radicalisme politique nationaliste. Le radicalisme religieux me semble a priori plus protéiforme et plus « narcissique » et les parcours djihadistes peuvent être des *parcours flash*, contrairement aux socialisations lentes et organisées en Pays basque. Il faut comprendre cette rapidité, les mécanismes de cette électricité et les dynamiques intra-familiales de ces quelques familles hyper-sectarisées. Dans les deux cas, la mémoire affective transmise dans les familles est une variable clé pour l'action publique.

Pouvez-vous nous formuler les résultats de votre travail commun au sein du [Panel international sur la sortie de la violence](#) ? Comment mobiliser l'anthropologie de la famille, les relations de parenté peut aider à mieux comprendre les parcours individuels ?

Farhad Khosrokhavar : Dans le Panel sur la sortie de violence, où Jérôme Ferret et son expérience espagnole et toulousaine jouent un rôle clé, on tente de comprendre les formes de sortie de violence en liaison avec des cas concrets dans d'autres sociétés ou des localités en France ou ailleurs. Souvent, la sortie d'un type de violence peut être prélude à l'entrée dans un autre type de violence. Ou encore, beaucoup de jeunes qui trempent dans la délinquance faute d'autres perspectives crédibles à leurs yeux, ne s'adonnent pas à la violence djihadiste mais demeurent empêtrés dans la violence liée au trafic de drogue, braquage ou d'autres types d'activités déviantes. La société craint davantage la violence djihadiste que celle de nature délictueuse. Mais ce n'est pas une véritable sortie de la violence. Pour cela, le changement du rapport à l'urbain, notamment aux « banlieues » en France devrait être envisagé, mais cela ne semble revêtir aucune priorité aux yeux des autorités politiques.

Jérôme Ferret : Il convient d'aller davantage en profondeur dans les dynamiques intimes familiales, en associant le temps long et les territoires de socialisation, les espaces physiques et leurs histoires singulières, au-delà de quelques entretiens avec les djihadistes incarcérés. Ces multiples dynamiques familiales sont insuffisamment situées dans ces histoires locales, notamment les familles « électriques » pour reprendre le terme de Durkheim dans les formes élémentaires de la vie religieuse.

Des départements limitrophes à Toulouse comme le Tarn et le Tarn-et-Garonne ont une histoire très particulière d'exploitation de populations immigrées depuis les années 1960 dans les cultures arboricoles et de tannerie. Ces économies locales sont dirigées par des formes familiales singulières, par des pieds-noirs notamment, dans les exploitations de fruits reproduisant le paternalisme néo-colonial. Dans certaines familles, les petits-enfants, les filles reprochent à leurs parents et grands-parents d'avoir accepté leurs soumissions, ce « dégoût » exprimé devant la passivité de leurs parents et grands-parents pouvant expliquer en partie une radicalisation djihadiste. Et quelques témoignages recueillis en off dans une petite commune du Tarn montrent qu'une ou deux familles très actives ont pu être les moteurs de ces engagements.

Le procès Merah a bien montré aussi qu'une dynamique familiale très intense fut à l'œuvre dans les socialisations des frères Merah à Toulouse. Autant de *micro case studies* qui nous poussent à systématiser ces observations de terrain, car la radicalisation semble paradoxalement être autant le produit de la désinstitutionalisation de la famille qu'un moteur pour construire de nouveaux modèles familiaux.

Les « cours virtuels » de Daech, outils de fidélisation

19 novembre 2017, 21:22 CET

Auteurs



1. [André Gagné](#)

Associate Professor, Politico-Religious Extremism and Violence; Social Identity and Movements, Concordia University



2. [Marc-André Argentino](#)

PhD candidate Concordia University, Political & Religious Extremism; Radicalization to violence

Déclaration d'intérêts

Marc-André Argentino receives funding from the FQRSC for his PhD from 2014 to 2016

André Gagné ne travaille pas, ne conseille pas, ne possède pas de parts, ne reçoit pas de fonds d'une organisation qui pourrait tirer profit de cet article, et n'a déclaré aucune autre affiliation que son poste universitaire.

Partenaires



[Concordia University](#) apporte des fonds en tant que membre fondateur de The Conversation CA.

[Voir les partenaires](#) de The Conversation France

[Republier cet article](#)



Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.

Langues

- Français
- [English](#)



La ville de Deir Ezzor à l'est de la Syrie a été prise d'assaut en novembre dans une opération

militaire contre Daech. L'organisation perd du terrain dans la région mais tente de l'étendre sur internet. AFP

Aujourd'hui, Daech a perdu la [majorité de son territoire](#). Des villes d'importance comme [Mossoul](#), [Rakka](#) et, plus récemment, [Deir ez-Zor](#) et [al-Qaïm](#) ont été reprises par la coalition mondiale qui lutte contre le groupe terroriste. Face à de tels défis, Daech a tenté de maintenir sa légitimité au moyen de ce que certains ont appelé un [califat virtuel](#).

À l'intérieur de cet espace virtuel, à quelles stratégies le groupe a-t-il recours pour préserver sa cohésion et soutenir l'[identité sociale](#) de ses membres et de ses sympathisants ?

Cours virtuels

Un des moyens de prédilection employés par les membres influents de la communauté numérique de Daech pour raffermir l'identité et la détermination du groupe consiste à proposer à ses fidèles des *durūs* (du singulier *dars*), c'est-à-dire des cours et de la propagande radicale qu'ils diffusent dans un contexte de groupes d'études virtuelles.

Les [durūs sont souvent axés sur l'étude du Coran](#). Toutefois, dans certains contextes, le *dars* est aussi considéré comme une activité sociale où il est possible de discuter de questions tant religieuses que personnelles. Dans le cas de Daech, des membres influents du groupe animent régulièrement, dans le cadre de forums de discussion cryptés (sous forme de chats qui existent dans une dizaine de langues), des *durūs* qui prônent une forme [d'auto-catégorisation](#) et de rivalité entre groupes.

L'idée est de montrer, en privé comme en public, que Daech et ses sympathisants sont supérieurs à tous les autres groupes djihadistes à l'échelle mondiale, qu'ils considèrent comme « déviants » par rapport au véritable islam et qu'ils diffèrent dans leur compréhension de certaines idées religieuses et, en conséquence, appliquent ces concepts différemment.

Ces [interprétations divergentes de certaines notions de l'islam](#) posent un défi au regard des efforts de contre-radicalisation, étant donné que les personnes qui embrassent l'idéologie et la vision du monde de Daech considèrent toutes autres perspectives comme une forme de déviance.

Déroulement

Dans certains forums cryptés, les *durūs* ont lieu deux ou trois fois par semaine. Au début, le « cheik » – ou un membre influent du groupe de discussion – interdira temporairement aux participants d'écrire des messages afin de pouvoir afficher la leçon du jour sans interruption.

Les séances commencent habituellement par une prière à Allah : « *Bismillahir Rahmānir Raheem* (Au nom de Dieu, clément et miséricordieux). Louange à Allah, Seigneur de l'univers. Que la paix et le salut soient avec le messager d'Allah, sa famille et ses compagnons. »

Par la suite, le « cheik » donnera cours sur un sujet précis pour renforcer la cohésion du groupe, ou bien il répondra aux questions proposées par les participants ou encore, commentera certains événements d'actualité.

Une fois le cours terminé, la discussion est ouverte aux participants pour une période de questions-réponses, laquelle est suivie d'un bref examen réalisé au moyen d'une [fonction de sondage robotisée sur l'application Telegram](#). Les membres qui répondent incorrectement sont interrogés par le « cheik », à savoir pourquoi ils ont répondu de cette façon, puis ce dernier leur propose des corrections. La période de questions-réponses ainsi que la séance d'examen offrent au « cheik » l'occasion d'interagir avec le groupe, et aux membres, de créer des liens entre eux.

Sujets abordés

Les *durūs* couvrent un large éventail de sujets, dont l'*aqīdah* (le credo ou système de croyances), la manière de prier, le *takfīr* (l'excommunication) et les enseignements sur les autres groupes djihadistes en vue de les discréditer.

Par exemple, il existe une série de *durūs* axé sur les groupes djihadistes dans le monde, où le « cheik » parle d'abord des organisations qu'il juge déviantes, puis démontre comment elles contrastent avec Daech et ses affiliés. Ainsi, les gens qui fréquentent cet espace virtuel se renseignent sur les origines des différents groupes, leurs leaders et leurs contributions au djihad mondial, ainsi que sur leurs systèmes de croyances.

Au cours d'une séance en ligne l'enseignement portait sur la façon dont al-Qaïda a dévié de la voie d'Allah quand le groupe a exprimé sa réticence à instaurer la sharia dans son intégralité, après la conquête de territoire. L'insistance d'al-Qaïda à plébisciter le soutien populaire pour établir la sharia constitue une forme de déviance aux yeux des sympathisants de Daech. Par conséquent, cette façon d'agir est sévèrement critiquée dans le cadre de plusieurs *durūs*.

Dans un autre contexte, il arrive qu'on loue des groupes affiliés à Daech et leurs actions pour construire et consolider l'identité sociale de leurs sympathisants issus de diverses régions du monde.

Ainsi, Daech est célébré pour avoir apporté la *jamaa'ah* (l'unité du peuple dans un but commun) et le *tamkeen* (la stabilité ; l'autonomisation) dans les *wilāyāt* (provinces ; districts) ; chose que d'autres groupes ont été incapables de faire. Par exemple, dans une séance sur la *wilāyah* yéménite, on mettait en opposition l'*aqīdah* (credo) et le *manhaj* (méthode pour atteindre la vérité) de Daech à ceux de l'AQAP, organisation affiliée à al-Qaïda dans la péninsule arabique. La leçon soulignait le fait que plusieurs membres de l'AQAP avaient déserté leur groupe pour prêter allégeance à Abu Bakr al-Baghdadi, leader de l'EI.

On y reprochait en outre à l'AQAP la faiblesse de sa position et son comportement à l'égard des *murtaddeen* (apostats) au Yémen. En revanche, Daech était loué dans sa lutte contre les houthis, un [mouvement politico-religieux à prédominance chiite](#), apparu dans le nord du Yémen dans les années 1990.

Pointer du doigt, excommunier

La rivalité entre ces factions constitue également un aspect important de la création et du maintien de l'identité de Daech. La principale stratégie rhétorique utilisée pour stimuler la concurrence entre les groupes est la déclaration du *takfīr* (excommunication).

Par exemple, dans certains *durūs*, quelqu'un peut demander quelle est la position officielle de Daech à l'égard d'al-Qaïda et de son leader, Ayman al-Zawahiri. Ce type de question génère inévitablement une discussion sur la façon dont d'autres groupes, comme al-Qaïda, sont tout aussi déviants. On accuse ceux-ci d'*irjā'* (sursis), un concept théologique associé au murjisme, une [école de pensée qui favorise le jugement différé à l'égard de la croyance des gens](#), considérant la foi comme étant privé, strictement entre Dieu et l'être humain.

Le murjisme – une conception apparue très tôt dans l'islam – n'a jamais prôné l'exécution des apostats. Le fait qu'al-Qaïda refuse de prononcer un jugement sur l'*īmān* (la foi) d'un croyant, le groupe devient du coup comparable aux murjites. Par conséquent, Daech considère les tenants d'al-Qaïda comme des ennemis de la foi et des candidats au *takfīr*, à l'excommunication.

Des cours qui confortent

Or, qu'est-ce que tout cela signifie ? Malgré le fait Daech [ait perdu Mossoul en juillet 2017](#), et que sa capitale, Rakka, vient tout juste de tomber aux mains de l'armée syrienne, l'organisation réussit encore à inspirer et à motiver ses membres, ainsi qu'à maintenir l'identité sociale et la cohésion du groupe.

Les « cours virtuels » offrent aux membres une façon de se conforter au sein du groupe sans quoi le groupe se déliterait. Daech mise sur l'estime de soi de ses membres afin de raviver leur foi et de [renforcer leur sentiment d'appartenance](#).

L'un des plus grands défis auxquels nous faisons face consiste à convaincre ceux et celles qui sont attirés par Daech, que la clémence envers les *murtaddeen* (apostats), les interprétations contraires du *takfir* (excommunication) et de l'*aqidah* (credo), ainsi que le refus de juger l'authenticité de l'*'imān* (foi) d'une personne ne sont pas nécessairement des marques de déviance. Il importe de trouver des moyens de les réconcilier avec le pluralisme qui existe au sein des communautés musulmanes et de les ramener progressivement vers la société.

Contre l'idéologie de Daech requiert une meilleure compréhension de la manière dont l'organisation utilise certaines catégories religieuses comme moyen de construire et de maintenir l'identité sociale de ses membres, tout en exacerbant les rivalités entre groupes djihadistes.

errorisme, radicalisation, islam : Michel Wieviorka en conversation avec Marc Sageman

1 novembre 2017, 23:54 CET

Prière collective le vendredi 20 octobre en hommage aux 276 morts et 300 blessés, victimes de l'attaque terroriste à Mogadiscio le 14 octobre. Le terrorisme est devenu une arme globale. Mohamed Abdiwahab/AFP

Auteur



1. [Michel Wieviorka](#)

Sociologue, Président de la FMSH, Fondation Maison des Sciences de l'Homme (FMSH) – USPC

Déclaration d'intérêts

Michel Wieviorka dirige avec Jean-Pierre Dozon le Panel international sur la sortie de violence (IPEV), un projet de la Plateforme Violence et sortie de la violence (FMSH). La Carnegie Corporation of New York en est le principal soutien.

Partenaires



[Université Sorbonne Paris Cité](#) apporte des fonds en tant que membre fondateur de The Conversation FR.



[Fondation Maison des Sciences de l'Homme](#) apporte un financement en tant que membre adhérent de The Conversation FR.

[Voir les partenaires](#) de The Conversation France

[Republier cet article](#)



Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.

Langues

- [English](#)
- Français

Michel Wieviorka et Marc Sageman, grands spécialistes du terrorisme, de la violence politique, de la radicalisation et de leurs impacts sur nos sociétés, échangent pour The Conversation France en amont d'une [conférence](#) à la Fondation Maison Sciences de l'Homme le 8 novembre, [dans le cadre de la plateforme « Violence et sortie de la violence »](#).

Peut-on proposer une définition du terrorisme qui soit scientifiquement valide ?

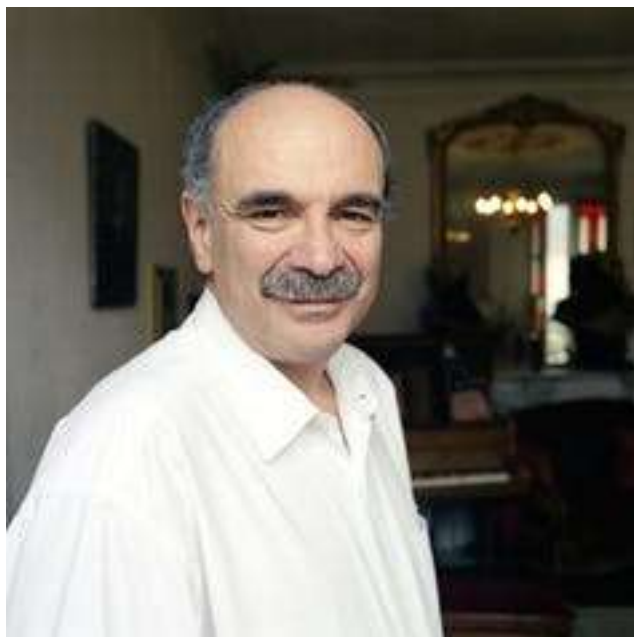


Marc Sageman est chercheur indépendant (Phd. en sociologie politique et psychiatre légiste) et a fondé une agence spécialisée sur le renseignement (LLC). Ancien expert auprès de l'Armée et des services de renseignement américains, il a récemment publié *Turning to Political Violence : The Emergence of Terrorism* (2017, University of Pennsylvania). Marc Sageman

Marc Sageman : Le terme *terrorisme* est [avant tout juridique](#) et non un concept scientifique. Il dérive d'un [compromis](#) entre juristes, [datant des années 30](#) afin de créer une nouvelle typologie criminelle pour faciliter l'extradition des auteurs. Il se réfère ainsi à un processus mettant en danger une communauté ou créant un climat de terreur.

Si beaucoup utilisent ce terme dès qu'on parle de violence politique, attention à ne pas oublier sa dimension réflexive : le terroriste des uns, [c'est le combattant pour la liberté](#) des autres.

J'ai adopté ce besoin de réflexivité dans ma nouvelle définition du terrorisme, soit « une catégorie d'exogroupes usant de violence politique en temps de paix ». Mais comme le concept est mobilisé en fonction des intérêts scientifiques des uns et des autres, je ne m'attends pas à ce que l'on trouve un consensus.



Michel Wieviorka a publié plusieurs travaux pionniers sur le terrorisme dès les années 80. Et plus récemment sur la violence : *Evil* (Polity Press, 2012). [Robert Laffont](#)

Michel Wieviorka : Le mot « terrorisme », comme beaucoup d'autres, appartient au sens commun, à la vie politique, aux médias. Il est délicat de l'utiliser aussi de façon conceptuelle, la confusion menace toujours. De plus, le droit, Marc Sageman a raison de le souligner, a besoin d'une définition permettant de faire fonctionner la justice, de sanctionner certains faits, de faire consensus s'il s'agit du droit international.

Du point de vue sociologique, le terrorisme relève de deux logiques principales qui doivent intervenir dans sa conceptualisation. D'une part, il est instrumental : les acteurs l'utilisent comme une ressource présentant un coût, limité, pour d'immenses avantages escomptés : une simple bombe, par exemple, ou l'usage d'une arme à feu supposés déboucher sur des changements en profondeur dans la vie d'un pays.

Et d'autre part, le terrorisme fait sens aux yeux de ses protagonistes, avec ceci de particulier qu'il conjugue perte de sens – il parle de façon artificielle au nom d'une classe, d'un peuple, d'une nation, d'une communauté qui ne se reconnaît pas dans sa violence – et pléthore, recharge ou surcharge de sens – il se dote d'une idéologie, de significations religieuses.

Le terrorisme est donc calcul et stratégie, d'une part, et perte et surcharge de sens d'autre part. C'est ce que j'ai montré dans mon livre [Sociétés et terrorisme](#) (Fayard, 1988), en étudiant par exemple le terrorisme italien d'extrême gauche, qui parlait au nom d'un prolétariat ouvrier qui ne comprenait pas ses crimes, ou celui de l'ETA d'autant plus violent qu'il exprimait un mythe national et populaire devenant intenable.

Comment le terrorisme contemporain rompt-il avec, ou au contraire, s'inscrit-il dans une tendance initiée dans les années 1960 ?

M.S. : Le terrorisme contemporain prend racine dans une certaine forme de violence politique datant de la Révolution française, comme je l'explique dans mon dernier ouvrage, [Turning to Political Violence : The Emergence of Terrorism](#) (Université de Pennsylvanie, 2017).

Depuis deux siècles, les auteurs de cette violence politique se sont professionnalisés, et agissent sans aucune discrimination, ciblant désormais les civils.

La technologie a accompagné cette violence. [Le premier suicidé](#) était un horloger français de Senlis, qui se fit exploser en décembre 1789, tuant 25 autres personnes, un record inégalé pendant un siècle.



Événement du 13 décembre 1789 : vengeance affreuse d'un nommé Billon, horloger, à Senlis (estampe). [J.F. Janinet/Bibliothèque nationale de France](#)

Puis, la première attaque à la bombe se fit à l'aide d'une machine infernale utilisée contre Bonaparte la [veille de Noël 1800, rue Saint-Nicaise à Paris](#).

Le terrorisme des années 1960-70 s'est graduellement concentré sur les « capitalistes », l'État (dans le cas de l'extrême gauche radicale) ou des populations précises (extrême-droite suprémaciste).

On peut dire que la nouveauté réside dans le fait que la violence terroriste actuelle est fomentée en dehors de l'Occident, ciblant « l'Occident » en soi. Ce n'était pas le cas il y a cinquante ans.

M.W. : Le tournant s'est opéré au milieu des années 80. Avant, nous avons connu le terrorisme interne, d'extrême gauche ou d'extrême droite, ou séparatiste, comme avec l'[ETA au Pays basque espagnol](#), et le terrorisme international, à commencer par celui se réclamant de la cause palestinienne.

Nous avons aujourd'hui un terrorisme global, [qui mêle des dimensions internes et des dimensions géopolitiques](#), la crise des banlieues, par exemple avec les conflits du Moyen-Orient. Ce terrorisme, qui est souvent religieux, peut être [martyriste](#), renouvelant profondément cette forme extrême de violence. Par ailleurs, la violence politique au nom de la religion n'est pas le monopole de l'islam radical : il existe ainsi un [terrorisme hindouiste](#) ou bouddhiste si l'on pense aux atrocités commises contre les [Rohingya en Birmanie](#).

Comment le terrorisme affecte-t-il les sociétés françaises ou américaines ?

M.S. : L'impact le plus important de ces dernières années s'observe dans la réponse des Etats face aux vagues terroristes : l'[émergence d'un état sécuritaire](#).

Or, cette réponse est celle prise en situation de guerre internationale, où l'on tente de contenir toute infiltration ennemie. C'est assez troublant car les récents outils technologiques de surveillance peuvent, dans ce contexte, être détournés et utilisés contre n'importe quel dissident politique.

Au long terme, lorsque le vague terrorisme faiblira, ces outils et la capacité de l'état à les utiliser resteront en place, menaçant les libertés individuelles.

Seules les discussions sociétales permettront de trouver un équilibre entre sécurité et vie privée et limiteront les abus. Or cet équilibre n'est possible qu'en fonction du sentiment d'insécurité de la société.

M.W. : Je suis d'accord : le terrorisme encourage des mesures sécuritaires qui affaiblissent la démocratie, en accordant au pouvoir exécutif le droit de court-circuiter la justice au nom de la nécessaire sécurité, mais non sans risques ou abus.

Le terrorisme mine aussi la légitimité des autorités politiques, toujours suspectes de ne pas faire tout ce qu'il faudrait pour assurer la sécurité des citoyens. Il renforce la défiance généralisée. Il génère des inquiétudes sur l'avenir. Il exerce aussi un impact économique, faisant par exemple fuir au moins provisoirement les touristes, obligeant à [des dépenses publiques renforcées](#) pour assurer la sécurité. Il pèse aussi sur la conduite des relations internationales, encourageant certaines alliances par exemple. Et à plus long terme, il pose des questions lourdes qui appellent des politiques publiques renouvelées, par exemple en matière d'éducation, d'accès à l'emploi, de lutte contre les discriminations.

Marc Sageman, vous avez conçu le terme de « [terroriste maison](#) ». Aujourd'hui le retour de [ceux partis faire le « djihad »](#) en Syrie signe-t-il un nouveau phénomène et un changement dans la façon dont le terrorisme pourrait s'étendre ?

M.S. : Non. Il s'agit d'un phénomène assez commun depuis le XVII^e siècle, lorsque l'arène politique s'est ouverte aux citoyens ordinaires. Certains sont partis défendre des idéaux universels à la période de la Révolution française : c'est grâce à eux que les [Américains doivent leur indépendance](#).



Gilbert du Motier, Marquis de Lafayette, représenté en 1791, peint en 1834. Figure emblématique de ces « guerriers » ayant quitté leur patrie pour combattre au nom d'un idéal. [Joseph-Désiré Court \(1797-1865\)/Wikimedia](#)

Pensons aussi aux guerres d'indépendance [grecques \(1821-1829\)](#), [yougoslaves](#), ceux ayant rejoint les rangs des résistants [au franquisme](#), puis, plus proche de nous ceux qui ont combattu contre l'invasion soviétique en Afghanistan mais aussi au sein d'autres [conflits globalisés](#).

Tous ceux qui sont rentrés ont été accueillis avec suspicion. Or à de rares exceptions, les attaques massives que l'on craignait n'ont jamais eu lieu comme le décrit le journaliste David Thomson dans son ouvrage, [Les Revenants](#).

[Ces « revenants »](#) doivent être certes surveillés mais il ne faut pas s'attendre à ce qu'ils rentrent chez eux tous porteurs de projets terroristes.

Si les pouvoirs occidentaux éradiquent Daech d'une manière juste, nous ne devrions pas subir une vague d'attaques dans les pays d'origine. Le processus est plus proche de celui d'une démobilisation après une guerre internationale. Les soldats démobilisés souvent tentent de reprendre le cours interrompu de leurs vies.

M.W. : [On a parfois comparé](#) les jeunes gens allant de France rejoindre Daech en Syrie avec ceux qui rejoignaient les [Brigades internationales en 1936](#).



Under the Red Banner

Mais il n'y a rien de comparable entre la sociologie des sympathisants des brigades de 1936, et celle des djihadistes. Et aujourd'hui on ne peut dissocier les aspects domestiques, sociaux de la violence et les dimensions étrangères : l'action permet de combiner les deux, de conférer un sens à l'existence en rejoignant le combat au Moyen-Orient depuis un quartier populaire francilien ou depuis un village normand. C'est pourquoi il faut parler de terrorisme global, c'est-à-dire conjuguant des significations locales, nationales et étrangères.

Que pensez-vous du terme *radicalisation* ? Est-il toujours pertinent ? Quel est son impact dans nos sociétés ?

M.S. : Il ne faut pas déconstruire ce terme. Son sens diffère selon les acteurs qui l'emploient. Nous devons en revanche être plus précis dans nos propos : la radicalisation est-elle l'adoption d'idées rejetant la société actuelle (ce qui ne s'accompagne pas forcément de violences) ou le recours à la violence politique (qui ne s'accompagne pas forcément d'idées « radicales ») ?

Nous devons trouver d'autres termes pour définir ces deux processus, très différents. La plupart des commentateurs les utilisent de façon interchangeable, souvent dans la même phrase, ce qui ajoute à la confusion.

M.W. : Le mot a eu son utilité, en insistant sur le caractère sans concession, entier, du phénomène considéré. Mais la « radicalisation » ne signifie pas nécessairement l'entrée dans des logiques terroristes, ni même violentes, et le mot risque de disqualifier ou de stigmatiser des personnes ou des groupes qui agissent, sans concession, dans un cadre démocratique. D'ailleurs en France, une grande tradition politique plutôt centriste se réclame de l'adjectif « radical » !

Un débat actuel oppose deux thèses, résumées ici : la radicalisation se forme-t-elle avant le recours à la religion ? Ou bien, la religion conduit-elle à la radicalisation politique ? Quel prisme d'analyse choisiriez-vous ?

M.S. : ces deux thèses simplifient grandement la situation et ne se fondent que sur l'un des courants actuels de violence politique. Dans mon dernier ouvrage, je propose une analyse sur la violence politique qui dépasse ce clivage. J'ai longuement interviewé une douzaine de néo-djihadistes dans différents pays, et j'ai été très surpris de leur manque de religiosité ou même de radicalisme.

Ils s'identifiaient plutôt avec les victimes du régime d'Assad et sur le fait de partager une religion commune ; et ils se refusaient à rester impuissants face aux événements. La « radicalisation » et l'« islamisation » se sont alors joints pour devenir inséparables dans le processus accompagnant l'outrage moral ressenti devant les massacres des membres d'une communauté virtuelle qu'ils ont imaginée et à laquelle ils s'identifient, une sorte de « néo-oumma ».

La priorité devient alors de défendre cette communauté. Pourtant, il est important de retenir que ces jeunes n'ont été ni pieux ni radicaux. Ils visionnent des vidéos, lisent les tweets de gens qu'ils connaissent et fantasment à l'idée d'être reconnus comme de glorieux guerriers au sein de leur communauté autoréférentielle. Il faut aller cependant au-delà de cette controverse si l'on veut réellement comprendre la complexité des phénomènes actuels.

M.W. : J'aurais ici un léger désaccord, je pense que ce débat, même simplificateur et maladroitement formulé, nous oblige à réfléchir à une grande question : quel est le statut de la religion dans ce terrorisme islamique ?

Les observations empiriques, comme celles d'Olivier Roy ou de Farhad Khosrokhavar montrent souvent que l'islam vient plus ou moins tardivement animer la conscience des acteurs, mais cela n'empêche pas de constater que sans l'islam, et quelle que soit la pauvreté de son contenu chez les acteurs, il n'y a pas passage à l'acte, l'action ne trouve pas son sens.

Cela évidemment n'interdit pas d'analyser la façon dont s'effectue la « radicalisation », à partir de processus sociaux dont les banlieues populaires et les enfants de l'immigration n'ont pas le monopole.

Il n'y a pas un modèle unique expliquant les actes terroristes, mais une certaine diversité, avec ceci de particulier qu'il y faut un sens religieux pour qu'il y ait décision d'agir. Mais ce débat ne laisse pas de place à d'autres hypothèses, et notamment à l'idée, chère à certains psychanalystes, qu'il peut y avoir aussi des dimensions pathologiques dans certains cas au moins, [des failles qui relèveraient aussi de la psychiatrie](#).

Pour la création d'un Défenseur de la République

30 octobre 2017, 00:17 CET

Auteur



1. [Nicolas Lebourg](#)

Chercheur associé au CEPEL (Centre d'Etudes Politiques de l'Europe Latine), Université de Montpellier

Déclaration d'intérêts

Nicolas Lebourg ne travaille pas, ne conseille pas, ne possède pas de parts, ne reçoit pas de fonds d'une organisation qui pourrait tirer profit de cet article, et n'a déclaré aucune autre affiliation que son poste universitaire.

Partenaires



[Université de Montpellier](#) apporte un financement en tant que membre adhérent de The Conversation FR.

[Voir les partenaires](#) de The Conversation France

[Republier cet article](#)



Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.



Panorama de l'hémicycle de l'Assemblée nationale. [Richard Ying et Tanguy Morlier/Wikimedia](#)

En décembre prochain devrait être connu le nouveau plan de lutte contre les radicalisations. Cette annonce se fait dans un double contexte : l'ombre constante du djihadisme et l'annonce de la dérive terroriste de [militants de l'extrême droite radicale](#). En outre, la question du durcissement continu des propos dans l'espace public entraîne des interrogations sur la manière de les pondérer. En juillet 2017, le débat parlementaire a ainsi enrichi le [projet de loi dit « de confiance dans l'action publique »](#) en y ajoutant une peine d'inéligibilité pour les incitations à la haine ou à la discrimination raciste ou sexuelle.

Cette innovation avait l'avantage de répondre à un état du droit : en la matière, les sanctions établies ont, de longue date, montré leurs limites, tant les mêmes justiciables ont pu enchaîner des récidives, voire intégrer à leur [stratégie communicationnelle](#) les [poursuites dont ils étaient l'objet](#). Néanmoins, le dispositif choisi par le législateur n'était pas sans défaut de par l'absence d'harmonisation faite de dispositifs antérieurs, pouvant mener à de forts dysfonctionnements démocratiques.

Il y a quelques jours, le Conseil constitutionnel a [censuré cette disposition](#), estimant qu'elle représentait un excès quant à la restriction de la liberté d'expression – ce qui a entraîné une vive protestation de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra). Il existe, toutefois, une sortie par le haut de cette situation, respectant les libertés et renforçant l'ordre public, consciente qu'entre la censure et la licence, il y a la République.

L'exemple du Défenseur des droits

Car le problème démocratique induit par la loi de juillet tient moins à son principe qu'à son application. En particulier, il est à noter que la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT ([Dilcrab](#)), organisme rattaché au premier ministre, a pris le pli de la saisine des tribunaux quant à ces motifs sur la base de l'[article 40 alinéa 2 du Code de procédure pénale](#). Le risque est évident : de telles saisines, avec le texte tel qu'il fut voté, auraient pu exclure de la vie politique des personnalités condamnées. Ces procédures eussent été dénoncées ipso facto comme une évolution illibérale et illégitime au vu de la séparation des pouvoirs.

Or, il s'avère que non seulement ce problème peut être évité, conservant le sens de la volonté parlementaire comme celle du Conseil constitutionnel, mais que cette correction peut s'intégrer à un dispositif permettant de simplifier et rationaliser diverses dispositions accumulées sans harmonisation ces dernières décennies tout en participant à la rénovation du contrôle des radicalités. Il s'agit de créer un Défenseur de la République, complément du [Défenseur des droits](#) établi depuis 2011.



Jacques Toubon, le Défenseur des droits. [Christophe Amet -- Kiki Factory/Wikimedia, CC BY-SA](#)

Le bilan de la création du Défenseur des droits est unanimement salué. Non seulement la nouvelle institution a permis de rationaliser les dispositifs ainsi regroupés, mais elle a induit une incarnation de la défense des droits des citoyens qui pèse dorénavant dans l'espace public. Ce processus devrait servir de modèle à une nouvelle institution qui, cette fois, protégerait les devoirs des citoyens envers la République et cette dernière des menées subversives, en particulier en ce qui concerne les incitations à la haine et à la discrimination en fonction du sexe, de la sexualité, de la religion ou de l'ethnicité.

Opposer la République et la subversion, c'est à la fois ériger un propos constructif de rassemblement, défendre la cohésion sociale et la laïcité contre les concurrences identitaires, édifier un appareil concret de réponse aux radicalités s'étant mises en contravention avec le droit. Ainsi, cela peut se faire sans instituer de régression de la liberté d'expression et en modernisant l'État.

Le cadre juridique existant face à la « subversion »

Le « régime définitif de la France », selon la formule de la loi constitutionnelle de 1884, est certes profondément enraciné dans la société française. Mais, cette République n'a jamais été un simple marché politique ouvert. Dans le droit français, les partis politiques relèvent de la [loi du 1^{er} juillet 1901](#), qui prévoit que les associations ne peuvent avoir « pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national et à la forme républicaine du gouvernement ».

Leur rôle est reconnu sous la V^e République par l'[article IV de la Constitution](#) qui précise :

« Les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils se forment et exercent leur activité librement. Ils doivent respecter les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie. »

La loi du 10 janvier 1936, complétée à plusieurs reprises et dont les dispositions sont désormais inscrites dans l'[article L.212-1 du code de sécurité intérieure](#), fixe les limites de l'admissible en stipulant les motifs pouvant valoir dissolution par décret.

Ces motifs établis permettent de normer et objectiver la « radicalité politique » – intention de la force ; atteinte à la forme républicaine de gouvernement ; atteinte à l'intégrité du territoire ; liens avec la Collaboration ou entreprise de réhabilitation de celle-ci ; incitation à la haine, à la discrimination ou à la violence – autant que la « violence politique » – manifestations armées ; caractère paramilitaire ; terrorisme ; atteinte grave à l'ordre public. L'ensemble peut, dès lors, être considéré comme constituant la « subversion ».

Le Défenseur de la République aurait pour mission d'intervenir sur ces items à son juste niveau, avec une autorité indépendante. Il compléterait, à une échelle différente, l'action antidiscriminations du Défenseur des droits, que les citoyens peuvent saisir individuellement.

Les nouvelles formes de la « subversion »

Le principe philosophique du Défenseur de la République serait de défendre la souveraineté populaire en protégeant la République de la subversion. Cette opposition entre ces deux termes était amplement d'usage lors du premier mandat présidentiel du général de Gaulle. Toutefois, le concept de subversion n'est pas limité aux années de la guerre d'Algérie.

Si le terme de « subversion » est absent des dictionnaires politiques contemporains, le livre IV de la *Politique* d'Aristote lui est consacré, le vocable recouvrant ici les idées de sédition et de révolution. Cependant, il est vrai que, lors des dernières décennies, l'État lui-même a peiné à concevoir clairement la nécessité de [comprendre les phénomènes subversifs](#) et d'interpréter les remontées en la matière de ses services de renseignement, ainsi que la nécessité d'y allouer d'autres dispositifs d'information en un processus coordonné.



Soldats de l'opération Sentinelle, en août 2017. Geoffroy Van Der Hasselt/AFP

Aujourd'hui, la subversion recouvre des phénomènes nullement assimilables entre eux mais analysables conjointement, conformément aux éléments juridiques susdits. On pense tout d'abord à l'islamisme, dont les massacres perpétrés ont placé le pays [sous le régime de l'état d'urgence](#) depuis novembre 2015. On citera aussi l'ultra gauche, qui a généré des points de fixation avec des Zones à défendre où l'État de droit est placé en état suspensif, et qui s'est montrée mobile pour exercer des violences contre les biens et les forces de l'ordre lors des mouvements sociaux.

L'extrême droite, en sa forme électorale, a certes fini par admettre le gouvernement républicain, mais en souhaitant le faire évoluer vers des formes de démocratie illibérale en sapant les valeurs de l'humanisme égalitaire sur lesquelles est

fondé le système institutionnel, et dont les rangs radicaux et activistes ont entraîné, à plusieurs reprises, l'[inquiétude publique du Directeur général de la sécurité intérieure](#).

En termes de sécurité publique, le fonctionnement par réseaux affinitaires des radicaux de droite et de gauche les séparent résolument, à l'heure présente, des islamistes en tant que risque organisé. En outre, la présence de forces politiques extrémistes dans la vie politique française est structurelle historiquement et permet l'intégration de groupes sociaux à un système politique ainsi stabilisé.

N'inventant aucun nouveau délit et séparant le pouvoir exécutif de la judiciaire, la création du Défenseur de la République ne constituerait donc en aucune façon une régression démocratique pour les citoyens, mais assurerait leur libre expression dans le cadre des normes juridiques établies consensuellement depuis des décennies, tout en adaptant les institutions aux troubles des dernières années.

Des moyens de sonde partiels et non-coordonnés

À l'égard des milieux subversifs, l'État dispose de moyens de sonde partiels et non-coordonnés, comme en témoignent de rapides exemples. Le décret de dissolution de l'[organisation affirmationniste blanche Unité radicale du 8 août 2002](#) est motivé par ses incitations à la haine et à la discrimination. La base radicale de droite s'était effectivement reconfigurée sur des thématiques islamophobes entre la guerre du Kosovo (1999) et l'après-11 septembre.

Néanmoins, c'est à compter de 2015 que la Commission nationale consultative des Droits de l'Homme ([CNCDH](#)), rattachée au premier ministre, décide de pleinement intégrer ce thème à ces problématiques, tandis que la DILCRAH oppose, pendant ce temps, un rejet net au simple usage du terme. De même, le décret de dissolution de l'[organisation suprémaciste noire Tribu Ka du 28 juillet 2006](#) fait valoir que celle-ci incite à la haine et à la discrimination « à l'encontre des personnes qui ne sont pas de couleur noire ».

Mais 12 ans après, là aussi, l'État et la société sont demeurés sur une querelle sémantique autour de l'expression « racisme anti-Blancs ». Or, il s'agit bien de sortir d'une culture du discours sur le discours au bénéfice d'une coordination de l'action qui permette d'en finir avec les sempiternels soupçons du « deux poids, deux mesures ».

Une autorité administrative indépendante et efficace

Afin d'assurer sa mission, l'autorité administrative indépendante ainsi créée effectuerait la symbiose de plusieurs institutions qui ont pu démontrer leurs qualités mais se trouveraient ainsi en position d'avoir une plus grande performance. Le rapprochement entre elles ne tient pas à leur nature et histoire diverses, mais à leur complémentarité intellectuelle et pratique :

- la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) ;
- la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (Dilcrah) ;
- la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes) ;
- l'Observatoire de la laïcité ;
- le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes ;
- la Délégation interministérielle chargée de l'aide aux victimes d'attentats.

Le Défenseur de la République conserverait leurs fonctions d'expertise et d'information au bénéfice de la société et de l'État. Il reprendrait leurs fonctions respectives de coordination de l'action publique, mais de manière unifiée. Il assumerait les fonctions de saisine de la justice que l'usage a donné à la Dilcrah en assurant la neutralité partisane de l'action, en pouvant l'asseoir sur une analyse globale, en inscrivant dans ses fonctions officielles cette veille et saisine du juge quant aux infractions aux principes fondamentaux de la République. Enfin, il assurerait le caractère pérenne et structurel de l'aide aux victimes d'attentats.

Pour assurer l'autorité de la nouvelle institution, une femme ou un homme d'État – cette personnalité pouvant, par exemple, être choisie parmi les anciens présidents de la République, présidents du Conseil constitutionnel, premiers ministres ou garde des Sceaux – permettrait de signifier combien il s'agit de sortir des querelles partisans et des appels formels aux valeurs pour démontrer dans les faits comment celles-ci préfigurent l'action de l'État et façonnent le quotidien de chacun sous une autorité égale.

Fabien Truong : « Je refuse de considérer les attentats islamistes en ne raisonnant qu'à travers le prisme de la religion »

23 octobre 2017, 21:10 CEST

Auteur



1. [Fabien Truong](#)

Sociologue, Université Paris 8 – Vincennes Saint-Denis

Déclaration d'intérêts

Fabien Truong ne travaille pas, ne conseille pas, ne possède pas de parts, ne reçoit pas de fonds d'une organisation qui pourrait tirer profit de cet article, et n'a déclaré aucune autre affiliation que son poste universitaire.

Partenaires

[Voir les partenaires](#) de The Conversation France

[Republier cet article](#)



Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.



Des jeunes de la cité de la Grande Borne à Grigny, en 2002, l'un des terrains où Fabien Truong mène ses enquêtes. KARIM TRABELSI / AFP

Pourquoi certains jeunes vivant aux marges des grandes villes françaises expriment-ils un « désir de Syrie » ? « Pourquoi des centaines de milliers de jeunes à la sociographie similaire ne progressent pas plus vite sur l'escalier de la terreur ? » Pourquoi d'autres ont-ils basculé dans une violence jusqu'au-boutiste ?

Peut-on expliquer les passages à l'acte terroriste autrement qu'à travers le prisme religieux ?

Quelles sont les ruptures et continuités sociales, psychologiques, économiques qui accompagnent le terreau favorable au terrorisme ? Quelle est la place de l'islam dans les trajectoires de certains jeunes hommes habitant dans les banlieues diffamées ?



Fabien Truong, 2017. Fabien Truong, Author provided

Telles sont les questions que pose Fabien Truong tout en revisitant celle de la « radicalisation », un « terme-écran » qu'il récuse, dans son dernier ouvrage [Loyautés radicales](#) (éditions la découverte) et dont il s'est entretenu avec The Conversation France.

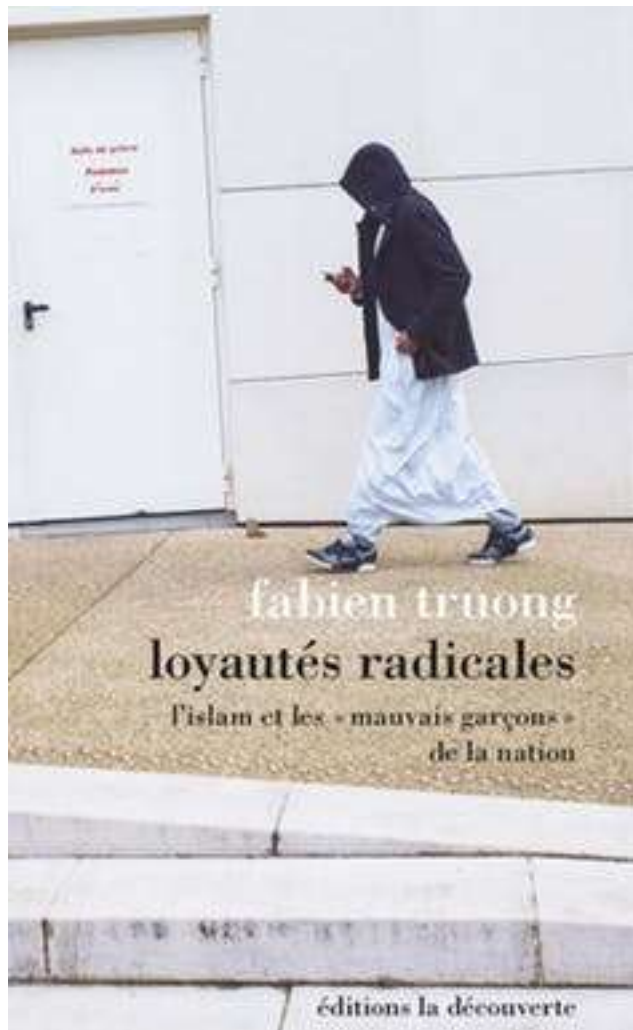
Il présente au lecteur six personnages, six garçons originaires de Seine-Saint-Denis et de Grigny. Nous ne connaissons qu'un seul d'entre eux, son nom étant « entré par effraction » dans l'histoire nationale : Amédée Coulibaly dont l'auteur dresse ici une « ethnographie post-mortem, un peu à la manière d'un travail d'historien se fondant sur des sources orales ».

Pour certains, Fabien Truong les suit depuis des années ([Des capuches et des hommes](#), Buchet-Chastel, 2013), notamment lorsqu'il était enseignant en Seine-Saint-Denis ([Jeunesses françaises](#), éditions la découverte, 2015).

Il emmène ainsi le lecteur à la rencontre de Tarik, Radouane, Hassan, Marley, Adama, de leur position vis-à-vis de la violence, de la mort, du quartier, de l'islam. De leurs déceptions et de leurs rêves. Extraits.

L'importance de la biographie et de l'ethnographie

Il y a deux objets dans l'ouvrage, l'un presque officiel, qui cherche à comprendre le désir d'islam qui pointe chez de nombreux « jeunes de banlieues » – et ce que signifient les cas limites que sont le fait de partir « là-bas » en Syrie, ou de commettre un attentat « ici ». L'autre, peut-être plus officieux, est de comprendre quelles sont les conséquences de l'exposition durable et prolongée à la violence d'une partie de notre jeunesse. Mais aussi qu'est-ce que grandir dans un système capitaliste prônant des valeurs virilistes ? Quand on vit aux marges de la ville, la situation sociale des individus ne fait, au fond, qu'exacerber des phénomènes qui nous touchent tous.



Loyautés radicales, l'islam et les « mauvais garçons » de la nation, 2017. [Éditions de la Découverte](#), CC BY

Qu'est-ce que la fabrique sociale de la subjectivité et comment s'opère la rationalisation subjective du monde social ? D'une certaine manière, c'est aussi pour répondre à ces « grandes questions » sociologiques que j'ai choisi comme focale le point de vue des individus, incarné dans une ethnographie sensible et longitudinale. J'ai l'ambition de faire une sociologie où les individus ne disparaissent jamais complètement derrière leurs déterminations. On voit ainsi autant la force des déterminations et des injonctions sociales que les marges de manœuvre existantes. Ce qui m'intéresse, c'est aussi de percevoir les microécarts individuels face à une condition commune. Car ces jeunes ont subi des épreuves comparables, la mort, l'insécurité, le « business » et tout ce qu'il implique.

Je refuse aussi de me plier à l'idée qu'il faudrait étudier les phénomènes des attentats islamistes en ne raisonnant qu'à travers le prisme de la religion – ou de son absence – qui invariablement suscite l'idée de « [clash des civilisations](#) » ou du nihilisme de l'époque. D'une certaine manière, c'est exactement le message de Daech. Au contraire, j'essaie d'observer la charpente sociale qui donne naissance au désir religieux et aux conditions qui en font un « imaginaire politique flottant ».

Ce faisant, j'accorde autant d'importance à la biographie et à l'ethnographie, à l'engagement du sociologue et à sa posture d'enquêteur – entre distance et empathie – dans le temps long, avec des retours réguliers sur le terrain.

Comment le quartier « fait » les hommes

Il faut comprendre que « le quartier » renvoie à une pléthore de groupes à qui, en tant qu'individu, on appartient et on se doit d'être, d'une certaine manière, loyal. Comme je l'écris assez vite, « le contexte des grands ensembles s'apparente pour les garçons à une fabrique de conflits de loyauté. »

Ce qui oblige l'individu à se conformer à des rôles ambivalents et à être redevable aux uns et aux autres à différents niveaux. On le ressent par exemple bien chez Adama quand, dans l'ouvrage, il s'exprime au sujet d'Amédry Coulibaly, son copain. Il ne peut entièrement condamner celui qui avait été son ami proche car la solidarité qu'ils ont vécue ensemble donne aujourd'hui sens à son engagement professionnel et en même temps, en tant qu'éducateur, il condamne sans demi-mesure ceux qui se réclament de son acte meurtrier.

Au fond, c'est une expérience de dissonance très particulière que vivent ces jeunes : il y a là une véritable difficulté à pouvoir se dire et à se penser. Ils vivent dans le fractionnement : on dit certaines choses au papa, à la maman, aux frères et sœurs, aux « grands » ou aux « petits », aux profs, aux éducateurs, à la petite copine, aux « équipiers » (tenus par le secret des « coups » dans le business), aux rivaux, etc. Inversement, je me retrouve presque « socialement hors jeu » [comme le dit Pierre Bourdieu](#). Cela permet de comprendre comment la parole devient possible pour qui souhaite rendre compte de ses expériences fragmentées de la vie, une fois que nous avons réussi à faire un chemin l'un vers l'autre. Ma présence dans l'enquête montre qu'il existe peu d'espaces pour exprimer ces conflits de loyautés, sans compter la force des secrets mais aussi la très grande pudeur qui régit la vie de ces jeunes, malgré les bruits de façade. Elle montre aussi que ces jeunes ont bien plus intégré les valeurs légitimes de notre société qu'on ne le dit.

Entrer dans la seconde zone

Le choix de ces six garçons n'est pas anodin : tous ont flirté, à un moment où un autre, avec ce que je nomme la seconde zone. Ce territoire physique et symbolique s'apparente à « un espace de relations et de représentations qui sanctionnent le fait de vivre à l'écart, dans et par l'illégalité ». En gros, c'est un point où se matérialise un sentiment d'impasse et où la conscience de son amoralité affleure. Quelles décisions alors prendre ? L'ethnographie est ici particulièrement utile : elle montre bien que les points de bascule vers la [désistance](#) s'opèrent en raison d'une succession de petits détails – souvent incarnées à travers le même triptyque : la copine, l'emploi, un logement à soi. En bref, c'est le chemin de l'acquisition d'une certaine forme de sécurité morale, matérielle et affective qui se dessine pour « s'en sortir ».

En revanche, plus vous avez investi, plus il est dur de la quitter car on perd beaucoup de son être social.

La seconde zone apporte paradoxalement une forme de réconfort, de prévisibilité dans le règne du présent permanent surtout quand on a fait « du sale » et que l'on commet des actes moralement douteux.

Ces jeunes vivent dans l'éternel présent, ce qui est très fatigant. Cela est, par ailleurs, complètement dans l'air du temps, de [ce capitalisme qui a fait de la succession de « projets » sa matrice](#).

Le discours actuel lisse les profils

Quitter la seconde zone implique de se reconstruire par l'établissement de projections dans le futur. Cela implique aussi de se réconcilier avec son passé : quand on a fait « du sale », il faut être capable de se regarder dans la glace. L'islam joue ici un rôle important : de remoralisation, de réintellectualisation, de re-esthéticisation du monde.

Les individus qui basculent dans la seconde zone sont aussi persuadés qu'ils vont mourir : ils ont, pour la plupart, grandi avec la certitude de leur mort prématurée. De ce point de vue, le pas supplémentaire vers le [« terrorisme »](#)

[maison](#) » tient d'une continuité radicale et d'un anoblissement de la seconde zone – un pas de plus habillé par le masque de la transcendance – franchi par exemple par Amédy. Pas tant en raison d'une soumission fanatique à une idéologie ou nihiliste mais plutôt parce qu'en amont, il n'a plus peur de la mort, qu'il sait quoi faire pour en faire un spectacle et que les conditions pour faire de l'islam « un imaginaire politique flottant donnant une consistance au nous et un sens à la mort » sont réunies.

Ce n'est, par exemple, pas la même disposition d'esprit que pour les jeunes qui veulent partir en Syrie « construire » un projet où il reste beaucoup de futurs imaginés, malgré l'imaginaire du combat. Ni celui du « revenant » qui a connu la guerre et qui s'est transformé dans une [socialisation guerrière bien distincte](#). Or le discours actuel tend à lisser tous ces profils avec le terme de « djihadisme ». Encore un mot de Daech trop souvent repris au pied de la lettre.

La mort, une invitée qui refuse de quitter le quartier

Victimes de la police, des règlements de comptes du business, des overdoses de drogues, de disparitions inexpliquées... La mort est omniprésente dans le quotidien de certains garçons du quartier, sans compter tous ceux qui, fils d'ouvriers, ont perdu des parents s'étant tués au travail.



La mort est omniprésente dans les esprits, y compris chez les très jeunes. Marche silencieuse le 27 novembre 2007 après le décès de deux jeunes à moto à Villers-le-Bel. Bertrand Guay/AFP

Les enfants sont confrontés à la mort très tôt et malheureusement, même si la situation est moins grave qu'aux États-Unis, nous observons aujourd'hui une banalisation des armes à feu dans certains quartiers, notamment via les réseaux de l'ancien bloc de l'Est. On comprend ainsi beaucoup mieux que la religion réponde à des questions métaphysiques que beaucoup se posent.

L'islam comme alternative ?

Il est beaucoup plus facile de s'accommoder d'un monde capitaliste qui ne fait plus rêver quand on a une base stabilisatrice, une forme de sécurité morale, financière, voire un capital intellectuel et social légitime. Mais c'est beaucoup plus dur pour ceux qui grandissent avec et dans la violence. Beaucoup cherchent des réponses mais leur ouverture sur le monde reste difficile, leur désir de reconnaissance nié, leur désir d'école éconduit. Et la profonde pudeur qui existe dans les quartiers amplifie souvent le voile...

Beaucoup de ces jeunes se cherchent une place, une dignité, mais sont exclus des ponts sociaux-économiques extérieurs. Or il n'existe plus de projet alternatif au projet néo-libéral. Comme je l'écris dans l'épilogue, « quand nombre d'institutions ont failli, l'islam a su, d'une certaine manière, panser cette coupure. » L'entrée en islam permet de tenir face à l'injustice absurde du monde. Mais il n'y a pas que la religion non plus pour tenir. Je travaille actuellement avec mon collègue [Gérôme Truc](#) sur ce qui fait, aussi, que l'on arrive à faire face aux difficultés du quotidien, malgré tout. C'est un chantier en cours.

Mais dès maintenant, il s'agirait de tenter de redonner du sens au rapport entre les adultes et les enfants. Trop d'adultes « en charge » de cette jeunesse aujourd'hui en ont peur, laissant une forme de pouvoir implicite à des adolescents en quête d'une place et de reconnaissance. On ne peut pas construire de relation éducative dans de telles conditions : il faut rétablir un lien de confiance et un sens du partage dans la durée. C'est aussi peut-être cette perte – exacerbée aux marges de la ville, qui caractérise le capitalisme de notre temps...

« Loyautés radicales, l'islam et les “mauvais garçons” de la nation », édition la découverte, paru le 19 octobre 2017. Propos recueillis par Clea Chakraverty, The Conversation.

Les enseignements des attentats de Barcelone et de Cambrils

7 septembre 2017, 22:43 CEST

Auteurs



1.

[Séraphin Alava](#)

Professeur des Universités, Université Toulouse – Jean Jaurès



2. [Isabel Bazaga Fernández](#)

Senior lecturer of home and justice affairs public policies, Universidad Rey Juan Carlos



3. [Rut Bermejo](#)

Senior lecturer of home and justice affairs public policies, Universidad Rey Juan Carlos

Déclaration d'intérêts

Séraphin Alava a reçu des financements de l'Union Européenne projet Horizon 2020 prévention de la radicalisation.

Isabel Bazaga Fernández receives funding from European Commission project PRACTICIES.

Rut Bermejo receives funding from European Commission project PRACTICIES.

Partenaires

[Voir les partenaires](#) de The Conversation France

[Republier cet article](#)



Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.



À Barcelone, le 19 août 2017. Javier Soriano/AFP

Les attentats du 17 août à Barcelone et Cambrils ont soulevé un grand nombre de questions : qui étaient ces jeunes terroristes ? Comment se sont-ils radicalisés jusqu'à commettre une telle attaque ? Pourquoi personne n'a remarqué ce processus et ces préparatifs ? Et pourquoi les forces de sécurité n'ont-elles pas pu l'empêcher ?

Des terroristes aux parcours de vie et aux engagements atypiques

Sur le parcours de ces jeunes, nous connaissons déjà certains détails importants concernant les similitudes et les différences avec celui d'autres jeunes impliqués dans le djihad global visant plusieurs pays européens.

En premier lieu, il faut souligner leur jeunesse : les six personnes abattues par la police et directement impliquées dans ces deux actions avaient entre 17 et 24 ans. Ils étaient de nationalité marocaine, nés à Mrirt pour les frères Hichamy et à Naour pour les frères Abouyaaqoub. Enfin, Saïda Aallaa et Moussa Oukabir sont des Espagnols, nés à Ripoll.

Si on compare ces attaques à l'[attentat de Madrid du 11 mars 2004](#), nous constatons donc qu'il y a une plus grande participation des Marocains et que, dans l'ensemble, les terroristes étaient plus jeunes. [Tous vivaient depuis l'enfance à Ripoll ou dans des localités proches.](#)

Que penser de leurs situations sociales ? Faut-il considérer que ces jeunes étaient marginalisés ?

À ce sujet, il convient de noter plusieurs indicateurs qui font, au contraire, la différence par rapport à d'autres groupes responsables d'attentats sur le sol européen. Le premier point remarquable est précisément l'intégration de ces jeunes sur le marché du travail. Younes, 22 ans, travaillait et avait un CDI dans une compagnie du secteur métallurgique, [Comforsa](#), et, depuis l'obtention de son diplôme d'enseignement supérieur en électromécanique, il ne manquait pas de travail. Certains de ses voisins indiquent qu'il touchait le meilleur salaire dans son équipe. Il semble également que Mohamed Hichamy, 24 ans, travaillait dans cette usine de pièces automobiles située à Ripoll avec un salaire d'environ 1 900 euros par mois. Ces jeunes n'étaient donc pas des jeunes exclus du marché de l'emploi.

Autre facteur d'exclusion « classique » : la ségrégation spatiale, caractéristique de ces jeunes qui vivent dans des quartiers dans les ceintures des grandes villes et dans des zones urbaines prioritaires. Or, ici aussi, cela n'est le cas. Ripoll est une petite municipalité dans laquelle chacun se connaît, partage une partie de football, des lieux de loisirs, des écoles, des instituts ou des lieux de travail. Le contact avec les personnes nées dans la commune était donc fréquent. Le maire de Ripoll, Jordi Munell, parle de l'immigration comme d'un atout pour sa ville de 10 600 habitants ; la majorité travaille dans la métallurgie ou dans le secteur du tourisme. Avec 10 % d'immigrés, Ripoll ne connaît pratiquement pas de chômage. Près de 500 de ces immigrés [« sont des Maghrébins, parfaitement intégrés. »](#)



Le chef de la police catalane fait un point sur l'enquête, le 21 août, sur les attentats. Lluís Gene/AFP

Ces jeunes échappent donc à la caractéristique souvent mise en avant dans les attentats de Paris ou de Bruxelles : celle de jeunes Maghrébins sans emploi et/ou ayant des problèmes d'insertion professionnelle, exclus ou marginalisés du fait de leur origine, vivant dans de grandes villes-dortoirs et ayant des parcours scolaires émaillés de nombreux échecs. Les terroristes de Barcelone et de Ripoll sont qualifiés par leurs voisins et leurs éducateurs sociaux de [jeunes normaux et responsables, en particulier Younes](#). Le plus jeune des terroristes [parlait parfaitement catalan et espagnol](#). Ces témoins indiquent ne pas comprendre ce qui s'est passé.

Les facteurs de la radicalisation violente et du basculement vers la violence extrême

Autre piste à explorer : l'influence forte proche du « lavage de cerveau » de la part de l'imam de Ripoll, Es Satty, et celle de plusieurs autres personnes [à l'occasion de vacances au Maroc](#). À l'appui de cette hypothèse, les amis, les voisins ou les parents interrogés depuis les attentats soulignent que, depuis quelques mois, voire un an, ces jeunes avaient commencé à moins jouer au football, à être plus silencieux et à moins fréquenter les autres, à arrêter de parler des femmes, de voitures ou de jeux vidéo, d'effacer tout musique sur leur mobile pour écouter des « anasheed » (prières). Younes est allé jusqu'à dire que toutes ces choses n'avaient plus d'importance, qu'ils avaient découvert « la vérité » et que les autres s'étaient égarés dans ce monde occidental. Malgré ces propos, personne n'aurait pu imaginer ce qui allait se passer le 17 août en Catalogne.

Abdelbaki Es Satty (45 ans), imam de la mosquée d'Annour à Ripoll depuis 2015, apparaît comme un idéologue, adepte du salafisme. Les enquêteurs ont découvert des données qui le relient à Daech. Quand on examine son profil, on retrouve des processus connus. Sa radicalisation pourrait s'être cristallisée lors de son séjour en prison entre 2010 et 2014 (pour trafic de drogue), concomitant avec celui de plusieurs personnes impliquées dans les attentats de Madrid du 11 mars 2004.

Auparavant, Abdelbaki Es Satty avait partagé un logement à Vilanova i La Geltrú avec Mohamed Mrabet Fashi, condamné de son côté à sept ans de prison pour des actes d'embrigadement et pour recrutement d'individus envoyés dans les zones de conflit. Ce groupe de Vilanova était lui-même lié à d'autres cellules en Espagne et à certains des terroristes du 11 mars 2004, notamment avec le GSPC ([Salafista Group for the Preaching and the Combat](#)) au Maroc.

Depuis 2005, Es Satty était soupçonné de fournir un soutien logistique aux membres d'[Ansar Al Sunna en Espagne](#). Il semble également avoir eu des contacts dans d'autres pays européens, en copiant le mode opératoire des attentats commis ailleurs sur le continent. Il a, par ailleurs, essayé de s'établir en Belgique, mais en vain du fait de son passé criminel.

Quelles leçons pour les politiques de sécurité ?

Les attaques de Barcelone ont mis en lumière des failles dans le système de renseignement, en particulier l'inefficacité du déploiement des mécanismes d'alerte précoce, ainsi que celles existant dans le dispositif de détection des individus en voie de radicalisation.

La prévention et la lutte contre la radicalisation violente font partie de la stratégie espagnole contre le terrorisme international de type djihadiste établie par le gouvernement espagnol après les attentats de 11 mars 2004 à Madrid. Celle-ci a été définie en tenant compte des objectifs et des approches contenues dans la stratégie de l'Union européenne en la matière en 2005.



Hommage aux victimes des attentats de Madrid, mars 2004. [Manuel González Olaechea y Franco/Flickr, CC BY-SA](#)

L'attentat de Madrid de 2004 avait déjà révélé la faiblesse des mécanismes de contrôle en Espagne. Les forces de sécurité s'étaient subitement retrouvées confrontées à un terrorisme différent dans sa composition, dans ses objectifs et sa méthodologie du terrorisme ethno-nationaliste (ETA), connu depuis de nombreuses années sur le territoire national.

L'expérience accumulée dans la longue lutte menée contre l'ETA a toutefois été très utile pour mener la lutte contre le terrorisme international.

Par ailleurs, il convient de noter que si la menace du terrorisme djihadiste en Espagne est une priorité pour le gouvernement, selon le dernier baromètre d'opinion du Centre de recherche sociologique (CEI), datant de juillet 2017 (donc avant les attaques en Catalogne), la [sécurité et la lutte contre le terrorisme ne sont pas la principale préoccupation des Espagnols](#) et passe derrière les préoccupations sociales.

L'Espagne en première ligne

L'état de la menace pesant sur l'Espagne ne diffère pas fondamentalement d'un certain nombre d'autres États en Europe : un pays occidental, qui participe à des missions internationales considérées comme une occupation de terres sacrées et à la lutte contre le terrorisme international. Il faut y ajouter la référence au mythe d'Al Andalus et l'existence de deux villes espagnoles (Ceuta et Melilla), considérées comme territoires occupés sur le sol africain.



Les enquêteurs à Alcanar, dans les débris de la maison où les terroristes fabriquaient des explosifs. Jose Jordan/AFP

De même, en terme géostratégique, l'Espagne en tant que frontière extérieure de l'UE est particulièrement vulnérable. Il faut souligner la présence de mouvements islamistes salafistes qui peuvent être exploités par des organisations de terrorisme international, ainsi que celle d'un contingent de jeunes musulmans susceptibles d'être radicalisés, comme on l'a vu tristement à Barcelone et à Cambrils, le 17 août 2017.

La prévention de la radicalisation chez les jeunes a été érigée en priorité dans la politique antiterroriste en Espagne. Cette question d'une grande complexité en raison de sa nature multidimensionnelle doit être abordée par les différents échelons de gouvernement, dans le cadre de politiques publiques, tout en y associant des acteurs de la société civile.

Car la radicalisation violente n'est pas un problème de sécurité exclusivement publique, et de ce fait ne doit pas être gérée uniquement par ce type d'acteurs, sinon la capacité d'anticipation et de prévention sera perdue.

Coordonner l'information sur la radicalisation

L'Espagne a élaboré, en 2015, un [Plan stratégique national de lutte contre la radicalisation violente](#). Élaboré et géré par le Centre de renseignement contre le terrorisme et le crime organisé (CITCO), sous la tutelle du ministère de l'Intérieur, ce plan inclut une stratégie dans laquelle toutes les structures de l'État et des communautés autonomes sont censées coopérer afin d'accroître l'efficacité de la détection précoce des processus de radicalisation.

Pour ce faire, il établit trois outils de collaboration citoyenne :

- Le site web [Stop Radicalismos](#) ;
- un courrier électronique et un téléphone gratuit, opérationnels sept jours par semaine, 24 heures sur 24 ;
- l'application [Alertcops](#).

Toutes les informations recueillies par ces différents canaux sont traitées par le [Centre de coordination de l'information sur la radicalisation](#) (CCIR) qui, en fonction de la confiance et/ou du niveau de risque détermine le niveau de l'intervention. Depuis son installation en décembre 2015, le CCIR a reçu un total de 4650 communications portant sur l'identification de risques de radicalisation.

Du 17 au 31 août, quelque 720 communications avec le CCIR ont été traitées. Parmi ces communications, 311 ont été analysées et ont nécessité des enquêtes plus approfondies, tandis que 409 ont été rejetées à cause d'une fiabilité insuffisante et – ou d'un manque de données fiables.

Les attentats de Barcelone et Cambrils mettent en évidence le besoin urgent de renforcer cette structure de coordination afin d'améliorer la capacité d'analyse des renseignements et de rendre plus efficaces les outils d'intervention. Ces attentats montrent aussi la nécessité d'une évaluation approfondie pour identifier les processus qui permettent une meilleure anticipation et une meilleure gestion de la menace.

Dans cette évaluation, la coordination entre les forces de sécurité de l'État et les personnels de sécurité des villes et des communautés autonomes méritera sans doute une mention spéciale.

Après Daech, quel accueil pour les mères et les enfants revenants ?

22 août 2017, 22:46 CEST

Auteur



1.

[Séraphin Alava](#)

Professeur des Universités, Université Toulouse – Jean Jaurès

Déclaration d'intérêts

Séraphin Alava a reçu des financements de l'UNESCO pour une recherche portant sur les effets des médias sociaux sur la radicalisation. Il est chef de file du projet européen H2020 PRACTICES (Partnership against violent radicalisation in the cities).

Partenaires

[Voir les partenaires](#) de The Conversation France

[Republier cet article](#)



Commons.

Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative



Manifestation hostile à l'ouverture d'un centre de déradicalisation à Beaumont-en-Véron, près de Chinon, en février 2017. Guillaume Souvant/AFP

L'Europe comptait, début 2017, [2 500 djihadistes en Syrie et en Irak](#). Près de [700 Français et 500 Belges](#) combattaient alors encore pour Daech. Après les défaites importantes sur le terrain militaire, la question du retour des familles combattantes est un défi politique, policier, juridique, mais aussi éthique, philosophique et éducatif.

Elles s'appellent Marie, Sonia, Henda, Sophie, Laura ou Julie. Musulmanes de naissance ou converties, portant le voile ou ne le portant pas, elles sont par dizaines déjà de retour dans leurs villes, dans leurs familles ou dans des lieux différents, parfois encore dans des camps de réfugiés ou sous la protection des ONG, espérant une solution. Les mères et les enfants français ayant vécu l'horreur sont de retour. Que faire ?

Naturellement, tout adulte doit rendre compte de ses actes et le départ sur un terrain de guerre conduira ces femmes responsables victimes devant les tribunaux pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste. Mais les enfants partis sans l'avoir décidé, ou ceux nés en Syrie ou en Irak, que faire pour eux ?

Selon les sources officielles, [près de 460 mineurs de nationalité française](#) sont présents en Irak et en Syrie au sein de Daech. Près de la moitié d'entre eux auraient moins de 5 ans. Leur retour en famille ou seul doit être pour nous une occasion de construire un dispositif nouveau de prévention et de réinsertion. Au-delà de leurs responsabilités, ces femmes et ses enfants sont des Français qui doivent pouvoir retisser des liens et construire des projets citoyens. « Je ne suis pas vraiment libre si je prive quelqu'un d'autre de sa liberté. L'opprimé et l'oppresseur sont tous deux dépossédés de leur humanité », disait Nelson Mandela. Face aux retours en France des jeunes hommes et jeunes femmes radicalisés, nous devons montrer que nous sommes des humains voulant la sécurité et la citoyenneté de tous.

Des enfants dans l'enfer de la guerre et de Daech

Car ces enfants, et parfois, leurs mères sortent d'un enfer. L'État islamique a organisé une véritable éducation sombre pour faire de ces jeunes des soldats du Califat. Tous les témoignages nous racontent les mêmes brimades, les mêmes obligations morbides et le même dispositif de déshumanisation des ennemis ou même des femmes et des enfants qui ont peu à peu détruit le jugement moral de ces enfants. Avec, parfois, la complicité des pères et des mères, les djihadistes ont peu à peu banalisé le mal.

« Même les femmes. Dans la “madafa” (maison des femmes), elles avaient l'air de cautionner tout ce qu'elles voyaient dans les vidéos de propagande. Elles applaudissaient, elles riaient et elles montraient à leurs enfants les tueries, les tortures, les égorgements et les personnes brûlées dans des cages. » [Témoignage d'une mère revenue de Syrie](#)

Le système éducatif de Daech est structuré comme tous les systèmes éducatifs déshumanisants et totalitaires. Il comprend des phases éducatives structurées qui visent la destruction du jugement personnel et moral et la [dépersonnalisation totale du jeune](#). En premier lieu, et cela dès son arrivée au sein du califat, le jeune va entrer dans un processus de séduction par des discours valorisant à la fois son engagement, sa position d'enfant de la nouvelle génération et par une affirmation absolue de la pensée salafiste et des choix de la communauté. Le jeune va en permanence vivre dans un univers familial, scolaire social d'endoctrinement qui l'expose à la doctrine salafiste comme une évidence et une joie.



Un enfant déplacé par les combats, près de Raqa, en Syrie, le 14 août. Delil souleiman/AFP

En second lieu, le jeune au sein du système scolaire salafiste va vivre une immersion totale et coercitive dans la pensée religieuse et un entraînement physique et émotionnel visant à détecter ses aptitudes au combat. Dans cette phase, les simulacres de violences et d'exécution sont valorisés et mis en avant comme des honneurs. Ici, un [enfant heureux décapite une peluche pour montrer sa force et son courage.](#)

Après ces phases de séduction et d'endoctrinement viennent des phases plus dures encore pour des enfants de 7 à 10 ans. En effet, Daech va systématiquement dépister les futures recrues par leurs attitudes et leurs réactions à l'obéissance. Ce « toilettage » est conçu alors comme une phase initiatique où la glorification de la mort, le don de soi au groupe sont mis en avant. C'est dans cette phase que des jeunes enfants sont conduits à participer à des exécutions volontairement ou sous la menace.

« Il est venu et nous a dit “Toi, tu coupes un pied, toi, tu coupes un bras, et toi, tu frappes le visage au couteau”, raconte l’aînée. “Sinon, je vous enlève tous les trois à votre mère et je vous tue.” » [Témoignage de Fadi, 9 ans](#)

Après cette phase de sélection, les enfants entrent dans une préparation militaire intensive où l’isolement de la famille, la brutalisation permanente et l’entraînement violent visent la subjugation du jeune et la perte de tout jugement moral. Le jeune, l’enfant, est alors prêt à devenir un soldat du Califat et d’entrer dans la dernière phase de spécialisation pour l’action directe dans une variété de fonctions.

Les témoignages des revenants, des renseignements militaires décrivent plus de 26 fonctions où les [enfants sont utilisés de façon habituelle par Daech](#). Les plus répandues sont l’espionnage, le transport de munitions, être soldats au point de passage ou éclaireurs dans les zones ennemies et bien sûr [bombes humaines](#).

Les femmes de Daech : mères, djihadistes ou esclaves

Si on observe à présent la place des femmes dans le système social de Daech, on constate que le rêve du Califat prend très vite des tournures de cauchemar. Souvent venues au Cham pour agir dans l’humanitaire, fonder une famille ou agir concrètement pour l’établissement d’un État, ces femmes vont d’abord être mariées ou mises sous tutelle. Aucune marge d’initiative n’est permise aux femmes. Enfermées dans l’appartement de leur mari ou dans une *madafa*, maison des femmes où elles sont prisonnières. La circulation des femmes et des filles est strictement sous la surveillance de la police religieuse de l’EI appelée Hisbah.

Si les femmes contestent ces règles, si elles souhaitent plus d’autonomie, elles sont systématiquement menacées et frappées par leurs tuteurs ou maris qui sont responsables de leurs comportements. Dans ce système paranoïaque, toute opinion ou expression différente de la loi est considérée comme une trahison et nombreuses sont les femmes battues, violées, enfermées. Peu à peu, les femmes sont presque absentes des rues et même des lieux de travail.

Seules les *muhajirats*, femmes chargées de la police ou du recrutement à l’étranger, ont un peu d’autonomie. Certaines d’entre elles sont chargées de surveiller les [femmes-esclaves capturées, qui sont là pour satisfaire sexuellement leurs hommes](#). La haine et le racisme entre femmes sont si fort que les exécutions sont nombreuses. La milice al-Khansaa, la police des mœurs de l’État islamique, est entièrement composée de femmes et fait la loi dans une violence extrême.

Accueillir les mineurs revenants : enjeux politiques et humains

Face à cette situation à laquelle il faudrait ajouter l’ensemble des violences qu’ils ont subit durant la guerre, les morts qui s’accumulent, les maladies et malheureusement les viols durant leurs parcours de retour, il est important pour la France de ne pas automatiquement considérer ces mères comme des djihadistes criminelles, ni ces enfants comme de potentiels terroristes en herbe. Dans une [circulaire du 24 mars 2017](#) relative aux dispositions en assistance éducative et au suivi des mineurs de retour de zone irako-syrienne, l’État français pose les bases d’un dispositif global et national d’accueil de ces mineurs.

Ce dispositif conduit par comité interministériel placé lui-même sous le pilotage des ministères de la Justice et des Familles, de l’Enfance et des Droits des femmes, en lien avec l’ensemble des ministères concernés et en concertation avec l’assemblée des départements de France, pose des principes importants. Il s’agit, dès l’arrivée de ces mineurs, de travailler dans trois axes qui garantissent l’assistance et la réinsertion.



Près de Raqa, le 8 août 2017. Delil souleiman/AFP

Dans un premier temps, il est important de garantir à chaque mineur une identité et donc de vérifier ou de régulariser l'inscription de ces jeunes à l'état civil. Bien souvent, ces mineurs n'ont pas d'identité ou possèdent des papiers délivrés par l'État islamique. Donner une identité civile, rappelons-le, est un droit humain fondamental qui permet à chaque personne de pouvoir jouir de l'ensemble de ses droits mais aussi de devenir citoyen et donc membre d'une communauté.

Ensuite, le dispositif d'État propose trois actions complémentaires et spécifiques qui consistent, en premier lieu, à évaluer la situation du jeune, son état physique et mental, son niveau social et scolaire. Humainement et dans le respect de la [Déclaration des droits de l'enfant](#), nous devons pour chaque mineur, qu'il soit seul ou accompagné de ses

parents, lui assurer la protection et de l'assistance humanitaire nécessaire pour lui permettre de jouir des droits, notamment les droits fondamentaux d'éducation, de santé, de sécurité et de développement.

En deuxième lieu, la circulaire du 24 mars 2017 propose un dispositif de soutien à l'enfant (dans le cadre de l'aide à l'enfance) qui prend la forme ouverte d'une aide éducative ou d'un accompagnement aux soins.

Enfin, et cela, de façon expérimentale et pour les cas les plus importants, le dispositif français prévoit la mise en place, en complément de l'aide à l'enfance, un dispositif d'accueil du jeune mineur en milieu ouvert. Ainsi sont garantis à la fois le besoin national de sécurité et le droit international d'assistance à ces « enfants de Daech » qui sont des victimes du choix de leurs parents et d'une organisation terroriste.

Plaidoyer pour une société tutrice de résilience et de citoyenneté

Les lois internationales qui encadrent les conflits sont claires en ce qui concerne l'utilisation des enfants en temps de guerre ou en ce qui concerne les sévices à la population. [La Convention de Genève de 1977](#) stipule que le recrutement de soldats au-dessous de quinze ans dans les forces ou les groupes armés est un crime de guerre.



Une femme qui a dû fuir les combats à Raqa, en Syrie, le 14 août. Delil Souleiman/AFP

La Cour pénale internationale (CPI) a la capacité juridique à poursuivre des personnes chargées des crimes de guerre commis en temps de conflit armé international comprenant la conscription ou l'enrôlement des enfants sous l'âge de quinze ans dans les forces armées nationales afin de les employer dans les hostilités. La CPI, qui a la capacité juridique à poursuivre toute personne ayant perpétré des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, précise que ceux-ci comprennent « tout acte inhumain causant intentionnellement de grandes souffrances ou des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé physique ou mentale ». Elle inclut dans cette catégorie les meurtres, les viols, les mises en esclavage et les persécutions.

Le temps de la justice doit donc venir au niveau national et international. En revanche, les mères et les enfants, dans leur immense majorité, sont des victimes. Notre société doit donc avant tout soigner et accompagner ces jeunes dans

leurs parcours de résilience. [« Vous n’aurez pas ma haine » a clamé Antoine Leiris](#) au soir du Bataclan après avoir perdu sa compagne. Dans l’accueil des familles revenantes, nous devons agir ainsi.

Les terroristes ne cherchent qu’à approfondir les fossés entre les individus et à nourrir la haine. Pour lutter contre cela et faire de notre société un tuteur solide de résilience, nous devons savoir mettre en place les trois piliers qui permettent le dépassement des traumatismes : la justice en permettant aux victimes de retrouver confiance et aux criminels d’être jugés, l’assistance pour montrer que nos valeurs humaines sont des solides bastions contre la haine, l’éducation pour replacer ces enfants et ces jeunes dans notre société humaine.

Comme le disait Nelson Mandela :

« L’éducation est l’arme la plus puissante qu’on puisse utiliser pour changer le monde. »

Comment devenir djihadiste en quelques clics

20 août 2017, 22:01 CEST

Auteurs



1. [Pascal Lardellier](#)

Professeur à l'Université de Bourgogne France-Comté, Chercheur à Propedia (Groupe IGS, Paris), Propedia



2. [Richard Delaye](#)

Dean of Research and Innovation (IGS Group) - Professor in HR - LARA/ICD, Propedia

Déclaration d'intérêts

Richard Delaye est membre de l'IAS, l'ADERSE, l'AGRH, et l'IHEDN.

Pascal Lardellier ne travaille pas, ne conseille pas, ne possède pas de parts, ne reçoit pas de fonds d'une organisation qui pourrait tirer profit de cet article, et n'a déclaré aucune autre affiliation que son poste universitaire.

Partenaires



[Propedia](#) et [Union des Grandes Ecoles Indépendantes \(UGEI\)](#) fournissent des financements en tant que membres adhérents de The Conversation FR.

[Voir les partenaires](#) de The Conversation France

[Republier cet article](#)



Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.



Capture d'écran d'une vidéo de propagande de l'État islamique disponible sur le réseau social Youtube jusqu'en octobre 2014. [Karl-Ludwig Poggemann/Flickr](#), [CC BY](#)

La récente célébration de « l'anniversaire » de l'[attentat niçois du 14 juillet 2016](#) rappelle que ces événements ont été commis par des terroristes ayant eu recours à Internet à des fins d'endoctrinement puis de « glorification » de leur action.

Le djihadisme ou la guerre des symboles

Les démocraties occidentales doivent désormais faire face à un problème qui trouve son origine symbolique avec le choc du [11 septembre 2001](#) (Cf. Pascal Lardellier, « 11 septembre 2001. Que faisiez-vous ce jour-là ? » ; L'Hèbe, 2006). En 2015, la France a, elle, connu un double choc : celui du massacre de la rédaction du magazine Charlie

Hebdo et des clients du supermarché Hyper Casher le [7 janvier](#), suivi de la vague d'attentats parisiens du [13 novembre](#). Au total, depuis 2015, les djihadistes auront tué [239 personnes](#) en France.

Les attaques survenues en Catalogne jeudi 17 août relèvent de cette même symbolique. En frappant l'Espagne, dans la ville mythique d'Erasmus et de *L'Auberge Espagnole*, de la fête et de la tolérance, « les djihadistes nous frappent non pas pour ce que nous faisons mais parce que nous sommes », comme le rappelle [Pascal Brukner](#). Pour le philosophe, l'Espagne représente, aux yeux des djihadistes et des musulmans intégristes, une terre musulmane, symbole de la grandeur de l'islam avant la chute de Grenade. Pour ces derniers, elle a été illégalement reconquise par Isabelle la Catholique... encore un symbole fort.

Le détournement du sens de mots connus de l'Islam fait également partie de la propagande de Daech. C'est ainsi que ses membres parviennent à séduire les jeunes à travers un *storytelling* bien rôdé qui utilise et travestit des termes tels que «Hijrah», «Jahiliya», «Murtadd», «Tâghût», «Tawhid». [Olivier Carré et Mathieu Guidère](#), deux spécialistes de l'islam éclairent la récupération politique faite par les salafistes radicaux et expliquent en quoi cette imposture historique et sémiologique vise à redonner un sens aux actions barbares des futurs adeptes.

La radicalisation, outil de construction identitaire

En 2006, un [travail de recherche](#) mettait en évidence la montée de « recrutements sauvages » dans les rues de Saint-Denis. Sous couvert de bienveillance, d'entraide et de moralisation, les [islamistes séduisaient de nombreux jeunes](#) en perte de repères et en quête de sens, en leur « vendant du rêve » avec la religion comme toile de fond.

Les millénarismes ont ceci d'attractif, que toujours, ils se drapent d'idéal, le projet utopique étant porté par une communauté aimante et doublement « re-constructive » (au niveau de l'individu, et du groupe). Il y a peu encore, « Cham » constituait cet idéal à atteindre.

Et le phénomène n'a fait que se développer : les signalements sont de plus en plus fréquents et nombreux, tout comme les [« fichés S »](#). [D'après une enquête](#) du journaliste Gilles Trichard, réalisée en 2012 en Égypte, « parmi les 5 000 ressortissants français immigrés, près de 10 % étaient des musulmans d'origine ou convertis en pleine quête spirituelle ».

Dans un [article](#) abordant la question de la quête et de la radicalisation chez les adolescents, le chercheur Thierry De Smedt montre qu'il existe un lien réel entre ces deux notions. En effet, pour l'auteur, la quête peut être considérée comme une forme de *passage*, un rite nécessaire à la construction identitaire de l'adolescent. Du rite au risque, on ne peut pas ne pas évoquer ici les « ordalies », concept issu tout à la fois de l'histoire et de l'anthropologie, les « ordalies » ou cette mise en danger de soi, cette exposition au danger et à la mort, via, littéralement, « le feu de Dieu », pour s'éprouver, grandir ou mourir.

Pour devenir adulte il doit développer un rapport au corps et au risque, passer des épreuves, faire des guerres (qui peuvent être intérieures), mourir symboliquement et renaître. L'allusion au concept de « guerre intérieure » n'est pas dénuée de sens puisque le *djihad* intérieur désigne le combat mené quotidiennement par les musulmans qui luttent contre leurs passions et leurs émotions.

Mais [selon la philosophe](#) Isabelle Stengers, nos sociétés, en érigeant en idéal la culture du « non-risque », ont amené à un désengagement des adultes dans l'accompagnement des jeunes dans leur prise de risque.

C'est ce que décrit le pédopsychiatre Philippe van Meerbeeck lorsqu'il affirme que le [« travail de passage »](#) est désormais du ressort du jeune lui-même. En recherchant, seuls ce risque nécessaire, ils deviennent vulnérables face à des processus endocritinaux qui peuvent être assimilés à de véritables « lavages de cerveau ».

Sans cadre, la vulnérabilité s'installe

Les adolescents sans « cadre » peuvent donc être exposés à des prédicateurs habiles, moralisateurs et rassurants ou des groupes qui leur apportent des réponses toutes faites, qui « soignent leurs egos froissés ». Ces prédicateurs jouent allègrement sur le sentiment d'infériorité ainsi que sur la carence d'estime de soi, notamment chez certains jeunes de quartiers sensibles, stigmatisés depuis leur plus jeune âge et [« mis au ban de la société »](#).

La lecture du [récit](#) de la radicalisation de Quentin Roy, illustre la relation entre quête spirituelle et djihadisme. Lui qui semble avoir entamé sa quête spirituelle à l'adolescence se serait converti à l'islam en 2013, est parti en Syrie en 2014 et est mort en Irak en janvier dernier. Il avait 23 ans.

Pour David Thomson, journaliste spécialiste du phénomène djihadiste :

« Il existe un dénominateur commun entre tous les Français djihadistes, au-delà des générations et des époques, c'est qu'ils se reconnaissent tous une djahilia, c'est-à-dire une période d'"ignorance pré-islamique". Alors qu'ils étaient musiciens, fonctionnaires, militaires, délinquants menant une vie familiale rangée, tous font part d'une vie hors de la piété avant leur conversion. Dans leurs cas, il est assez clair que la conversion s'inscrit dans un processus de quête spirituelle, une démarche rédemptrice. »

Pour l'auteur, les acteurs interrogés « vivent le djihadisme comme une purification qui les laverait des souffrances ou péchés commis. »

Aujourd'hui, les canaux utilisés pour radicaliser font toujours autant des ravages chez certains jeunes, convertis au « salafisme djihadiste » alors qu'ils ne croyaient en rien quelques mois auparavant. C'est déjà ce dont faisait état, en 2005, le Commissaire Charles Pellegrini dans son ouvrage *Banlieues en flammes* et ce que rappelait le *New York Times* [dans un article](#) traitant de l'épineuse question des conversions en France.

L'apparition d'Internet a simplifié les recrutements

[Selon Bernard Godard](#), ancien responsable au Bureau central des cultes du ministère de l'Intérieur, « il y a chaque année environ 4 000 conversions [...] L'augmentation est constante, mais ce n'est pas un phénomène exponentiel ». Il faut considérer que sur les 4,1 millions de « musulmans » qui vivaient en France (ce chiffre est une [hypothèse et une extrapolation](#) de l'Institut national d'études démographiques), [environ](#) 50 000 seraient des convertis.

Une partie des convertis le sont par la [da'wa](#). Cette approche prosélyte de la religion semble être devenue un rempart contre les trafics en tous genres, offrant à certains parents une alternative « vertueuse » face au deal et à la délinquance. Le tout étant orchestré par des « imams auto-proclamés ».

Se posant en « VRP » du salafisme djihadiste, ils effectuent un travail de fond et de sape contre la société, vue comme impure et corrompue. Pour leurs réunions de groupes et leurs prêches, ils n'ont que l'embarras du choix : du kebab « rentable » alors qu'il n'a aucun client, à la salle de prière clandestine. Le message passe et la population ciblée se laisse petit à petit amadouer et hypnotiser par ces « gourous radicaux », dont le but ultime demeure celui de recruter des soldats.

L'apparition d'Internet et des réseaux sociaux a simplifié les étapes du recrutement, elle permet désormais une « prise directe ». Alors qu'au Royaume-Uni, Twitter est davantage utilisé ([50 000 comptes seraient liés à Daech](#)), en France, c'est Facebook qui a été privilégié comme canal.

Autre réseau possible, la messagerie cryptée [Telegram](#), qui a par exemple permis aux assaillants de Saint-Étienne-du-Rouvray de [se coordonner](#). Telegram a indiqué qu'entre 60 et 70 profils et canaux liés à l'État islamique sont supprimés par jour, avec une moyenne de [2 000 supprimés en tout par mois en 2016](#).

Pour le journaliste [David Thomson](#)

« les jeunes qui découvrent les hadiths sur Internet sont complètement sourds à tous ceux qui, à la mosquée, peuvent essayer d'expliquer que le sens des prophéties s'inscrit dans un contexte : pour eux, qui sont venus aux textes sacrés seuls ou avec la propagande djihadiste, l'interprétation historique ou figurée est une « innovation », c'est-à-dire la pire des choses puisqu'elle dénature et biaise le sens qu'ils pensent être original ».

Logique paranoïaque et obsession de la pureté

Dans les premiers échanges en ligne, les « sergents recruteurs » de Daech savent déceler des questionnements liés à la pureté, auxquels ils vont « répondre ». Des techniques sectaires vont être mobilisées : discours paranoïaques (persécution, complotisme), sentiment de supériorité brimé, glorification de la virilité.

À l'individualisme occidental, les recruteurs opposent une communauté, celle des « frères ». La problématique de la pureté est omniprésente, car dès le basculement dans le salafisme, tout devient impur (nourriture, loisirs, éducation, médias, famille) ! Mais cette recherche de la pureté est souvent paradoxale, particulièrement dans les zones périurbaines. Dans celles-ci, afin de s'affranchir de ce qui reste du « pater familias », des jeunes musulmans n'hésitent pas à offrir un pèlerinage à la Mecque (*Hadj*) à leur père pour se « racheter une conscience » et ainsi bénéficier d'une forme « d'immunité paternelle » face aux actes illicites commis.

Cependant, si l'on s'en tient aux recommandations de l'ancien Mufti d'Égypte [Nasr Farîd Wâsil](#),

« le *Hadj* est toujours permis à partir du moment où l'argent est licite et que l'argent appartienne à la personne elle-même ou provienne d'une personne étrangère qui l'a donné de bon cœur ».

Quid des *Hadj* financés par l'économie parallèle ? Peuvent-ils être validés alors qu'ils sont rendus possibles par des actes impurs ? N'assisterions-nous pas à une forme de profanation qui remet en cause sérieusement la question de la pureté tant exaltée par ces fondamentalistes ?

La fascination (de fascinum, charme et maléfice) des jeunes pour la violence extrême s'exprime par le visionnage des mises en scène horribles de « l'organisation État islamique », multi-rediffusées. La barbarie de l'organisation État islamique, via des décapitations scénarisées et diffusées, constitue un élément de sophistication important. Scénarisé par Adel Kermiche comme un véritable « jeu de télé-réalité morbide », le meurtre du père Hamel est annoncé à l'avance, en des termes cruels, laissant apparaître une absence totale de surmoi ou de conscience sociale.

Des logiques algorithmiques

Pour mieux cerner le problème, il faut aussi prendre en compte les logiques algorithmiques qui ont un rôle. Ainsi, quand une personne a été porteuse de questionnements sur la religion, les rabatteurs islamistes vont lui proposer de prier Dieu. Or, si le jeune ne connaît pas la prière, il va suivre les [liens qui lui sont proposés](#).

Si le jeune trouve le site bien fait, il va le « liker » sur Facebook. Par ce simple acte, il deviendra visible et pourra être contacté facilement. Le futur djihadiste est prédisposé à accepter un acte plus coûteux, tels le meurtre ou l'attentat suicide.

Les djihadistes fanatisent leurs « cibles », repérées puis charmées et harcelées tour à tour. Les cibles sont des personnes en rejet de l'autorité, car ayant perdu le sens de leur existence, cherchant confusément une identité de substitution. Surfant sur les mythologies des vies clandestines des espions, des alias et des avatars sur les réseaux sociaux, obsédés par les thèses conspirationnistes, les recruteurs du djihad leur promettent une mission de premier plan, ancrée sur un discours millénariste bien rôdé : ils vont devenir les serviteurs et les acteurs d'une société nouvelle, juste, aimante et bonne...

Bien sûr, plus largement, des éléments psychologiques, biographiques, socio-économiques jouent aussi un rôle important dans le basculement dans la « djihado-sphère », des constantes étant [repérées par les spécialistes](#).

Un rempart ? L'éducation

Contre ces dangers réels, il convient d'"enthousiasmer" (étymologiquement « prendre dans le souffle des dieux ») la laïcité mais également de lutter contre un sentiment de fatalisme ambiant, émanant de nos responsables politiques. Il faut adopter une posture éducative envers une jeunesse déstabilisée.

D'après [Serge Tisseron](#), chercheur à l'Université Paris VII, il faut que les parents apprennent à leurs enfants à se protéger. Seul bémol, ces derniers maîtrisent très souvent beaucoup mieux les réseaux sociaux que les premiers. Aussi, ne serait-il pas plus pertinent d'intégrer dans les programmes scolaires des « ateliers de sensibilisation aux risques de dérives sectaires et/ou à la violence », et ce, bien avant qu'ils ne soient adolescents ?

Pour le psychologue, « l'insatisfaction de la vie présente et la recherche d'une vie alternative » est le fil rouge de trois catégories de jeunes clairement identifiées. Toujours selon S. Tisseron, on retrouve ainsi les jeunes qui souffrent d'un défaut d'estime d'eux-mêmes, les enfants qui ont acquis l'idée que la meilleure façon de résoudre les problèmes est la violence et enfin les jeunes qui présentent un défaut d'esprit critique.

Un lien inter-générationnel brisé

Force est de constater que la fracture entre générations place adolescents et adultes dans une posture de défiance et d'incompréhension. Il revient donc aux parents, enseignants et pouvoirs publics de retisser un lien. Celui-ci leur permettant de (re)prendre leurs responsabilités.

Paradoxalement, si la jeunesse dispose des moyens pour être créative et innovante et bâtir le monde de demain, ces mêmes moyens peuvent très bien la mener à sa perte s'ils ne sont pas « encadrés ». Il suffit de relire Platon qui, il y a 2400 ans déjà rappelait que « lorsque les pères s'habituent à laisser faire les enfants, lorsque les fils ne tiennent plus compte de leurs paroles, lorsque les maîtres tremblent devant leurs élèves et préfèrent les flatter, lorsque finalement les jeunes méprisent les lois parce qu'ils ne reconnaissent plus, au-dessus d'eux l'autorité de personne, alors c'est là en toute jeunesse et en toute beauté, le début de la tyrannie ».

En cette ère des désintérmédiations généralisée, où l'on s'engage en deux clics, sur un coup de tête, pour des causes bien ambiguës voire parfois mortifères, on a plus que jamais besoin des corps intermédiaires (éducateurs, enseignants, médiateurs...) pour introduire de la distance et du recul, pour ré-enchanter la citoyenneté, comme collectif, valeur et même idéal de vivre-ensemble responsable et apaisé.

Richard Delaye, Yves Enrègle et Pascal Lardellier ont co-dirigé l'ouvrage [« Oser la laïcité »](#), EMS, 2017. Richard Delaye est VP de l'Observatoire Economique des Banlieues.

De Merah au « suicidé de la société » : dérives idéologiques du spectacle « Moi, la mort... »

14 juillet 2017, 14:07 CEST

Auteur



1. [Isabelle Barbéris](#)

Maître de conférences en arts de la scène, Université Paris Diderot – USPC

Déclaration d'intérêts

Isabelle Barbéris ne travaille pas, ne conseille pas, ne possède pas de parts, ne reçoit pas de fonds d'une organisation qui pourrait tirer profit de cet article, et n'a déclaré aucune autre affiliation que son poste universitaire.

Partenaires



[Université Sorbonne Paris Cité](#) apporte des fonds en tant que membre fondateur de The Conversation FR.



[Université Paris Diderot](#) apporte un financement en tant que membre adhérent de The Conversation FR.

[Voir les partenaires](#) de The Conversation France

[Republier cet article](#)



Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.



L'acteur Yohan Manca dans la peau de Mohamed Merah. [Arnaud Bertereau/Agence Mona](#)

Les formules magiques sur la licence poétique, la liberté artistique, le théâtre « en droit et devoir » de s'attaquer à des « sujets difficiles », d'affronter les « peurs profondes » ne suffisent pas à faire disparaître les nombreuses questions que soulève le spectacle [Moi, la mort je l'aime, comme vous aimez la vie](#), une mise en scène par Yohan Manca d'un texte de Mohamed Kacimi – et une production du Centre Dramatique National de Rouen dirigé par David Bobée, très présent dans le projet et le débat autour du spectacle.

Puisqu'est mise en avant la nécessité salutaire de la « [polémique](#) », trois niveaux d'ambivalence me semblent montrer que les interrogations, voire les [inquiétudes à l'égard de ce spectacle](#), sont dignes de considération.

Les ambiguïtés du texte de M. Kacimi

Le texte de *Moi, la mort...* _ se présente d'emblée comme un objet fuyant. Ce n'est pas la première fois que l'écriture théâtrale s'attaque au « portrait verbal » d'un _mass-killer – on pense par exemple à [20 Novembre, de Lars Noren](#), écrit à partir du journal intime d'un tueur. Ce type de pièce exploite la puissance du temps réel du théâtre (le temps de l'action coïncide avec celui de la représentation) et procède en général par intensification des ambivalences. Le texte de M. Kacimi ne déroge pas à la règle : loin de se donner comme une écriture explicative, il projette le lecteur/spectateur à distance, renforce son sentiment d'étrangeté face à une parole météorite, visiblement malade. Le retrait de l'écriture face à toute tentative de hiérarchisation ne peut que susciter le malaise, et il semble que tel soit le but.

Les questions du terrorisme, de l'islamisme se trouvent à la fois mentionnées et diluées dans le flot d'un échange banal, presque familial. Elles n'y sont pas plus abordées que, par exemple, la pratique des jeux vidéo par M. Merah ; son goût pour la série *Les Simpson* est mis sur le même plan que sa passion frénétique pour les armes à feu. Cet effet délibéré de nivellement suscite un malaise que renforce le dispositif de communication : le vis-à-vis entre « Momo » (et non Mohamed Merah) et le « Policier » chargé de la négociation finale. Le dialogue s'inscrit donc dans le cadre strict d'une manipulation : faire céder « Momo » afin qu'il se rende.

Mais le contexte documentaire n'a de cesse de s'effacer derrière le naturalisme extrême du procédé : le jeu de [séduction](#) du négociateur prend rapidement le dessus, tendant ainsi à instaurer une proximité dérangeante. On glisse du registre documentaire à une allégorie intimiste – Merah devenant ainsi tous les « Momo ». Tous les « [suicidés de la société](#) », comme le disait déjà un autre Momo, Artaud, auquel Kacimi, en bon auteur de théâtre, n'a pu que penser.

Ce qui nous amène à un autre problème posé par ce texte : le cadrage du sujet (les dernières heures de M. Merah) implique que les victimes et les crimes demeurent en hors scène. Ils sont à peine évoqués. La pièce transforme ainsi l'attentat en suicide. Tout se passe comme si, de meurtrier, Merah-le-tueur devenait « Momo » le suicidé de la société, refusant de se rendre au RAID et choisissant, à la fin de la pièce, de sceller son destin et ses épousailles avec la mort.

Cette lecture (celle d'un suicidé de la société et non d'un tueur, d'une victime et non d'un bourreau) est corroborée par l'accroche de l'éditeur du texte qui retient ce double phénomène d'allégorisation et de torsion de la responsabilité en orientant la lecture : « Il est urgent de s'interroger sur les causes de la violence au sein d'une société qui en est la source et la victime, et où naissent et grandissent ceux que la mort attire plus que la vie. »

Les choix de la distribution et de la mise en scène

Ces ambivalences sont caractéristiques du sujet et de la forme ([verbatim](#), documentaire) choisis par Kacimi. Ce sont des tensions du texte et des zones d'ombre que l'on peut faire valoir dans une lecture critique, en premier lieu dans une mise en scène. Le texte de Kacimi n'humanise pas le bourreau, pas plus qu'elle ne rend le geste « compréhensible ». Mais son aspect dérangeant, ambivalent appelle en tout cas une approche extrêmement critique et distante.

Au contraire, ces tensions se trouvent escamotées par la mise en scène, qui par exemple fait disparaître la question de l'origine en distribuant les deux rôles à des comédiens européens. Le choix de ne pas faire figurer d'acteurs arabes force le spectateur à effectuer un effort supplémentaire de reconstitution pour reconnaître le vrai Merah, et l'effet de neutralisation s'en trouve conforté. Ce qui soulève plusieurs questions : la volonté de ne pas « stigmatiser » l'emportée-elle sur la vocation documentaire d'une pièce prétendant pourtant « comprendre » la mécanique de l'assassin ?

Le CDN de Rouen est connu pour son militantisme en faveur de la [diversité](#) et David Bobée pour sa défense des [statistiques ethniques](#). Est-ce à dire que, par paternalisme, les acteurs arabes doivent être écartés des rôles qui présentent une difficulté ?

Sur le plan esthétique, l'idée selon laquelle « Momo » serait une sorte de Monsieur-tout-le-monde contemporain, le symbole d'un suicide collectif, d'une société malade s'en trouve en tout cas renforcée. Le projet effectue des va-et-vient entre une revendication documentaire et heuristique (qui viserait à refaire le chemin de M. Merah) et le peu d'ambition de cette approche documentaire : pourquoi avoir limité l'enquête aux derniers mots de Merah ? Pourquoi (par exemple) avoir mis de côté, dans la mise en scène, les informations nombreuses divulguées par son frère, Abdelghani – [auteur d'une très belle lettre à Mohamed Kacimi](#) – sur le processus d'endoctrinement idéologique, irréductible à l'approche sociologique ?

Est-il possible que cet escamotage se fasse au profit d'un autre projet idéologique ?

L'orientation d'une production très investie

Le discours – très présent (cela mérite d'être souligné) – du producteur du spectacle David Bobée relaie quant à lui une idéologie explicite, fonctionnant par substitution des causalités, et se rabattant sur une autre « cause » que David Bobée soutient avec ferveur : la diversité culturelle et ce qu'il appelle la [« décolonisation » des arts](#). Ainsi, dans le [livret de L'Avant-Scène](#), M. Bobée opère un raccourci flagrant entre son propre projet politique et le sujet de la pièce :

« Quand la culture ne tient pas compte de 30 % de la population, on va dans le mur. On doit agir vite. C'est ce que ce texte soulève, et c'est la question que l'on se pose : comment la France engendre-t-elle des enfants qui se sentent à ce point étrangers au pays qui les a vu naître ? Au point de vouloir le mettre à feu et à sang ? »

L'enchâssement est aussi acéré que vertigineux. Selon David Bobée, Merah n'est qu'un ectoplasme, un masque derrière lequel se cache le vrai coupable : le manque de diversité dans la culture, bref le supposé [État raciste](#), de manière consciente ou « par omission » (*sic*).

Se substituant au dramaturge et au spectateur, Bobée soutient que la présence du policier négociateur permet de créer de la proximité avec le tueur, ce qui annonce clairement le fonctionnement empathique du projet : « L'on voit sa folie mais également sa fragilité, et il devient très proche de nous », affirme David Bobée. De donner des raisons (thèse de l'État raciste) à donner raison tout court ; de « comprendre » à « être proche »... Il faut espérer que le livret d'accompagnement du spectacle soit épais et extrêmement solide et documenté, afin de barrer la route à ces empilements de malentendus – qui semblent pourtant à l'amorce du projet !

Les deux lectures pourraient presque sembler partiellement antinomiques (celle de Kacimi sur la « sidération » devant le monstre, celle de Bobée sur l'empathie). En tout cas, l'inquiétude suscitée par le spectacle et ses orientations me semble tout à fait légitime lorsque l'on sait que M. Merah est désormais cité en modèle et sert de support d'identification à de nombreux jeunes – rappelons que Mehdi Meklat (dans un tweet de 2012) parlait de la « troublante beauté » des propos de Merah.

La référence à la « banalité du mal »

Le problème majeur du spectacle me semble enfin signalé par la référence permanente, et symptomatique, faite à la [« banalité du mal »](#), dans les textes d'accompagnement et dans les entretiens journalistiques. Que des malentendus incessants, régulièrement condamnés, circulent sur cette idée souvent dévoyée d'Hannah Arendt (la plupart du temps

pour « banaliser » l'horreur) est une chose avérée. Qu'un directeur de Centre Dramatique National, rémunéré par le contribuable, responsable d'une programmation vue par des centaines de scolaires, s'autorisant une entreprise aussi risquée que la production d'un spectacle sur M. Merah, que M. Bobée, donc, fasse une lecture aussi perversifiée de la « banalité du mal » pour désigner un crime terroriste et islamiste me semble irresponsable. Non, la « banalité du mal » n'a rien à voir avec une vague théorie de la co-responsabilité, glissant aisément vers la dilution voire l'inversion des responsabilités.



Hannah Arendt, figure de la philosophie
convoquée par les artistes. Flickr, [CC BY](#)

Non, on ne peut invoquer le tueur Merah et instrumentaliser ses crimes atroces pour servir la « cause » de la diversité « décoloniale », de la réparation des artistes « racisés » par la « culture raciste », pour reprendre le lexique de *Décoloniser les arts*.

Non, la banalité du mal n'est pas cette « soupe » sociologisante où l'on ne distingue plus le bien ni le mal. Ce n'est pas non plus une réflexion sur l'« ordinaire » du Mal, adjectif que M. Bobée emploie et révélateur du malentendu. Non, comme on le lit dans *L'Avant-Scène*, Arendt n'a jamais prétendu qu'il n'y avait pas de « Mal absolu », bien au contraire. Ceci est offenser la pensée de cette philosophe, et offenser des spectateurs qui attendent plus d'exigence.

La [banalité du mal](#) est en outre une réflexion sur l'appareil d'État et la responsabilité bureaucratique et idéologique d'une société.

Normalement, c'est une lecture censée aider à réfléchir sur sa propre responsabilité, surtout lorsque l'on est un rouage de l'administration publique. Il serait en tout cas heureux que le militantisme en faveur de la diversité culturelle ne soit pas prétexte à ce genre de raccourcis et ne conduise pas à réduire M. Merah à la construction d'un « personnage » de suicidé de la société, victime « fragile » et aliénée par l'implacable système « raciste ». Cette identification-là (rappelez-vous la déclaration d'[Houria Bouteldja](#) : « Mohamed Merah c'est moi, et moi je suis lui »), on la connaît, et elle est très, très loin de l'art du théâtre.

La guerre comme expérience sensible : les motifs existentialistes du djihad

3 juillet 2017, 22:59 CEST

Auteur



1. [Romain Huët](#)

Maitre de conférences en sciences de la communication, Université Rennes 2

Déclaration d'intérêts

Romain Huët est chercheur à l'Institut des sciences de la communication (CNRS / Paris-Sorbonne / UPMC) et au Prefics (Université Rennes II). Il est le co-réalisateur du film «Après le printemps. Vie ordinaire de combattants syriens».

Partenaires

[Voir les partenaires](#) de The Conversation France

[Republier cet article](#)



Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.



Ce qu'il reste de la mosquée Al-Nuri, à Mossoul (le 29 juin 2017). Ahmad Al-Rubaye / AFP

Ce texte est issu d'une série de séjours ethnographiques de plusieurs mois au sein de brigades de combattants en Syrie (2012, 2014) puis en Irak (2017). Ces recherches sont en cours et visent essentiellement à approcher la quotidienneté des combattants pour comprendre leurs trajectoires biographiques, leurs rapports ordinaires au monde, à autrui et à eux-mêmes. Au final, ces recherches tentent de cerner les médiations sociales, historiques et contextuelles qui organisent l'expérience de la guerre. Elles espèrent aboutir à une théorie de la réflexivité et de la subjectivité en temps de guerre, c'est-à-dire à appréhender les rationalités générales des actions, des objectifs, des conduites et des formes de vie des combattants. Ce texte vise moins à restituer les résultats de cette enquête qu'à formuler une nouvelle hypothèse relative à la dimension sensible de la guerre.

Les explications sociologiques et politiques relatives au basculement des combattants étrangers dans le djihad armé suivent en principe deux perspectives différentes. La première cherche à dégager les facteurs du contexte social qui expliquent le basculement de certains dans [des parcours de radicalisation djihadistes](#) (inégalités sociales, exclusions, discriminations, expériences de l'injustice, etc.). La deuxième perspective, quant à elle, vise à analyser les processus et la dynamique des violences, en s'appuyant sur un profilage sociologique des parcours des candidats au djihad. La plupart des études s'accordent sur un diagnostic qui favorise l'expérience guerrière (frustration et crise sociales). En bref, il existe des configurations sociales spécifiques qui créent des conditions favorables à la violence.

Ces explications sont évidemment importantes et nécessaires. Néanmoins, le but de ce texte se tient en décalage par rapport à ces explications sociologiques traditionnelles. Il s'agit de questionner les ressorts subjectifs susceptibles d'animer de jeunes Occidentaux à rejoindre l'État islamique pour combattre sur les fronts syriens et irakiens. Parmi ces ressorts, l'un est intrinsèque à la guerre en tant « qu'expérience sensible ». L'hypothèse, qui ne se suffit pas à elle-même et qui ne saurait répondre à la globalité de la question, est que la guerre est l'occasion d'une expérience sensible du monde qui, non seulement attire les êtres en attente de « réparation existentielle », mais qui les maintient également dans la lutte armée en raison notamment des éclats existentiels qu'elle suscite.

Cet article s'attache donc à la dimension sensible de la guerre en tant qu'elle fascine et attire. D'ailleurs, rares sont ceux qui peuvent se soustraire à cette curiosité remplie de peur, car on ne saurait concevoir spectacle plus inquiétant que celui de jeunes hommes, déterminés, bien vivants et lucides, à jeter leur vie au nom, par exemple, de l'État islamique et à subir l'emprise impitoyable d'une passion insensée.

La guerre comme « expérience existentielle »

Le célèbre [écrivain allemand E. Jünger](#) a largement insisté sur cette dimension. Pour lui, la guerre est une expérience existentielle et philosophique. Elle réveille et sort l'individu des platitudes existentielles auxquelles il s'était auparavant accommodé. Engagé dans la guerre, l'homme est agité par une idée qui le saisit tout entier au point qu'il en vient à considérer que les « devenirs » sont supérieurs à la vie. En s'exposant quotidiennement à la perte, la subjectivité du combattant prend une forme tout aussi étrange que menaçante ; il devient insensible à sa propre mort comme à celle de son ennemi.



Ernst Jünger durant la Première Guerre

mondiale. [Ernst Jünger/Wiimedi](#)

Les combattants de l'État islamique, habitués aux pratiques de l'attentat suicide, révèlent particulièrement cette idée. Comme le rappelait [Judith Butler \(2016\)](#), le combattant meurt avec ses victimes dans une « intimité thanatopolitique absolue ». L'acte est simultanément autodétermination et auto-annihilation. Pour Judith Butler d'ailleurs, l'attentat suicide est un acte relationnel, voire même le « paradigme de l'exposition absolue à l'Autre ». Il tue avec son propre corps et sa mort va avec celle de l'autre. C'est une « mort qui fusionne avec celle de son ennemi », précise l'auteure. Cette exposition est tellement excessive qu'elle en devient insensible à la sensibilité de cet Autre. Le geste est absolu. Il n'administre pas seulement la mort. Il réduit en miettes son propre corps et celui qu'il fictionnalise comme son ennemi ([Mbembe, 2006](#)).

Cette question du processus qui conduit à ôter des vies et à s'offrir ainsi à la mort est tout à fait déroutante. Elle a constitué un sujet de prédilection pour la philosophie, la sociologie ou encore la psychologie. Au fond, l'énigme demeure et peut se formuler de la manière suivante : comment un homme ordinaire parvient-il à vaincre sa répugnance au crime et comment accepte-t-il de tuer et de mourir pour des motifs qui ne lui sont pas strictement individuels ? Comment une tolérance à l'horreur est-elle susceptible de se développer de telle sorte que la mort devienne sinistrement un mode de vie ? Comment les hommes sont-ils capables de se familiariser avec le mal radical ? ([Arendt, 2001](#) ; [Revault d'Allonnes, 1995](#)).

Le recours à des mythes pour justifier la mort

Une première hypothèse consiste à supposer que l'adhésion de la raison à une idéologie rende possible l'horreur. Les combattants ont recours à des mythes pour rendre acceptable, voire désirable, l'épouvante. Au sujet de l'État islamique par exemple, il est convenu de penser que leurs outils de propagande et leurs visions de la religion constituent les principales médiations qui rendent possible la formation d'une telle subjectivité combattante.

L'attachement absolu au mythe religieux constituerait non seulement un facteur d'engagement mais, plus encore, une manière d'annihiler l'horreur que le réel de la guerre inspire. La religion aiderait alors se détacher du monde et à opérer une requalification de celui-ci. Pour ces analystes acquis à cette explication, la religion aurait surtout constitué une ressource de sens alors que le monde apparaît comme absurde voire comme totalement injustifié dans sa forme actuelle. Non seulement la médiation religieuse rendrait intelligible ce qui est absurde, injuste et dépourvu de sens, mais irait également plus loin. Elle permettrait ainsi de domestiquer l'inquiétant et l'indéterminé. En Syrie par exemple, on constate que le registre religieux s'était accru à mesure que la forme de pensée révolutionnaire s'épuisait. Au fond, la religion a surgi lorsque la révolution a été défaite ([Huët, 2015](#)).

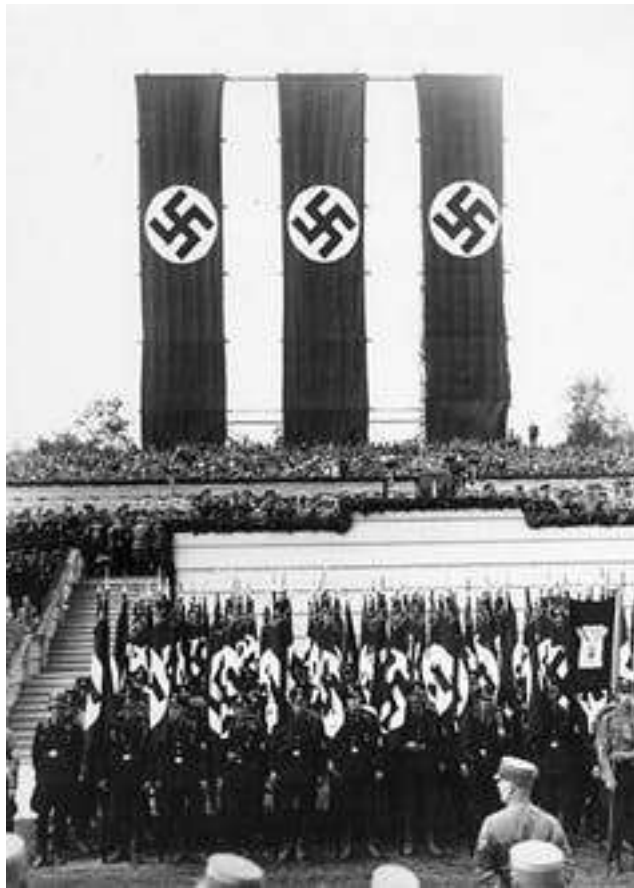
Cette explication est insuffisante. On peut même supposer qu'il n'y a aucune raison de croire que les candidats au djihad sont nécessairement des êtres atomisés, manipulables et totalement sous l'emprise de l'idéologie religieuse. Évidemment, la raison religieuse – quelle qu'elle soit – joue un rôle important. Seulement, le rapport au religieux des djihadistes n'est pas nécessairement fusionnel.

Il est même tout à fait probable que le djihadiste vive son expérience religieuse avec quelques distances. [Depuis les études d'Émile Durkheim \(1912\)](#), on sait que l'homme religieux n'adore pas vraiment ses dieux, ses esprits ou ses forces surnaturelles. Il adore plutôt sa société, la force de sa communauté. Selon cette perspective, rejoindre l'État islamique revient à s'approcher d'une totalité sociale, d'une force commune, d'un corps politique extrêmement cohésif qui serait alors une source d'exaltation et de fascination collective.

L'EI, en tant qu'organisation coupée du monde au sens où elle est « seule contre tous », offre une compensation narcissique à l'être faible et sans force. En effet, avant son engagement dans la guerre, l'être était probablement emmuré dans toute une série d'impuissances, d'humiliations subies, et de petites contingences qui s'accumulaient et étaient susceptibles de produire de profonds désajustements entre lui et le monde. Devant le constat de sa propre faiblesse structurelle et de sa difficulté à s'approprier le monde, il serait alors enclin de rechercher des compensations narcissiques dans une organisation collective toute puissante.

Le djihad comme compensation narcissique

[T.W Adorno \(1966\)](#) utilisait le concept de « narcissisme collectif » pour expliquer l'avènement des systèmes totalitaires. Ceci désigne un mécanisme général d'identification rigide à un groupe social restreint, c'est-à-dire une tendance à se cramponner à un système de convictions étroites afin de restaurer l'individu en proie à l'expérience de l'impuissance. Pour lui, l'individu se soumet à des puissances collectives, à des personnes autoritaires, à des mondes extrêmement normés au point que toute l'existence fait l'objet d'une codification précise, parce qu'il sent déjà le gouffre sous ses pieds et parce qu'il ne parvient pas à se réaliser lui-même ou à tracer pour lui-même les voies de son autonomie. Il se laisse alors aisément vaincre et porter par un mouvement totalitaire.



A Nuremberg, en 1933 : quand l'individu se soumet. [Bundesarchiv/Wikimedia](https://www.bundesarchiv.de/Wikimedia), CC BY-SA

Selon cette idée, le candidat à la guerre est la figure d'un être qui ne s'est pas encore conquis. D'une certaine manière, l'existence radicalement inaccomplie conduit à adhérer à des fétiches, à une quête de certitudes et à des délires. En rejoignant l'EI, l'individu est alors relevé de sa position d'humilié. La compensation narcissique réside précisément dans ce fantasme de l'expressivité du sujet puissant, en pleine possession de lui-même, agissant sur le cours de l'histoire, tout en étant soutenu par une totalité sociale. La vie apparaît alors sous un nouveau jour : il existerait une vie où les actes ont un sens, une vérité à laquelle se rattacher, un retournement possible contre l'opresseur. Le djihadiste incarne alors la figure narcissique du sujet puissant qui s'auto-rassure et qui agit pour l'avènement d'un monde voulu par la transcendance et qui fait rupture dans le cours de l'histoire.

Ainsi, cette première hypothèse suggère en creux que l'engagement djihadiste trouve ses raisons dans l'évidemment du réel. L'évidemment du réel désigne un monde qui n'offre aucune prise concrète à l'existence. À mesure que l'individu est dessaisi de sa capacité à intervenir sur le cours des choses, ce dernier serait tenté de rechercher des espaces qui, non seulement offrent des réserves de sens, mais surtout, des mondes qui ouvrent à l'action. Au fond, l'EI offre un monde praticable.

Une des forces tout à fait surprenantes de l'EI est probablement d'avoir réussi à former l'image d'un monde resserré où l'unité est d'une puissance telle qu'elle annule toutes les questions encore ouvertes sur l'existence. Au sein des brigades, les combattants vivent en totale promiscuité. Les solidarités se radicalisent en particulier pour que chacun puisse prendre l'habitude de se dépasser pour affronter le combat. Elles protègent aussi des atteintes de la réalité. La guerre est indéniablement une expérience de la communauté.

Mais surtout, et c'est le point sur lequel je voudrais insister, l'EI rend le monde appropriable ; en son sein, la vie se trouve un but précis. On y occupe une place, on ajoute une part à ce monde, et on endosse des responsabilités précises. Qu'un individu s'occupe d'une tâche mineure (contrôle dans les *check-points*, surveillance de prison, entretien

domestique nécessaire à la vie commune, etc.), ou majeure (combat, activité de renseignement), il a cette conviction de poser des actes censés dans le réel. L'ensemble des actes quotidiens a sens eu égard au combat existentiel et politique mené par l'État islamique.

Ceci procure ce sentiment neuf et inattendu de la nécessité même de son existence et remplit les veines d'un sang chaud. En bref, le combattant se sent exister et destiné à un avenir. C'est cette « capacité retrouvée » qui pourrait expliquer l'aisance avec laquelle le combattant s'accommode de sa nouvelle vie, d'un monde dévasté de la guerre, et des ruines au sein duquel il agence son quotidien.

La guerre engendre une situation de dépossession du rapport ordinaire au monde

La seconde hypothèse est que la guerre est une expérience existentielle particulière. En effet, la guerre a ceci de spécifique, qu'elle rappelle avec force la fragilité des formes sociales et de la vie. Le réel se trouve fragilisé et la vie incessamment menacée. En d'autres termes, la guerre engendre une situation quasi-permanente de dépossession du rapport ordinaire au monde. Le monde perd de toute sa valeur propre pour devenir un lieu incertain et soumis aux aléas des destructions humaines. Les hommes expérimentent ainsi l'effondrement concret du monde – ce qui est susceptible de les confirmer dans leur attachement à la guerre.

Cet effondrement est d'abord matériel. Dans les zones de front, les paysages sont poussiéreux, les murs éventrés, les rues dévastées. Les bâtiments se montrent précaires et incertains. Pourtant, habituellement dans les temps de paix, leur solidité et leur capacité à durer garantissent la stabilité de ce monde. L'espace anthropologique est un espace existentiel agencé par des monuments, par des bureaux administratifs, par des habitations, etc. Or, tous ces repères matériels sont susceptibles de s'écrouler à chaque instant comme ce fut le cas lors de l'explosion récente de la mosquée à Mossoul.

Dans la guerre, se dressent plutôt les ruines. Ces dernières objectivent la fin d'un monde ou, tout du moins, le déréalisent. Le monde apparaît physiquement confus. De toute évidence, les ruines exposent le sujet à une expérience bouleversante ; celle d'un dessaisissement de soi et d'un étouffant sentiment d'irréalité. Pour le dire autrement, elles sont l'expérience sidérante d'une réalité qui s'effondre.

Pour le nouvel arrivant dans les terres du djihad, ce paysage instable pourrait donner raison à ses croyances en la fin d'un monde et en l'avènement douloureux d'un nouveau. Privé de l'assurance d'un monde, le combattant s'expose à une plus grande désorientation et pourrait alors s'attacher plus fermement aux quelques vérités de son nouveau groupe d'appartenance. En effet, comment peut-il affronter seul cette part nocturne de l'existence ? Comment peut-il se familiariser dans la solitude à ce réel effondré ?

Cette rupture de son rapport ordinaire au monde se vit aussi du point de vue de sa construction biographique. E. Jünger expliquait que la guerre fait advenir un [nouveau « je »](#). Les propagandistes l'ont bien compris, puisqu'ils s'efforcent de mythifier la figure du combattant. Cette figure se doit être désirable et s'offrir à l'imitation. Le combattant est alors présenté comme un être doté de vertus exceptionnelles. En quelque sorte, il a vaincu l'humaine condition ; l'attachement démesuré à la vie médiocre, la peur de la blessure et de la mort, etc. Désormais il éprouve sa vie comme authentique car il exprime un rapport passionné à ses idées au point que son existence entière est consacrée à l'avènement de celles-ci. Les propagandistes ont pris pour habitude d'élever le courage du combattant qui éprouve l'idée dans son corps au point de l'offrir toujours au péril.

La figure du combattant est séduisante car elle incarne cette possibilité qu'à l'homme de se dépasser lui-même au nom d'une idée. Dans le même mouvement, par contraste, il porte aussi au jour l'inconsistance ontologique, le manque à être, le peu d'essence, et les faibles convictions de l'être qui n'éprouve pas l'idée dans son corps.

Etre transporté dans un « ailleurs » au cours d'une jouissance individuelle et collective

Cette rupture du rapport ordinaire à la vie n'est pas seulement un fantasme médiatique organisé par les communicants de l'EI. Concrètement, l'entrée dans la guerre est littéralement l'entrée dans un monde. Cela revient à la possibilité de traverser un univers, d'être transporté ailleurs au cours d'une jouissance individuelle et collective.

La jouissance est d'abord vécue en amont du voyage car les obstacles à l'accomplissement du djihad sont nombreux et ceux-ci ne sont pas seulement moraux. Il faut pouvoir mener une vie clandestine en attendant le départ. Le candidat au djihad est tenu de dissimuler ses projets, de rejoindre secrètement les réseaux djihadistes, de préparer concrètement son voyage. Bref, pour le candidat au djihad, la clandestinité devient un mode de vie. Les formes du secret et de la clandestinité offrent cette garantie de l'importance de l'affaire entreprise. Il ressent cette puissance ésotérique de se rendre invisible, de se dissimuler, de se rendre incommunicable afin de se défaire, dans la solitude, de la puissance de la société et de ses interdits.

Pour le nouveau djihadiste, l'entrée concrète dans la guerre est ensuite le temps d'une rupture avec la vie d'avant : une vie inaccomplie et incomprise, manquée dans ses finalités essentielles et toujours restée en dehors d'elle-même, où tout semblait stagner et où rien ne commençait vraiment. La guerre ouvre vers un ailleurs, qui a aussi ses ordres et ses déterminations, qui intensifie la sensation d'exister au milieu de la nuit. Ces combattants partagent sans doute l'idée selon laquelle il vaut mieux vivre dans un effort pour faire advenir des possibles incertains que sous les faux refuges de la vie ordinaire dont l'unique fonction est d'apporter de la réassurance momentanée, un maintien de la vie au lieu de son accomplissement.

Du tumulte infernal de la guerre, les hommes sortent métamorphosés dans leur vision du monde, leur sens et leur sensibilité. Elle les fait devenir autres. Les combattants arborent de nouveaux vêtements. Ils changent d'apparence. Ils apparaissent plus vieillis, les yeux cernés et fatigués. Leurs démarches évoluent aussi grâce à leurs nouvelles responsabilités. La personnalité s'affirme. Le cœur bat plus chaud dans la poitrine tant la vie est plongée dans un risque permanent. On réfléchit peu en ces temps. [Le récent reportage photo réalisé par Quentin Sommerville et Riam Dalati](#) illustre précisément les évolutions d'un djihadiste et la représentation de lui-même qu'il a choisi d'en faire.

Un être nouveau

En résumé, ce que la guerre provoque avant tout, c'est ce sentiment de s'être réveillé. Comme si, dans le passé, le combattant n'avait que végété bêtement dans l'espace le plus restreint de la vie. L'être devient « acteur de l'histoire » ; il est alors au contact de la grandeur et découvre la force bouleversante de l'engagement pour une cause. En ce sens, elle fait advenir un nouveau « Je ».

Le combattant devient un être nouveau qui se tient debout maintenant, à cet instant décisif de la guerre et de ses transformations quotidiennes. Il saisit toute la nouveauté de son existence ; de ses finalités, de ses formes de vie, de ses rapports de sociabilités, de ses paysages, etc. La guerre se présente sous la forme d'une aventure nécessaire bien qu'incertaine. C'est retrouver d'une façon ou d'une autre une vie à soi. Dorénavant, il n'est pas astreint à des activités qu'il n'a pas choisies, qu'il n'aime pas, et dont il ne se sent pas concerné. Il n'a plus à s'accommoder à une vie qui lui est pourtant étrangère. Ce sentiment d'être au plus près de son essence est une compensation qui rompt l'étau de la crainte qui étreignait autrefois les désirs.

Il fait désormais partie d'un groupe puissamment uni qui le soustrait à toute solitude. La haine et l'amertume, accumulées depuis tant d'années, remontent à la surface de l'individu et sont des affects partagés. L'adversaire autrefois insaisissable est désormais reconnu. On peut saisir ce dernier à la gorge. La vie s'illumine par ce courroux contre le monde insensé. L'engagement dans la guerre est une forme de contestation de la vie non-voulue.

La guerre est « joie » et organisation du vertige

Mais la guerre n'est pas simplement une réparation existentielle du passé. Elle est aussi l'occasion d'une joie. Elle est la joie de l'altération de l'ennemi, la joie de la résistance dans un contexte de profondes asymétries militaires. La consistance de la lutte armée réside dans le fait que les destructions renferment une charge de réalité. Le cours habituel des choses est interrompu. L'effet de la guerre s'offre au regard et rend visible la fragilité « malgré tout » de l'ennemi et de ses édifices. La guerre produit une expérience d'un genre particulier : elle dispose à l'existence, c'est à dire qu'elle ouvre à un individu la possibilité d'expérimenter une vie radicalement autre.



Le vieux centre historique de Mossoul, après la bataille. « La joie du chaos. Ahmad Al-Rubaye/AFP

D'abord, d'un point de vue purement sensible, la guerre suppose une certaine excitation car la vie est toujours mise en jeu. Dans l'affrontement, le combattant atteint le noyau dur du réel. C'est une façon de reprendre prise avec le réel, ou

plutôt, de retrouver le réel du monde. Les lamentations des pays ennemis émus par leurs morts suite aux attaques terroristes ajoutent encore davantage à cette joie d'inverser les registres de la puissance. Chez l'ennemi, on pleure aussi des vies.

La guerre offre donc une intensité rare : la joie du chaos et de l'ébranlement du monde. C'est la joie d'une réalité physiquement mise en péril. La finalité de cette action est inscrite en elle-même bien plus qu'en l'hypothétique croyance en la victoire du Califat et à sa domination sur quelques terres.

Fulgurances existentielles

La finalité est moins politique que morale. Elle relève donc d'une « morale de l'intensité ». Dans cette lutte pour la vie, le combattant éprouve sans doute cette sensation de vivre vraiment. Il ressent ceci physiquement avec l'intensification de ses sens : adrénaline, fatigue, usure, blessures, corps qui est traversé par la lutte. Il l'éprouve aussi spirituellement dans la mesure où la possibilité de la mort est une question essentielle qui est reconduite chaque jour dans sa conscience. La guerre est l'occasion de se sentir vivant et de déroutiner le quotidien.

À l'ère de l'intensité comme le suggère [Thierry Garcia \(2016\)](#), il n'est pas étonnant que le djihad attire dans la mesure où il permet d'éprouver une vie « hors du commun » en engageant l'être tout entier vers un but précis. En quelque sorte, le djihad propose aux combattants des fulgurances existentielles dont il était autrefois privé. Le combattant est dans l'expérience de lui-même car il existe comme écart par rapport à sa vie d'autrefois. Il a tout abandonné et transformé : ses projets, ses visions du monde, son environnement existentiel, son corps biologique, les exigences immédiates de sa vie ordinaire. Son engagement est un appel au large, bien qu'il s'encastre dans l'étroitesse morale et intellectuelle du monde djihadiste. Cet enthousiasme pour la guerre construit la fiction personnelle et collective du désordre, du chaos et du recommencement.

Vertige de la destruction

La guerre construit aussi le vertige à travers la tentative de détruire un instant la stabilité de l'ordre social qui avait habité chacun à l'impuissance. Elle est vertige car les temps d'intenses combats apportent à chacun cette espèce de panique voluptueuse. C'est l'étourdissement de l'anéantissement de la réalité, l'ébranlement des sens et de la vue où les édifices matériels tombent en ruine et troublent la vision.

Au cours du combat, l'homme se dépouille de toute sa peur, de toute son épouvante, comme un lourd manteau noir. Cette expérience existentielle mêle peur et jouissance.

D'une certaine manière, la guerre est une organisation du vertige. Elle organise une relation active avec le monde qui symbolise et tente la destruction pour rendre possible le recommencement. La guerre n'est pas seulement une effraction ; elle est la jubilation d'une prise sur le réel. Au fond d'ailleurs, le temps de la guerre se réfléchit peu ; il est oubli de soi, absorption de soi dans l'action et alliance avec les autres. Il est griserie, dérèglement des sens et organisation du vertige.

L'auteur vient de co-réaliser avec Laurent Lhermite le film [« Après le printemps. Vie ordinaire de combattants syriens »](#).

Radicalisation, déradicalisation...

Que savons-nous au juste ?

2 juin 2017, 00:15 CEST

Auteur



1. Pascal Moliner

Professeur de psychologie sociale, Université Paul Valéry – Montpellier III

Déclaration d'intérêts

Pascal Moliner ne travaille pas, ne conseille pas, ne possède pas de parts, ne reçoit pas de fonds d'une organisation qui pourrait tirer profit de cet article, et n'a déclaré aucune autre affiliation que son poste universitaire.

Partenaires

[Voir les partenaires](#) de The Conversation France

[Republier cet article](#)



Commons.

Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative



Dans une rue de Manchester, quelques jours après l'attentat du 22 mai 2017. Oli Scarff / AFP

Depuis la course meurtrière de Mohamed Merah en 2012, les termes de radicalisation et de déradicalisation ont envahi le débat public français. D'abord proposés par les politiques, ils ont rapidement été relayés par les médias. Et selon un processus bien connu de « formalisme spontané » ([Moscovici, 1961](#)), ils sont venus combler notre ignorance.

Curieusement, alors que tout un chacun peut comprendre qu'il s'agit là de phénomènes d'ordre psychologique : comment et pourquoi un individu en vient-il à s'enfermer dans une croyance ? Quels sont les déclencheurs du passage à l'acte ? Quels processus d'influence et de résilience ? Les psychologues sont apparus étrangement absents du débat sur ces questions.

Comme on va le voir, c'est peut-être parce que, si nous disposons de cadres théoriques pour comprendre la radicalisation, nous sommes cruellement démunis pour entrevoir les prémisses d'une pratique psychologique de la déradicalisation.

Une psychologie sociale de la radicalisation

On le sait maintenant, la théorie paradoxalement rassurante du « loup solitaire » a fait long feu. Les processus qui conduisent un individu à commettre le pire sont évidemment sociaux. En première analyse parce qu'il s'avère que dans la plupart des cas connus, les terroristes qui nous ont fait tant de mal ont eu besoin de soutien pour organiser leur action. Mais plus profondément, parce que de toute évidence, ce soutien fut aussi psychologique. Dans cette perspective, la psychologie sociale nous fournit plusieurs cadres d'analyse pour comprendre le phénomène.

Le premier d'entre eux est probablement la [théorie de l'identité sociale](#) proposée par Tajfel au début des années 1970. Manifestement, le processus de radicalisation procède d'une rupture suivant laquelle un individu choisit une nouvelle identité, souvent objectivée à travers le choix d'un nouveau patronyme et d'un engagement nouveau dans une doctrine religieuse. Selon la théorie de Tajfel, ce type de changement s'explique par une insatisfaction liée à l'appartenance à un groupe que l'individu estime dévalorisé et duquel il va vouloir s'extraire. Cela passe évidemment par un tarissement des relations intragroupe habituelles et par l'instauration de nouvelles relations.

Le second cadre théorique utile est issu des recherches sur les phénomènes d'orthodoxie ([Deconchy, 1971](#)) et de conformité ([Asch, 1956](#) ; [Sherif, 1935](#) ; [Latané, 1981](#)). En intégrant un groupe cimenté par une doctrine, l'individu accepte de se soumettre à une instance régulatrice qui pourra lui dicter ses pensées et ses comportements. Par ailleurs, cette instance régulatrice fera en sorte que toutes pensées ou tous comportements hétérodoxes soient rapidement repérables et réprimandés. Cela passe, entre autres choses, par l'instauration de relations personnelles et privilégiées entre la nouvelle recrue et le représentant de l'instance régulatrice.

Enfin, le dernier cadre théorique pertinent est ici celui de l'engagement ([Kiesler, 1971](#)). Il est très probable que lors de leurs interactions, le recruteur propose à sa nouvelle recrue une série d'actes préparatoires qui vont le prédisposer à s'engager dans un cours d'actions conduisant à l'acte ultime. Parmi ces actes préparatoires, la conversion à l'islam ou la réaffirmation de l'attachement à cette religion paraissent évidemment incontournables.

On pourrait sans doute citer ici d'autres référents théoriques mais ceux que nous venons d'évoquer suffisent à se convaincre que la psychologie sociale s'est intéressée depuis longtemps aux phénomènes d'endoctrinement.

Vers une psychologie de la déradicalisation ?

Si l'on examine à présent la littérature scientifique sur les questions de déradicalisation, on ne peut que constater qu'elle est à la fois rare et contradictoire. En fait, les premiers à s'intéresser à cette question sont des chercheurs issus du domaine des sciences politiques étudiant les groupes terroristes apparus en Europe dans les années 1970 ([Sommier, 2012](#)). Assez curieusement, la littérature psychologique à ce propos est quasiment inexistante.

Le problème ne tient probablement pas à un simple désintérêt des psychologues pour la question. Il tient sans doute aussi à une double difficulté, d'ordre méthodologique et éthique.

Sur le plan méthodologique, l'éventuelle déradicalisation d'un individu suppose que l'on soit en mesure de surmonter deux obstacles. Celui auquel on pense en premier est évidemment lié à la doctrine. Peut-on convaincre quelqu'un que les idées auxquelles il croit sont erronées ? Ici, les travaux sur l'[influence sociale](#) nous fournissent quelques pistes qui pourraient être explorées. Mais ces travaux soulignent aussi la difficulté d'influencer quelqu'un lorsque cette influence constitue une [menace identitaire](#). C'est-à-dire lorsque l'adhésion à une reconversion revient à renier le sentiment d'identité nouvellement construit et conforté par un engagement fort. En d'autres termes, le processus de déradicalisation suppose que l'on soit en mesure de convaincre quelqu'un qu'il s'est trompé sur la doctrine, mais également sur lui-même.

Sur le plan éthique, la difficulté que l'on entrevoit réside dans les limites que peuvent se fixer nos démocraties au regard de la menace terroriste. Nous accordons-nous le droit d'attenter aux identités individuelles ? Même si ces identités constituent des menaces ? En effet, si tant est que déradicaliser un individu soit possible, cela reviendrait à modifier profondément la nouvelle identité qu'il s'est forgée en se radicalisant. C'est-à-dire à l'amener à renoncer aux choix d'appartenance et de différenciation sur lesquels il a fondé son nouveau Soi. Sommes-nous disposés à développer des recherches et finalement des pratiques dans cette direction ?

Par exemple, nous savons comment [implanter de faux souvenirs](#) dans la mémoire d'un individu.

On sait aussi que, sous certaines conditions, l'[immersion dans un univers virtuel](#) peut avoir des effets non négligeables sur les comportements, y compris lorsque ces derniers se déploient ensuite dans la réalité. On imagine quelles utilisations pourraient être faites de ces techniques en matière de déradicalisation. Mais sommes-nous prêts à tester leur efficacité ? Et trouverions-nous un consensus à propos de telles pratiques de manipulation ?

Plaidoyer pour la recherche

Nous avons tous compris que la menace terroriste qui pèse sur nos démocraties risque de durer longtemps. Et nous ne pouvons que constater l'[échec des dispositifs de déradicalisation](#) expérimentés à ce jour. Pour l'instant, l'essentiel de notre réponse à cet état de fait n'est autre que juridique (état d'urgence) et policière (renseignement). Mais il conviendrait sans doute de mieux comprendre le phénomène auquel nous sommes confrontés afin de mieux le combattre. Dans cette perspective, il semble urgent de mobiliser nos ressources intellectuelles autour de la question de la déradicalisation.

Manchester : une opération sophistiquée qui met sous pression le gouvernement

23 mai 2017, 17:42 CEST

Auteur



1. [Dan Lomas](#)

Programme Leader, MA Intelligence and Security Studies, University of Salford

Déclaration d'intérêts

Dan Lomas ne travaille pas, ne conseille pas, ne possède pas de parts, ne reçoit pas de fonds d'une organisation qui pourrait tirer profit de cet article, et n'a déclaré aucune autre affiliation que son poste universitaire.

Partenaires



[University of Salford](#) apporte des fonds en tant que membre fondateur de The Conversation UK.

[Voir les partenaires](#) de The Conversation France

Republier cet article



Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.

Langues

- Français
- [English](#)



Manchester, le jour d'après, aux abords de la Manchester Arena. Ben Stansall/AFP

La police du Grand Manchester a confirmé que l'explosion qui a eu lieu dans l'enceinte de la Manchester Arena ce lundi 22 mai était traitée comme un [« acte terroriste »](#).

Si le chef de la police de Manchester, Ian Hopkins, a précisé que cette attaque avait été perpétrée par un seul individu, il a ajouté que l'enquête chercherait tout particulièrement à établir s'il s'agissait d'un « loup solitaire » ou bien s'il appartenait à un réseau.

« Je confirme que l'assaillant est mort sur le lieu de l'attentat. Nous pensons qu'il portait un dispositif explosif artisanal qu'il a activé, provoquant la tragédie. »

Un jeune homme de 23 ans a depuis été arrêté dans le cadre de l'enquête.

Menace sous surveillance

Alors que les informations continuent d'arriver, la nature de cette attaque s'avère d'ores et déjà préoccupante pour les services de sécurité.

Sur les réseaux sociaux, les partisans de Daech se sont félicités, évoquant de [nouvelles actions à venir en Europe](#) ; l'organisation terroriste a un peu plus tard revendiqué le tragique événement via des médias djihadistes, même s'il n'existe pour l'heure pas de preuve d'une opération orchestrée.

Le Royaume-Uni a été le théâtre, ces derniers mois, d'un nombre croissant d'arrestations en lien avec le terrorisme ; et les services de sécurité ont mis en garde contre une menace grandissante de la part de groupes djihadistes. En 2015, le MI5 (le service de sécurité intérieure du Royaume-Uni) et la police antiterroriste ont surveillé environ 3 000 extrémistes locaux. Cette surveillance s'est exercée pour moitié à Londres et pour l'autre moitié dans le [sud-est de l'Angleterre, les Midlands de l'Ouest et Manchester](#).

Les services de sécurité s'inquiètent également de la perspective du retour de djihadistes en provenance d'Irak et de Syrie, à mesure que l'État islamique perd le contrôle de ces régions. On estime [qu'au Royaume-Uni](#) près de 350 combattants seraient ainsi revenus de ces zones de guerre.

En 2015, un étudiant pakistanais, Abid Naseer, avait été emprisonné pour avoir voulu reproduire un attentat perpétré par l'IRA en 1996 à Manchester. Les services de sécurité ont ainsi estimé que des centaines de personnes auraient pu trouver la mort dans cette attaque qui visait, à l'aide d'une [voiture piégée et de gilets remplis d'explosifs](#), le centre commercial d'Arndale.

L'attentat de Manchester, qui est manifestement un attentat-suicide à la bombe, présente un certain degré de complexité. Or les récentes attaques commises au Royaume-Uni ont été assez rudimentaires, menées à l'aide d'armes blanches et de véhicules. En 2010, le député travailliste [Stephen Timms](#) fut ainsi attaqué au couteau par une femme radicalisée et le soldat [Lee Rigby](#) périt à Londres en 2013 sous les coups de machette de Michael Adebolajo et Michael Adebowale, deux Britanniques d'origine nigériane. Cette dernière attaque s'est produite 4 ans jour pour jour avant la tragédie de Manchester.

L'utilisation d'explosifs dans l'Arena a de quoi susciter l'inquiétude. Car même un dispositif simple réclame un certain degré d'organisation. Chris Philips, l'ancien patron de l'antiterrorisme britannique, n'a d'ailleurs pas manqué de souligner que l'attentat de Manchester constituait une [considérable avancée](#) par rapport aux précédents épisodes terroristes.

Dans les semaines qui viennent les enquêteurs vont tâcher de comprendre comment l'auteur de cette tragédie a pu mettre au point son dispositif explosif. Les commanditaires l'ont-ils fabriqué eux-mêmes – comme les premiers éléments semblent le suggérer – ou leur a-t-on fourni ?

Le défi des « terroristes Nike »

L’auteur de l’attaque était-il seul ou membre d’un réseau plus large ? Cette question est également vitale. Les individus radicalisés qui agissent sans soutien extérieur – les « loups solitaires » – sont très durs à détecter. Sur le Net, la propagande djihadiste leur enjoint de perpétrer des attaques là où ils sont en mesure de le faire – chez eux ou à l’étranger –, peu importe les moyens dont ils disposent.

En 2013, le directeur général du MI5, Andrew Parker, déclarait que sa plus grande préoccupation portait sur des terroristes autoradicalisés qui déclencheraient « une attaque soudaine, rudimentaire » au Royaume uni. Les services de renseignement les ont surnommés les « terroristes Nike », allusion au slogan publicitaire [« Just do it »](#).



Theresa May prend la parole suite à l'attentat de Manchester. PA/Lauren Hurley

La surveillance des individus radicalisés est un véritable casse-tête pour les services de renseignement et de sécurité au Royaume-Uni. Malgré un budget en constante augmentation, il leur faut déterminer qui doit être surveillé en priorité. Car les ressources du MI5, comme celles du contre-terrorisme, ne sont pas illimitées. Deux des auteurs des attaques du 7 juillet 2005 à Londres, Mohammad Sidique Khan et Shehzad Tanweer, étaient certes sur les écrans radars du MI5, mais considérés comme « périphériques » en raison de l'existence d'autres [menaces imminentes](#).

Selon les [données rendues publiques](#) par le Parlement britannique en 2015, le MI5 dispose d'un peu plus de 4000 personnels, dont 64 % est consacré au contre-terrorisme en relation avec l'étranger. Et même en additionnant les unités de la police antiterroriste, les effectifs demeurent limités.

Or une fois identifiés, les suspects doivent faire l'objet d'une surveillance 24 heures sur 24. Selon un ancien responsable français du contre-terrorisme, Louis Caprioli, [18 à 20 officiers de police sont requis](#) rien que pour la surveillance d'un seul suspect.

L'attentat de la Manchester Arena inquiète tout particulièrement par son caractère meurtrier. L'usage d'explosifs et non pas d'armes blanches ou de voitures piégées accroît en effet la menace qui pèse sur le Royaume uni. Comprendre comment l'auteur de cette attaque sanglante est parvenu à fabriquer son arme, identifier ses contacts et cerner ses motivations : autant de points que les services de sécurité et de police devront éclaircir très vite.

Sécurité des lieux scolaires : la fausse bonne solution des portiques

3 avril 2017, 23:06 CEST

Auteur



1. [Ludovic Jeanne](#)

Directeur de l'Institut du Développement Territorial (IDéT), Enseignant-chercheur en Développement Territorial, Laboratoire Métis, École de Management de Normandie – UGEI

Déclaration d'intérêts

Ludovic Jeanne ne travaille pas, ne conseille pas, ne possède pas de parts, ne reçoit pas de fonds d'une organisation qui pourrait tirer profit de cet article, et n'a déclaré aucune autre affiliation que son poste universitaire.

Partenaires



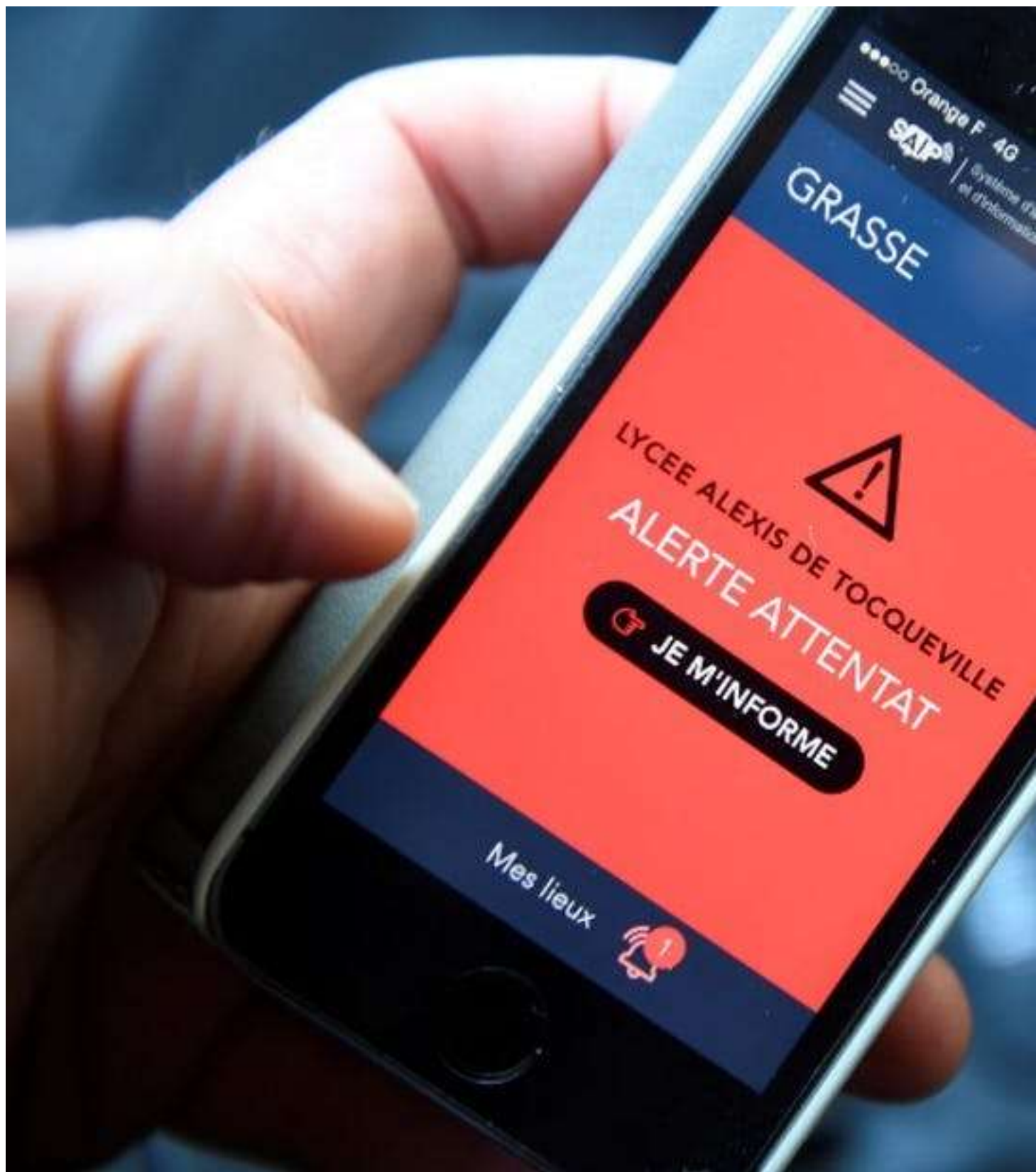
[École de Management de Normandie](#) et [Union des Grandes Ecoles Indépendantes \(UGEI\)](#) fournissent des financements en tant que membres adhérents de The Conversation FR.

[Voir les partenaires](#) de The Conversation France

[Republier cet article](#)



Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.



Alerte attentat le 16 mars 2017. Damien Meyer/AFP

Dans un contexte de [dissémination territoriale du risque terroriste](#), d'autres événements viennent accentuer les enjeux de sécurité des lieux scolaires, comme ceux récents au [Lycée Alexis-de-Tocqueville](#) de Grasse : un élève y a fait irruption pour, semble-t-il, faire feu sur d'autres élèves, [peut-être dans une logique de vengeance](#). Il n'y a aucun mort et les blessés ne semblent pas dans des états préoccupants. Le bilan est donc heureusement « léger ». Mais, bien évidemment, cela relance la question de la [sécurité dans les lieux scolaires](#), singulièrement les collèges et les lycées.

Dans ce cas, il semble qu'il n'y ait pas de cause externe : ce n'est ni un acte terroriste ou criminel pensé et planifié par des acteurs extérieurs à l'établissement, ni un acte qui aurait été suscité par d'autres vecteurs d'influence comme un [jeu vidéo ultra-violent](#). Au contraire, il semble que ce soient les [relations sociales extrêmement dégradées](#) du jeune homme avec ses pairs qui soit à l'origine de ces tentatives d'homicide.

Le danger n'est donc pas venu d'abord de l'extérieur (se fournir en armes) mais de l'intérieur (les motifs et les rapports sociaux d'un élève). Malgré ce constat, beaucoup considèrent qu'il est désormais nécessaire d'équiper les lieux scolaires de portiques de détection comme il en existe dans de nombreux autres lieux (aéroports, site d'institutions publiques, etc.). Serait-ce une solution efficace et souhaitable ?

Le climat est-il si délétère dans nos collèges et nos lycées ?

[Le système scolaire en France](#), c'est plus de 12 millions d'élèves, dont plus de 5,5 millions de collégiens et de lycéens répartis dans plus de 11 200 établissements. [Les enquêtes de 2013 et 2015 sur la violence](#) au collège et au lycée décrivent ainsi un climat dans lequel de 80 % (au collège) à plus de 90 % (au lycée) des élèves ne subissent aucune violence physique ou psychologique, ou la considèrent comme négligeable (dans les lycées professionnels la violence mesurée est plus élevée).

Dans les lycées, les violences les plus fréquentes relèvent du vol de fournitures scolaires ou de difficultés relationnelles classiques (mise à l'écart, surnoms désobligeants, insultes). Heureusement, les violences « extrêmes » (menaces avec armes, racket, blessures par armes) sont très rares : le taux global de lycéens citant des violences « extrêmes » se situe autour de 1,7 %. Les « incidents graves » oscillent de 2007 à 2015 entre 12 et 15,3 pour 1 000 collégiens et entre 3,6 et 5,6 pour 1 000 lycéens (lycées d'enseignement général et technologique). C'est encore la situation des lycées professionnels qui est la plus préoccupante.

Si l'on examine les types d'incidents graves, on observe que – de 2007 à 2015 – les cas de racket, les violences sexuelles ou le port d'armes à feu ont peu varié et restent extrêmement rares. Ainsi, le port d'armes à feu représente 0,1 à 0,3 % des incidents graves.

Peut-on, sur cette base, en conclure que nos établissements scolaires et la vie scolaire de nos 5,5 millions de collégiens et de lycéens sont marqués par un très haut niveau d'insécurité et de violence ? Manifestement, non. Évidemment, des situations locales ou ponctuelles sont très préoccupantes et certains événements sont choquants, comme ceux survenus à Grasse. Mais faut-il en tirer la conclusion qu'une généralisation des moyens et des technologies de surveillance et de sécurité est une réponse nécessaire et adéquate à ces événements ?

Risques internes vs risques externes

Les risques peuvent être classés en deux catégories simples. Les risques « internes » (liés au comportement social « habituel » des élèves) de violence extrême semblent donc très limités (voir ci-dessus). Mais on pourrait s'inquiéter de la montée de certains risques « externes » : influence ou organisation criminelle « conventionnelle » (trafic de stupéfiants, notamment), action terroriste, influence poussant à une radicalisation violente (religieuse ou pas) de certains élèves. Le premier risque ressort de problématiques connues du milieu scolaire comme des forces de l'ordre. Le deuxième ne peut être écarté, mais de toute façon la mise en place de portiques de détection serait sans doute de peu de secours. Reste le troisième type de risque : la radicalisation gagne-t-elle du terrain chez les collégiens et les lycéens ?

Les sociologues [Anne Muxel](#) et [Olivier Galland](#) ont [enquête sur les idées radicales dans la jeunesse](#) (les 14-16 ans). Leurs résultats – provisoires – sont d’autant plus intéressants qu’ils ont surreprésenté dans leur échantillon des établissements dont le contexte accroît les vulnérabilités des lycéens (ZUS, etc.) aux conceptions extrêmes de la religion et de la violence. [Leur recherche exploratoire](#) décrit une situation qui n’est en rien catastrophique, quoique méritant une réelle attention.

[L’écrasante majorité des lycéens](#) enquêtés est en effet rétif aux conceptions absolues des croyances religieuses, dont deux jeunes musulmans sur trois. Pour celles et ceux qui sont dans un processus de radicalisation, il n’est pas question de suggérer qu’ils sont tous à un stade tel qu’ils seraient susceptibles de passer à l’acte. Et même s’ils sont plus nombreux que dans l’ensemble de l’échantillon, les jeunes musulmans associant approche absolue de la religion et idées radicales ne sont que 12 %, soit 1/10^e dans cet échantillon.



Scène du film *Elephant* (2003) de Gus Van Sant, inspirée par le massacre de Columbine (Colorado) en 1999, aux États-Unis.

Il faudrait aussi s'interroger sur les effets de la dissémination de la fascination de la violence du type « meurtres de masse », telle celle de [Columbine](#) (États-Unis) évoquée dans les articles sur l'événement de Grasse. Ces événements sont heureusement extrêmement rares. En outre, ce cas montre la [très grande difficulté à anticiper](#) de tels comportements.

Sécurité et lieux « sanctuarisés »

Il faut aussi s'interroger sur le fait que les collèges et les lycées sont des « lieux ». Cela a plusieurs implications d'un point de vue de géographie sociale. Tout d'abord, un [lieu est défini](#) par une localisation et une configuration spatiale, mais aussi et surtout par des usages attendus-acceptés, des attentes partagées, des conditions d'accès définissant les personnes pouvant s'y trouver et par un contexte social qui définit les activités et les comportements devant ou non s'y dérouler. Il localise donc des rapports sociaux – entre élèves, professeurs, personnels administratifs et de direction, etc.

Comme lieux, ils constituent des points de repère essentiels de la vie sociale quotidienne, tant pour ceux dont c'est le lieu de travail que pour ceux qui y vivent de multiples apprentissages. Vus ainsi, les « incidents graves » évoqués ci-dessus sont des incongruités choquantes : il ne fait partie des attentes de presque personne, ni des usages acceptés dans notre société, que des élèves ou des professeurs fassent usage d'armes ou d'autres moyens violents. Au contraire, comme lieux d'éducation les collèges et les lycées sont « chargés » d'attentes positives – ce qui renforce une attente collective de sanctuarisation de ces lieux.

Mais voilà, malgré cet espoir de sanctuarisation, la société française a intégré l'idée que « même l'école » peut être un lieu de violence extrême. La perception générale est que cette violence s'accroît, malgré les indications contraires, et que donc il faudrait sécuriser davantage les lieux scolaires.

La puissance publique a intégré l'[enjeu de la sécurité des lieux scolaires](#) en diffusant les informations sur les pratiques pertinentes mais aussi et surtout les contenus favorisant une culture du risque dans les communautés scolaires. Les chefs d'établissements ont été [informés](#) et des outils ont été mis à leur disposition pour faire des [diagnostics de sécurité](#) et pour mettre en place les [plans particuliers de mise en sûreté](#). Doit-on aller plus loin dans l'espoir d'assurer la sanctuarisation évoquée ci-dessus ?

Quels choix pour quelles solutions et quelles conséquences ?

Les portiques de sécurité visent à détecter l'introduction d'objets ou de substances dangereuses, ou dont la mise en œuvre peut représenter un danger. Il faut les implanter, les entretenir et les réparer. Il faut aussi des personnels formés à leur mise en œuvre.

[Certains établissements sont déjà équipés](#) de différents dispositifs. En effet, les élus des collectivités auxquelles incombent la gestion et le fonctionnement des établissements scolaires se retrouvent en première ligne sur ces questions. [La tentation est grande de réagir vite et de manière spectaculaire](#) pour envoyer un message aux électeurs-parents. Il faut reconnaître à ces élus une position assez inconfortable. Quels choix ont-ils ?



Devant le lycée de Grasse. Valéry Hache/AFP

S'ils ne font rien, ils seront l'objet d'accusations si des événements surviennent. S'ils visent une sécurisation de tous les lieux scolaires, les événements qui surviendront malgré les efforts consentis susciteront des protestations en inefficacité d'un dispositif qui aura coûté très cher. Enfin, s'ils choisissent les lieux scolaires à sécuriser, il leur sera reproché une stigmatisation et ils seront mis en accusation dès qu'un établissement non-sécurisé subira un incident grave. Autrement dit, il n'y a pas de solution évidente, à la fois efficace et aux coûts maîtrisés.

Les coûts sont un vrai sujet. Un collégien coûte environ 8 410 euros par an et un lycéen entre 11 190 et 12 230 euros. La sécurisation scolaire, selon les solutions choisies, va donc renchérir ce coût. Les systèmes existants coûtent entre

1 500 et 5 000 euros pour un portail de détection seul. Pour un portail de détection de haute qualité, il faut compter 4 000 à 8 500 euros (transport, installation et formation compris).

Le coût entraîne le choix du nombre de portiques disposés aux différentes entrées et donc les temps d'entrée des élèves. Si l'on prend comme référence le [remplissage d'un TGV](#) de 800 passagers (à Grasse, le lycée Alexis-de-Tocqueville reçoit [961 élèves](#)), on peut estimer le [temps entre l'arrivée à l'entrée du lycée et l'arrivée en classe](#) autour d'une heure. C'est là une estimation incertaine car, en prenant un lycée de 960 élèves et en prenant 30 secondes par élève, cela représente encore heures heures cumulées de contrôle... Certes, les élèves n'arrivent sans doute pas tous à la même heure, mais ces ordres de grandeur donnent une idée de la lourdeur de la gestion des entrées. Cette gestion devrait en plus tenir compte de multiples difficultés, comme :

- Les cartables et sacs des collégiens et des lycéens comportent de nombreux objets posant des problèmes de détection ou de sécurité. Pensons au cas d'un compas pour les cours de géométrie ;
- Pour que ce soit efficace et juridiquement sûr, il faut des personnels formés, voire assermentés. Serait-ce des personnels des lycées ou bien des prestataires extérieurs avec leur coût afférent ?
- Comment gérer les multiples allées et venues, dans un lycée en particulier, tout au long de la journée ? Cela implique-t-il la création de postes à temps plein dédiés à la sécurité des lieux scolaires ?

Dès lors, est-il possible et raisonnable de mettre des portiques de sécurité à l'entrée des lycées, [comme certains le souhaitent](#) ? Voici quelques conséquences pratiques :

- Le processus de contrôle de sécurité entraînerait un encombrement devant le lycée, ce qui ferait de l'attroupement des collégiens ou lycéens sur la voie publique une [cible parfaite](#).
- Cela obligerait les lycéens à arriver beaucoup plus tôt, soit un allongement très significatif de la journée.
- Les agents de sécurité : qui prendrait en charge leur coût ? Quel serait leur statut ? Quelles seraient leurs prérogatives ?

Plus largement, cela pose la question de savoir s'il est possible et souhaitable de transformer les lieux scolaires en « forteresses » ? Il faut remarquer que les dispositifs de vidéosurveillance ont vu leur [efficacité contestée](#). Dans certains cas [des dispositifs n'ont même jamais pu être mis en œuvre](#). Sauf à appliquer aux lieux scolaires les procédures de sécurisation des lieux nécessitant une haute sécurité (armée, police, gendarmerie, hôpitaux psychiatriques, prisons, etc.), qui peut croire qu'il est possible d'empêcher les intrusions dans un lieu scolaire et l'introduction d'armes ou de moyens dangereux ? Il est de notoriété publique que c'est déjà une gageure dans une prison...

La fin de « l'espace défendable »

Enfin, des études récentes montrent aussi les [méfaits du sentiment de surveillance](#). Le fait de se sentir ou de penser que l'on est surveillé change les comportements. Des chercheurs américains travaillent sur les [effets de surveillance](#) en ligne et ce qu'ils appellent la spirale du silence. Il ressort de tous ces travaux que se savoir surveillé modifie les comportements et les interactions, notamment en neutralisant l'expression des opinions contradictoires ou minoritaires.



La vidéosurveillance s'est considérablement développée en France ces dernières années.
[Frédéric Bisson/Flickr](#), [CC BY](#)

Comment ne pas craindre des effets délétères dans les lieux scolaires, qui sont d'abord des lieux – notamment au collège et au lycée – où se forme une partie importante de la personnalité même du futur adulte ? Voulons-nous, par manque de réflexion sur les conséquences des dispositifs mis en place, susciter la formation de générations de jeunes dont la pensée aura été influencée, voire « formatée », par un climat de surveillance ?

Ces questions se posent d'autant plus que l'efficacité de ces dispositifs est très discutée. Il est notamment utile de se pencher sur les analyses [d'Alain Bauer](#) et de ses coauteurs dans leur [dernier ouvrage](#). Ils y argumentent la « fin de l'espace défendable » et le fait que nous sommes désormais dans une situation où il n'est plus possible de protéger tous les lieux où peuvent survenir des événements d'extrême violence.

Dès lors, l'issue n'est plus uniquement dans les solutions de protection, y compris physique, mais tout autant dans les solutions d'anticipation, de vigilance partagée, de résilience et de résistance. La sécurité de tous dépend de la vigilance de chacun et de la revalorisation des comportements civiques. Et c'est au demeurant le principal enseignement de l'évènement de Grasse : combien de morts si ce proviseur ne s'était pas opposé et interposé ?

Face à la montée des fondamentalismes : pour une plus grande association entre l'État et la société civile

14 mars 2017, 23:20 CET

Auteurs

1.



[Antoine Arjakovsky](#)

Historien, Co-directeur du département «Politique et Religions», Collège des Bernardins

2.



[Antoine de Romanet](#)

Co-directeur du département «Politique et Religions», Collège des Bernardins

Déclaration d'intérêts

Antoine Arjakovsky travaille pour le Collège des Bernardins

Antoine de Romanet ne travaille pas, ne conseille pas, ne possède pas de parts, ne reçoit pas de fonds d'une organisation qui pourrait tirer profit de cet article, et n'a déclaré aucune autre affiliation que son poste universitaire.

Partenaires



[Collège des Bernardins](#) apporte des fonds en tant que membre fondateur de The Conversation FR.

[Voir les partenaires](#) de The Conversation France

[Republier cet article](#)



Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.



Latifa ibn Ziaren, la mère de l'une des victimes de Mohamed Merah: l'une des figures de la

société civile les plus connues dans la lutte contre la radicalisation en France. Pascal Pavani/AFP

Troisième et dernier volet de notre série sur les nouvelles voies possibles pour lutter contre le fondamentalisme et la radicalisation des jeunes avant le [colloque de ce mercredi 15 mars](#) au Collège des Bernardins, à Paris.

À bien des égards, le Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR) dirigé par Muriel Domenach a fait un [travail important et utile](#) en s'appuyant sur les grands réseaux associatifs de la prévention spécialisée, des maisons d'adolescents, des écoles de parents, etc. Le CIPDR, qui a doublé le budget (en 2017, 122 millions d'euros) du Fonds interministériel de prévention de la délinquance et qui a multiplié par trois ses effectifs, s'appuie sur des spécialistes compétents du désambragement tel que le [sociologue Gérard Bronner](#).

Dans la nouvelle stratégie de prévention de la délinquance qu'il prépare pour 2017-2023, le CIPDR gagnerait à s'appuyer également sur les réseaux des cultes et sur les aumôneries qui ont le grand avantage d'être reconnues par la loi de 1905 et d'être présentes [dans toute la France](#).

Pour une laïcité de reconnaissance

Il apparaît donc comme nécessaire, en premier lieu, de favoriser en France, comme c'est déjà le cas au moins sur le plan juridique, au niveau européen, une laïcité de reconnaissance qui ne cantonne pas le religieux à la sphère privée (chose impossible, en réalité) sans pour autant remettre en question la nécessaire et bien comprise [neutralité de l'État](#) (indépendance et impartialité, selon Georges Vedel). Ceci est possible dès lors que les religions et les courants convictionnels recherchent activement à mettre en œuvre les principes républicains. L'ensemble des forces actives de la société pourront ainsi être mobilisées en amont par l'État pour participer à la conception mais aussi pour relayer les campagnes de prévention contre les phénomènes d'embrigadements sectaires et djihadistes. C'est ce que recommandent [Asiel El Difraoui et Milena Uhlmann](#), deux spécialistes de la prévention de la radicalisation en Europe.

Elles pourront également être appelées à collaborer au travail de désengagement et de repentir de la part des anciens djihadistes. Il est nécessaire de soutenir toutes les personnes comme [Latifa](#) Ibn Ziaten et toutes les associations – comme celle de Hanane Charrihi et Elena Brunet, [auteures](#) de *Ma mère patrie* –, qui luttent en amont contre la radicalisation et qui cherchent à accueillir les djihadistes repentis souhaitant se réinsérer dans la société.

L'outil développé par Pierre Winicki, les [arbres de la confiance](#), visant à mesurer les niveaux de confiance, ou de défiance de soi, des adolescents, afin de mieux pouvoir aider les jeunes, mérite également d'être reconnu et utilisé par les pouvoirs publics.

Formation à la culture éthique et religieuse

Dans le monde scolaire, on veillera non seulement à renforcer les « fondamentaux » de la culture commune mais aussi à favoriser tout ce qui contribue à l'apprentissage personnalisé, à la formation à la culture éthique et religieuse, selon les [recommandations du Conseil de l'Europe](#), et aux formations transdisciplinaires, comme le préconisent [Claude Berruer](#) et [Basarab Nicolescu](#).

Il faut se féliciter du [projet de l'enseignement catholique sur l'éthique républicaine](#) lancé en 2015, avec le soutien du ministère de l'Éducation nationale, autour de 5 grands chantiers – laïcité et religions ; accueil des diversités et exclusions ; articulation et mobilisation des savoirs ; éducation relationnelle et coopération ; soutien à la parole des éducateurs – afin de répondre aux questions existentielles des jeunes et aux besoins criants de formation des enseignants et personnels de vie scolaire mais aussi des parents d'élèves.

Ce projet a pu être mis en œuvre grâce à la mobilisation exceptionnelle de Formiris, structure en charge de la formation continue au sein de l'enseignement catholique. Il conviendra également de soutenir des initiatives de formation à la culture éthique et religieuse telles que [Agapan](#), au Collège des Bernardins (à destination des enseignants et personnels de vie scolaire en France et en Outre-Mer [grâce à Internet](#)) ayant reçu le soutien des responsables de culte et de l'[Observatoire national de la Laïcité](#). Le programme de recherche de l'université catholique de Lyon sur les [fondamentalismes religieux](#), et la formation Emuna, à l'IEP de Paris, (à destination des responsables de culte et des aumôniers de prison) sont également exemplaires.

On veillera enfin à promouvoir une culture du respect en général (cf. la [Charte pour une parole publique crédible](#) de Olivier Abel et Séverine Daudé) et plus particulièrement sur Internet, une interdiction des sites faisant la promotion de la violence ou propageant sciemment des thèses complotistes.

Toutes les initiatives telles que le [label Respect zone](#) ou les projets visant, à partir d'une charte éthique, à informer sur les sites de [propagande](#) ou de [désinformation](#) sont les bienvenues.

Dans tous les cas, il est nécessaire de développer la recherche appliquée sur les contre-discours à la propagande des organisations terroristes et on formera tous les personnels d'encadrement à lutter contre la désinformation.

On recommande enfin au CIPDR de soutenir [toutes les initiatives associatives et de médiation](#) faisant la promotion du [dialogue interreligieux](#) et de la fraternité : [Communauté de Sant Egidio](#), la [Fête des voisins](#) le Mouvement pour la [Fraternité](#).

Face à la montée des fondamentalismes : pour une nouvelle anthropologie du droit

13 mars 2017, 21:07 CET

Auteurs



1. [Antoine Arjakovsky](#)

Historien, Co-directeur du département «Politique et Religions», Collège des Bernardins



2.

[Antoine de Romanet](#)

Co-directeur du département «Politique et Religions», Collège des Bernardins

Déclaration d'intérêts

Les auteurs ne travaillent pas, ne conseillent pas, ne possèdent pas de parts, ne reçoivent pas de fonds d'une organisation qui pourrait tirer profit de cet article, et n'ont déclaré aucune autre affiliation que leur poste universitaire.

Partenaires



[Collège des Bernardins](#) apporte des fonds en tant que membre fondateur de The Conversation FR.

[Voir les partenaires](#) de The Conversation France

[Republier cet article](#)



Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.



Dans le film de Marie-Castille Mention-Schaar, « Le Ciel attendra », les familles sont confrontées à l'embrigadement de leur enfant. [AlloCiné](#)

La radicalité est la marque d'une soif de sens à laquelle l'État n'est pas en mesure de répondre. Les propositions qui suivent seront présentées lors du [colloque du 15 mars aux Bernardins](#).

Le gouvernement français a adopté dans l'urgence, en mai 2016, un [plan d'action](#) contre la radicalisation et le terrorisme. On peut certes se féliciter d'un grand nombre des mesures préconisées par ce plan. Cependant, il lui

manque un cadre conceptuel capable de diagnostiquer la crise de sens que traversent les sociétés ultra-modernes et les crispations des sociétés néo-traditionalistes.

De plus, comme l'écrivent les évêques de France, « le politique précède la politique. Il ne se résume pas à sa mise en application » (CPCEF, *Dans un monde qui change retrouver le sens du politique*, Paris, Bayard, Mame, Cerf). Il est significatif que la cible choisie par le gouvernement soit le phénomène seul du radicalisme. Or la radicalité n'est pas en soi une maladie. Elle est souvent en effet la marque d'une soif de sens à laquelle l'État n'est pas en mesure de répondre, alors qu'une plus grande coopération avec les principaux responsables religieux respectueux des valeurs de la République le lui permettrait. Cette incapacité actuelle à y répondre engendre une frustration qui, comme l'a montré [René Girard](#), contribue elle-même à déclencher en retour une méfiance croissante et, en définitive, à ce que l'anthropologue français appelait une « montée aux extrêmes ».

La clef de l'économie de la réciprocité

Pour résoudre ces conflits mimétiques, il convient de mettre en place une politique de désembrigadement qui parte à la racine du mal comme l'écrit le [père Jean-Marie Petitclerc](#) :

« Prévenir la radicalisation nécessite d'intervenir au début du processus, afin d'éviter la scission entre un "nous" et un "eux". Il s'agit donc de renforcer le lien de fraternité entre l'ensemble des citoyens. »

Il est nécessaire pour cela de reconnaître en amont la notion de personne comme l'un des piliers principaux (avec la reconnaissance du cosmos comme création) des sociétés de demain. La personne en effet, pour toute une pléiade de penseurs de gauche comme de droite, de Martin Luther King à [Nicolas Berdiaev](#) et Gaston Fessard, a été définie à la fois comme sujet de droit et comme être en relation disposant d'une mission particulière dans la société. S'il existe une dignité inobjectivable en chaque homme, une liberté indéradicable en chaque individu, alors ceci signifie qu'on ne peut ni séparer ni fusionner entièrement la notion de bien (la dignité proprement dite) et la notion de justice (l'obligation de respect de cette dignité).

Il est donc indispensable que les sociétés sécularisées prennent leurs distances à l'égard des théories de la justice inspirées par Karl Marx et par John Rawls. La clef se trouve dans une nouvelle « [économie de la réciprocité](#) » et dans la notion de bien commun qui a été particulièrement développée dans la doctrine sociale des Églises chrétiennes (et reprise aujourd'hui par une pléiade de personnalités, du pape François à Pierre Yves Gomez, de Rowan Williams à Bertrand Vergely), mais aussi dans les autres traditions religieuses (en particulier dans les courants réformistes de l'islam et du judaïsme).

La communauté, une réalité ouverte

Pour lutter contre les fondamentalismes, religieux ou séculiers, il est nécessaire, comme l'explique Olivier Roy dans *La sainte ignorance* de maintenir des liens entre les pôles de la foi et de la culture. Gilles Képel pour sa part promeut une [laïcité d'inclusion](#) autour des valeurs de la République. Dans les deux cas, il faut cependant reconnaître, qu'en l'état actuel, le droit positif républicain n'est ni en mesure de permettre une connexion entre les convictions religieuses des citoyens et leur culture (en raison d'une lecture souvent étroite de la laïcité), ni capable de fournir un horizon de sens qui permette de fonder ces valeurs (puisque l'on peut interpréter très différemment l'articulation unissant les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité).

Il convient par conséquent de s'intéresser à l'anthropologie du droit, telle que [François Ost](#) la développe aujourd'hui, capable d'intégrer le meilleur de la tradition du droit positif laïque ainsi que le meilleur de la tradition du droit inspiré des traditions religieuses reconnaissant chaque individu à la fois comme sujet de droit et être en relation appelé à s'épanouir au sein d'une quantité de communautés (familiale, associative, professionnelle, nationale, internationale, ecclésiale...).



La mosquée de Créteil. [Christophe Pinard/Flickr](#), [CC BY-SA](#)

Il faut cesser de réduire le principe communautaire au communautarisme et le principe national au nationalisme. La communauté est, par nature, une réalité ouverte, à commencer par le niveau familial. Tandis que la nation est l'expression de multiples communautés capables de vivre harmonieusement entre elles dès lors qu'elles partagent en commun un espace d'expérience (telle que la langue, la culture ou l'histoire partagée) et un horizon d'avenir fondé sur l'espérance de justice et de paix.

Pourquoi, dès lors, ne pas élargir la [reconnaissance des cultes](#) en Alsace à l'islam, comme le propose la député de Moselle Arlette Grosskost, moyennant certaines contreparties, proposées par [Pierre Manent](#), permettant l'émergence d'un islam de France autonome ? Et si cette expérience portait ses fruits, pourquoi ne pas l'élargir à d'autres régions françaises ?

[Pierre Conesa](#), ancien haut fonctionnaire du ministère de la Défense, recommande en outre de désigner, dans le contexte actuel, une cible précise, à savoir « la mouvance radicale salafiste ». Il propose qu'en plus du numéro vert (0 800 005 696), permettant de signaler des individus radicalisés, et du site stop-djihadisme.fr, organisé autour des préfets, soit mis en place un réseau d'alerte avancé agissant comme détecteur. Il suggère d'être ferme à l'égard de tous les responsables de culte propageant des messages incompatibles avec la vie républicaine et d'harmoniser la politique du droit d'asile en Europe.

On se souviendra, cependant, que cette vigilance ne signifie pas un dédouanement de la responsabilité des institutions républicaines et de la société civile à l'égard de ses propres responsabilités pour orienter de façon vivante, pacifique et éclairée les chemins du sens. Il y a en particulier un vrai travail de soutien aux [intellectuels musulmans réformistes](#) à mener dans leur combat contre le [discours salafiste](#).

Une action au niveau international

Il faut, enfin, renforcer le droit international en soutenant, comme le recommande Jean-Marc Ferry, toutes les initiatives permettant une interaction entre les États souverains et les organisations non gouvernementales – à commencer par le Saint-Siège, mais aussi toutes les structures interreligieuses comme le [Conseil Œcuménique des Églises](#) ou le KAICIID – en vue de lutter contre toute forme de violence, de rejet de la vérité, ou de propagande fondamentaliste (ou les deux c'est-à-dire précisément la guerre hybride).

[L'Union européenne](#), qui travaille à la prévention des phénomènes d'embrigadement, peut jouer un rôle utile également. D'une façon générale, les pouvoirs publics français ont tout intérêt à s'inspirer des expériences réussies, [au niveau international](#), de réhabilitation des jeunes endoctrinés.

Cette évolution permettrait aux peuples de peser sur le choix des alliances internationales de leurs gouvernants ainsi que sur les réseaux internationaux de ventes d'armements et les alliances avec les pays faisant la promotion du salafisme ou de toute forme de discours anti-démocratique.

Il faut promouvoir, [y compris budgétairement](#), à titre de l'aide au développement, les relations avec tous les pays qui font la promotion non seulement de la démocratie participative et des droits et des devoirs des personnes, mais aussi du dialogue interreligieux et inter-convictionnel.

Diagnostic sur la montée des fondamentalismes en France et sur ses conséquences

12 mars 2017, 21:24 CET

Auteur



1.

[Antoine Arjakovsky](#)

Historien, Co-directeur du département «Politique et Religions», Collège des Bernardins

Déclaration d'intérêts

Antoine Arjakovsky ne travaille pas, ne conseille pas, ne possède pas de parts, ne reçoit pas de fonds d'une organisation qui pourrait tirer profit de cet article, et n'a déclaré aucune autre affiliation que son poste universitaire.

Partenaires



COLLÈGE DES
BERNARDINS

[Collège des Bernardins](#) apporte des fonds en tant que membre fondateur de The Conversation FR.

[Voir les partenaires](#) de The Conversation France

[Republier cet article](#)



Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.



Après le choc des attentats, la « marche républicaine » du 11 janvier 2015. [Maya-Anaïs Yataghène, CC BY](#)

Ce texte a été rédigé par les auteurs suivants : Antoine Arjakovsky, Bernard Bourdin, Anne Flambert, Patrice Obert, Guillaume de Prémare, Dominique Reynié, Antoine de Romanet

Depuis les attentats commis les 7-9 janvier 2015 à Paris la question des nouveaux fondamentalistes, mais aussi celle de l'équilibre entre l'État et les religions existant en France, à travers le principe de laïcité, ont fait l'objet de [multiples analyses](#).

Le séminaire de recherche du Collège des Bernardins, mené en partenariat avec Fondapol, la Faculté des sciences sociales de l'ICP, les associations Ichthus et Les poissons roses, a été préparé au printemps 2014, en amont de la tragédie de *Charlie Hebdo* et de l'Hyper Cacher de Vincennes.

Il s'est constamment adapté depuis à l'évolution des événements qui ont endeuillé la France et le monde par la suite. Plusieurs séances publiques ont eu lieu au Collège des Bernardins avec la participation de [Pierre Manent](#), [Frédéric Louzeau](#), [Rachid Benzine](#), [Giulio de Ligio](#), Antoine Arjakovsky, Fabienne Keller, Dounia Bouzar, Antoine de Romanet. On trouvera un compte rendu des interventions des 35 personnes auditionnées sur les sites du Collège des Bernardins et des partenaires. On a veillé également à partager immédiatement et en continu, entre 2015 et 2017, le fruit de nos travaux grâce à nos partenaires média, en particulier *La Croix*.

On trouvera ci-dessous un diagnostic, réalisé par le Conseil scientifique du séminaire, du bouleversement en France de l'équilibre « État-religions-laïcité » provoqué par la montée des nouveaux fondamentalismes. Ce diagnostic sera présenté lors d'un [colloque](#) qui se tiendra au Collège des Bernardins le 15 mars 2017 sur ce thème. Ce colloque visera, en outre, à discuter un certain nombre de propositions sur les justes voies du désembrigadement des jeunes fondamentalistes mais aussi sur les moyens possibles, tant pour l'État que pour les religions, de proposer des chemins de sens [face aux évolutions du monde](#).

Cultiver un espace commun

Le phénomène du fondamentalisme n'est pas nouveau. Il se trouve en germe dans la jalousie qui fit de Caïn le premier meurtrier de l'humanité. On le retrouve dans l'orgueil qui anima les disciples du Christ lorsque ces derniers souhaitèrent faire tomber la foudre sur les villages ayant refusé leur parole évangélistique (Luc 9, 51-56). Il est présent également dans l'interprétation wahhabite du djihad.

Il peut être caractérisé par un refus résolu de penser ensemble la foi et la culture, mais aussi le respect de la loi avec le devoir de justice. Il est possible, cependant, de concilier des institutions justes et un travail de conscientisation par chacune de ses propres pulsions.

Il est possible également de cultiver le principe de laïcité – c'est-à-dire d'indépendance et d'impartialité de l'État, mais aussi des religions par rapport à l'État – sans pour autant le transformer en instrument de propagande de l'agnosticisme ou d'une vérité idéologique. Un État neutre ne signifie pas un État sans convictions. Au contraire, l'État juste se doit, dans le respect de la liberté de conscience de chacun, de cultiver un espace commun d'expérience citoyenne et un horizon partagé de justice.

Nihilisme doux et nihilisme violent

Le monde est confronté aujourd'hui à des nouveaux fondamentalismes. On trouve, d'une part, une recrudescence du fondamentalisme religieux, et notamment du fondamentalisme islamiste, idéologie se revendiquant d'un islam

retrouvé dans sa pureté originelle. Celui-ci a emporté déjà dans ses rets plusieurs milliers d'enfants nés et éduqués en France.

On trouve, d'autre part, une autre réalité, elle aussi dévastatrice, qui ne dit pas son nom, mais qui détruit progressivement l'ensemble des repères capables de donner sens à l'aventure collective nationale. L'ultra-modernité individualiste et financière en est le visage insaisissable. De fait, la modernité traverse une crise de fondement.

Mais la réponse apportée par le fondamentalisme dit « religieux », le fantasme de l'âge d'or des origines, est évidemment dangereuse. Elle est révélatrice, cependant, du besoin de « sens » des jeunes, de plus en plus confrontés à un « individualisme radical ». À une ultra-modernité financiarisée et individualiste, qui distille un nihilisme doux, répond un fondamentalisme djihadiste intégriste porteur d'un nihilisme violent.



L'embrigadement d'une jeune fille, dans le film « Le ciel attendra ». [AlloCiné/Guy Ferrandis](#), [CC BY](#)

Ce cercle vicieux aboutit aujourd'hui à une crise majeure qui se déploie dans quatre dimensions : crise écologique, crise sociale, crise culturelle et crise économique. Cette situation extrêmement préoccupante souligne le manque de liens : entre les gens, entre l'humain et la nature/création, entre la société civile et le pouvoir politique, entre l'humain et le divin/sacré. Or, sans ces liens, les sociétés ne peuvent espérer perdurer.

Favoriser la cohésion culturelle

La société française se trouve en situation paradoxale : elle exalte la liberté individuelle et la diversité culturelle, mais elle se raidit lorsque cette diversité se déploie concrètement. Elle découvre qu'il est difficile de reléguer strictement la religion dans la croyance intime ; elle redécouvre que le fait religieux est en quelque sorte « producteur de mœurs ».

Elle tend, par ailleurs, à appréhender les religions indistinctement, sans penser suffisamment les spécificités de l'islam comme phénomène social et culturel. La loi et le principe de laïcité n'ont pas suffi à répondre aux défis posés par des manières de vivre (vêtement, nourriture, mixité) qui sont la manifestation culturelle du fait religieux musulman. Vivre ensemble implique la traduction pratique de manières de vivre communes, donc un minimum de cohésion culturelle.

Dans cette optique, la valorisation et le partage de la culture française et européenne – histoire, patrimoine, littérature, anthropologie, art de vivre, etc. – constituent des facteurs déterminants du *modus vivendi* à faire émerger. Il s'agit d'aimer et de faire aimer ce qui nous constitue.

Penser à nouveau la nation

La conception française de la nation est liée au contrat social depuis la Révolution française. Il n'en demeure pas moins que la Troisième République, qui s'est voulue héritière de la Révolution, a dû renouer avec l'histoire française depuis la royauté, jusqu'à faire mémoire de « nos ancêtres les Gaulois ». Preuve en est qu'une fondation rationnelle n'est pas suffisante pour créer un sentiment d'appartenance. Tout peuple a besoin d'un récit historique, voire de mythes fondateurs. Les notions de récit historique (et surtout de roman national) et de mythes apparaissent pourtant anachroniques en ce début du XXI^e siècle.



« La liberté guidant le peuple », d'Eugène

Delacroix.

C'est pourtant aussi dans ce contexte de désaffiliation politique dont témoignent la violence religieuse et le retour du nationalisme que l'idée de nation redevient pertinente. Il convient dès lors de la penser à nouveaux frais. Communauté politique dans l'histoire, elle est à même de répondre aux défis de toutes les formes de fondamentalisme. De surcroît, elle n'est pas, contrairement à une idée reçue, antinomique avec la construction d'un espace européen. Comprise comme particularité ouverte à l'universel, elle en est même une condition majeure.

Donner du sens à la globalisation

On fera l'hypothèse que l'on ne peut comprendre les nouveaux fondamentalismes sans prendre la mesure des puissances déstabilisatrices qui travaillent en profondeur notre époque et notre monde. Parmi celles-ci, il faut compter les innovations technologiques et scientifiques. Le posthumanisme se distingue de l'humanisme classique de la

Renaissance. Il résulte d'une prodigieuse accélération du savoir, tout particulièrement des sciences et techniques situées au confluent de la biologie, des nanotechnologies, de l'informatique et des sciences cognitives.

Poser ces questions, précisément « fondamentales », partager nos espoirs et nos doutes, s'interroger sur les conditions qui permettront de placer ces nouveaux progrès de la connaissance au service d'une humanité fidèle à son impératif de dignité sera aussi l'une des voies permettant de résorber l'émergence et l'expression des nouveaux fondamentalismes. Ils sont l'expression d'un désarroi considérable devant le bouleversement du monde.

Les limites de la politique actuelle de « déradicalisation »

12 mars 2017, 21:24 CET

Auteurs



1. [Antoine Arjakovsky](#)

Historien, Co-directeur du département «Politique et Religions», Collège des Bernardins



2. [Antoine de Romanet](#)

Co-directeur du département «Politique et Religions», Collège des Bernardins

Déclaration d'intérêts

Les auteurs ne travaillent pas, ne conseillent pas, ne possèdent pas de parts, ne reçoivent pas de fonds d'une organisation qui pourrait tirer profit de cet article, et n'ont déclaré aucune autre affiliation que leur poste universitaire.

Partenaires



[Collège des Bernardins](#) apporte des fonds en tant que membre fondateur de The Conversation FR.

[Voir les partenaires](#) de The Conversation France

[Republier cet article](#)



Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.



Le centre de Pontourny, premier centre de déradicalisation ouvert en France, en septembre 2016. Guillaume Souvant / AFP

Premier volet d'une série de trois articles issus d'un séminaire organisé par le Collège des Bernardins entre 2015 et 2017.

[Le rapport d'étape récent](#) des sénatrices Esther Benbassa et Catherine Troendlé, « Désendoctrinement, désembrigadement et réinsertion des djihadistes en France et en Europe », critique l'actuelle politique de « déradicalisation » du gouvernement français. Les deux rapporteuses fustigent en particulier le coût exorbitant qu'a représenté pour l'État la réhabilitation du centre de Pontourny (Indre-et-Loire), alors que ce centre destiné à la déradicalisation des jeunes est aujourd'hui vide.

Cependant, si le rapport critique, à juste titre, « la politique de volontariat » adopté par les autorités pour y faire venir les jeunes, il se montre injuste à notre sens à l'égard de Dounia Bouzar, la fondatrice du Centre de préventions contre les dérives sectaires liées à l'islam (CPDSI).

Celle-ci a, du reste, [répondu](#) vertement aux deux sénatrices :

« Les Français doivent savoir que vous rendez un rapport où vous prétendez effectuer un audit sur la déradicalisation en France alors que vous n'avez ni auditionné l'équipe du CPDSI en tant que première équipe mobile d'intervention mandatée par le ministère de l'Intérieur sur toute la France et les DOM-TOM (1 134 saisines de familles et 43 d'équipes de préfectures), ni auditionné ma personne pour le résultat de mes premières conclusions de recherche-action avec les parents et les professionnels. »

[Le CPDSI](#), poursuit Dounia Bouzar, permet un véritable désengagement du djihadiste à l'égard de son utopie, un deuil par rapport à ses propres blessures, et un accompagnement personnalisé favorisant la réinsertion.

Dounia Bouzar est accusée d'avoir réussi à désembrigader Farid Benyettou, l'ancien mentor des frères Kouachi, et d'avoir publié avec lui *Mon djihad : itinéraire d'un repent* ([éditions autrement, 2017](#)). Les services de renseignement s'interrogent sur la sincérité de l'amendement de l'ancien djihadiste. Ici encore, l'[anthropologue française réagit](#) :

« J'ai fait témoigner Farid. Pour les jeunes radicalisés, rien de plus fort que la parole d'un repent. Farid a réussi à empêcher une trentaine de départs. »

Cette publication a contribué cependant à la marginaliser.

Les subventions du ministère de l'Intérieur lui ont été [retirées](#). Elle est pourtant défendue dans la presse. Dans *Libération*, [Bernadette Sauvaget](#) la présente ainsi comme une femme courageuse et une véritable experte de l'islamisme :

« Chez elle, il y a aussi du courage, beaucoup, comme peu de gens en ont, surtout en ce moment. Quoi qu'on pense de l'anthropologue, spécialiste du fait religieux et de la radicalisation, de l'ex-éducatrice de la PJJ qui a exercé, de 1991 à 2008, dans les quartiers difficiles autour de Lille, ce courage-là force le respect ».

La déception de rester soi

La vraie question, cependant, que soulève le philosophe Jean-Marc Bourdin est celle de comprendre l'itinéraire de Farid Benyettou et de saisir comment la société française pourrait se mobiliser pour faire face à la « crise d'adulthood » diagnostiquée par le philosophe dans les propos du repent. Face à cette incapacité des jeunes à accepter des responsabilités et à devenir adulte, Jean Marc Bourdin tire une [conclusion importante](#) :

« Notre société devrait avoir pour principale préoccupation de réduire le sentiment d'insuffisance d'être de sa jeunesse. Or elle s'ingénie à creuser ce manque de façon abyssale par l'imposition de modèles inaccessibles. Dans un

pareil contexte, le désir d'être autre ainsi attisé aboutit inéluctablement à la déception de rester soi. Et l'impossibilité d'être cet autre peut devenir le seul horizon envisagé jusqu'à un autosacrifice sacrificateur. »



Croquis d'audience, réalisé le 20 mars 2008 à Paris, de Farid Benyettou qui comparait devant le tribunal correctionnel dans le procès de la filière irakienne du XIX^e arrondissement soupçonnée d'avoir recruté et envoyé des djihadistes vers l'Irak. Benoît Peyrucq/AFP

On comprend dès lors que la politique de désambragement n'est possible que si les pouvoirs publics prennent conscience de la complexité du phénomène de la « radicalisation ». Le séminaire du Collège des Bernardins consacré aux [nouveaux fondamentalistes](#) a montré que l'engagement djihadiste n'est que la face visible de l'iceberg de l'ultra-modernité.

Peut-on en effet vouloir désambrager de jeunes djihadistes tout en continuant à commercer allègrement avec l'Arabie Saoudite, principal pays soutenant le fondamentalisme wahhabite dans le monde ? Peut-on vouloir lutter contre les violences des jeunes dans les banlieues sans mettre en place une vraie politique de la ville capable de supprimer les ghettos ?

Sans une prise de conscience de la complexité du phénomène du néo-fondamentalisme, il est à craindre que les différents plans de « dé-radicalisation » proposés par [des parlementaires](#) ou par le gouvernement ne reçoivent qu'une efficacité limitée.

Prévention de la radicalisation : regards sur les expériences internationales

26 février 2017, 23:22 CET

Auteur



1.

[Séraphin Alava](#)

Professeur des Universités, Université Toulouse – Jean Jaurès

Déclaration d'intérêts

Séraphin Alava a reçu des financements de l'UNESCO pour une recherche portant sur les effets des médias sociaux sur la radicalisation. Il est chef de file du projet européen H2020 PRACTICES (Partnership against violent radicalisation in the cities)

Partenaires

[Voir les partenaires](#) de The Conversation France

[Republier cet article](#)



Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.



La prévention contre la radicalisation se fait aussi par l'éducation aux médias, la production

de contre-discours, le débat entre jeunes et l'humour. [Pixabay, CC BY-SA](#)

« Échec », « fiasco », « pseudo-spécialistes »... Les mots ne sauraient être plus durs. Dans un bilan d'étape, [rendu public mercredi 22 février](#), les sénatrices-auteurs remettent complètement en question les approches de l'État français face à la dé-radicalisation des jeunes. Suivant leurs avis, la France est dans l'impasse en matière de traitement de la radicalisation djihadiste. L'une des solutions serait, [comme le suggèrent les sénatrices](#), de mieux développer la prévention. Ce constat est lucide. Si l'on observe l'ensemble des actions de prévention de la radicalisation violente et que l'on compare les expériences internationales qui se déploient depuis de nombreuses années [force est de constater que l'Europe est bien en retard](#).

Lutter contre la « radicalisation des esprits »

Trois niveaux de prévention doivent être analysés afin de pouvoir tirer le bilan de l'efficacité des politiques publiques en matière de sécurité.

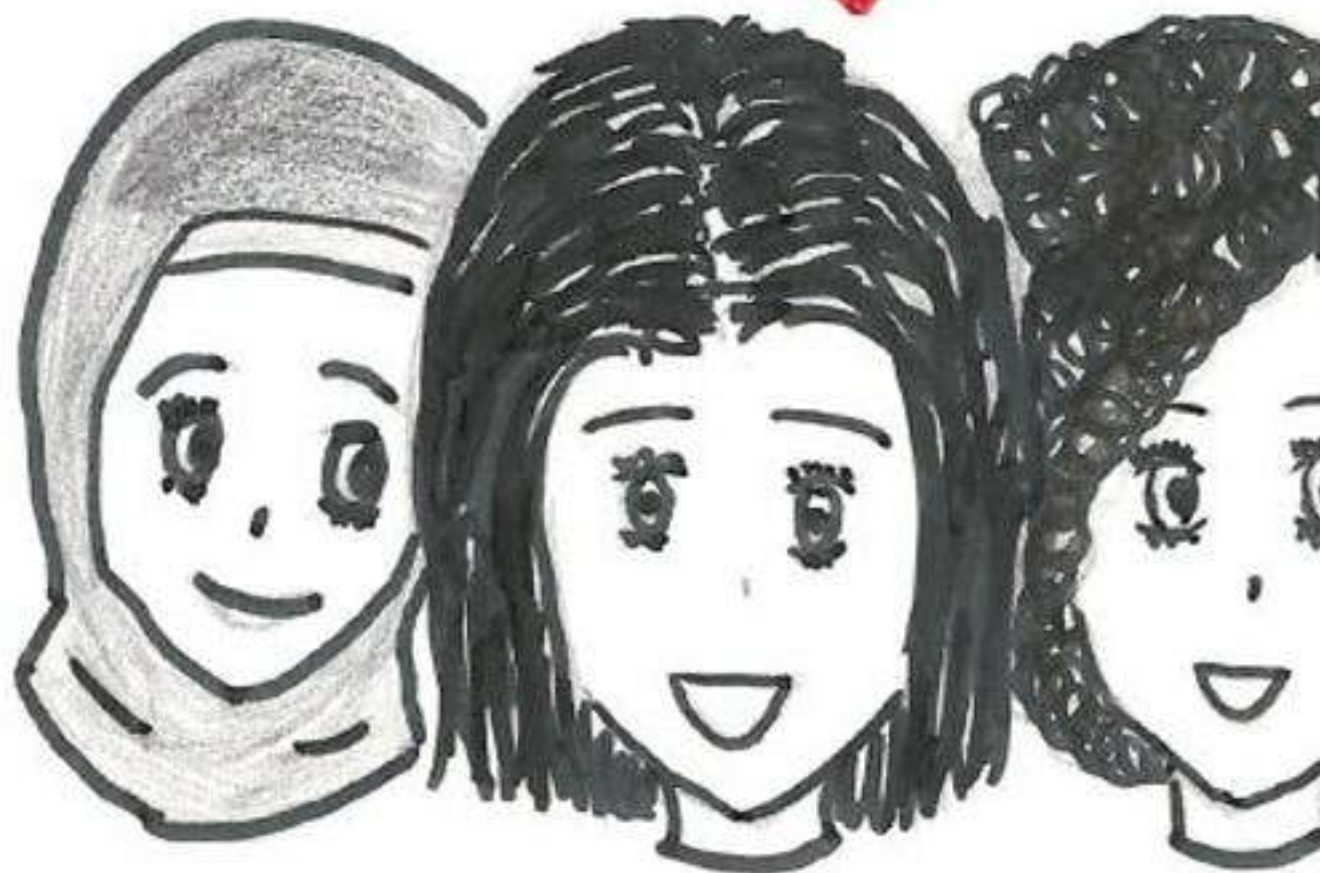
- En premier lieu, la prévention primaire consiste à lutter contre la [radicalisation cognitive](#) qui envahit peu à peu les esprits des jeunes et des très jeunes et qui se déploie au sein des réseaux mais aussi des quartiers et parfois des groupes de jeunes eux-mêmes. Cette prévention se fait par l'[éducation](#), l'inclusion sociale et l'envie de vivre ensemble.
- En second lieu, la prévention secondaire consiste à [éviter le basculement](#) de jeunes vers des actes radicaux qui les conduisent dans la délinquance ou le départ. Cette prévention intervient souvent après le signalement du jeune.
- La troisième forme de prévention vise à favoriser chez les jeunes la [rupture avec les idées terroristes](#) et l'entrée dans un processus de résilience, puis de projet de vie dans le respect de la loi et des valeurs républicaines.

L'Europe, si elle a beaucoup agité, sur le deuxième et troisième niveau de la prévention ainsi que sur les mesures de sécurité publique, a encore un retard important en matière de prévention primaire, c'est à dire, sur la radicalisation des esprits. [Dans une recherche en cours que nous réalisons pour l'Unesco](#), nous avons pu examiner de nombreuses pratiques de prévention de la radicalisation à l'international et ces expériences nous ouvrent la voie vers une meilleure efficacité de nos actions. L'approche de l'Unesco, qui propose une [éducation philosophique](#) et un renforcement des valeurs humaines, peut-être ainsi consolidée par des expériences locales.

Se raconter : une expérience belge

Parler, se présenter, dire sa vie... Tels sont les angles pédagogiques choisis par l'[association Belge Maks](#) qui organise la projection d'histoires digitales créées au sein du projet « Je suis Ahmed, Léonie, Charlie, of net niet... », déployé sur les villes de Mollenbeek et de Scharbeek.

Religie of huidskleur
bepalen je vriend-
en niet. Dat doe
je zelf. Je moet
iedereen kunnen
accepteren.



L'organisation Maks belge présente des contre-discours réalisés par et pour les jeunes. [Maks](#)

L'idée s'inscrit dans une série d'initiatives prises en Belgique. Le gouvernement pousse pour une éducation numérique où les jeunes eux-mêmes s'engagent dans la production de contre-discours, d'animation de forum d'échanges et de médiation de [jeunes à jeunes](#). C'est aussi le choix de [Rose-Marie Farinella](#), enseignante à l'école primaire de Taninges, en Rhône-Alpes, et qui travaille inlassablement avec ses élèves de CM2 pour produire des ressources numériques de jeunes pour les jeunes afin de prévenir la radicalisation en agissant collectivement pour partager leurs savoirs.

Donner la parole pour se sentir citoyen, agir avec les médias pour comprendre l'information et résister à l'embrigadement complotiste : telles sont aussi les approches de [plusieurs organismes en France](#).

Produire un contre-discours

La prévention de la violence et de la radicalisation passe aussi par la pensée. Le processus de radicalisation est avant tout conversationnel. Partant des préoccupations des jeunes, il va avancer vers des idées radicales et de rupture. L'interprétation d'événements, les prises de position politiques ou sociales sont présentés sous un angle fermé empêchant le débat. De plus, les *digitales natives* sont bien souvent des [digitals naïfs](#) incapables de distinguer les informations objectives issues de sites officiels, d'articles scientifiques et les informations issues de sites conspirationnistes ou suprémacistes. C'est un handicap qui facilite l'embrigadement. De nombreuses expériences ont donc choisi de produire des discours alternatifs pour contrer les idées terroristes.

Cinq jours après les attentats de Paris, le Nahdlatul Ulama, la plus importante organisation musulmane de masse d'Indonésie, a mis en ligne une vidéo, intitulée : « [Rahmat Islam Nusantara](#) » sous-titrée en arabe et en anglais. Ce film de 90 minutes entend contrer point par point la lecture faite par Daech du Coran et des hadith.

L'organisation Rahmat Islam Nusantara veut contrer la vision terroriste qu'offre Daech de l'Islam.

Suivant le même objectif, l'Université de Vienne a construit le programme, « Vienna Observatory for Applied Research on Radicalism and Extremism », [Vortex](#) ayant pour vocation de « produire des éléments de narration visant à contrecarrer l'idéologie radicale et à les diffuser dans le monde ». Le projet se compose d'une part d'une analyse des stratégies et des discours en ligne djihadistes et d'autre part du développement de discours experts (religieux ; politiques, journalistiques alternatifs).

Au Maroc, la [campagne nationale « Non au discours de la haine »](#) a été lancée en juin dernier. En Inde également, [plusieurs programmes](#) ont été mis en place face à la recrudescence d'attaques sur le sous-continent.

Agir ensemble : prévenir l'exclusion et le communautarisme

Agir en commun dans un esprit fraternel est au cœur des actions de prévention posant comme socle de la paix le respect des autres. Lancée en 2007 à Aarhus (Danemark), l'[expérience danoise de prévention de la radicalisation](#) s'appuie sur la mise en relation des jeunes avec des « mentors ». Ces jeunes adultes sont des travailleurs sociaux qui dialoguent avec les jeunes et leur permettent d'agir ensemble pour « réhumaniser » leurs actions.

Au Royaume-Uni, le [projet Mosaic](#) fondé par le Prince de Galles, propose de lutter contre la violence et l'exclusion en favorisant la reconnaissance des talents des jeunes et des femmes issus des communautés défavorisées.

Faire témoigner les victimes, mettre en contact les jeunes en voie de radicalisation et des victimes est aussi une voie active de prévention. L'Association italienne des victimes du terrorisme (AIVITER) a mis sur pied le projet C4C « [Une contre-narration pour contrer le terrorisme](#) ». Ce projet, soutenu par la Commission européenne, a pour objectif

de diffuser à travers des plateformes du Web, les paroles des survivants des actes du terrorisme afin que ces paroles contrent les discours radicaux des adeptes du terrorisme avec un impact fort sur les jeunes en voie de radicalisation.

L'association belge «Save Belgium» agit auprès des parents contre les dérives sectaires et radicales.

Cette volonté de ne pas opposer victime et jeunesse radicalisée est aussi au coeur de l'action de l'association belge [Savebelgium](#) présidée par Saliha Ben Ali, mère d'un jeune parti en Syrie et qui multiplie les actions pédagogiques au sein des quartiers pour témoigner et agir contre les dérives sectaires et radicales.

Enfin, la ville de Düsseldorf (Allemagne) agit dans la même volonté de construire du lien social et de renforcer les contacts avec le cycle de formation « [Les imams, des ambassadeurs de la démocratie](#) » proposant de mobiliser l'ensemble des citoyens pour prévenir la violence et la radicalisation.

L'art, le rire et la culture au coeur de la prévention

Le rejet du « [droit à rire](#) » a été au coeur des actions terroristes en Europe. C'est ce même droit qui est aussi au coeur des actions de prévention où la culture et l'art sont les ciments d'un dialogue et d'un vivre ensemble. Au Burkina Faso, une des sources de prévention des conflits s'appuie sur une expérience originale « [la parenté à plaisanterie](#) ». Il s'agita alors de proposer une dispute autour de la question l'engagement djihadiste ou les opinions de chacun s'expose et/ou le groupe pousse la caricature pour convaincre.



La parenté à plaisanterie : au-delà de la pièce de théâtre, un exutoire des conflits sociaux.
[Unesco/Tahirou MAYAKI dit Atto](#)

Cette pratique ancienne et commune à plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest est [inscrite au patrimoine culturel immatériel de l'Unesco](#). Dans un groupe donné, deux parties s'insultent abondamment tout en comprenant qu'elles sont [fortement liées et responsables](#) du bien-être l'une de l'autre. À travers ces insultes verbales publiques à faible enjeu, se dénouent des problèmes et se renforce le traitement non violent des conflits. L'exemple de la Côte d'Ivoire est criant : la prévention met l'accent sur l'éducation interculturelle à travers le renforcement des liens affectifs, ethniques, sociaux utilisant la [création et l'art](#)

La tragi-comédie est alors une source évidente et naturelle de cohésion sociale. C'est ce même principe qui est illustré par la troupe de théâtre belge qui monte la [pièce *Djihad*](#) d'Ismaël Saidi, ou par l'action collective [d'artistes au soir des attentats](#).



Isamël Saidi, metteur en scène et acteur de la pièce « *Djihad* ». [Djihad](#)

Moins intellectuelle, mais relativement spontanée et rapidement virale, la réaction à la fois comique et engagée de certains jeunes offre elle aussi un contre-discours avec des vidéos telles que [« Marseille répond à Daech »](#) ou [« Un africain s'adresse aux terroristes »](#).

L'ensemble des arts peut alors devenir des leviers de paix. Prendre la parole est un moyen de « dire et se dire » comme dans les ateliers [« l'art de s'exprimer »](#) mis en place au Québec par le Centre de Prévention de la radicalisation menant

à la violence. Le pays renforce d'ailleurs l'[engagement des jeunes](#) tout comme le Canada qui propose une éducation à la citoyenneté à la lutte contre les [discours xénophobes et racistes](#).

Prévenir la radicalisation commence très tôt au sein de la famille, du quartier, de l'institution scolaire et des différentes organisations régissant la vie du jeune. La France, afin de renforcer les bonnes pratiques face à l'extrémisme, doit s'inspirer des très riches formes d'actions existant dans d'autres sociétés également menacées par le terrorisme.

La radicalisation violente commence-t-elle vraiment sur Internet ?

25 janvier 2017, 23:26 CET

Auteur



1.

Séraphin Alava

Professeur des Universités, Université Toulouse – Jean Jaurès

Déclaration d'intérêts

Séraphin Alava ne travaille pas, ne conseille pas, ne possède pas de parts, ne reçoit pas de fonds d'une organisation qui pourrait tirer profit de cet article, et n'a déclaré aucune autre affiliation que son poste universitaire.

Partenaires

[Voir les partenaires](#) de The Conversation France

Republier cet article



Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.

Pour comprendre les processus de radicalisation des jeunes et les processus de rupture qui conduisent la jeunesse à adhérer à des idées radicales et violentes, on a souvent tendance à mettre en accusation les médias sociaux, et plus généralement le Net. En effet, la facilité d'accès aux discours les plus marginaux et les plus violents, le déploiement

de plus en plus visible des discours et idéologies violentes, xénophobes, complotistes, les usages généralisés à travers les réseaux sociaux des conversations et des opinions semblent accréditer la thèse d'une responsabilité première des médias numériques et du cyberspace.

À travers une ample revue de littérature portant sur les publications scientifiques, les rapports, les enquêtes publiées dans plus de 32 pays et portant sur l'examen des liens entre médias sociaux et radicalisation (1956 articles au total), nous verrons que les faits sont plus complexes que cela et que, s'il est impossible de démontrer une causalité directe entre terrorisme et Internet, il est pourtant évident que des processus spécifiques de radicalisation numérique se déploient aujourd'hui dans notre cybermonde.

Une stratégie médiatique construite et moderne de déploiement

[Dès la Seconde Guerre mondiale](#), l'utilisation de l'informatique naissante pour décrypter et diffuser des informations a été au cœur des stratégies de combat. La propagande, la désinformation, l'accès aux informations ont été depuis toujours un élément de la stratégie de combat. Pour le terrorisme, ce lien entre la communication et l'action est au cœur des menées terroristes, au point même qu'il ne soit plus pensable d'agir sans prendre en compte cette dimension pour bien des organisations terroristes.

Les débuts de l'association entre des actions terroristes et des médias remontent à la prise d'otages à Zarka en Jordanie, lors du détournement d'avions par le Front populaire de libération de la Palestine en 1970. En effet, la télévision en direct (naissante) avait retransmis alors l'opération, rendant ainsi visible un acte terroriste. Cette association médias et acte terroriste sera, par la suite, exploitée par les groupes terroristes (prise d'otages, JO de Munich, 1972) (11 septembre 2001) et théorisée par Al Qaïda comme étant une composante de l'action terroriste.

A la suite du couplage médias-terreur, les groupes djihadistes (Al-Qaeda au Maghreb islamique, Daech, les chebabs en Somalie, Boko Haram) vont construire des politiques de communication numérique visant à réaliser quatre types d'actions : revendiquer, diffuser, convaincre, recruter. Aujourd'hui, [d'après les sources de Google](#), plus 720 000 pages sont générées par des groupes radicaux ou terroristes entre janvier 2011 et décembre 2016. Le travail est donc immense pour les États, les entreprises du Net et les fournisseurs d'accès pour identifier, caractériser et identifier ces sites en vue de les supprimer.

La France, comme le reste du monde, a construit une stratégie de repérage et de surveillance du Net allant jusqu'à pénaliser la consultation de ces sites. L'Office central de lutte contre les criminalités liées aux technologies de l'information et de la communication ([OCLCTIC](#)) a, en 2015, retiré 1080 contenus à caractère terroriste et bloqués 68 sites faisant l'apologie du terrorisme.

Nous devons donc constater que l'Internet est un espace de diffusion des contenus terroristes et un espace médiatique investi par l'ensemble des groupes radicaux et criminels. Il existe des politiques publiques de surveillance, mais dont l'efficacité est réduite et qui ne sont pas en mesure de faire face à l'industrialisation croissante de la scène médiatique terroriste.

Usages numériques des jeunes et processus de radicalisation

[Dans le cadre d'une expertise Unesco](#) sur les liens entre radicalisation et des médias sociaux, nous avons souligné que s'il n'existe [pas de lien causal démontré](#) entre les usages des jeunes et l'Internet, on doit toutefois rappeler que les [jeunes](#) et les [enfants](#) et au premier chef les [filles](#) sont les [premières cibles et les premières victimes de la radicalisation](#). Cette sensibilité des jeunes de 12 à 24 ans existe soit dans la cadre de radicalisation religieuse salafiste, soit dans la radicalisation d'extrême droite, soit dans la radicalisation sociale « le hooliganisme ».

[Nos recherches et la revue de littérature](#) sur ce point mettent en avant plusieurs sources de cette fragilité :

- La jeunesse est une période de crise et donc d'opposition nihiliste.
- La jeunesse est plus sensible aux injustices et à la détresse.
- La jeunesse est sensible aux idées simples et refuse les complexités.
- La jeunesse a un rapport méfiant aux médias traditionnels et utilise beaucoup plus des sites d'alter-informations (sites souvent conspirationnistes).
- La jeunesse perçoit davantage les ruptures et revendique une cohérence d'ensemble.

Ajoutons à cela que les jeunes sont très nombreux à fréquenter les médias sociaux, que leurs usages numériques sont plus étendus et plus aventuriers au sein des réseaux sociaux, qu'ils sont plus sensibles aux théories du complot et nous avons là les situations les plus courantes où s'initient les démarches d'embrigadement.

Les étapes de la radicalisation numérique

La recherche sur la radicalisation des jeunes développe aussi quatre thèmes spécifiques qui semblent s'identifier comme des causes possibles d'une plus forte sensibilité des jeunes à l'endoctrinement.

En premier lieu, **le processus de radicalisation est un processus conversationnel** qui, partant des préoccupations des jeunes, va avancer vers des idées radicales et de rupture. Au cœur de ces approches, il y a une interprétation d'événements, de prises de position politiques ou sociales qui vont être présentées sous l'angle fermé de l'endoctrinement. Les jeunes n'ayant pas une véritable éducation à l'information et aux médias vont facilement se laisser convaincre. Les *digital natives* sont, bien souvent, des *digital naïfs* incapables de distinguer les informations objectives issues de sites officiels, d'articles scientifiques et les informations issues de sites conspirationnistes ou suprématistes. L'absence d'une véritable éducation aux médias est un élément facilitant l'embrigadement.

En second lieu, **l'Internet est devenu peu à peu le domaine privilégié des discours de haine** et de plus en plus dans les posts, dans les forums, les discours xénophobes, homophobes, antisémites ou islamophobes se déploient ([OpinionWay 2013](#)). Les jeunes voient donc s'amplifier une littérature qui banalise la haine et la violence. Toutes les études sur la cyber violence ou la cyber haine nous alertent sur ce point ([Gendarmerie royale du Canada, 2013](#)) et les jeunes sont très sensibles à ces arguments, car la violence entre eux est banalisée. L'absence d'une politique forte de contre-discours ou de narrations citoyennes laisse donc la place aux théories complotistes et aux théories suprématistes.

En troisième lieu, **la radicalisation n'est pas un processus d'endoctrinement, mais de conversion et d'adhésion**. En effet, il ne faut pas la penser comme un processus passif pour le jeune où des recruteurs hypnotisent des jeunes victimes impuissantes. Non, la radicalisation numérique est une démarche à deux d'accroche, de demandes, de convictions et de doutes. Comme nous l'avons indiqué, la démarche de radicalisation ne commence pas par la présence sur l'Internet de sites terroristes ou des médias développant des discours raciaux ou terroristes. Elle commence par des conversations s'appuyant sur de réelles préoccupations des jeunes qui exposent leurs opinions, leurs questionnements au sein des réseaux sociaux.

« L'extimité » des jeunes, c'est-à-dire leur propension à exprimer à des personnes inconnues les faits, les plus intimes est une source de cyber violence. Cette extimité est utilisée par les recruteurs pour accrocher leurs proies et construire un lien affectif très fort (parfois amoureux), entraînant le jeune dans une dépendance affective qui favorisera son adhésion aux idéaux et aux mythes proposés mal intentionnellement par le recruteur.

Enfin, le quatrième point qui facilite le basculement est **la banalisation de la violence et l'absence chez ces jeunes de regard critique sur leurs actes numériques**. Les jeux vidéo, le cinéma, et les différentes ressources qui ciblent la jeunesse usent et abusent de cette violence dénuée d'émotion. Certains jeux vidéo et certaines pratiques vidéastes des jeunes eux-mêmes construisent un mode virtuel totalement détaché d'un regard critique et laissent penser que les valeurs et les droits humains ne sont que des vieilles idées. La tolérance, le respect de la vie humaine, le refus de l'agressivité, la recherche du consensus sont des valeurs spécifiques de l'âge adulte et non de la jeunesse. Pris dans ces idéologies, les jeunes peuvent passer à l'acte sans prendre conscience du caractère inhumain de leurs actes.

La radicalisation violente des jeunes interroge notre société et l'émergence d'une société de plus en plus numérique donne le sentiment que notre monde ne peut plus maîtriser la violence et l'embrigadement terroriste sur le Net. Les recherches scientifiques ne démontrent pas une causalité directe entre usages numériques et radicalisation. L'Internet et les réseaux sociaux ne sont donc pas coupables en tant que tels, mais il existe pourtant des dangers que notre société et les entreprises du Net doivent prendre en compte.

Le cyberspace est devenu, aujourd'hui, un espace de diffusion des discours de haine, de la xénophobie et des appels à la violence. Notre société doit alors agir pour développer au sein des réseaux des discours, des valeurs, des actions favorisant le vivre ensemble. Si le Net n'est pas coupable, il est en revanche responsable du développement dans ces canaux des valeurs de paix, d'égalité et de respect mutuel.

Attentat contre une mosquée à Québec : les racines du mal

2 février 2017, 22:15 CET

Auteur



1.

[Etienne Schmitt](#)

Docteur en science politique, Université du Québec à Montréal (UQAM)

Déclaration d'intérêts

Etienne Schmitt ne travaille pas, ne conseille pas, ne possède pas de parts, ne reçoit pas de fonds d'une organisation qui pourrait tirer profit de cet article, et n'a déclaré aucune autre affiliation que son poste universitaire.

Partenaires



[AUF \(Agence Universitaire de la Francophonie\)](#) apporte un financement en tant que membre adhérent de The Conversation FR.

[Voir les partenaires](#) de The Conversation France

[Republier cet article](#)



Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.



Devant le Centre culturel islamique où a eu lieu l'attentat, le 30 janvier 2017. Alice Chiche / AFP

À la une de la presse, sur nos écrans, s'affiche le visage d'Alexandre Bissonnette, suspecté d'avoir perpétré l'attentat du 29 janvier contre le Centre culturel islamique de Sainte-Foy, en périphérie de Québec, qui s'est soldé par l'assassinat de six fidèles et a fait plusieurs blessés.

Si on lui connaît des accointances avec les thèses d'extrême-droite, ce dernier n'a pourtant pas le profil d'un suprémaciste blanc comme Timothy McVeigh et Terry Nichols – [auteurs de l'attentat d'Oklahoma en 1995](#) – et/ou d'un Anders Breivik qui, bien que qualifié de « loup solitaire », [s'est radicalisé après son passage au Parti du progrès](#), formation populiste fortement marquée à droite.

Analyses psychologisantes réductrices

Quoi qu'Alexandre Bissonnette ait défendu des [positions radicales sur Internet](#), il serait réducteur de croire à une évolution en vase clos. La figure du loup solitaire qui pianote sa haine sur un clavier, seul et dans l'obscurité relative d'une chambre éclairée par un écran d'ordinateur, a quelque chose à la fois de pathétique et de rassurant pour une société qui cherche à se dédouaner de la monstrosité qu'elle procrée.

Si Alexandre Bissonnette n'est pas né raciste, il ne l'est pas non plus devenu la veille afin de dissimuler sa démence sous un motif politique, pas plus qu'il n'a cherché à échapper à sa triste condition par une fascination du pire. Ces analyses psychologisantes ont cela de réducteur qu'elles opposent la volonté à la pathologie, minimisant l'adhésion à des thèses extrêmes par un processus de radicalisation qui relèverait davantage d'une misère sociale. Les actes d'Alexandre Bissonnette nous semblent peut-être fous car ils nous révulsent, mais ils restent l'expression paroxystique de la violence qui préexiste dans la société. Si l'on partage la thèse de [George Simmel](#), pour qui le conflit génère des socialisations, ce serait donc la société en son ensemble qui s'est radicalisée.

Des ombres sur l'interculturalisme québécois

Faut-il le préciser, le Québec est une société pacifiée et pacifique où les communautés expérimentent plutôt bien le vivre-ensemble. Quoi qu'il puisse y avoir des tensions comme dans n'importe quelle société, les actes racistes y sont rares et souvent confinés à des démonstrations de faible ampleur. Autrement dit, à des provocations, des insultes ou des dommages sur les biens. Mais il existe plus d'une ombre sur le tableau des promoteurs de l'interculturalisme québécois.

En premier lieu, la différence culturelle et ses atteintes sont majoritairement étouffées dans une société qui reste obnubilée par son identité, comme en atteste le [rapport de la commission Bouchard-Taylor sur les accommodements raisonnables](#). Même si elle est souvent inclusive, il n'en demeure pas moins le désir de pluralisme se heurte au manque de visibilité des communautés culturelles dans les secteurs à fort capital symbolique, comme celui de la politique ou celui des médias. En effet, seuls quatre députés à l'Assemblée nationale du Québec sont issus de cette diversité, tandis que plusieurs acteurs de la société civile – dont l'Union des artistes – constatent la [faible diversité dans le milieu de la culture](#) en général, sur les écrans en particulier.



Sur le campus de l'Université Laval à Québec, le 31 janvier 2017. Alice Chiche/AFP

De même, on peut relever que le peu d'autocritique des responsables publics et des relais d'opinion dans leur rapport à la diversité culturelle génère des tensions. J'en prends pour exemple les récentes prises de position sur la [question du racisme systémique](#) qui, si elles ne s'apparentent pas à déni pur et simple, concurrencent immédiatement un récit victimaire ancré de la société québécoise. En effet, les souffrances et les humiliations – notamment celles vécues par les Québécois durant la « [Grande noirceur](#) » – ont laissé une certaine amertume pour tout un pan de l'intelligentsia, laquelle reste circonspecte lorsqu'il s'agit d'examiner les erreurs collectives, voire les relativisent à l'aune de cette histoire tragique.

En deuxième lieu, l'échec du projet indépendantiste par le référendum raté de 1995, la question identitaire nourrie par des polémiques religieuses et une immigration récente et ressentie comme massive, toutes ces raisons ont popularisé

un [tournant conservateur de certains intellectuels québécois](#) qui – comme leurs homologues français – ont formalisé une conception essentialiste de l'identité avec un moralisme public entretenu par des valeurs « traditionnelles ».

Cette vision, déformée et simplifiée à l'extrême par l'entremise de médias et de relais d'influence qui réagissent à chaud à l'actualité, alimentent des discours haineux qui, sous couvert du pluralisme des opinions, renvoient la différence à l'altérité, l'altérité à l'étranger, voire l'étranger à une étrangeté inconciliable avec lesdites « valeurs » de la société d'accueil.

Une extrême droite qui prospère

En troisième lieu, quoiqu'il n'existe certes pas une extrême droite instituée au Québec, plusieurs groupes se sont formés dernièrement. Ainsi, le mouvement Pediga (mouvement d'origine allemande, sigle des Patriotes européens contre l'islamisation de l'Occident) a son antenne au Québec, tandis que des [groupes skinhead comme Atalante Québec](#) donnent de la voix dans le panorama d'extrême droite nord-américain.

Certes, cette extrême-droite est encore groupusculaire, mais elle progresse de manière significative. De plus, il n'existe pas d'associations antifascistes ou antiracistes hors Montréal, faisant en sorte que l'extrême droite peut prospérer partout ailleurs dans la Belle-Province.

Au Québec – comme en d'autres endroits – la démocratie s'est efforcée de déplacer la violence inhérente à la société dans un espace symbolique. Toutefois, et si la pensée radicale n'évolue pas dans le champ de contrôle de la politique instituée, plus ce dernier est étendu moins l'intolérance trouve sa place pour s'exprimer avec violence. Autrement dit, sa marginalisation empêche la généralisation de crimes haineux. À l'inverse, plus les normes et les valeurs sur lesquelles repose le vivre-ensemble sont contestées, plus le contrôle exercé par la politique instituée tend à se réduire. Selon George Simmel toujours, la résistance d'une société à subir sa propre violence tient à l'élasticité du groupe. Quand la société se radicalise, même en proportion congrue, elle se déchire et des déchaînements de haine sont à redouter.

Probablement, la société québécoise gagnerait à ne plus présenter les musulmans et les autres minorités comme des « néo-Québécois », les opposant insidieusement à ceux de « souche ». Sans quoi, et dans un contexte où le vivre-ensemble se fragmente de plus en plus sous l'effet de la glorification des identités singulières, les « loups solitaires » risquent de chasser en meute.

L'éducation aux médias : une urgence contre la radicalisation cognitive des jeunes

14 février 2017, 22:25 CET

Auteur



1.

[Séraphin Alava](#)

Professeur des Universités, Université Toulouse – Jean Jaurès

Déclaration d'intérêts

Séraphin Alava ne travaille pas, ne conseille pas, ne possède pas de parts, ne reçoit pas de fonds d'une organisation qui pourrait tirer profit de cet article, et n'a déclaré aucune autre affiliation que son poste universitaire.

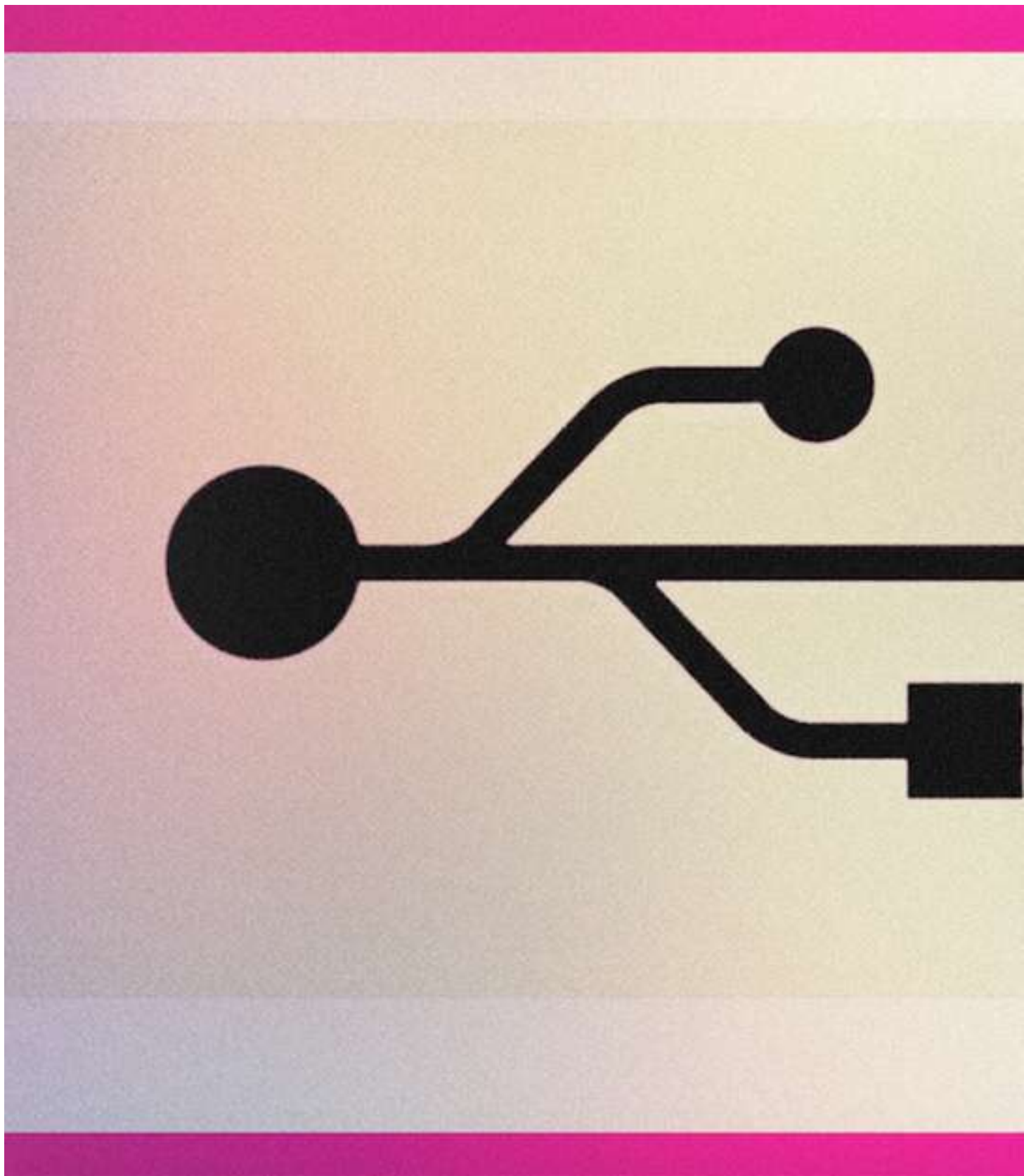
Partenaires

[Voir les partenaires](#) de The Conversation France

[Republier cet article](#)



Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.



« Sign O' the Times » [Surian Soosay / Flickr](#), CC BY

La radicalisation peut [commencer très tôt](#) chez les jeunes. Pour éviter cette fermeture des esprits et la fin du dialogue, l'éducation aux médias est un levier pour la fraternité et l'intelligence. Face à la submersion des informations produites par la numérisation et la connexion des réseaux humains et digitaux, nous sommes aujourd'hui face à un enjeu révolutionnaire « **Comment identifier et dire la vérité** ».

De Trump à Soral, de Daech à Dieudonné, la réalité est aujourd'hui contestée, outragée, modifiée par des théories complotistes et alternatives que nous devons d'abord combattre à l'école par une éducation aux médias offensive. Il est donc essentiel de repenser l'éducation aux médias et de construire les nouvelles formes d'info-apprendre de demain.

La fin de l'information ?

Au-delà de la confrontation des idées et des valeurs, le monde numérique, fait de tweets, de buzz et de théories manichéennes, est en train de construire une réalité alternative au sens orwellien. Sans y prendre garde, nous sommes en train de changer de monde. Si Beuve-Mery pouvait dire « le journal, c'est la réflexion et la radio l'émotion » aujourd'hui, nous pouvons dire « l'Internet, c'est la pulsion » ([Monique Dagnaud](#), *Sociologue et directrice de recherche au CNRS*).

Car le monde, à la fois par son accélération totale du temps et sa volonté libérale du sens a peu à peu fait implorer notre relation aux savoirs, à l'information et au sens. Cette révolution presque invisible nous domine si fortement qu'il est nécessaire de sortir momentanément du jeu des médias pour comprendre le motif inhumain qui se dessine. Sans y prendre garde, nous sommes en train de changer de monde. Cette dilution lente de l'information a trois causes essentielles que nous devons comprendre pour agir en éducateur et en citoyen.

(a) « Un excès d'informations rend insensible à l'information » (Umberto Eco). Peu à peu, sous le tsunami des informations, sous l'influence redondante de l'identique, les jeunes se détachent des médias. Quand la même opinion est copiée et recopiée, quand la part de l'analyse cède devant l'émotion et l'audience, l'information perd de sa pertinence et les jeunes ne croient plus en la valeur des opinions.

Dans une [enquête d'Opinion Way de 2015](#), « Les Français et les propos haineux sur Internet », 26 % des jeunes de 18 à 24 ans ne considèrent pas la radio comme une source crédible. Ils sont 22 % de ces mêmes jeunes à considérer comme non-crédible la télévision. Dans cette même enquête, 26 % des jeunes de 18 à 24 ans ne considèrent pas la radio comme une source crédible.

Les sources d'informations les plus utilisées par ces jeunes pour s'informer sont à 53 % les réseaux sociaux, à 44 % les amis, à 42 % le « bouche à oreilles ». La jeunesse est donc aujourd'hui de plus en plus détachée des modalités classiques d'information. L'information qui forge l'opinion des jeunes n'est plus médiée par des journalistes et cela doit nous alerter sur notre capacité collective à diffuser des analyses et des arguments.

(b) « Les journaux ne sont pas faits pour divulguer les informations mais pour les couvrir » (Umberto Eco). L'information dans son traitement médiatique a beaucoup changé. L'idée que le travail du journaliste est essentiellement un travail réflexif et objectif a laissé la place à l'info réalité où la lutte contre le zapping devient l'alpha et l'oméga des médias. Émouvoir, plus que décrire, alerter plus qu'expliquer, participer plus que comprendre, les médias en ligne ont aujourd'hui du mal à conquérir de nouveaux publics et les jeunes s'éloignent de ces sources documentées et se méfient des journalistes. 35 % des jeunes de 18 à 26 ans interrogés par nos soins (Alava, 2016) déclarent que la télévision n'est pas crédible, 38 % pensent les journaux non-crédibles et globalement les sources les plus crédibles pour les jeunes sont dans l'ordre (Wikipédia 65 %, 42 % les vidéos YouTube, 38 % les posts Facebook et 15 % les sites d'alter-informations (Alter Info, Réseau Voltaire, Les moutons enragés, etc..). Cette rupture entre les jeunes et leurs médias doit nous interroger. Il n'est pas question pour moi ici de dire qui est responsable, mais bien de montrer en quoi une éducation aux médias est aujourd'hui un enjeu citoyen fondamental.

(c) « Ce qui forme une culture n'est pas la conservation, mais le filtrage. Et Internet est le scandale d'une mémoire sans filtrage, où l'on ne distingue plus l'erreur de la vérité » (Umberto Eco). Quand il s'agit de faire le tri entre le vrai ou le faux, de savoir distinguer l'information de l'interprétation, nous sommes souvent en grande

difficulté sur le Net tant aujourd'hui est devenue palpable cette phrase prémonitrice de Huxley écrite à Orwell parlant de la surveillance généralisée des populations « [l'oligarchie régnante trouvera des moyens moins difficiles et moins coûteux de gouverner](#) » et ce moyen est l'excès d'information.

Tout est accessible aujourd'hui et les codes éditoriaux, les modalités de diffusion, le style et l'écriture des médias et du cinéma ne se différencient plus des propos haineux, discriminatoires et radicaux. Un propagateur d'idéologie raciste ou terroriste a potentiellement le même accès sur l'Internet. Plus les jeunes désertent les médias, plus ils apprivoisent des formes nouvelles d'informations. 52 % des jeunes de notre enquête disent s'informer en regardant un post ou une vidéo sur YouTube plutôt que de lire un article en ligne.

La propagation « virale » des rumeurs ou des informations est devenue un mécanisme dominant que les journalistes recherchent eux-mêmes. « *Si tu Likes, tu approuves et tu es complice* » est un slogan que le Ministère de l'Éducation souhaite diffuser pour montrer le danger de la diffusion virale de propos ou d'actions cyberviolentes. Le Net est sans filtre, mais il n'est pas sans réaction, car rien n'oblige à faire en permanence la course au Buzz, ni à être complice par nos posts de propos haineux et mensongers.

« Sur Internet, les insultes et le harcèlement entre internautes se libèrent et se banalisent. Le [Label Respect Zone](#) est un outil inédit pour contrer positivement la cyberviolence. »

Cette action conduite par des jeunes et des citoyens montre bien que rien n'interdit même sur le Web de valoriser des actions citoyennes, de promouvoir des sources d'informations objectives, de valoriser l'échange et le débat à la place de la violence et de la radicalisation. Internet n'est pas à lui seul le problème. Internet est aussi la solution et cette solution passe par une éducation aux médias ancrée dans la réalité des pratiques d'information et d'intervention de la jeunesse.

Vers une éducation active et citoyenne des nouveaux médias

Face à la radicalisation violente des jeunes et à la coupure de plus en plus évidente entre une France des médias et une France des réseaux numériques l'Éducation nationale a lancé une mobilisation de l'École pour renforcer l'[éducation aux médias et à l'information](#). Cette orientation s'inscrit pleinement dans la réforme des programmes et devrait ouvrir la voie à une formation accrue des jeunes face aux dangers des fléaux que sont le buzz, la désinformation, les théories de la rupture, la théorie du complot.

Il était temps, mais sans une refondation de notre rapport global à l'information, nous serions encore perdants dans cette bataille. L'éducation aux médias et à l'information ne peut pas seulement être une éducation patrimoniale expliquant aux jeunes la beauté, la qualité des médias traditionnels. Cette vision d'un monde perdu qu'il faudrait protéger ne peut permettre une véritable mobilisation des jeunes.

En effet les recherches portant sur les processus de radicalisation des jeunes nous montrent qu'au cœur de la radicalisation il y a l'envie, le besoin, la quête de sens et ce sens n'est pas de l'information aussi objective, soit-elle. L'éducation aux médias doit alors devenir un élément de la quête de sens pour une jeunesse qui cherche à répondre à ces questions. [Coemenius](#) dans la grande didactique rappelait ces trois principes au cœur de l'art d'apprendre.

« Trois choses donnent à l'élève la possibilité, le pouvoir d'apprendre : poser beaucoup de questions, chercher les réponses et les enseigner aux autres. »

Nous devons donc proposer aux élèves de vraies situations d'information et de communication où ils puissent construire leur parcours documentaire et informationnel. Le jeune doit partir de ces questionnements sans tabou, sans filtre. Il doit maîtriser les trois facettes de la médiation documentaire afin de pouvoir construire des savoirs à l'aide d'informations. Orpailleur de données souvent cachés et difficilement analysables, le jeune doit agir pour prévenir.

Ils doivent devenir l'orfèvre de ses informations afin de pouvoir grâce à une éducation sémantique et citoyenne devenir l'alchimiste de ses savoirs et non l'esclave des théories complottistes ([Alava S, 1996](#)). Il doit enfin conduire

son parcours et choisir une stratégie permettant de gérer ses interactions et de faire évoluer ses savoirs antérieurs. L'élève est à la fois « apprenant », « navigant » et « s'informant » et ces trois rôles sont à la fois synchroniquement et diachroniquement constitutifs du « savoir apprendre ».

Les médias sociaux modifient fondamentalement les espaces de diffusion de l'information, ils proposent d'autres espaces de médiation des savoirs que nous devons explorer dans une quête de sens. Ces médias sociaux sont aujourd'hui des espaces médiatiques qui ont une influence positive ou négative sur la construction du sens.

Nous ne réussirons pas à convaincre les jeunes en leur imposant le respect face aux anciennes formes de communication, mais nous devons les aider à découvrir l'alchimie de la signification qui se construit par leur propre action.

« Être citoyen, c'est prendre la parole » ([Joseph Wresinski](#)). Dans une démarche nouvelle, nous devons proposer une éducation citoyenne aux médias et à l'information grâce à laquelle s'informer, se questionner et communiquer sont autant d'armes éducatives pour refonder au XXI^e siècle « l'éphémère équilibre de l'apprendre » comme levier du « vivre ensemble ».

« Les Revenants » : pour comprendre les djihadistes français

19 décembre 2016, 23:05 CET

Auteur



1. [Arnaud Mercier](#)

Professeur en Information-Communication à l'Institut Français de presse, Université Paris 2 Panthéon-Assas

Déclaration d'intérêts

Arnaud Mercier ne travaille pas, ne conseille pas, ne possède pas de parts, ne reçoit pas de fonds d'une organisation qui pourrait tirer profit de cet article, et n'a déclaré aucune autre affiliation que son poste universitaire.

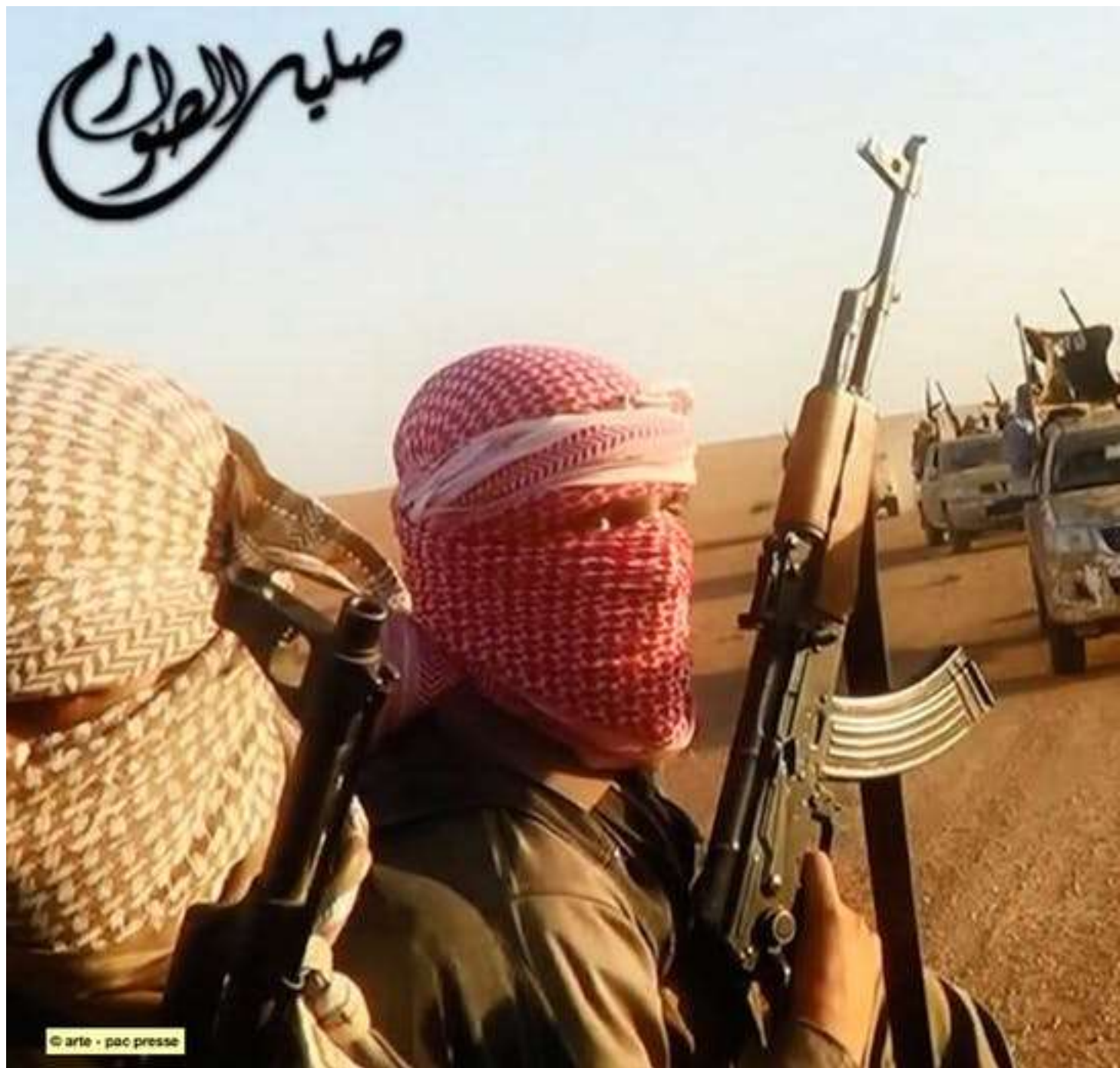
Partenaires

[Voir les partenaires](#) de The Conversation France

[Republier cet article](#)



Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.



Début 2015 : le temps du « Lol Jihad » (image extraite d'une émission de télévision du 10 février 2015 : « Daech, naissance d'un état terroriste »). [Alatele fr/Flickr](#), [CC BY-SA](#)

Le deuxième ouvrage du reporter de RFI et du site [Les Jours](#), David Thomson, sur ceux vivant sur notre sol et ayant choisi de partir faire le djihad en Irak et en Syrie, est un livre à lire si on veut vraiment essayer de comprendre ce qu'il est si difficile de comprendre : le fanatisme assassin de Daech ou d'Al Qaïda.



David Thomson avait déjà apporté des éléments d'information décisifs dans [Les Français djihadistes](#), dès 2014, avant l'horreur de la vague d'attentats qui endeuillèrent notre pays. Dans les deux ouvrages, sa méthode, pour simple qu'elle paraisse, honore le métier de journaliste : il vient chercher des témoignages directs des acteurs qu'il étudie. Il a enregistré, des heures durant, des Français partis faire la guerre là-bas en leur demandant de dire leur vérité, leurs pratiques, leurs croyances. Mais pour arriver au succès, quel travail ! Quelle assiduité ! Quelle prise de risque aussi parfois !

Il a su gagner la confiance de ses interlocuteurs (ce qui n'en fait pas pour autant un traître à la nation), sur la longue durée. Il a usé de toutes les ressources et astuces possibles, jusqu'à les appeler en prison sur leurs téléphones portables, alors qu'officiellement ceux-ci sont prohibés par l'administration pénitentiaire française.

Il donne à voir la réalité des perceptions et des discours que tiennent ces (souvent jeunes) endoctrinés, qui ont la rage au cœur, souvent du sang sur des mains, ou qui rêvent d'en avoir, hélas.

L'époque du « LOL djihadisme »

Dans la situation conflictuelle qui nous est imposée de vivre, certains ont juré notre perte à tous, de tuer le maximum de « croisés », connus ou anonymes, Français depuis des générations ou issus de l'émigration, catholiques, juifs, athées ou musulmans (car continuer à vivre en France en étant musulman c'est déjà, à leurs yeux, être apostat et donc digne d'être exécuté). Ils le disent, le justifient.

Sans manichéisme, David Thomson offre aux lecteurs une galerie de portraits allant du repentir sincère (qui collabore même avec les autorités pour venir témoigner auprès des jeunes et leur dire l'horreur qu'est Daech) ; au traumatisé de retour sur le sol français pour fuir les bombes après avoir vécu la belle vie de l'avancée triomphale de Daech... l'époque qualifiée par eux de « LOL djihad » :

« Des fois on roulait à 200 km/h sur la route en pick-up entre amis en train de manger des glaces. On rigolait. C'était pas du tout l'ambiance djihad. C'était plus une ambiance de colonie de vacances. Un djihad où on peut tirer sur les gens et manger une glace en même temps. »

Jusqu'aux revenants qui ont plus ou moins bien dissimulé aux autorités leur rage intacte contre la France et qui sont là, inquiétantes grenades pré-dégoupillées.

À l'époque du déni des intellectuels du risque terroriste

Ce livre commence par le récit (un peu traumatique pour l'auteur, on le devine) d'une émission de télévision du 25 avril 2014 (« Ce soir. Ou jamais ! »), où dans un climat de franche hostilité idéologique, les invités (écrivains, avocats, sociologues...) sont tombés à bras raccourcis, avec une folle arrogance, un mépris souverain, une morgue que l'histoire leur aura fait ravalier, on l'espère, sur ce « petit journaliste » qui osait dire, sur un plateau de télévision, en termes modérés, que parmi les Français partis en Syrie, la majorité jugeaient légitimes de frapper la France par des attentats terroristes.

Il faut entendre les cris d'orfraies de cet aréopage qui dénonce alors unanimement un discours politiquement incorrect, un risque de stigmatiser tous les musulmans. Passe encore, le dédain de l'avocat gauchiste, défenseur de djihadistes, puisque la vérité n'a pas à être le fond de commerce d'un avocat. Mais les deux sociologues, estampillés, trahissent eux totalement l'esprit scientifique, l'éthique du chercheur, niant le témoignage de sources premières parce qu'il ne correspond pas à leur vision du monde.

On songe au vieux livre de Julien Benda, *La trahison des clercs*, on se désespère de tant de cris pour faire taire le journaliste qui rapporte juste la parole d'autrui, en l'accusant d'alimenter un « fantasme », oui un fantasme, fantasme qui a fait depuis des centaines de morts. On peut revoir ces échanges, entre les vingtième et vingt-cinquième minutes, ici :

C'est donc avec une soif lucide de comprendre, avec l'acceptation préalable de lire ce qu'on n'aimerait pas lire, qu'il faut se jeter sur cet ouvrage salvateur, car il permet de croiser les explications sobres et éclairantes de David Thomson avec les propos bruts de ses interlocuteurs.

Les Revenants nous donne accès au vocabulaire de ces activistes. Leur terminologie n'est pas neutre, elle dit bien des choses sur leur vision du monde et sur l'endoctrinement qu'ils ont reçu. On le savait déjà, mais on retrouve toute une terminologie d'emprise sectaire, où toute personne déviante par rapport à la ligne idéologique de Daech se voit affublée d'une série de qualificatifs très dépréciatifs qui justifient leur exclusion, je veux dire... physique !

On y retrouve, bien documenté, le [rôle des réseaux socionumériques](#) dans l'embrigadement initial, et la jouissance qu'ont éprouvé de minables petits caïds des quartiers difficiles connaissant leur quart d'heure de célébrité sur YouTube ou sur Facebook, en relatant leur vie là-bas et en lançant des anathèmes par dizaines. Comme l'écrit David Thomson :

« Le djihad se conçoit comme la réponse la plus radicale à la détermination sociale, à des failles psychologiques, familiales ou identitaires, au travers d'une expérience libératoire magnifiée par un projet à la fois ludique et transcendantal ».

Des récits ahurissants

Ce livre se lit, osons le dire, comme un roman, car il fourmille de récits étonnants et improbables. Comme ces pages dédiées à un couple de médecins français partis vivre en Syrie avec leurs deux adolescentes (qu'il a fallu là-bas protéger des demandes en mariage plus que pressantes), pour rechercher leur fils blessé à la guerre. Un récit hallucinant, qu'un scénariste d'Hollywood n'oserait pas proposer.

Parmi tous ces récits, retenons deux exemples. Un repenté raconte une scène ahurissante, dont le grotesque le dispute à la bêtise. Il concerne un point peu abordé habituellement dans les motivations du djihad islamiste : la sexualité, et la recherche de la vie en couple (hommes et femmes confondus). On sait bien que dans l'imaginaire djihadiste, un des pousse-au-crime est un pousse-à-jouer : les fameuses *houris*, ces 72 vierges promises au Paradis à tout martyr qui se sera fait joyeusement exploser pour la cause.

Or, après la mort d'un djihadiste, un combattant revint vers les autres en apportant la preuve de la vérité de cette fadaise :

« Il disait qu'il avait vu des traces blanches sur ses sous-vêtements. Il disait qu'il avait éjaculé après sa mort parce qu'il avait vu les 'houris'. Il a dit 'Hashakoum', les frères, il a éjaculé, ça veut dire que c'est la vérité ! Il y a bien des 'houris' au Paradis ! » Et les gens y ont cru, à cette histoire » ajoute, désabusé, ce repenté.

Femmes djihadistes : la menace à venir ?

Retenons, également pour finir, un point très inquiétant de ce récit brut, coup de poing salutaire pour regarder avec lucidité la menace face à nous. Le chapitre consacré aux femmes, aux revenantes. David Thomson pointe que les autorités ont d'abord sous-estimé la menace dont elles sont porteuses. Les traitant avec condescendance, plutôt en jeunes dindes enamourées, pathétiques Shéhérazade des cités, parties chercher le sultan charmant, qu'en passionnaires ayant envie d'en découdre (alors que l'engagement de femmes dans la radicalité terroriste est [documenté](#) depuis longtemps). On a toléré leur retour (souvent avec enfants en bas âge) en leur infligeant peu ou pas de peines, et en instaurant une molle surveillance. Pourtant les quelques phrases qui sont livrées ici, sans fard, glacent le sang.

À propos de *Charlie Hebdo* :

« J'aimerais tellement que ça se repasse. Et j'espère que la prochaine attaque ciblée, ce sera une sœur qui la fera ».

Mais le pire est à venir. Celles qui sont passées par Daech, avec la rage au cœur, reviennent avec une frustration de plus : Daech les a empêchées de combattre.

En [bons machistes](#) qui se respectent, les dirigeants de Daech considèrent que les femmes sont là pour épouser, cuisiner, écartier les jambes et enfanter. Donc pas pour combattre ! Même si, un premier camp d'entraînement a été ouvert récemment, car quand les bombes tuent à tout vent les djihadistes, on devient moins regardant avec les principes pour combler les rangs décimés. Les femmes revendiquent donc le droit à l'attentat suicide. Oui, oui, vous avez bien lu, elles jugent injustes que l'attentat suicide soit permis aux hommes et pas aux femmes (même si au Nigéria, la secte islamiste Boko Haram n'a pas ces pudeurs, faisant même exploser des [fillettes de 7 ou 8 ans](#)). Et certaines semblent sérieusement songer à réparer l'affront subi en Syrie, chez nous. L'explosion kamikaze sur le sol français comme stade ultime de l'égalité hommes/femmes, en quelque sorte !

Un livre à lire, vraiment.

La mondialisation : espérance pour les nations, avenir pour l'Europe

9 décembre 2016, 06:36 CET • Mis à jour le 9 décembre 2016, 15:48 CET

Auteur



1. Michel Davy de Virville

Directeur honoraire, co-directeur du séminaire Innovation managériale, Collège des Bernardins

Déclaration d'intérêts

Michel Davy de Virville co-dirige le séminaire Innovation Managériale du Collège des Bernardins.

Partenaires



COLLÈGE DES
BERNARDINS

[Collège des Bernardins](#) apporte des fonds en tant que membre fondateur de The Conversation FR.

[Voir les partenaires](#) de The Conversation France

[Republier cet article](#)



Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.



La mondialisation, une opportunité pour les uns, un risque pour les autres.

La mondialisation apparaît aujourd'hui, dans l'espace occidental comme une source majeure de disruption. Elle met en contact direct et sans ménagement la diversité de nos croyances et de nos cultures en favorisant la radicalisation.

À des inégalités de richesse entre les nations que nous étions trop heureux d'oublier elle substitue des inégalités entre nous qui nous opposent. Comment faire en sorte que ce mouvement, susceptible de charrier le meilleur comme le pire, ne conduise finalement à un « choc des espérances » ? C'est la question que nous nous sommes posée pendant deux années de recherche au Forum des Bernardins. Les événements qui se sont bousculés au cours des derniers mois lui donnent une actualité encore plus évidente.

Une réalité irréversible et ambivalente

La mondialisation nous est apparue comme une réalité irréversible, issue des progrès de la technique comme de l'interconnexion croissante de l'économie, des sociétés, des individus. Elle représente de formidables opportunités, comme en témoigne la diminution des populations en situation de grande pauvreté. Mais elle présente aussi des risques évidents : depuis les crises systémiques auxquelles expose l'interconnexion économique et financière croissante jusqu'aux risques de nouveaux affrontements issus notamment de l'accroissement des inégalités ou de l'affaiblissement des repères culturels traditionnels, confrontés les uns aux autres et dont la diversité se trouve brutalement dévoilée.

La mondialisation est ainsi perçue comme une redoutable menace par une partie de l'humanité qui redoute d'y perdre, et comme une formidable opportunité par une autre qui en tire profit.

Il nous est apparu que les règles actuelles de ce qu'il est convenu d'appeler la gouvernance mondiale, pour positive que soit leur existence et nécessaire que soit leur renforcement, ne sauraient suffire à elles seules à éviter ce « choc des espérances ». Il leur manque la capacité à proposer un avenir suffisamment convaincant à la mondialisation en facilitant la construction toujours laborieuse des compromis nécessaires, mais aussi à ce que cette construction produise du sens et une espérance progressivement partagée.

La nécessité d'une méthode

Il nous a semblé qu'une voie plus féconde, quoique plus modeste en apparence, pouvait être celle de la recherche patiente et obstinée de compromis plus partiels, plus temporaires, permettant en quelque sorte de créer une dynamique en avançant pas à pas. Ces compromis partiels et temporaires trouvent leur cadre le plus évident au niveau des nations mais aussi entre nations.

Finalement, la question de la méthode est, en réalité, centrale car elle constitue une sorte de préalable. Nous sommes convaincus que les acteurs impliqués dans la mondialisation peuvent et même doivent s'entendre sur une méthode qui permette de créer des lieux d'échanges, de dialogue des sages et de confrontation des attentes, pour préparer les compromis qui permettront à chacun de conserver ou de retrouver une espérance propre qui ne conduise pas au « choc des espérances ». C'est l'espérance dans la mondialisation que l'on doit accepter de chercher et de réaliser ensemble

le laboratoire européen

Les nations européennes offrent à la fois un exemple et un laboratoire de cette démarche, par les efforts qu'elles ont développés depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale pour réaliser pas à pas ce que l'on appelle la construction européenne. Certes, cette démarche est loin d'être parfaite et nul ne peut ignorer qu'elle produit aussi de la déception, voire de la frustration et même du rejet dans les nations européennes elles-mêmes. Mais elle n'en demeure pas moins une tentative sans équivalent de produire, par le compromis entre nations démocratiques, une voie commune de pacification, de coopération et d'union dont la force d'attraction demeure exceptionnelle.

Disons-le d'une façon plus frappante : si nous désertons la construction d'une espérance par et dans la mondialisation pourquoi nous étonner que la barbarie terroriste ne vienne comme un gaz délétère, remplir le vide que nous aurions ainsi, inconsciemment peut être, laissé s'ouvrir. La question de l'espérance nous ne pouvons pas l'abandonner, quelque prétentieuse ou irréaliste qu'elle puisse apparaître. Beaucoup le peuvent, mais pas nous, héritiers des lumières et de la tradition judéo-chrétienne. Nous nous devons de retrouver le sens de ce que nous avons très largement « décidé » d'engager.

Bien plus, nous en sommes convaincus, c'est en nous attelant à cette tâche que nous pouvons espérer retrouver les clés de notre avenir. Les barbares qui occupent nos médias et qui sèment la mort pour répandre la désunion et le désespoir ne se trompent pas d'ennemis : c'est bien la construction d'un espoir pluraliste dans la mondialisation qu'ils essayent d'enrayer.

Ce texte est issu d'une réflexion de deux années du Forum des Bernardins qui vient de publier chez Herman « La mondialisation : espérance pour les nations, avenir pour l'Europe ».

Le terrorisme, cet éternel recommencement

7 novembre 2016, 22:04 CET

Auteur



1.

[Eric Martel](#)

Docteur en Sciences de Gestion, Université Paris Sud – Université Paris-Saclay

Déclaration d'intérêts

Eric Martel ne travaille pas, ne conseille pas, ne possède pas de parts, ne reçoit pas de fonds d'une organisation qui pourrait tirer profit de cet article, et n'a déclaré aucune autre affiliation que son poste universitaire.

Partenaires



[Université Paris-Saclay](#) apporte des fonds en tant que membre fondateur de The Conversation FR.



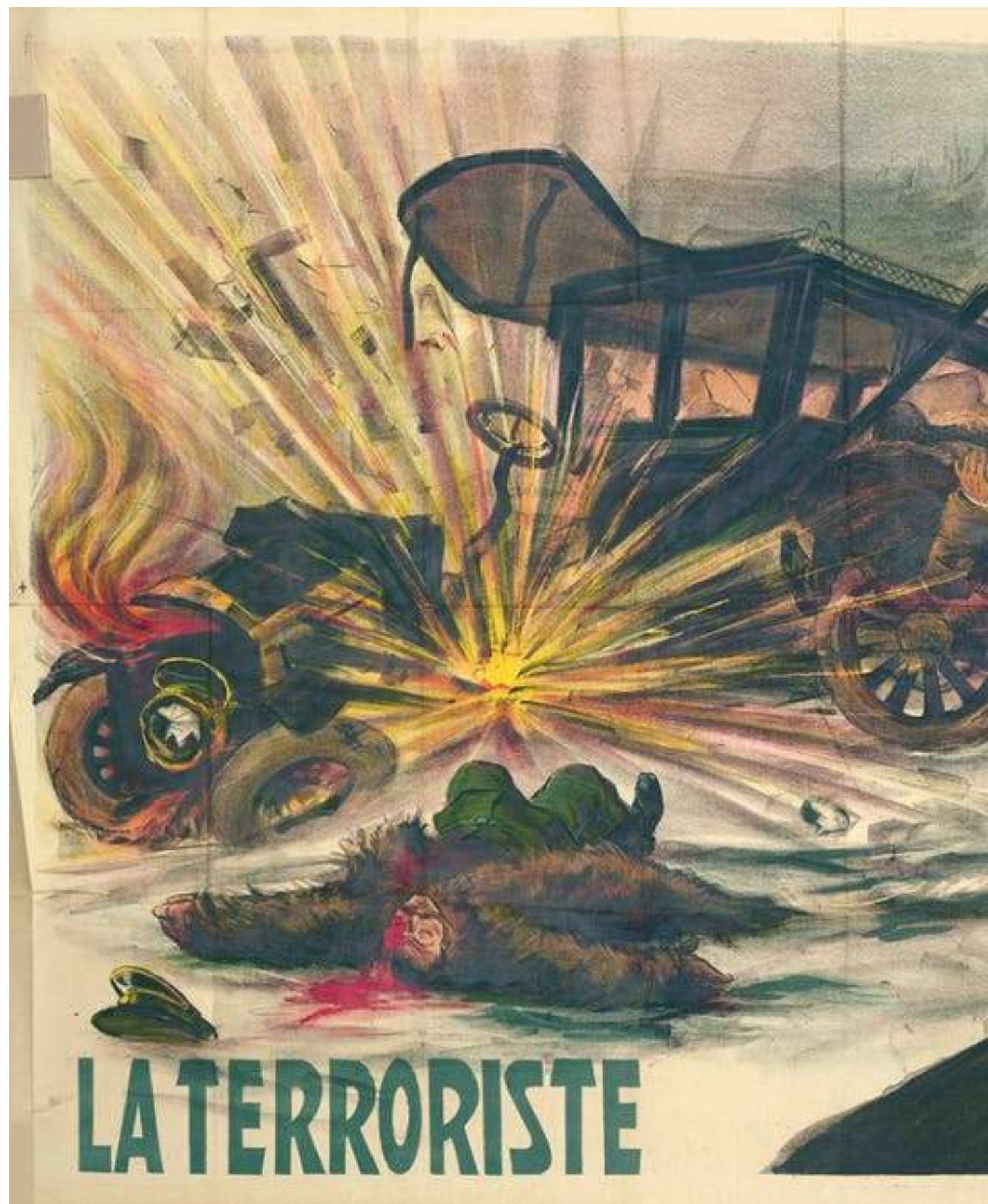
[Université Paris Sud](#) apporte un financement en tant que membre adhérent de The Conversation FR.

[Voir les partenaires](#) de The Conversation France

[Republier cet article](#)



Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.



LA TERRORISTE

Attentat anarchiste, à la fin du XIX^e siècle. Wipedia/DR

« Cette société infecte doit être découpée en plusieurs catégories, la première comprend tous ceux qui doivent être immédiatement condamnés à mort » (Netchaïev, 1869)

Ces propos d'une extrême violence, que l'on s'attendrait à rencontrer dans un communiqué de l'organisation État islamique ou d'Al Qaïda, ont été tenus il y a plus d'un siècle par un terroriste russe, [Netchaïev](#) dans son « [catéchisme du révolutionnaire](#) ». Le terrorisme djihadiste qui nous paraît si nouveau, voire étrange, ne fait souvent que réinvestir des pratiques anciennes que le terrorisme marxiste-léniniste de l'après-guerre, caractérisé par son souci d'organisation, de cohérence tactique, stratégique et idéologique, nous a fait oublier.

Si l'on s'intéresse aux terrorisme anarchiste et au terrorisme russe du XIX^e siècle, on retrouve en effet de nombreux points communs avec ce « nouveau » terrorisme djihadiste que certains acteurs politiques associent de manière indiscriminée à une nouvelle forme de fanatisme religieux. La création récente de centres de « déradicalisation » s'inscrit d'ailleurs dans le prolongement de cette vision.

En fait, la pratique terroriste, de par ses fortes contraintes, détermine certains types d'actions et de comportements. À titre d'exemple, l'expression fréquemment utilisée aujourd'hui de « loup solitaire » qui désigne un individu agissant seul et de son propre fait. Ce phénomène qui nous paraît totalement nouveau, fait référence à un mode d'action omniprésent dans le terrorisme anarchiste de la fin du XIX^e siècle. Associé à l'individualisme, l'amateurisme de ces terroristes en herbe est également une constante du terrorisme anarchiste de cette époque. En ces temps, l'on considérait que l'idéologie anarchiste conduisait tout naturellement à une [pratique individualiste du terrorisme](#) ; aujourd'hui, on considère qu'elle résulte d'un processus de radicalisation.

En réalité, il s'agit d'une modalité de l'action terroriste, les individus agissant seuls sont plus difficiles à repérer. Pour mieux comprendre ces « invariants » de l'action terroriste, nous avons sélectionné trois points communs qui nous paraissent particulièrement pertinents : les sources de motivation des terroristes, leur rapport à la vie, leur individualisme et – par voie de conséquence – leur amateurisme.

Sources de motivation

Plus que le fanatisme, qu'il soit idéologique ou religieux, il semblerait que le mobile premier de ces terroristes soit le ressentiment voire une hostilité affirmée envers la société et, dans certains cas, un désarroi individuel. Pour Netchaïev, « la société est infecte » et « le révolutionnaire exècre et abhorre l'éthique sociale existante ». Il est « impitoyable envers la société éduquée et privilégiée ».



Portrait du militant anarchiste « Ravachol ».

[Fondo Antiguo de la Biblioteca de la Universidad de Sevilla/Flickr, CC BY](#)

Cela est particulièrement vrai pour les anarchistes qui agissent souvent par réaction. Ainsi François Claudius Koenigstein, dit [Ravachol](#), fait exploser le domicile du substitut Bulot pour venger la condamnation lourde de trois manifestants anarchistes que ce dernier venait d'obtenir. Vaillant, jetant une bombe dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale, agit par désespoir social. Lors de son procès, il affirma avoir « [au moins la satisfaction d'avoir blessé la société actuelle](#) » et revenant sur son désespoir de ne pouvoir subvenir aux besoins de sa famille, il explique avoir voulu une mort utile qui symbolise « [le cri de toute une classe qui revendique ses droits et qui bientôt joindra les actes à la parole](#) ».

Les informations dont nous disposons sur les terroristes djihadistes ayant sévi depuis 2012 ne nous permettent pas d'établir avec précision leur profil psychologique. [Moussa Coulibaly](#), auteur d'une attaque au couteau en 2015 aurait exprimé sa « haine de la France ». Il semble raisonnable d'émettre l'hypothèse que l'auteur de l'attentat de Nice était davantage mû par une aversion à l'égard de ses concitoyens que par des troubles psychiatriques. Il est d'ailleurs curieux de signaler que plusieurs terroristes anarchistes du XIX^e ont été considérés comme des « fous » et condamnés par des intellectuels anarchistes eux-mêmes. Des chercheurs comme [Fahrad Khosrokhavar](#) et [Alain Bertho](#) s'orientent, quant à eux, vers l'expression d'un ressentiment liée à une sorte de désespoir social lorsqu'ils s'interrogent sur les motivations des terroristes djihadistes en France.

Ce qui semble également apparaître au vu des profils de ces terroristes, c'est leurs liens, comme il en fut pour les anarchistes, avec des formes de délinquance. Dans les deux cas, le passage à une action violente à caractère idéologique prend la forme d'une rédemption qui leur permet de structurer leur ressentiment.

Rapport à la vie

Pour Netchaïev « le révolutionnaire est un homme perdu d'avance ». [Kravtchinski](#) (1863), lui, considérait que « le terroriste combine en lui les deux sommets sublimes de la grandeur humaine : le martyr et le héros. Du jour où il jure du fond du cœur, de libérer son peuple et sa patrie, il sait qu'il est voué est à la mort. »

Plus prosaïquement, le magazine *Inspire* (édité par Al Qaïda Péninsule Arabique), dans son édition de l'automne 2010, explique comment mener une [attaque avec un véhicule utilitaire](#) en précisant bien que ce type d'action, de par sa nature et ses contraintes techniques, est une opération sans espoir de retour.

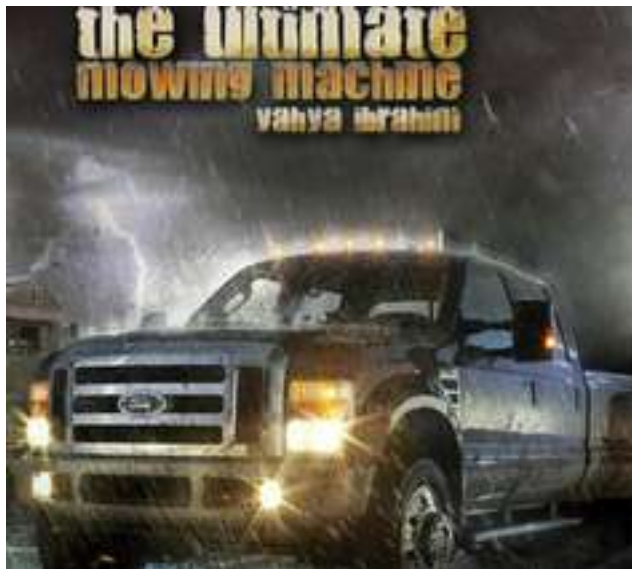
Comme l'avaient compris les terroristes russes du XIX^e siècle, pour être efficace, il est nécessaire d'être « libéré » de toute préoccupation quant à son propre sort. C'est ainsi qu'en 1881, [Grinevietzki](#) s'approche du convoi impérial d'Alexandre II et fait exploser sa bombe, il n'en réchappera pas, le tsar non plus. De la même façon, lorsque le macédonien « Vlada » [tire sur le roi de Yougoslavie](#) et le tue, en 1934 à Marseille, il sait que ses chances de survie sont minces. Il meurt le soir même.

Séparé de sa propre vie, le terroriste entretient un rapport particulier avec la vie des autres. Pour Netchaïev, le révolutionnaire ne mérite pas de l'être « s'il ressent de la pitié pour qui que ce soit en ce monde ». Seuls comptent l'efficacité et l'action. Alors que les premiers attentats anarchistes étaient ciblés, une évolution se fait sentir dans l'assimilation de tous les membres d'une classe sociale honnie – la bourgeoisie – à l'ennemi à abattre. C'est ainsi qu'en 1893, Santiago Salvador lance deux bombes sur le public du Grand Théâtre du Liceu de Barcelone faisant plus de 20 morts.

Chez les djihadistes européens, cette évolution vers des cibles civiles indiscriminées s'est faite de manière nettement plus rapide, comme le montre la trajectoire de [Mohamed Merah](#) en 2012.

Individualisme et amateurisme

Le phénomène du loup solitaire, on l'a dit, n'est pas nouveau. C'est même une constante de l'action anarchiste. Au XIX^e siècle, ce mode d'action est associé à la doctrine anarchiste elle-même. Cela n'exclut pas, bien au contraire, des actions commises dans un cadre collectif. Cette indépendance d'action constitue, comme aujourd'hui, une protection imparable contre des tentatives d'infiltration de la police.



Extrait du magazine « Inspire », automne 2010. DR, Author provided

Chez les anarchistes, les actions individuelles étaient encouragées par des publications incitant à l'action. Elles comportaient des rubriques « anti-bourgeoises » expliquant comment fabriquer soi-même une bombe. D'une certaine façon, le [magazine Inspire](#) d'Al Qaïda avec ses [rubriques « pratiques »](#) en serait le lointain héritier.

L'amateurisme des terroristes djihadistes agissant à titre individuel est également une constante des anarchistes. Si certains comme Ravachol ou [Émile Henry](#) se montrent particulièrement doués, d'autres font preuve de maladresse.

Ainsi [Amédée Pauwels](#) qui voulant commettre un [attentat à la bombe](#) contre l'église de la Madeleine en 1894, renverse par un geste maladroit sa « marmite infernale » et se tue.

La longue suite d'attentats survenus en France depuis 2012 témoigne de l'amateurisme des terroristes djihadistes. Si certains, comme l'auteur de l'attentat de Nice, font preuve d'organisation en [préparant soigneusement leurs actions](#), d'autres – comme [Sid Ahmed Ghlam](#) (2015) – se distinguent par leur maladresse. Ce dernier tua une jeune femme et se tira une balle dans la jambe en voulant lui voler sa voiture, ce qui l'empêcha de commettre un attentat prévu contre les fidèles d'une église qui aurait pu être particulièrement meurtrier.

Si les djihadistes ont renoué avec une « tradition » ancienne, ils l'ont développée à un niveau inimaginable au XIX^e siècle. Les 12 morts de la vague d'attentats anarchistes de 1892-94 en France, voire le record absolu de l'époque, les 40 morts de la [procession du Corpus Christi](#) à Barcelone en 1896, paraissent peu de choses en comparaison de l'attentat de Nice et les attentats du 13 novembre 2015.

Signe des temps, il semble bien que les terroristes djihadistes se soient engagés dans une course à la performance meurtrière qui les distingue radicalement des terroristes anarchistes d'antan.

Le martyr djihadiste féminin, un post-féminisme régressif

2 novembre 2016, 00:34 CET

Auteur



1. Farhad Khosrokhavar

Directeur d'études, directeur du CADIS, École des hautes études en sciences sociales (EHESS)

Déclaration d'intérêts

Farhad Khosrokhavar ne travaille pas, ne conseille pas, ne possède pas de parts, ne reçoit pas de fonds d'une organisation qui pourrait tirer profit de cet article, et n'a déclaré aucune autre affiliation que son poste universitaire.

Partenaires



[École des Hautes Études en Sciences Sociales \(EHESS\)](#) apporte un financement en tant que membre adhérent de The Conversation FR.

[Voir les partenaires](#) de The Conversation France

[Republier cet article](#)



Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.



Raqqa, mai 2013. Beshr Abdulhadi/Flickr, [CC BY](#)

En Europe, et en particulier en France, on assiste depuis l'éclatement de la guerre civile en Syrie (en 2011) à l'apparition d'un type de djihadiste féminin dont l'accroissement tangible constitue une vraie nouveauté. Auparavant, les djihadistes femmes étaient l'exception ; à présent, on dénombre quelques centaines d'Européennes en Syrie, et d'autres qui ont voulu y aller et en ont été empêchées par les autorités.

Parmi les caractéristiques de ces jeunes femmes, nombre d'entre elles sont des adolescentes ou des post-adolescentes qui côtoient des jeunes femmes d'une vingtaine ou trentaine d'années. Elles évoluent souvent [dans un univers onirique](#)

[qui ne procède pas du djihadisme](#) mais – au mieux – d’une forme de pré-djihadisme, projetant sur leur implication des fantasmes qui ont peu à voir avec la réalité de l’univers idéologique et mental de la radicalisation stricto sensu.

On relève, par ailleurs, qu’elles sont majoritairement issues des classes moyennes et des petites classes moyennes, et non des classes populaires. Si certaines d’entre elles habitent en banlieue, elles sont issues des petites classes moyennes pavillonnaires. Et elles figurent souvent parmi les bonnes élèves.

Enfin, autre trait spécifique : elles sont en grand nombre des converties – du christianisme, du judaïsme (quelques cas), voire du bouddhisme, ou issues de familles agnostiques ou athées. Et issues [des couches moyennes](#), comme leurs [homologues masculins](#).

Le djihadiste, ce « mari idéal »

Contrairement aux jeunes hommes des banlieues, la haine de la société n’est pas la motivation centrale dans leur départ vers le théâtre de guerre en Syrie. Plusieurs logiques interfèrent.

Tout d’abord, une vision distordue de l’humanitaire : les frères en religion (les Sunnites) auraient besoin d’aide face au pouvoir hérétique et maléfique d’Assad (alaouite, pour les Sunnites secte déviante) et il faudrait s’engager pour être aux côtés des hommes.

L’image de l’homme idéalisé est aussi au centre de la vision de cette jeunesse féminine (souvent post-adolescente) qui présente des traits de désenchantement vis-à-vis du féminisme des mères ou grands-mères. Il y a chez ces adolescentes ou jeunes femmes comme une forme d’idéalisation de la virilité masculine de celui qui s’exposerait à la mort et qui, dans cet affrontement, se montrerait viril, sérieux et sincère.

Ces trois adjectifs donnent un sens à l’expression de « mari idéal ». Celui-ci est, pour commencer, capable de restaurer l’image de la masculinité fortement nivelée en raison même de l’évolution de la société. En second lieu, il est « sérieux » puisqu’en combattant l’ennemi il révèle son engagement définitif, à la différence de ces jeunes hommes qui montrent des traits d’immaturité et de volatilité. Ces jeunes prêts au martyre incarnent l’image de l’homme idéal aux yeux de ces filles et semblent avoir détrôné l’image du Père.

Enfin, la sincérité est le troisième trait fondamental de ces jeunes djihadistes : puisqu’ils acceptent d’aller jusqu’à la mort au nom de leur idéal, ils seront « sincères » avec leur femme, leur degré de fiabilité se mesurant à leur capacité à prouver leur authenticité sur le champ de bataille.

La « bonne inégalité »

Ce type de jeune incarnant les vertus cardinales de véracité serait donc l’idéal de l’homme à épouser pour échapper au malaise de l’instabilité et de la fragilité croissante qui caractérisent les couples modernes. Souvent issues de mariages recomposés en France, ayant fait l’expérience de la précarité des liaisons conjugales de leurs parents et ayant vécu le nivellement de la condition masculine dans le divorce, ces jeunes djihadistes en viennent à rejeter autant l’image de l’homme que celle de la femme qui règne dans la société moderne.

Elles se mettent en quête d’une forme d’utopie anthropologique où le sentiment de confiance et de la sincérité absolue se conjuguerait à celui de la « bonne inégalité ».

Les sites djihadistes de l’État islamique (Daech), qui savent manipuler la sensibilité de ces jeunes filles, exploitent ce type de fascination en insistant sur l’image noble de la femme qui serait à l’abri de l’instabilité moderne et qui vivrait dans la confiance absolue de l’homme. Ce dernier paraît alors comme un appui majeur (un « héros ») et un soutien indéfectible. Il n’est pas efféminé, il sait comment lutter et relève le défi de l’adversité.

Surtout, une vision naïvement romantique de l'amour se conjuguerait avec l'attrait de la guerre, voire de la violence. Une partie de ces jeunes filles seraient en effet [fascinées par la violence guerrière](#).

La fascination pour la violence

Par ailleurs, les premières vagues de jeunes femmes qui sont parties en Syrie servent de « recruteuses » : elles envoient des e-mails, entretiennent des blogs, donnent une image idyllique de la situation de l'épouse des « mujahids » (combattants du djihad) en Syrie. Quelquefois, une fois sur place, les « muhajirat » (les immigrées) épousent des Européens qui ont rejoint les rangs des combattants djihadistes en Syrie. C'est le cas de Khadijah Dare, une Londonienne qui s'est mariée à un Suédois combattant aux côtés de l'État islamique et qui a opté pour le [nom d'Abu Bakr](#).

Dans certains cas, la violence guerrière ne fascine pas seulement les hommes, mais aussi les jeunes femmes, la vie dans cette situation « exceptionnelle » revêtant un sens et une intensité qui fait oublier – pour un temps – la situation inférieure de la femme que l'on dissimule alors sous la notion de « complémentarité ».

Du fait du rapprochement culturel entre hommes et femmes dans les sociétés occidentales, la violence n'est plus perçue, à la différence du passé, comme étant l'apanage exclusif de l'homme. La femme peut y participer, indirectement à tout le moins, en l'exerçant contre d'autres femmes perçues comme étant hérétiques : par exemple, contre les femmes « yézidies » ou des Assyriennes réduites en esclavage par l'État islamique et servant à satisfaire l'appétit sexuel des combattants. La direction de ces lupanars islamiques est confiée à ces jeunes femmes occidentales qui ont embrassé l'islam. Elles font partie de la [brigade Al Khansaa](#), une police qui impose la loi de la charia aux femmes.

Parfois, la famille entière a émigré en Syrie et, dès lors, la mère et la fille se côtoient au sein de cette brigade. Dans d'autres cas, des sœurs partent ensemble : il en va ainsi des jumelles [Salma et Zahra Halane](#), âgées de 16 ans, qui ont rejoint ladite brigade.

En enrôlant certaines de ces jeunes filles dans des brigades pour l'imposition de leur version de la charia, les acteurs de l'État islamique leur donnent une forme de légitimité et, surtout, leur confèrent du pouvoir sur les non-Musulmanes ou les « mauvaises Musulmanes », souvent plus âgées qu'elles. L'exercice de la répression leur confère alors le sentiment d'être devenues adultes.

La dignité d'une future mère du Califat

Les mêmes autorités poussent ces jeunes filles à épouser des combattants, de préférence européens. Des filles adolescentes sont déclarées aptes au mariage – même à partir de l'âge de 9 ans – et à fonder une famille dont les enfants seront endoctrinés par l'État islamique. Tout à l'enthousiasme de fonder une famille « islamique », dont on exalte la noblesse et où elles assumeront le rôle idéalisé de mère au sein du califat, ce statut occulte à leurs yeux le statut inférieur de la femme au sein de l'État islamique.

En raison de l'instabilité du mariage moderne, dont sont souvent issues ces jeunes filles ou qui s'y sentent exposées, l'union « éternelle » avec un combattant de la foi les comble dans leur aspiration au lien romantiquement indestructible de l'amour religieusement légitime. À leurs yeux, celui-ci leur ferait échapper à l'impureté des copinages peccamineux (répréhensibles) entre garçons et filles dans le monde monotone d'un Occident dépourvu de violence massive.

En résumé, l'ambiance guerrière, le mythe de la pureté islamique sous Daech, l'idée de l'héroïsme de leur homme, leur dignité en tant que futures mères et, enfin, l'existence de ce monde totalement différent de leur contrée d'origine où la violence devient festive les aimantent. Au moins pour un temps.

Vertige face au vide d'autorité

La famille moderne de classe moyenne est de plus en plus recomposée. Double paternité (le père biologique, père « légal ») et double maternité (la mère biologique et, plus rarement, quand l'enfant habite chez les pères, la mère « légale » qui est l'épouse du père) ouvrent un espace de jeu à l'enfant qui peut se doter de marges de manœuvre plus importantes que par le passé en manipulant l'autorité de chaque membre du couple. La multiplication des sources de l'autorité l'affaiblit et, contrairement à la famille patriarcale traditionnelle, où l'enfant souffrait d'un excès d'autorité paternelle, sa démultiplication ouvre un espace de manipulation à l'enfant, tout en devenant une source d'angoisse et d'incertitude pour les parents.

Par ailleurs, le statut de l'enfant érigé en « pré-adulte » incite celui-ci à prendre conscience de certains droits de manière plus précoce que par le passé. Dans le même temps, avec les nécessités de la vie et l'allongement de la durée des études, les enfants restent plus longtemps chez leurs parents, prolongeant du même coup l'adolescence et la dépendance affective et économique.

Toutefois, cet espace de jeu est donc également le lieu d'une angoisse : la dispersion voire le vide de l'autorité, le vertige face à des marges de manœuvre dont le jeune pré-adulte dispose et qui rend possible – via Internet – la plongée dans un autre univers que celui des parents. Il peut vivre ainsi dans un virtuel qui lui semble terriblement réel, faute d'ancrage de l'autorité dans son univers symbolique. Le djihadisme joue avec succès sur ces deux palettes, via Internet, mais aussi en donnant le sentiment aux adolescents de pouvoir devenir « adultes » en embrassant la cause de l'islam radical.

En résumé, on est ainsi en présence, d'un côté, d'une crise de l'autorité parentale et, de l'autre, d'une diversification des univers imaginaires où le virtuel et le réel tendent à devenir indiscernables par réseaux sociaux interposés. Enfin, il convient de mettre en exergue l'existence d'une réalité quotidienne où les filles ont de plus en plus le sentiment d'être entourées de jeunes garçons immatures, qui ont perdu leur « virilité » en même temps qu'ils ont abdiqué leur supériorité masculine d'intelligence et de savoir-faire. Les filles peuvent donc désormais les affronter dans tous ces domaines à armes quasiment égales.

Des djihadistes « mortellement sérieux »

Ce détronement des jeunes hommes est concomitant avec l'exaltation du jeune djihadiste dont les filles cherchent à devenir l'épouse. Qu'est-ce qui est irrésistiblement attirant chez lui ? La réponse, on l'a dit, est sans équivoque : l'affrontement de la mort. Celle-ci est la pierre de touche de quatre traits fondamentaux qui façonnent en quelque sorte le portrait de l'homme idéal pour ces jeunes filles : le sérieux, la sincérité, la virilité et la confiance.



Véhicule carbonisé dans une rue de Raqqa, en 2013. [Beshr Abdulhadi/Flickr](#), CC BY

Contrairement aux garçons qu'elles côtoient tous les jours, les djihadistes sont « mortellement sérieux » : ils luttent à mort contre l'ennemi, ils incarnent la face « réelle » de la vie et non point cette attitude « efféminée » des jeunes hommes qui exposent leur « non-sérieux » face à la vie. Ils apparaissent aussi comme le « soutien » attendu par des jeunes filles qui voudraient s'appuyer sur un homme pour supporter le poids d'une vie de plus en plus pesante. Non seulement la femme conjugée au futur doit gagner sa propre vie, mais elle doit aussi prendre en charge la vie

domestique et, surtout, vivre avec un homme qui désincarne l'idéal, à force d'être nivelé symboliquement dans les relations intimes.

L'homme qui affronte la mort fait renouer sur le plan imaginaire avec le sublime masculin, il redonne un sens à la « virilité ». Ce sublime « réarchaïse » les relations et idéalise une masculinité qui ne parvient à se maintenir qu'au prix du face à face avec la mort, pas dans la vie. Il y a comme une angoisse de la vie qui se surmonte par l'idéalisation de cet homme nouveau. Celle-ci vient combler le vide mental où l'on se débat en raison d'absence d'autorité légitime.

Romantisme naïf

La jeune fille pense qu'elle peut s'appuyer sur cet homme nouveau, un surhomme dont la violence le rehausse au-dessus de la mêlée et crée du sens – un peu comme ces jeunes femmes qui écrivent des lettres d'amour à des criminels avérés en prison, leur proposant leur corps et leur âme, même à ceux d'entre eux qui ont commis des crimes sexuels atroces.

Ce fut le cas de [Guy Georges](#), tueur en série et violeur de plusieurs femmes qui a reçu pendant longtemps de nombreuses lettres de jeunes femmes voulant être ses maîtresses. Ou encore celui de figures du grand banditisme, tel Antonio Ferrara, qui reçoivent des lettres d'amour de jeunes femmes éprises de leur « nature exceptionnelle » et de leur masculinité hors norme.

La sincérité apparaît donc comme le trait dominant de ces combattants de la foi et la jeune fille peut leur faire confiance pour mettre entre leurs mains son destin, sans craindre d'être déçue, tant ils sont éloignés de leur ancienne vie quotidienne, paisible et – de ce fait – terriblement terre à terre. Un romantisme naïf doublé de quête d'exotisme, en quelque sorte.

La quête de l'autorité à tout prix pousse à rechercher ardemment le pouvoir sous sa forme la plus répressive et à s'y soumettre, dans une « servitude volontaire ». Daech devient l'incarnation de ce type de légitimité. Et plus ce pouvoir apparaît répressif, plus il est attrayant. Il s'agit d'une quête éperdue de la « transcendance répressive » pour parer au manque de sens dans cette immanence généralisée où l'on vit et où la nouvelle configuration de la famille, du politique et du social font de l'égalitarisme la figure de proue du Sens.

Pourquoi l'islam ?

Pourquoi alors est-ce l'islam qui est privilégié dans cette quête de sens ? D'abord en raison du vide de l'extrémisme violent sur le marché des idéologies : Action directe, les Brigades rouges, le groupe Baader-Meinhoff appartiennent au passé et l'extrême droite inspire quelques-uns, mais ne présente pas d'idéologie de sacralisation. Il s'agit tout au plus d'une vision désacralisante de la démocratie, identifiant en l'immigré la figure de l'ennemi à abattre.

L'islam, dans sa version djihadiste, satisfait à deux besoins contradictoires au sein de la nouvelle jeunesse de classe moyenne européenne : il porte en lui une vision anti-impérialiste d'un côté, une vision hyperpatriarcale de l'autre. Ceux qui veulent en découdre avec l'ordre mondial dominé par les États-Unis y trouvent des ressources idéologiques, et ceux qui souffrent de malaise d'identité et ont besoin d'une transcendance absolue y découvrent une source inépuisable de sacralisation répressive.



Dans une rue de Raqqa, en 2013. [Beshr Abdulhadi, CC BY](#)

Les jeunes hommes qui souffrent d'un complexe de castration en raison du déploiement des femmes dans tous les recoins de la société peuvent y adhérer (on leur promet la restauration d'un « hiéro-patriarcat » que l'on attribue à la volonté divine). Et les jeunes femmes aux prises avec un postféminisme désenchanté vis-à-vis d'une existence où elles doivent gagner leur vie tout en assurant les affaires domestiques trouvent les ressorts d'une vie nouvelle où elles seraient « complémentaires » des hommes. Elles peuvent s'y attribuer le rôle noble de s'occuper de la famille sans se soucier des finances, assurées par l'homme.

Et surtout, elles se trouvent comme réenchantées par le nouveau rôle qui leur est assigné d'être la mère des futurs djihadistes, la noblesse de ces derniers rejaillissant sur elles et leur nouveau rôle social. Dans cet état mental, le départ d'une fille vers la Syrie peut servir de facteur incitateur vis-à-vis de ses copines, la [compétition au sein du groupe et la volonté d'imiter](#) au sein de la dynamique du groupe jouant un rôle important.

Qui part ?

Les jeunes filles qui partent peuvent être d'origine musulmane tout comme elles peuvent être des converties. Les parents ne perçoivent pas, la plupart du temps, l'inflexion dans leur attitude et demeurent dans leur propre univers où

la communication avec leur progéniture se déroule dans l'ignorance de ces nouvelles motivations. Paradoxalement, la relation effusive avec les jeunes filles se révèle un obstacle qui empêche la communication avec les parents. La notion d'autorité diluée dans les familles souvent recomposées et l'enfermement dans un univers d'Internet (plusieurs adresses Facebook dont certaines, en liaison avec les sites djihadistes, inconnues des parents), où leur maîtrise des réseaux est largement supérieure à celle des parents, rendent encore plus difficile l'exercice de l'autorité.

Cette ignorance dénote, d'une part, le fossé qui s'est creusé entre les deux mondes – celui de l'adolescente et celui des adultes – et, de l'autre, la dilution de la notion d'autorité qui, jadis, servait à faire intérioriser aux jeunes des modèles de conduite normés, indépendamment de leur propre vue du monde. À présent, l'affaiblissement de l'autorité patriarcale et sa dispersion entre plusieurs personnes, conjugués à la non-intériorisation des modèles de conduite imposés, engendre une distanciation qui peut aller jusqu'à la rupture avec la famille au nom d'un idéal que le jeune sélectionne sur les réseaux sociaux ou dans les relations de complicité avec les copains et les copines. Et ce, à l'insu des parents dont le monde vécu est différent du sien et qui ne voient souvent rien venir.

Dans le [cas de l'adolescente musulmane de 14 ans vivant à Argenteuil](#) dans le Val d'Oise, elle s'est absentée le mercredi, envoyant vers 18 heures un texto à ses parents pour leur demander de regarder sous son matelas dans sa chambre la lettre qu'elle y avait mise. Elle y expliquait qu'elle partait en Syrie pour pouvoir pratiquer librement sa religion.

Des femmes qui décident : le cas de Hayat Boumedienne

Des femmes adultes, de classe moyenne mais aussi des banlieues, sont parties en Syrie. Dans certains cas, des familles entières, dont la mère, ont quitté le territoire national pour la Syrie. Dans d'autres, des femmes ont opté pour le djihadisme en marquant une autonomie importante par rapport à leur conjoint.



Hayat Boumedienne à son arrivée en Turquie, en janvier 2015. [DR, CC BY-NC-ND](#)

Hayat Boumedienne, 26 ans, née au sein d'une famille algérienne de sept enfants, est paradigmatique dans ce sens. Sa mère meurt quand elle a six ans, elle est placée en foyer avec certains de ses frères et sœurs. Caissière, elle rencontre Amedy Coulibaly en 2009 et doit quitter son travail parce qu'elle entend porter le voile intégral.

Hayat Boumedienne part en Turquie le 2 janvier 2015, une semaine avant que Coulibaly ne s'engage dans ses attentats meurtriers, puis elle quitte la Turquie pour la Syrie à la veille des attaques en France. Ce qui laisse supposer qu'elle était au courant de la décision de Coulibaly et de sa volonté de mourir en martyr dans l'affrontement avec les forces de l'ordre. Elle aurait choisi sa propre voie, étant enceinte et visant à rejoindre Daech pour y élever son enfant et de mener sa propre aventure de femme djihadiste.

D'origine modeste, ayant vécu dans un foyer, sa vision du monde est totalement différente de celle des jeunes femmes de classe moyenne et de leur romantisme échevelé. Elle partage plutôt celle de son « mari » qui avait la haine de la société et dont l'islamisation s'apparentait principalement à la sacralisation de ladite haine. Son volontarisme – elle choisit une autre voie que celle de son mari – manifeste une forme d'autonomie de la part de certaines femmes

djihadistes qui partagent les idéaux de leur conjoint mais optent pour un autre chemin (départ en Syrie) plutôt que de demeurer auprès d'eux.

Son exemple, comme celui des nombreuses jeunes femmes qui se sont rendues en Syrie, montre que l'interprétation courante qui les désigne comme des « victimes » du fondamentalisme ou du patriarcat arabo-musulman est manifestement défailante : elles prennent des initiatives, se comportent comme de véritables actrices de la « guerre sainte » et s'affirment sans ambiguïté dans cette attitude. Le djihadisme révèle, à tout le moins chez les jeunes femmes adultes, une capacité d'individuation indéniable. Même si leur affirmation de soi s'achèvera par leur refoulement dans une situation d'infériorité insurmontable une fois qu'elles auront accepté de vivre sous l'égide de l'État islamique de Syrie et d'Irak.

À côté de ces jeunes filles et femmes qui optent pour le djihadisme, on trouve le contre-exemple des femmes peshmergas du côté kurde qui luttent les armes à la main contre Daech et parviennent à se faire reconnaître dans un [statut encore précaire de quasi-égalité](#) avec les hommes, ouvrant une brèche dans le privilège masculin de manier les [armes meurtrières dans la lutte contre l'ennemi](#).

Hasna Aït Boulahcen, le simulacre djihadiste

L'[exemple de Hasna Aït Boulahcen](#), une jeune femme de 26 ans, issue d'une famille de petite classe moyenne d'origine immigrée marocaine, est aussi un autre cas de figure. Elle a été placée en foyer à l'âge de 8 ans et s'est trouvée dans un vide mental en raison de l'éclatement de sa famille. Elle n'arrive pas à se fixer dans une famille d'accueil, prenant souvent la fuite.

Alors que Boumedienne est une jeune femme qui sait ce qu'elle veut et s'engage dans l'aventure djihadiste pour s'affirmer de manière plus ou moins autonome par rapport à son compagnon Amédy Coulibaly, Hasna donne l'impression d'une fille perdue qui adhère par esprit d'aventure et pour s'affirmer dans des formes de radicalisation souvent simulée et qui se trouve impliquée dans le terrorisme par son cousin Abdelhamid Abaoud. Celui-ci lui demande de l'héberger après les attentats du 13 novembre.

Le djihadisme des jeunes femmes adulte semble donc osciller entre ces deux modèles d'affirmation de soi (Boumedienne) et d'oscillation identitaire dans l'indécision et le simulacre djihadiste (Boulahcen).

Des groupes exclusivement féminins et autonomes

En septembre 2016, trois jeunes femmes ont tenté de faire sauter une voiture piégée à Paris et faute d'y parvenir, l'une d'elles, âgée de 19 ans, a poignardé un policier. Dans le même mois, des jeunes filles prêtes à en découdre et à intervenir violemment en France ont été repérées et arrêtées par les forces de l'ordre.

Dès lors, on peut se demander s'il ne s'agit pas d'un nouveau genre de féminisme islamiste radical où le groupe serait composé exclusivement de femmes – même si un homme a assumé le rôle d'incitateur et de recruteur de loin, à partir des réseaux sociaux, Rachid Kassim. Par ailleurs, la violence est intégrée dans le schéma directeur du groupe, contrairement aux tendances dominantes du féminisme en Occident.

Ce nouveau genre d'affirmation de soi de femmes en rupture avec le modèle dominant du féminisme pose la question des tendances inédites au sein de l'Europe où des femmes, peu au fait de la situation réelle en Syrie, adhèrent à l'islamisme radical et contrairement aux cas moyen-orientaux (où les femmes djihadistes agissent pour venger leur mari, leur père, leur frère ou leur cousin), tentent d'agir de manière autonome, sans être dirigées directement par un homme.

La pensée scientifique du terroriste djihadiste

13 octobre 2016, 21:24 CEST

Auteur



1.

[Thomas Lindemann](#)

Professor of International Relations & Political Science at L'École polytechnique, Université de Versailles Saint-Quentin en Yvelines – Université Paris-Saclay

Déclaration d'intérêts

Thomas Lindemann ne travaille pas, ne conseille pas, ne possède pas de parts, ne reçoit pas de fonds d'une organisation qui pourrait tirer profit de cet article, et n'a déclaré aucune autre affiliation que son poste universitaire.

Partenaires



[Université Paris-Saclay](#) apporte des fonds en tant que membre fondateur de The Conversation FR.



[Université de Versailles Saint-Quentin en Yvelines](#) apporte un financement en tant que membre adhérent de The Conversation FR.

[Voir les partenaires](#) de The Conversation France

[Republier cet article](#)



Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.



La carte de séjour de l'auteur de l'attaque de Nice. Police nationale/ AFP

Pour beaucoup, le terrorisme djihadiste rime avec irrationalité. Ses racines sont à rechercher soit dans le fanatisme religieux soit dans l'anomie et le manque de perspectives sociales. Cette vision de la violence irrationnelle semble être confirmée par les décapitations horribles et sadiques des otages de l'État islamique, comme par les révélations récentes de l'instabilité mentale du kamikaze d'Orlando (juin 2016) ou du conducteur fou qui a tué plus de 80 personnes à Nice (juillet 2016).

Le faible niveau d'études de beaucoup de ceux ayant participé aux récents attentats en France – Toulouse en 2012, *Charlie Hebdo* et le Bataclan en 2015 – confirmerait la thèse de l'irrationalité. Ainsi, dans cette perspective, le terrorisme islamiste ne serait rien de plus que l'expression d'individus antimodernistes et sans instruction.

Cependant, alors que cette interprétation pourrait s'avérer intéressante dans le cas de terroristes nationaux (à entendre comme « nés dans le pays dans lequel ils ont perpétré leurs attaques »), elle ne convient pas pour d'autres acteurs terroristes, ceux qui ont grandi dans des pays musulmans riches avant de partir suivre leurs études supérieures en Occident.

Fait troublant, nombre des terroristes impliqués dans les attaques du 11 septembre 2001 – 8 sur les 20 concernés – ont suivi des études d'ingénieur. Ce point apparemment anecdotique a son importance. Le cerveau des attaques du 11 septembre, Mohammed Atta, avait suivi des études d'architecture en Allemagne. Khalid Sheik Mohammed avait obtenu un diplôme de génie mécanique dans une université de Caroline du Nord (la North Carolina Agricultural and Technical State University).

Diego Gambetta et Steffen Hertog ont récemment mené une [étude statistique](#) (publiée aux presses de l'Université de Princeton) sur ce sujet et en ont conclu que certaines formations d'ingénieur favoriseraient une mentalité rigide, faisant de ces individus de « bons clients », en quelque sorte, pour l'islamisme radical.

La « carrière radicale »

Se pourrait-il alors que la mentalité des terroristes islamistes ne soit pas liée uniquement à une socialisation professionnelle spécifique, mais également à une tradition occidentale qui se référerait à la raison scientifique ? Après tout, les attaques à la bombe survenues à Londres, en 2005, ont démontré que des individus éduqués, ayant grandi en Occident comme Siddique Khan, sont capables de commettre des actes violents.



Hommage aux victimes de l'attaque de Londres (juillet 2005). [jaimelondonboy/Flickr](#), [CC BY-NC-ND](#)

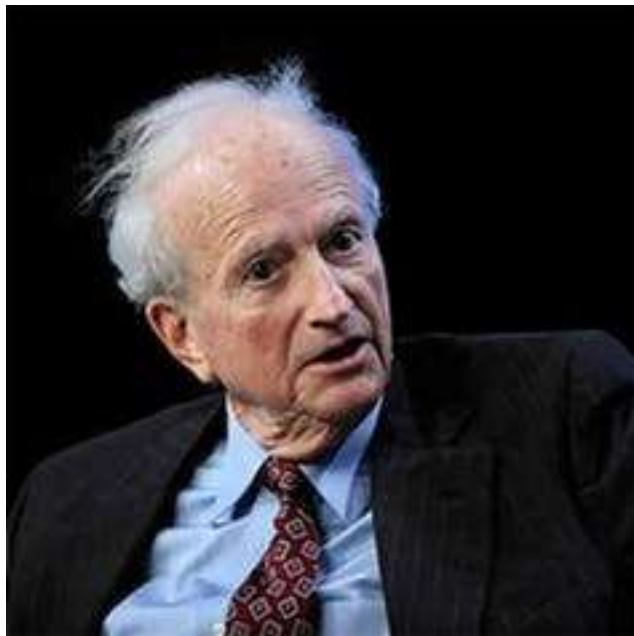
La socialisation professionnelle des terroristes nationaux en Europe est globalement similaire à celles de ceux des pays arabo-musulmans : études d'ingénieur, pharmacie, mathématiques, biomédical, informatique, sciences du sport. L'auteur de la tuerie de Nice, Mohamed Lahouaiej Bouhlel, a par exemple étudié à l'Institut préparatoire aux études d'ingénieur à Monastir (Tunisie), avant de s'installer en France.

Quant à ceux qui n'ont pas effectué d'études supérieures, ils ont souvent suivi des formations techniques : en électrotechnique pour l'un des frères Kouachi, tandis que Mohammed Merah a obtenu un CAP de carrosserie. Il est à noter que l'étude des humanités (philosophie, sociologie ou littérature) n'est définitivement pas faite pour une « carrière radicale ».

Le credo d'une science universelle

Une exception confirme, cependant, la règle en ce qui concerne les sciences sociales : l'économie et le management sont également relativement populaires parmi les djihadistes radicaux. Ahmed Omar Saeed Sheikh, qui a kidnappé le journaliste Daniel Pearl au Pakistan en 2002, avait ainsi étudié les statistiques à la London School of Economics. Les études d'économie font appel à nombre de modèles mathématiques afin de comprendre des comportements sociaux.

L'idée positiviste, qui repose sur la philosophie d'Auguste Comte et par la suite sur la révolution behavioriste dans les pays anglo-saxons, est fermement ancrée dans l'économie. Elle affirme qu'il ne devrait pas y avoir de séparation entre les sciences naturelles et sociales. Une conviction qui repose sur l'idée que la science est universelle et aspire au plus grand bien et qu'un modèle unique peut expliquer toutes les sociétés.



Pour Gary Becker, l'irrationnel est un rationnel qui s'ignore... [In Memoriam Day/Flickr](#), [CC BY-NC](#)

Qui plus est, toujours selon la théorie positiviste, le comportement humain est déterminé par des lois générales ou par la loi d'utilité maximum. Ainsi, le [prix Nobel Gary Becker](#) estime dans son ouvrage *The Economic Approach to Human Behavior* (1976, Chicago University Press) que l'être humain a un comportement économiquement rationnel et assure que toute autre explication des phénomènes sociaux est illégitime : « Tout ce qui est apparemment irrationnel n'est que la conséquence d'un « coût » objectif que l'expérimentateur n'a pas encore réussi à isoler ».

Le positivisme postule également que des tendances claires et des régularités existent dans le temps et que tout phénomène social peut être quantifié. Enfin, il affirme que le chercheur devrait faire preuve de distance émotionnelle quant à son sujet par une objectivation et une neutralité axiologique.

Le potentiel de violence du scientisme

En définitive, ce modèle scientifique n'est pas très éloigné des dogmes du fanatisme religieux. Dans les deux cas, en effet, toute liberté créatrice de l'homme est niée et toute réalité sociale est ramenée à une vérité absolue. Ce n'est pas un hasard si tous les États « totalitaires » se réfèrent à une vérité scientifique. C'est le cas, par exemple, [des théories de Lyssenko](#) en URSS ou de la science « raciale » en Allemagne qui aspirait à créer « l'Homme nouveau ». De même qu'ils se réfèrent aux « lois de l'histoire », comme l'a démontré il y a bien longtemps déjà Hannah Arendt.

Le « scientisme » peut produire de la violence par des perceptions exagérées des menaces et une forme de désengagement émotionnel vis-à-vis d'autrui sur le plan des relations humaines. Alors que le positivisme a été critiqué pour nombre de raisons et dans des perspectives différentes – conservatisme politique, perte de sens et d'esprit critique –, les universitaires n'ont pourtant que très rarement souligné son potentiel à légitimer la violence.



Le Musée d'anthropologie criminelle « Cesare Lombroso » (Turin). [Régine Debatty/Flickr, CC BY-SA](#)

Or la science positiviste n'est pas un outil purement neutre. Elle reflète une vision du monde, fondée sur des suppositions à propos de l'identification des menaces futures et sur les solutions les plus appropriées pour y faire face. Ainsi, une vision déterministe de l'homme établissant rapidement des régularités entre un certain comportement « déviant » ou violent et des propriétés données peut rapidement suggérer l'idée selon laquelle il faut « interner » voire

« neutraliser » les groupes sociaux présentant des profils « dangereux ». Cela a notamment été suggéré par une certaine « science criminelle », inspirée originellement par [Cesare Lombroso](#) (1835-1909).

Les raisons pour lesquelles la science positiviste peut produire de la violence sont certes multiples, mais on peut affirmer que les dynamiques psychologiques sont cruciales. Les théories positivistes produisent des perceptions de menaces exagérées aussi souvent qu'elles surestiment les intentions hostiles par une vision déterministe du monde qui neutralise toutes les autres. La science positiviste produit également, on l'a dit, un désengagement émotionnel : elle inhibe les identifications positives à l'autre en quantifiant, agrégeant, faisant abstraction et minimisant l'entremise d'autrui.

Liaisons dangereuses

A cet égard, la pensée positiviste a des affinités électives avec l'islamisme radical. Les islamistes invoquent une science de la religion, spécialisée dans la jurisprudence islamique. Les ulémas se considèrent comme les arbitres de la charia. Cette interprétation contredit certes la science moderne axée sur la [notion de réfutabilité](#) (Karl Popper) et l'hypothèse provisoire, mais, dans le même temps, elle correspond bien au dogmatisme plus classique d'un positivisme inconditionnel.

L'État islamique accorde vraisemblablement de la valeur aux scientifiques et aux docteurs. Par ailleurs, l'idéologie islamiste radicale postule que si l'univers était bien ordonné, les frictions ne pourraient exister. Les théories du complot qui lient l'existence du mal à celle des États-Unis ou d'Israël sont bien établies et illustrent les difficultés cognitives d'admettre l'existence d'un monde chaotique et souvent complexe. Ainsi, dans l'idée de Daech, les musulmans représentent clairement les forces de la renaissance contre la décadence du monde occidental.

Humains et objets interchangeables

Si le terroriste instruit peut comporter une dimension scientifique, il semble à première vue que les exécutants partagent peu de ce positivisme sophistiqué. En effet, comme semble le démontrer le cas des prisonniers français radicalisés, ces derniers sont généralement moins éduqués que la moyenne de leur tranche d'âge et peu diplômés. Des entretiens menés avec des djihadistes français et les rapports d'enquête sur les attaques terroristes perpétrées au cours des deux dernières années en France suggèrent une mentalité positiviste rudimentaire. Ce positivisme, souvent inconscient, pourrait être résumé de la façon suivante : les humains et les objets sont relativement interchangeables.

Assez souvent, les islamistes radicaux se conçoivent et conçoivent les autres comme plus ou moins dirigés par des forces suprêmes. Ce qui est bon est prescrit par un texte sacré, il ne peut y avoir d'exception. Qui plus est, comme nombre de statisticiens, ils raisonnent en termes d'agrégation d'acteurs. Pour ces terroristes islamistes, il va de soi qu'ils sont en guerre contre les *kouffars* (« mécréants ») de l'Occident.

[Moins éduqués](#), les terroristes nationaux occupent souvent des postes techniques (conducteurs, assistant technique), jouent très souvent aux jeux vidéo et/ou cultivent systématiquement leur corps avec le minimum d'interactions sociales. Enfin, souvent pour ne pas dire toujours, les djihadistes comme l'auteur de l'attentat de Nice, Mohamed Bouhlel, ont des relations sociales plutôt rares, perturbées ou objectivées.

Ainsi, plutôt que d'opposer Les Lumières occidentales à un obscurantisme islamiste, il est sans doute nécessaire de redécouvrir au sein de la tradition critique le potentiel de violence recelé par la raison. Une raison qui neutralise la compassion humaine par une logique de fer

Expliquer la radicalisation (4) : radicalisations ou extrémisations, un pluriel aujourd'hui nécessaire

4 février 2016, 06:42 CET

Auteur



1. [Alain Chouraqui](#)

Directeur de recherche émérite, chaire Unesco «Education à la citoyenneté, sciences de l'homme et convergence des mémoires», Centre national de la recherche scientifique (CNRS)

Déclaration d'intérêts

Alain Chouraqui est président de la Fondation du camp des Milles -Mémoire et Education

Partenaires

[Voir les partenaires](#) de The Conversation France

[Republier cet article](#)



Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.



Au Camp des Milles. [Patrick Gaudin/Flickr](#), CC BY

Ce texte est issu des travaux d'un colloque organisé le 20 janvier dernier par la Conférence des présidents d'Université (CPU), en partenariat avec le Camp des Mille, et The Conversation France.

La Mémoire et l'Histoire éclairent le présent, et nous alertent aujourd'hui. Un travail pluridisciplinaire sur les processus qui ont été à l'œuvre dans les grandes tragédies du XX^e siècle, croisé avec la littérature sur les extrémismes d'aujourd'hui, permet plusieurs constats largement complémentaires.

- Le processus dit de « radicalisation » est en fait un processus d'extrémisation plus que de « retour aux racines ». Et si l'on est probablement conduit à conserver ce mot bien installé dans le débat public, ne nous privons pas des ouvertures pertinentes qu'offre une analyse en termes d'extrémisation.
- L'analyse s'arrête souvent sur l'idéologie des extrémistes, moins sur le [rapport qu'ils entretiennent avec celle-ci](#). Ne faut-il pas interroger davantage leur manière de croire et ses rapports à des pratiques de violences potentielles ?
- Quelle qu'en soit l'idéologie de référence, l'extrémisation renvoie à des facteurs psychologiques, sociologiques, psycho-sociaux, cognitifs, politiques, philosophiques souvent semblables ; et par-delà les différences de « racines », elle conduit à un resserrement de la norme acceptée et à un fort potentiel de rejet de l'Autre, de racisme et de violence.
- On peut ainsi dire qu'aujourd'hui l'Europe en particulier est prise en tenailles entre deux extrémismes : « islamiste radical » d'une part, « d'extrême droite nationaliste » d'autre part. Le terme « populiste » sera ici banni car il serait insultant pour le peuple et flatteur pour les extrémistes ainsi désignés.

Engrenages enclenchés

- Ces deux extrémismes sont à la fois le produit et l'aliment de ce processus et ils doivent donc être analysés en dynamique, ce qui n'est pas toujours le cas. On peut ainsi parler aujourd'hui d'engrenages enclenchés mais certes résistibles. Et l'on peut constater que les extrémismes concernés se nourrissent l'un de l'autre pour [menacer finalement les libertés de tous et la démocratie](#), l'un par la terrible déstabilisation terroriste, l'autre par l'expression dans les urnes de crispations et de peurs, comme dans les grandes tragédies de l'histoire.
- L'histoire de tous les génocides, les plus graves des crimes contre l'humanité, montre que le moteur le plus puissant de l'engrenage vers le pire a été le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Aujourd'hui encore, l'extrême droite et l'extrémisme islamiste traduisent des crispations identitaires et des racismes puissants et historiquement dangereux et contaminateurs.
- Parler de radicalisation conduit souvent à se pencher sur des trajectoires individuelles. On n'étudie pas assez les radicalisations sociétales et institutionnelles qui interagissent fortement entre elles et avec les radicalisations personnelles. C'est alors une combinaison de processus individuels, collectifs et institutionnels qu'il faut prendre en compte. Un contexte de brutalisation guerrière ou de désarroi social ou économique, des institutions répressives ou non protectrices, et une fragmentation de l'expérience propre à la condition moderne, ne sont-ils pas des formes de radicalisation non individuelles essentielles, y compris dans l'analyse des dérives individuelles ?
- C'est pourquoi, à défaut de pouvoir écarter le mot de « radicalisation » et de le remplacer systématiquement par « extrémisation », ne convient-il pas au moins de le mettre au pluriel afin d'éviter l'immédiate connotation qui ne le renvoie trop souvent qu'à UNE SEULE forme de radicalisation : individuelle et « islamiste », en ignorant notamment l'extrémisation nationaliste mais aussi les formes collectives et institutionnelles de montée aux extrêmes ? Espérons que, par un retournement heureux, la prise en compte effective de cette pluralité des « radicalisations » permette un jour de parler des caractéristiques communes de tout processus de « radicalisation », au singulier...

Perte de repères

Parmi les facteurs individuels et collectifs nombreux et très divers qui peuvent conduire à des radicalisations elles-mêmes très diverses, l'importance de la question de l'affaiblissement, du brouillage ou de la perte de repères dans les phénomènes d'extrémisation, et surtout son analyse insuffisante nous conduisent ici à un focus particulier.

Nous sommes entrés progressivement dans une période longue marquée par l'anomie, ou le « brouillage » de beaucoup de règles et de repères dits « hétéronomes », extérieurs par définition, et souvent perçus comme « supérieurs » aux personnes concernées : repères moraux, religieux, idéologiques, juridiques, politiques, économiques, sociaux, familiaux... Cette période est aussi marquée par des « recompositions/restabilisations » partielles, dans certains pays ou dans certains secteurs, mais celles-ci sont (encore ?) insuffisamment articulées pour composer de nouvelles cohérences d'ensemble. Et les régulations régionales émergentes (Europe, Asie, etc.), voire globales, progressent trop lentement pour donner suffisamment de sens et de cohésion par-delà les déstabilisations en cours.

Les crises objectives et subjectives, les pertes de repères et les peurs, fondées ou infondées, déclenchent chez beaucoup des recherches de « certitudes » voire d'absolu, des appels à l'ordre ou au chef, une attirance pour des « vérités » manichéennes assénées par les extrémismes et les intégrismes de tous poils. Un engrenage se met en place qui va du préjugé à la discrimination, de l'insulte dans la cour d'école aux pierres contre des bâtiments puis au poignard contre des hommes, de la peur à l'agressivité et à la violence, d'une croyance aveugle au rejet de l'autre, des livres brûlés aux hommes gazés.

Accélération des changements, accroissement de la complexité

L'enjeu est fort car cette décomposition/recomposition continue des règles et repères – donc du ou des sens qu'ils soutiennent- apparaît durable, voire structurelle. Elle est, en effet, le produit de tendances lourdes dont les facteurs eux-mêmes sont structurels : une accélération des changements et un accroissement continu de la complexité. Ces deux phénomènes corollaires reposent sur le développement constant des interactions humaines et pratiques (de plus en plus à l'échelle mondiale), ayant lui-même pour origine d'une part les nouvelles technologies de communication et d'échange, et d'autre part le développement continu des capacités – pratiques et cognitives – à l'autonomie individuelle et collective.

Les effets déstabilisateurs de cette situation de « changement installé » se constatent dans l'ensemble des modes (social, juridique, politique, familial...) et des niveaux (centraux, intermédiaires, locaux) de régulation, et donc sur de nombreux repères. Ils viennent se cumuler avec les conséquences déstabilisatrices mieux connues des « crises », notamment économiques, mais par définition passagères entre deux ordres stables, identiques ou non.

Repli ou autonomie

- Chez certains – parfois dans des groupes sociaux entiers –, on peut observer, en réaction à cette situation, un repli sur des repères « de proximité » (rapports de force élémentaires, identités défensives – du quartier au communautarisme ethnique, national ou religieux...), une recherche de repères forts – parfois dans un passé revisité – et d'idées simples face à la complexité, une désignation facile de boucs émissaires perçus comme étrangers, voire des aspirations à un régime autoritaire.

Ces sujets interpellent et alertent aujourd'hui. Car l'autoritarisme, les complicités et les persécutions du nazisme et des fascismes se sont eux aussi développés dans des contextes d'anomie et de déstabilisation des valeurs, conduisant alors beaucoup d'individus vers des hétéronomies fortes et des repères identitaires réels ou fantasmés – brandis à nouveau aujourd'hui par les extrémistes –, et finalement, vers une disparition des droits et libertés démocratiques.

- Chez d'autres – souvent moins fragiles –, la réaction est inverse. Cette déstabilisation des « repères extérieurs » est mise à profit pour développer leurs propres repères, développer ainsi des « autonomies », c'est-à-dire permettre une « autoproduction » de règles et de repères, dans le rapport à la famille, au travail, au groupe, à la religion, à la nation... Cela peut être considéré comme un progrès de la liberté voire de la démocratie si ces autonomies savent articuler leurs solidarités. Ce mouvement vers l'autonomie, elle-même

nourrie par les progrès continus de l'éducation, peut apparaître à la fois comme l'une des causes de déstabilisation des ordres établis et comme l'une des solutions fortes à ce problème.

- D'autres enfin balancent entre les deux postures précédentes, en fonction de l'acuité des crises ponctuelles plus que des évolutions ou déstabilisations structurelles.

Course de vitesse

Dans ce contexte sociétal, notre expérience de terrain montre qu'un Site-mémorial comme celui du Camp des Milles peut apporter une double réponse à ceux qui sont aujourd'hui en recherche de repères forts et immédiats, mais aussi à ceux qui souhaitent nourrir leur « autonomie ». Par l'accès direct aux lieux mêmes et à son histoire, il peut fournir des repères concrets, « de proximité », à ceux qui en ressentent le besoin. Mais il peut aussi apporter des repères intellectuels aux autres, en leur proposant des clés de compréhension pluridisciplinaires à partir de l'Histoire. Comprendre le sens des événements est difficile dans le vacarme du temps présent et, même quand on y parvient, réagir n'est pas chose aisée. D'où l'intérêt de « clés de lecture » utiles au présent, à partir d'exemples forts du passé, permettant de mieux comprendre les processus récurrents, et de réagir à temps aujourd'hui. Des dizaines de milliers de jeunes gens de tous milieux, parfois réticents à la visite d'un lieu si connoté, découvrent que cette histoire parle d'eux, de l'effet de groupe qui les enferme parfois, des racismes subis ou des stéréotypes partagés quotidiennement, des séductions extrémistes qu'ils rencontrent.

En outre, si le développement des autonomies, individuelles, collectives et institutionnelles, peut être une belle alternative démocratique aux tentations autoritaires, elle implique chez les concernés une culture et un apprentissage qui appellent des contenus pertinents et souvent plus complexes que l'offre extrémiste. Apporter de tels éléments d'éducation citoyenne, scientifiquement fondés, pour alimenter la réflexion, pour fournir des connaissances et nourrir l'autonomie de chacun, c'est la mission principale assignée aux équipes de chercheurs et de pédagogues pour l'élaboration du Volet réflexif du Mémorial, dont l'approche inédite, pluridisciplinaire et intergénérationnelle, présente les mécanismes individuels, collectifs et institutionnels qui peuvent mener des extrémismes aux pires extrémités, mais aussi les capacités d'y résister.

S'est ainsi enclenchée probablement une sorte de « course de vitesse » entre les réflexes récurrents de peur, de crispations identitaires et donc d'agressivité d'une part, et l'apprentissage d'éléments de réflexion, d'autonomie et donc de progrès humaniste et démocratique d'autre part.

La deuxième partie de ce propos reprend largement un passage du livre « Pour résister... à l'engrenage des extrémismes, des racismes et de l'antisémitisme » (Alain Chouraqui dir, prologue Simone Veil, préface Jean-Paul de Gaudemar, Cherche Midi éd., 2015).

Expliquer la radicalisation (4) : radicalisations ou extrémisations, un pluriel aujourd'hui nécessaire

4 février 2016, 06:42 CET

Auteur



1. [Alain Chouraqui](#)

Directeur de recherche émérite, chaire Unesco «Education à la citoyenneté, sciences de l'homme et convergence des mémoires», Centre national de la recherche scientifique (CNRS)

Déclaration d'intérêts

Alain Chouraqui est président de la Fondation du camp des Milles -Mémoire et Education

Partenaires

[Voir les partenaires](#) de The Conversation France

[Republier cet article](#)



Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.



Au Camp des Milles. [Patrick Gaudin/Flickr](#), CC BY

Ce texte est issu des travaux d'un colloque organisé le 20 janvier dernier par la Conférence des présidents d'Université (CPU), en partenariat avec le Camp des Mille, et The Conversation France.

La Mémoire et l'Histoire éclairent le présent, et nous alertent aujourd'hui. Un travail pluridisciplinaire sur les processus qui ont été à l'œuvre dans les grandes tragédies du XX^e siècle, croisé avec la littérature sur les extrémismes d'aujourd'hui, permet plusieurs constats largement complémentaires.

- Le processus dit de « radicalisation » est en fait un processus d'extrémisation plus que de « retour aux racines ». Et si l'on est probablement conduit à conserver ce mot bien installé dans le débat public, ne nous privons pas des ouvertures pertinentes qu'offre une analyse en termes d'extrémisation.
- L'analyse s'arrête souvent sur l'idéologie des extrémistes, moins sur le [rapport qu'ils entretiennent avec celle-ci](#). Ne faut-il pas interroger davantage leur manière de croire et ses rapports à des pratiques de violences potentielles ?
- Quelle qu'en soit l'idéologie de référence, l'extrémisation renvoie à des facteurs psychologiques, sociologiques, psycho-sociaux, cognitifs, politiques, philosophiques souvent semblables ; et par-delà les différences de « racines », elle conduit à un resserrement de la norme acceptée et à un fort potentiel de rejet de l'Autre, de racisme et de violence.
- On peut ainsi dire qu'aujourd'hui l'Europe en particulier est prise en tenailles entre deux extrémismes : « islamiste radical » d'une part, « d'extrême droite nationaliste » d'autre part. Le terme « populiste » sera ici banni car il serait insultant pour le peuple et flatteur pour les extrémistes ainsi désignés.

Engrenages enclenchés

- Ces deux extrémismes sont à la fois le produit et l'aliment de ce processus et ils doivent donc être analysés en dynamique, ce qui n'est pas toujours le cas. On peut ainsi parler aujourd'hui d'engrenages enclenchés mais certes résistibles. Et l'on peut constater que les extrémismes concernés se nourrissent l'un de l'autre pour [menacer finalement les libertés de tous et la démocratie](#), l'un par la terrible déstabilisation terroriste, l'autre par l'expression dans les urnes de crispations et de peurs, comme dans les grandes tragédies de l'histoire.
- L'histoire de tous les génocides, les plus graves des crimes contre l'humanité, montre que le moteur le plus puissant de l'engrenage vers le pire a été le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Aujourd'hui encore, l'extrême droite et l'extrémisme islamiste traduisent des crispations identitaires et des racismes puissants et historiquement dangereux et contaminateurs.
- Parler de radicalisation conduit souvent à se pencher sur des trajectoires individuelles. On n'étudie pas assez les radicalisations sociétales et institutionnelles qui interagissent fortement entre elles et avec les radicalisations personnelles. C'est alors une combinaison de processus individuels, collectifs et institutionnels qu'il faut prendre en compte. Un contexte de brutalisation guerrière ou de désarroi social ou économique, des institutions répressives ou non protectrices, et une fragmentation de l'expérience propre à la condition moderne, ne sont-ils pas des formes de radicalisation non individuelles essentielles, y compris dans l'analyse des dérives individuelles ?
- C'est pourquoi, à défaut de pouvoir écarter le mot de « radicalisation » et de le remplacer systématiquement par « extrémisation », ne convient-il pas au moins de le mettre au pluriel afin d'éviter l'immédiate connotation qui ne le renvoie trop souvent qu'à UNE SEULE forme de radicalisation : individuelle et « islamiste », en ignorant notamment l'extrémisation nationaliste mais aussi les formes collectives et institutionnelles de montée aux extrêmes ? Espérons que, par un retournement heureux, la prise en compte effective de cette pluralité des « radicalisations » permette un jour de parler des caractéristiques communes de tout processus de « radicalisation », au singulier...

Perte de repères

Parmi les facteurs individuels et collectifs nombreux et très divers qui peuvent conduire à des radicalisations elles-mêmes très diverses, l'importance de la question de l'affaiblissement, du brouillage ou de la perte de repères dans les phénomènes d'extrémisation, et surtout son analyse insuffisante nous conduisent ici à un focus particulier.

Nous sommes entrés progressivement dans une période longue marquée par l'anomie, ou le « brouillage » de beaucoup de règles et de repères dits « hétéronomes », extérieurs par définition, et souvent perçus comme « supérieurs » aux personnes concernées : repères moraux, religieux, idéologiques, juridiques, politiques, économiques, sociaux, familiaux... Cette période est aussi marquée par des « recompositions/restabilisations » partielles, dans certains pays ou dans certains secteurs, mais celles-ci sont (encore ?) insuffisamment articulées pour composer de nouvelles cohérences d'ensemble. Et les régulations régionales émergentes (Europe, Asie, etc.), voire globales, progressent trop lentement pour donner suffisamment de sens et de cohésion par-delà les déstabilisations en cours.

Les crises objectives et subjectives, les pertes de repères et les peurs, fondées ou infondées, déclenchent chez beaucoup des recherches de « certitudes » voire d'absolu, des appels à l'ordre ou au chef, une attirance pour des « vérités » manichéennes assénées par les extrémismes et les intégrismes de tous poils. Un engrenage se met en place qui va du préjugé à la discrimination, de l'insulte dans la cour d'école aux pierres contre des bâtiments puis au poignard contre des hommes, de la peur à l'agressivité et à la violence, d'une croyance aveugle au rejet de l'autre, des livres brûlés aux hommes gazés.

Accélération des changements, accroissement de la complexité

L'enjeu est fort car cette décomposition/recomposition continue des règles et repères – donc du ou des sens qu'ils soutiennent- apparaît durable, voire structurelle. Elle est, en effet, le produit de tendances lourdes dont les facteurs eux-mêmes sont structurels : une accélération des changements et un accroissement continu de la complexité. Ces deux phénomènes corollaires reposent sur le développement constant des interactions humaines et pratiques (de plus en plus à l'échelle mondiale), ayant lui-même pour origine d'une part les nouvelles technologies de communication et d'échange, et d'autre part le développement continu des capacités – pratiques et cognitives – à l'autonomie individuelle et collective.

Les effets déstabilisateurs de cette situation de « changement installé » se constatent dans l'ensemble des modes (social, juridique, politique, familial...) et des niveaux (centraux, intermédiaires, locaux) de régulation, et donc sur de nombreux repères. Ils viennent se cumuler avec les conséquences déstabilisatrices mieux connues des « crises », notamment économiques, mais par définition passagères entre deux ordres stables, identiques ou non.

Repli ou autonomie

- Chez certains – parfois dans des groupes sociaux entiers –, on peut observer, en réaction à cette situation, un repli sur des repères « de proximité » (rapports de force élémentaires, identités défensives – du quartier au communautarisme ethnique, national ou religieux...), une recherche de repères forts – parfois dans un passé revisité – et d'idées simples face à la complexité, une désignation facile de boucs émissaires perçus comme étrangers, voire des aspirations à un régime autoritaire.

Ces sujets interpellent et alertent aujourd'hui. Car l'autoritarisme, les complicités et les persécutions du nazisme et des fascismes se sont eux aussi développés dans des contextes d'anomie et de déstabilisation des valeurs, conduisant alors beaucoup d'individus vers des hétéronomies fortes et des repères identitaires réels ou fantasmés – brandis à nouveau aujourd'hui par les extrémistes –, et finalement, vers une disparition des droits et libertés démocratiques.

- Chez d'autres – souvent moins fragiles –, la réaction est inverse. Cette déstabilisation des « repères extérieurs » est mise à profit pour développer leurs propres repères, développer ainsi des « autonomies », c'est-à-dire permettre une « autoproduction » de règles et de repères, dans le rapport à la famille, au travail, au groupe, à la religion, à la nation... Cela peut être considéré comme un progrès de la liberté voire de la démocratie si ces autonomies savent articuler leurs solidarités. Ce mouvement vers l'autonomie, elle-même

nourrie par les progrès continus de l'éducation, peut apparaître à la fois comme l'une des causes de déstabilisation des ordres établis et comme l'une des solutions fortes à ce problème.

- D'autres enfin balancent entre les deux postures précédentes, en fonction de l'acuité des crises ponctuelles plus que des évolutions ou déstabilisations structurelles.

Course de vitesse

Dans ce contexte sociétal, notre expérience de terrain montre qu'un Site-mémorial comme celui du Camp des Milles peut apporter une double réponse à ceux qui sont aujourd'hui en recherche de repères forts et immédiats, mais aussi à ceux qui souhaitent nourrir leur « autonomie ». Par l'accès direct aux lieux mêmes et à son histoire, il peut fournir des repères concrets, « de proximité », à ceux qui en ressentent le besoin. Mais il peut aussi apporter des repères intellectuels aux autres, en leur proposant des clés de compréhension pluridisciplinaires à partir de l'Histoire. Comprendre le sens des événements est difficile dans le vacarme du temps présent et, même quand on y parvient, réagir n'est pas chose aisée. D'où l'intérêt de « clés de lecture » utiles au présent, à partir d'exemples forts du passé, permettant de mieux comprendre les processus récurrents, et de réagir à temps aujourd'hui. Des dizaines de milliers de jeunes gens de tous milieux, parfois réticents à la visite d'un lieu si connoté, découvrent que cette histoire parle d'eux, de l'effet de groupe qui les enferme parfois, des racismes subis ou des stéréotypes partagés quotidiennement, des séductions extrémistes qu'ils rencontrent.

En outre, si le développement des autonomies, individuelles, collectives et institutionnelles, peut être une belle alternative démocratique aux tentations autoritaires, elle implique chez les concernés une culture et un apprentissage qui appellent des contenus pertinents et souvent plus complexes que l'offre extrémiste. Apporter de tels éléments d'éducation citoyenne, scientifiquement fondés, pour alimenter la réflexion, pour fournir des connaissances et nourrir l'autonomie de chacun, c'est la mission principale assignée aux équipes de chercheurs et de pédagogues pour l'élaboration du Volet réflexif du Mémorial, dont l'approche inédite, pluridisciplinaire et intergénérationnelle, présente les mécanismes individuels, collectifs et institutionnels qui peuvent mener des extrémismes aux pires extrémités, mais aussi les capacités d'y résister.

S'est ainsi enclenchée probablement une sorte de « course de vitesse » entre les réflexes récurrents de peur, de crispations identitaires et donc d'agressivité d'une part, et l'apprentissage d'éléments de réflexion, d'autonomie et donc de progrès humaniste et démocratique d'autre part.

La deuxième partie de ce propos reprend largement un passage du livre « Pour résister... à l'engrenage des extrémismes, des racismes et de l'antisémitisme » (Alain Chouraqui dir, prologue Simone Veil, préface Jean-Paul de Gaudemar, Cherche Midi éd., 2015).

Expliquer la radicalisation : portrait robot du « djihadiste maison »

28 janvier 2016, 21:47 CET

Auteur



1. [Farhad Khosrokhavar](#)

Directeur d'études, directeur du CADIS, École des hautes études en sciences sociales (EHESS)

Déclaration d'intérêts

Farhad Khosrokhavar ne travaille pas, ne conseille pas, ne possède pas de parts, ne reçoit pas de fonds d'une organisation qui pourrait tirer profit de cet article, et n'a déclaré aucune autre affiliation que son poste universitaire.

Partenaires



[École des Hautes Études en Sciences Sociales \(EHESS\)](#) apporte un financement en tant que membre adhérent de The Conversation FR.

[Voir les partenaires](#) de The Conversation France

[Republier cet article](#)



Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.



Rue de la Fontaine au Roi, à Paris, novembre 2015. [gael lombart/Flickr](#), CC BY-NC

Ce texte est issu des travaux d'un colloque organisé le 20 janvier dernier par la Conférence des présidents d'Université (CPU), en partenariat avec le Camp des Mille, et The Conversation France.

Quels sont les traits communs aux djihadistes français ? Il est possible de dresser le profil du « djihadiste maison » à partir des attentats commis en France depuis 1995 jusqu'à *Charlie Hebdo* en janvier 2015.

Des jeunes banlieusards aux classes moyennes

Tous ces jeunes ont eu des démêlés avec la justice, affichent un passé délinquant, et ont commis des vols ou fait du trafic. La grande majorité a vécu des périodes d'emprisonnement plus ou moins longues ; à part [Kelkal](#) qui semble avoir vécu dans une famille plus ou moins « normale », les autres ont eu une enfance malheureuse, souvent avec placement dans des foyers et une errance mentale qui en a fait des individus à problèmes dès leur jeune âge. C'est aussi le cas de [Zacarias Moussaoui](#), condamné à perpétuité en 2006 aux États-Unis en liaison avec les attentats terroristes du 11 septembre 2001.

Pratiquement tous étaient « [désislamisés](#) » et sont devenus musulmans *born again* ou convertis djihadistes sous l'influence d'un gourou, de copains ou à partir de leurs lectures sur Internet ou en prison. Enfin, la grande majorité a fait le voyage initiatique dans un pays du Moyen-Orient ou des zones de guerre (Irak, Syrie, Afghanistan, Pakistan...), sauf Amedy Coulibaly qui a été influencé, lui, par [Djamel Beghal](#). On peut ainsi évoquer la séquence suivante : vie en banlieue (ou dans les *poor districts* en Angleterre), délinquance, prison, voyage guerrier et islamisation radicale chez la majeure partie d'entre eux.

La prison intérieure

On peut distinguer deux types de djihadistes selon la classe sociale : ceux des classes moyennes et ceux d'origine populaire, la plupart d'origine immigrée, quelques-uns étant des convertis. En France, les jeunes issus des classes moyennes qui participent aux attentats djihadistes sont une infime minorité, du moins jusqu'aux attentats du 13 novembre 2015.

L'univers mental des jeunes « désaffiliés » (*disaffected youth* chez les Anglais) qui embrassent l'islam radical est marqué par la haine de la société suite au sentiment indélébile qu'ils ont d'une profonde injustice sociale à leur égard. Ils vivent l'exclusion comme un fait indépasseable, un stigmate qu'ils portent sur leur visage, dans leur accent, dans leur langage bourré de verlan et d'expressions anglo-arabes détournées de leur sens d'origine ainsi que leur posture corporelle qui est perçue comme menaçante par les autres citoyens.

Ils sont en rupture avec la société et rejettent l'uniforme (même celui du pompier) comme émanation d'un ordre répressif. Leur identité se décline dans l'antagonisme à la société des « inclus » – qu'ils soient des Français « gaulois » ou d'origine nord-africaine ou encore des Anglais d'origine pakistanaise – mais qui auraient réussi à se rehausser au rang des classes moyennes. Stigmatisés aux yeux des autres, ils ont un intense sentiment de leur propre indignité qui se traduit par une agressivité à fleur de peau.



Enfermés dans quelques pâtés de maison. [Osnat Skoblinski/Flickr](#), [CC BY-NC-SA](#)

La banlieue-ghetto se transforme en une prison intérieure, et ces jeunes transforment le mépris de soi en haine des autres et le regard négatif des autres en un regard avili sur soi. Ils visent, avant tout, à marquer leur révolte par des actes négatifs plutôt que de chercher à dénoncer le racisme en s'engageant socialement. Pourtant, par un rude labeur, une partie de leurs confrères parvient à surmonter l'exclusion et à rejoindre les classes moyennes. Mais, dès lors, ils délaissent les banlieues et rompent souvent les liens avec les anciens amis.

Enfermés dans le quartier ou même quelques pâtés de maison, les jeunes exclus trouvent l'issue dans la délinquance et la quête de l'argent facile afin de vivre selon le modèle rêvé des classes moyennes, les surpassant quelquefois par la mainmise sur des sommes plus ou moins importantes qu'ils dilapident avec les copains, quitte à recommencer l'action délinquante qui devient progressivement criminelle. Le mal dont ils souffrent le plus est la victimisation et la certitude

que la seule voie d'accès aux aménités des classes moyennes est dans la délinquance, la société leur ayant fermé d'après eux toutes les autres issues.

La sacralisation de la rage

Tant que la haine trouve une échappatoire dans la délinquance, elle s'apaise par l'accès, pour de courtes périodes, à l'aisance matérielle suivie de dissipation des biens illégalement acquis. Mais, chez une infime minorité, la déviance à elle seule ne les satisfait pas, ils ont besoin d'une forme d'affirmation de soi qui combine plusieurs traits : le recouvrement de la dignité perdue et la volonté d'affirmer leur supériorité sur les autres en mettant fin au mépris de soi. Ce dernier, ils le portent dans leurs tréfonds suite à l'intériorisation des stigmates liés à la vie dans la cité, à la criminalité et à une vie éclatée et dépourvue de cohérence mentale.

La mutation de la haine en djihadisme sacralise la rage et leur fait surmonter leur mal-être par l'adhésion à une vision qui fait de soi un chevalier de la foi et des autres, des impies indignes d'exister. La mue existentielle est ainsi accomplie, le Soi devient pur et l'Autre impur. L'islamisme radical opère une inversion magique qui transforme le mépris de soi en mépris de l'autre et l'indignité en sacralisation de soi aux dépens de l'autre. Fini, désormais, le sentiment d'insignifiance et d'absence de vocation dans une société où l'on ne pouvait survivre que par de petits boulots ou par la délinquance !

On devient quelqu'un et on fait tout pour que ce constat scellé intérieurement par l'adhésion au djihadisme soit reconnu par les autres, notamment par les médias. Ces derniers sont indissociables de l'action djihadiste qui n'existe qu'en cumulant la violence avec une couverture médiatique qui fait du jeune chevalier de foi la star mondialisée de l'action monstrueuse. Plus les médias lui consacrent, même à titre posthume, une place, et plus, sur le moment, il est fier d'incarner les valeurs ultimes d'une foi dont la raison d'être est la mutation du mépris de soi en haine de l'autre et l'indignité vécue en une forme superlative de sacralité.

Ce faisant, une identité en rupture avec les autres tente de se venger de son malheur sur une société incriminée qui devient coupable en totalité, sans nuance, ou dans le jargon djihadiste, hérétique, impie : il faut l'abattre, quitte à se faire tuer en martyr de la cause sacrée.

La prison, un lieu où mûrit la haine

Dans la trajectoire djihadiste des jeunes de banlieues, la prison joue un rôle essentiel, moins parce qu'on s'y radicaliserait que pour cette raison fondamentale qu'elle offre la possibilité de mûrir la haine de la société dans des rapports quotidiens tissés de tension et de rejet face aux surveillants et plus globalement, l'institution carcérale. Chaque fois qu'il transgresse les règlements internes de la prison, des sanctions lui rappellent l'existence d'un système dont il conteste la légitimité en raison de ce profond sentiment d'injustice logé au creux de son cœur. Il vit son destin comme scellé sur un malentendu fondamental avec la société suite à une socialisation déficiente.

La prison assagit certains, mais la plupart des jeunes y trouvent une raison supplémentaire de haïr la société. Au sein de la prison, ils nouent des liens avec des criminels plus aguerris susceptibles de leur ouvrir de nouvelles perspectives dans la déviance. Souvent l'adhésion à l'islam radical s'effectue en prison en concomitance avec l'ennui d'être abandonné à soi au sein d'une institution qui n'a pas le même égard vis-à-vis du musulman qu'à l'égard du chrétien ou du juif. En prison, le jeune délinquant fait l'expérience du mépris à l'égard de l'islam sous une forme institutionnelle et impersonnelle : manque ou pénurie d'imam, prières collectives du vendredi non célébrées ou faites dans des conditions où prévaut la suspicion vis-à-vis des participants, refus du petit tapis de prière dans le cours de récréation...

En plus, la mainmise de plus en plus grande des salafistes sur les musulmans en prison est comme une initiation à la logique de rupture sous une forme prémonitoire. Les salafistes ne sont pas djihadistes, mais prônent une version exclusiviste de l'islam qui contribue à désocialiser les jeunes en introduisant un fossé infranchissable entre le croyant et le non-croyant, le vrai musulman, assidu dans sa pratique religieuse, et le faux musulman, laxiste et peu respectueux des interdits religieux.

En prison, l'attrait de l'islamisme radical tient à l'inversion de rôle qui s'opère dans la psyché tourmentée du jeune : il a été condamné à des peines de prison, on l'a jugé ; désormais c'est lui qui condamne – cette fois sans appel – la société, c'est lui qui assume le rôle du juge en tant que chevalier de la foi en guerre contre les impies. L'inversion du rôle restitue la confiance de soi au détenu en tant que noble individu qui exécute désormais les sentences divines. De ce fait, les islamistes endurcis n'éprouvent pas de remords face à l'étendue de leur violence et la déshumanisation des victimes qui se voient dénier par lui la dignité humaine.

Le voyage initiatique en « guerre sainte »

Un dernier fait convainc l'apprenti djihadiste de la légitimité de la cause qu'il défend : le voyage initiatique dans un pays du Moyen-Orient où prévaut la guerre sainte. Mohamed Merah a été au Pakistan, en Afghanistan et d'autres contrées où sévit l'islamisme radical ; Mehdi Nemmouche s'est trouvé en Turquie et est fortement soupçonné d'avoir vécu un an en Syrie, en 2012, aux côtés des djihadistes ; les deux frères Kouachi ont été au Yémen où ils ont suivi un entraînement militaire chez Al-Qaïda dans la péninsule arabique ; le cas d'Amedy Coulibaly étant peut-être l'exception, même si on a des traces de lui en Turquie et d'un éventuel passage en Syrie. Celui-ci, en tout cas, a rencontré un djihadiste charismatique, Djamel Beghal, qui l'a mis en contact avec Chérif Kouachi. Dans ce cas, le gourou charismatique fait office d'ersatz au voyage initiatique.



Les ruines de Jobar, une localité située près de Damas, en Syrie. Abd Doumany/AFP

Dans la majorité des cas, le voyage initiatique confirme le jeune djihadiste dans sa nouvelle identité en le faisant renouer de manière mythique avec les sociétés musulmanes dont il ne parle pourtant pas la langue ni ne partage les mœurs. Ce voyage lui fait apprendre le maniement des armes, mais il lui permet en même temps de devenir « étranger » à sa propre société. Il apprend surtout à devenir « cruel », à exécuter de manière professionnelle et sans état d'âme des otages ou des individus par lui incriminés (policiers et militaires, juifs, « mauvais musulmans »...). Bref, à devenir un véritable combattant aguerri du djihad hyperbolique qui ne recule devant aucun obstacle moral dans la mise à mort des « coupables ».

Les nouveaux djihadistes de classe moyenne

On compte, selon les statistiques disponibles, aux alentours de 5000 jeunes Européens partis en Syrie et de nombreuses tentatives de départ vers ce pays (surtout via la Turquie) ont été neutralisées après la promulgation des lois dans de nombreux pays européens pour empêcher ces départs.

L'utopie régressive de la néo-Umma, combinée au rôle du preux chevalier du djihad, exerce une indéniable fascination non seulement sur certains jeunes des banlieues, mais aussi, et pour des raisons différentes, sur des jeunes de classe moyenne en quête de sens et qui constituent le second groupe amoureux du djihadisme depuis la guerre civile en Syrie en 2013.

Ces jeunes de classes moyennes, souvent des adolescents attardés, gonflent l'armée de réserve du djihad en se convertissant un peu de toutes les religions à l'islam radical : chrétiens désenchantés qui sont en quête de sensations fortes que le catholicisme institutionnel est incapable de leur faire éprouver, juifs sécularisés las de leur judaïté sans ancrage religieux, bouddhistes provenant de familles françaises naguère converties au bouddhisme et qui cherchent une identité revigorée au service de la guerre sainte en contraste avec la version pacifiste de cette religion en Europe... Mais aussi des jeunes filles, souvent de bonne famille, qui ont rejoint la horde des prétendants au djihad exacerbé un peu pour faire une expérience post-féministe qu'elles imaginent dépayssante et de nature à donner sens à leur vie trop prosaïque.

À la différence des djihadistes des banlieues, les jeunes de classe moyenne n'ont pas la haine de la société, ni n'ont intériorisé l'ostracisme dont la société a accablé les premiers, ils ne vivent pas non plus le drame d'une victimisation qui noircit la vie. Ils font appel à l'humanitaire pour justifier leur parti pris contre le gouvernement fascisant d'Assad et nombre d'entre eux sont dans une phase que l'on pourrait qualifier de « [pré-jihadiste](#) » avant leur départ pour la Syrie ou l'Irak.

Les idéaux de l'anti-Mai 68

Cette jeunesse férue du djihad incarne les idéaux de l'anti-Mai 68 : les jeunes d'alors cherchaient l'intensification des plaisirs dans l'infini du désir sexuel reconquis ; désormais, on cherche à cadrer les désirs et à s'imposer, par le biais d'un islamisme rigoriste, des restrictions qui vous ennoblissent à vos propres yeux. On cherchait à se libérer des restrictions et des hiérarchies indues, désormais, on en réclame ardemment, on exige des normes sacrées qui échappent au libre-arbitre humain et se réclament de la transcendance divine, on y aspire et on les sacralise au gré de la guerre sainte.

On était anarchiste et on avait la haine du pouvoir patriarcal ; à présent, on trouve une société vide de sens et l'islamisme radical, en départageant la place de la femme et de l'homme, réhabilite une version distordue de patriarcat sacralisé en référence à un Dieu inflexible et intransigeant, le contre-pied d'un républicanisme ramolli ou d'un christianisme trop humanisé. Mai 68 était la fête ininterrompue et le mouvement hippie se voulait sa continuation dans le délire du voyage exotique jusqu'à Katmandou ou en Afghanistan, libre encore de l'emprise du djihadisme. À présent, le voyage initiatique est une quête de pureté dans l'affrontement de la mort au nom du martyr.

La libération féminine était partie intégrante de Mai 68. Désormais, les jeunes filles post-féministes entendent affirmer haut et fort leur lassitude d'un féminisme qui leur a apporté une égalité formelle, où elles doivent s'assumer dans les aléas d'une liberté de plus en plus lourde à porter face à un monde encore masculin de manière écrasante dans ses privilèges et dans ses passe-droits.

Enfermement et éclipse du politique

À côté des fantasmes de la normativité sacralisée, on trouve aussi la quête de la justice pour la Syrie où un régime sanguinaire a tué plus de 250 000 personnes, selon diverses estimations, et voué à l'errance plusieurs millions d'autres dans les pays voisins. Ces jeunes se réclament d'un humanitaire qui se conjugue sous les espèces d'un djihadisme soi-disant bienveillant. Là où l'Occident a montré son impuissance face à une dictature sanguinaire, ces jeunes armés d'une foi naïve entendent lutter contre le mal au nom d'une religiosité dont ils ne mesurent pas l'aspect monstrueux et déshumanisant.

La transition peut se faire progressivement comme cela a été le cas de certains membres du gang de Roubaix tel [Christophe Caze](#) qui, dans les années 1990, a fait de l'humanitaire et ensuite s'est mué en islamiste radical.

En dehors des post-adolescents, l'adhésion des jeunes adultes des classes moyennes au djihadisme dans sa version exportée vers la Syrie pose la question du malaise de cette jeunesse qui souffre de la déliquescence du politique en plus de l'indignation face à l'injustice dans une Syrie rendue proche par les médias et où sévissent des crimes contre l'humanité de dimensions monstrueuses. Pour ce qui est de la jeunesse banlieusarde, une attitude infra ou supra-politique a été la norme générale. L'enfermement sur soi, le repli sur le ghetto ou encore, la violence dans sa version crapuleuse (criminalité) ou sacrée (djihadisme) sont des attitudes qui se situent [soit en-deçà du politique, soit au-delà](#).

Dans les classes moyennes, le référent politique a subi une crise majeure depuis les années 1980 et toute une génération s'est constituée qui ne fonde plus son identité là-dessus. Le djihadisme est, pour elle, la conséquence de l'éclipse du politique comme projet collectif porteur d'espérance.

Expliquer la radicalisation (1) : individus, interactions, identités et croyances

27 janvier 2016, 22:02 CET

Auteur



1.

[Pascal Marchand](#)

Professeur en sciences de l'information et de la communication, Université de Toulouse III - Paul Sabatier

Déclaration d'intérêts

Pascal Marchand a reçu des financements de CNRS, Idex de Toulouse.

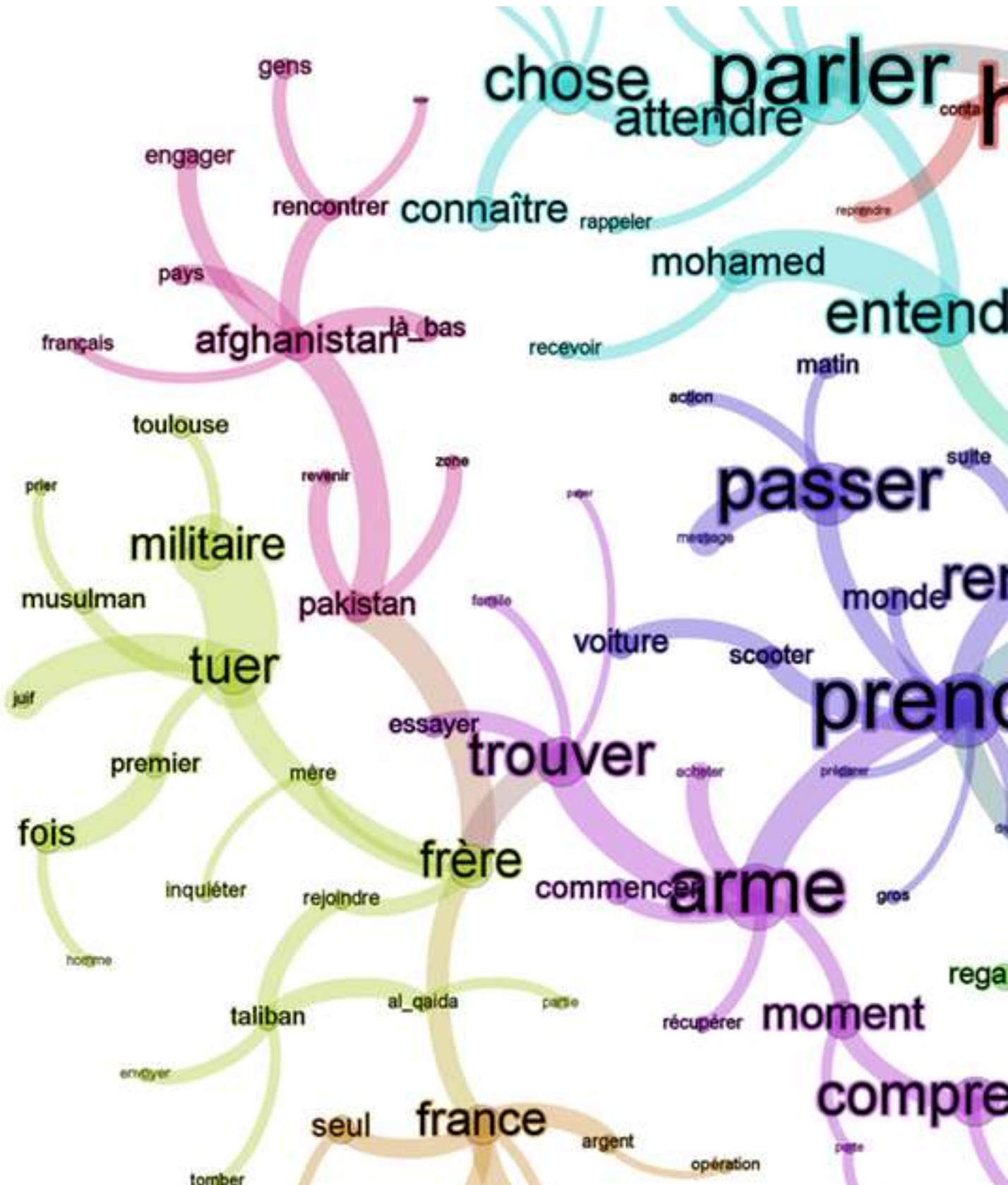
Partenaires

[Voir les partenaires](#) de The Conversation France

[Republier cet article](#)



Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.



Les distances lexicales calculées sur la négociation entre Mohamed Merah et les négociateurs

du RAID et de la DCRI (Toulouse, le 21 mars 2012), avec le logiciel libre Iramuteq (Pierre Ratinaud: <http://iramuteq.org/>). Pascal Blanchard / DR

Ce texte est issu des travaux d'un colloque organisé le 20 janvier dernier par la Conférence des présidents d'Université (CPU), en partenariat avec le Camp des Milles, et The Conversation France.

Qu'est-ce qu'expliquer en sciences humaines et sociales ? On peut s'inspirer d'un modèle proposé par [Willem Doise](#) au début des années 1980, pour distinguer quatre niveaux d'explication : ce qui relève des individus, des interactions, des identités et des croyances. Peut-on, au moins, poser la question de la « radicalisation » à ces quatre niveaux ?

Des individus

On voit ici ou là apparaître [des statistiques](#) montrant que deux tiers des « radicalisés » auraient entre 15 et 25 ans, un quart seraient mineurs, ou qu'un tiers seraient des femmes – [des résultats récents](#) montrent des différences certaines dans les processus de radicalisation des filles par rapport aux garçons, entre pays d'origine et pays d'accueil. Par ailleurs, on apprend aussi qu'ils seraient souvent issus de classes inférieures ou moyennes, sans éducation religieuse (30 à 40 % seraient des convertis), mais ayant connu une interruption précoce des études et un parcours de petites délinquances les ayant conduit à un passage par la case prison.

Au-delà des statistiques (qui peuvent varier selon ce qu'on nomme « radicalisation »), on doit relever plusieurs constantes. La jeunesse, d'une part. Il s'agit d'une génération qui trouve dans la « radicalisation » une réponse à sa recherche d'expression de soi, d'un idéal de soi, d'une révolte contre un système et d'un engagement pour une cause que son environnement ne lui fournit pas. Si [nombre d'études](#) rapportent qu'on ne peut pas lier l'engagement terroriste à un tableau clinico-psychiatrique, il n'en demeure pas moins que certains passent à l'acte et d'autres non.

Plusieurs hypothèses sont à l'étude, par exemple dans ce qui permet de passer de la lutte à la violence. Car la « radicalisation » n'est pas un synonyme de violence. Là où nous parlons de « déradicalisation », nos collègues québécois – qui ont moins attendu que nous pour s'emparer de ces affaires – parlent de « prévention de la radicalisation menant à la violence ».

Une hypothèse que nous retenons particulièrement est le sentiment de privation relative chez les radicalisés. Il s'agit juste de l'écart que l'on peut ressentir entre ce que l'on a et ce que l'on serait en droit d'avoir. Cet écart, s'il est fort, peut se traduire en motivation, en ambition. Mais il peut aussi s'accompagner d'un sentiment d'injustice, de colère, de vengeance. Et il peut concerner l'individu ou son groupe : le groupe auquel je me réfère a-t-il ce qu'il serait en droit d'avoir ?

Ici une conversation entre [Mohamed Merah et les négociateurs](#) le 21 mars à Toulouse :

Mets-toi à ma place t'as vu. Si par exemple toi tu, tu serais du, de "X" religion, t'as vu, et tu sais que tes, tes enfants, tes, tes, tes frères, tes sœurs se font tuer, massacrer à longueur de journée et même violer, torturer, heu, est-ce que ça t'atteindrait pas et est-ce que tu voudrais pas te réveiller afin de, de, de défendre l'honneur et la fierté, heu, de l'islam et de ta communauté ?

Des interactions

Les individus ne sont pas isolés (même les supposés « loups solitaires »). On peut penser à plusieurs modes d'interaction. Il y a la question des « quartiers ». Prendre acte du fait que les terroristes identifiés venaient majoritairement (mais pas exclusivement) de quartiers défavorisés fournit non seulement une explication commode, mais également une action possible : surveillance et intervention policière. Ce qui produit évidemment un sentiment de stigmatisation accrue qui peut nourrir la privation relative et favoriser le passage à l'acte.

Rappelons ici l'[expérience de Fuenlabrada](#) en Espagne : en établissant un formulaire destiné à l'enregistrement de l'origine nationale des personnes contrôlées, on a non seulement diminué le nombre de contrôles, mais on a aussi augmenté leur efficacité (interpellations pour des motifs avérés) et leur acceptation.

Il y a, aussi, la question des réseaux socionumériques. On parle même d'Al-Qaeda 2.0. Et il est indéniable que la propagande djihadiste est très facile à trouver sur le web. Mais à qui s'adresse-t-elle ? Connaît-on des cas de « chemin de Damas » où un adolescent ou un post-adolescent a décidé de partir en Syrie après avoir visionné une vidéo de Daech ? Mohamed Merah raconte longuement son initiation au Djihad, et Internet n'y est pas.

La seule mention que l'on trouve est YouTube où il voulait poster la vidéo de ses meurtres (mais elle était trop longue !). En revanche, il évoque la cible de sa vidéo :

Et je pense à une chose quand la vidéo elle va être mise sur, sur le net et qu'elle va, elle va être prise par les journalistes pour (...) vous allez être choqués.

Et il développe son but : diffuser dans les médias à destination de l'opinion publique. Et si nous trouvons certaines de [ces vidéos de Daech](#) particulièrement bien faites, c'est peut-être parce que nous en sommes la principale cible. Les candidats au djihad, eux, n'ont pas besoin d'un tel professionnalisme.

Les identités

La référence à un groupe, et particulièrement à un groupe dominé, est centrale ici. Ce sont des groupes à forte valeur intégrative au sein desquels on cultive la ressemblance, la convergence des opinions et des comportements, où [« la fragilité rationnelle de l'information est compensée par la vigueur de la régulation sociale »](#). Ce qui étonne, c'est que ces groupes peuvent nous sembler extrêmement autoritaires et contraignants et on a du mal à imaginer que des jeunes de nos pays libéraux soient séduits à ce point.

La question que nous devons nous poser est celle de la définition identitaire que nous proposons aux générations montantes. On peut poser ici l'hypothèse d'un affaiblissement des multiples appartenances qui définissent chaque individu : régions, classes sociales, groupes d'âge et de sexe, groupes professionnels, appartenances ethniques, idéologiques, confessionnelles, militantes... Tout ça disparaît au profit de l'identité nationale (voir notre analyse du « Grand débat » : [Marchand et Ratinaud, 2012](#)).

Or, [beaucoup d'études](#), et depuis longtemps, le montrent : « Une société, ravagée par une douzaine d'oppositions dont les lignes de clivage vont dans des sens multiples, peut connaître moins de violence et éclater moins vite qu'une autre société divisée par une seule ligne d'opposition. Chaque nouveau clivage contribue à amenuiser une fissure générale de sorte qu'on peut dire qu'une société est cousue en un tout par ses conflits intérieurs ».

La question qui se pose est donc, d'une part, celle d'une décatégorisation sociale qui amène à définir les individus selon plusieurs appartenances au lieu de les focaliser sur une seule, d'autre part, celle de la valorisation des appartenances multiples plutôt que leur stigmatisation. Il s'agirait d'éviter la conversion d'un malaise identitaire en identité unique, exclusive et incompatible avec l'identité française. Mohamed Merah encore une fois :

Moi mon but c'est, c'est de faire mon devoir et aussi de, de réveiller et de vivifier la, la communauté musulmane afin qu'ils se réveillent et qu'eux à leur tour ils attaquent, afin que la France ne connaisse aucune tranquillité que ce soit en Afghanistan ou ici t'as vu.

Les croyances

À propos de croyance, on pense immédiatement à l'islam et on prévoit des réponses dirigées vers, et éventuellement avec, l'islam. Mais le [lien entre l'islamisme, même « radicalisé », et le terrorisme](#) doit être vu avec prudence. Les croyances sont souvent davantage les conséquences des actes que leurs causes. L'engagement réellement religieux des

terroristes est souvent très faible et relève davantage d'une mécanique rhétorique que d'une véritable élaboration idéologique.

En revanche, ce qui nous est renvoyé, c'est l'envers de nos propres valeurs - rejet de la liberté, amour de la mort :

Chose qui est sûre c'est que, sache que j'ai pas peur de la mort. La mort je l'aime, sinon j'aurais pas fait tout ça. Ce bas monde j'en veux pas. Moi je veux le paradis, mon seigneur, ainsi que de rencontrer le prophète wa salam et les femmes du paradis. [...] La vie dans ce bas monde c'est la prison du musulman, du croyant. Vous avez le paradis des mécréants. Et vous vous êtes dans le [votre] paradis. Vous travaillez, vous vous faites plaisir tout ça. Mais nous on est en prison, c'est une prison pour nous ici.



L'Imam de Drancy, Hassen Chalghoumi, joint sa main à celle de Samuel Sandler, père et

grand-père de trois des victimes de Mohamed Merah, le 15 novembre 2015. Loïc Venance/AFP

La violence est donc légitimée par la critique des institutions, la volonté de changer l'ordre social et un engagement au nom de valeurs supérieures à la culture dans lesquels les sujets « radicalisés » ont évolué. Ce qui leur permet de retourner à la fois le stigmate (ce sont les autres qui sont des fous) et de reprendre la main (je domine, je choisis, y compris ma mort). Cette destruction et ce chaos au service de l'individuation (même posthume) et d'affirmation de liberté, d'autodétermination, d'exceptionnalité, n'est pas uniquement liée au djihad : on l'observe dans les [vidéos des school shooters](#).

Au-delà de la radicalisation menant des jeunes à la violence, ce qui est en jeu, c'est aussi les moyens que l'on donne à l'expression plus générale d'une opposition, normale et légitime, à la pensée dominante.

Dans une étude des représentations des sciences de l'univers menée en 2004 dans le cadre de l'Université de Toulouse, nous avons observé, comme attendu, une opposition entre tenants des sciences (astronomie) et partisans des para-sciences (astrologie). Mais une grande masse de réponses se situaient dans un relativisme, renvoyant dos à dos ces deux approches vues comme des doctrines qui, après tout, avaient toutes le même droit de s'exprimer en démocratie... On assiste donc à d'autres formes d'expression plus ou moins radicale d'une domination intellectuelle et idéologique.

On peut identifier, pêle-mêle et évidemment sans qu'il y ait de rapports ni de ressemblance entre eux, des conduites « radicales » alimentaires (végétarisme, bio-consommation), sanitaires (refus de vaccination), sociales (ZAD, manifestations des bonnets rouges, d'agriculteurs, de taxis, contre les lois sur le mariage pour tous ou la théorie du genre, contre les sommets internationaux, « papas grimpeurs », etc.). Et, sans lien avec tout ce qui précède mais résolument du côté de la radicalisation, l'augmentation du vote d'extrême droite et la propagation de ses idées.

La plupart de ces manifestations de rejet de la pensée dominante n'ont pas ou peu recours à la violence, du moins pas en France et pas actuellement, mais la question existe : quels sont aujourd'hui les moyens de s'opposer démocratiquement et de façon non violente à la pensée dominante ? Parallèlement, comment agir pour que les notions inclusives de liberté, égalité, fraternité, laïcité... ne deviennent pas discriminantes ou stigmatisantes ?

Dans un contexte marqué par l'émotion et la pression à agir, il n'est pas inutile de rappeler que les sciences de l'homme et de la société produisent, depuis longtemps, une compréhension de ces phénomènes. Et si leurs explications sont sans doute moins immédiatement gratifiantes, elles s'inscrivent dans une action en profondeur et dans la durée.